Ministère de la Fonction publique,
de la Réforme de l'Etat
et de la Décentralisation

Rapport annuel

# La Fonction publique de l'État

## mars 1997 - mars 1998

La documentation Française

AB

Ministère de la Fonction publique,
de la Réforme de l'Etat
et de la Décentralisation

# La Fonction publique de l'État

mars 1997 - mars 1998

**© La Documentation française – Paris, 1998**
**ISBN : 2-11-004060-2**

En application de la loi du 11 mars 1957 (article 41) et du Code de la propriété intellectuelle du 1er juillet 1992, toute reproduction partielle ou totale à usage collectif de la présente publication est strictement interdite sans l'autorisation expresse de l'éditeur. Il est rappelé à cet égard que l'usage abusif et collectif de la photocopie met en danger l'équilibre économique des circuits du livre.

# Sommaire

**Avant-propos** ..... 5

**Présentation de la fonction publique** ..... 7

**Première partie**
LA POLITIQUE DES EFFECTIFS ..... 13

**Deuxième partie**
LE DIALOGUE SOCIAL DANS LA FONCTION PUBLIQUE ..... 19

Chapitre I
La négociation salariale ..... 21

Chapitre II
Le dialogue social dans le cadre des organismes représentatifs ..... 25

Chapitre III
La mise en œuvre des accords passés ..... 33

Chapitre IV
La réflexion relative au temps de travail ..... 41

Chapitre V
L'action sociale interministérielle ..... 43

**Troisième partie**
LA MODERNISATION DE LA FONCTION PUBLIQUE AU SERVICE DES USAGERS ..... 45

Chapitre I
Déconcentration, transparence et proximité ..... 49

Chapitre II
Une gestion des ressources humaines rénovée ..... 57

Chapitre III
Communication interne et communication externe ..... 67

**Quatrième partie**
LA COOPÉRATION ADMINISTRATIVE INTERNATIONALE ..... 75

Chapitre I
L'action internationale de la DGAFP ..... 77

Chapitre II
L'action internationale des écoles administratives ..... 79

Chapitre III
L'action interministérielle de la DGAFP
en matière internationale ..... 81

Chapitre IV
L'Europe ..... 83

Chapitre V
L'OCDE ..... 85

**Annexes** ..... 87

1 – Communiqués du Conseil des ministres ..... 89
2 – Liste des réunions des organismes consultatifs ..... 95
3 – Publications, études et réseaux de la DGAFP ..... 101
4 – Relevé de conclusions sur le dispositif salarial
applicable jusqu'au 31 décembre 1999 (1998-1999) ..... 105
5 – Texte de la lettre de mission relative
au temps de travail du 18 février 1998 ..... 111

**Bilan social** ..... 113

1 – La fonction publique dans le budget de l'État ..... 117
2 – Effectifs réels et structure des emplois ..... 143
3 – Temps de travail ..... 181
4 – Concours de la fonction publique de l'État ..... 197
5 – Positions statutaires ..... 241
6 – Rémunérations ..... 253
7 – Formation ..... 271
8 – Relations professionnelles ..... 281
9 – Politique sociale ..... 311
10 – Retraites ..... 329

**Table des matières** ..... 341

# Avant-propos

Rendez-vous traditionnel et toujours riche d'enseignements, le rapport annuel de la fonction publique dresse un bilan de l'évolution des moyens des administrations de l'État et de leur action en direction des usagers.

Ce rapport couvre la période mars 1997-mars 1998, attestant ainsi la continuité du service public. Il est cependant le témoin d'un changement dans la conception de rapports entre l'État et ses agents.

Plus que jamais, l'État républicain apparaît comme le garant de l'intérêt général, de la cohésion sociale et territoriale et le régulateur à même de favoriser le développement grâce à des services publics performants et modernes. Dans un monde qui évolue rapidement, il doit en permanence se reformer et se moderniser ; et pour cela, s'appuyer sur un potentiel humain dont la qualité est unanimement reconnue.

C'est pourquoi, j'ai immédiatement affirmé ma volonté de dialogue et de concertation avec les organisations syndicales représentatives. Après plusieurs années d'interruption, le dialogue social portant sur le socle de la politique contractuelle que constituent les négociations salariales a permis de déboucher sur un accord équilibré qui prend en compte l'évolution du pouvoir d'achat des différentes catégories d'agents, et notamment des plus modestes pour lesquelles un effort particulier a été marqué. Dans le cadre des contraintes budgétaires qui sont les siennes, le Gouvernement a démontré l'attention qu'il porte à ses agents, il a reconnu leur place dans le processus de modernisation et de réforme de l'État.

C'est par la qualité des services publics et la proximité de son action que l'État joue pleinement son rôle et assure la légitimité de ses décisions. Cela passe par la transparence de son action, l'amélioration de l'accueil, la simplification des formalités et l'adaptation de l'implantation des services publics. C'est dans cet esprit que les orientations du Gouvernement en matière de réforme de l'État ont été redéfinies. Les réflexions engagées par la direction générale de l'administration et de la fonction publique et le commissariat à la réforme de l'État devront permettre de répondre à ces objectifs.

Enfin, comment ne pas souligner les enjeux liés à l'intégration des nouvelles technologies au sein de l'administration au regard de sa propre organisation interne, et bien sûr, de l'amélioration des relations avec les usagers ?

Le programme d'action gouvernemental pour la société de l'information (PAGSI) est un formidable pari sur la capacité des administrations à se moderniser et à réformer leur mode de fonctionnement. Il s'agit de relever le défi de la société de l'information qui constitue chaque jour d'avantage le cadre de vie de nos concitoyens. Les services placés sous mon autorité auront en charge l'impulsion du volet service public du PAGSI.

Le fonction publique de l'État, forte de la diversité et de la technicité de ses agents, est bien au coeur de ces mutations. Dès lors, il nous appartient de lui donner les moyens de remplir pleinement ses missions de service public. C'est le sens de mon action. Ensemble, nous porterons ce projet.

Émile ZUCCARELLI

# Présentation de la fonction publique

## La fonction publique : un débouché important pour les jeunes diplômés

La fonction publique dans son ensemble compte environ 5,2 millions d'agents : 2,2 millions (titulaires, non titulaires, ouvriers d'État et militaires) pour la fonction publique de l'État, 1,45 million dans la fonction publique territoriale et 840 000 dans la fonction publique hospitalière, chiffres auxquels il convient d'ajouter 208 000 agents dans les établissements publics (hors entreprises publiques), 460 000 salariés de la Poste et France Télécom (dont plus de 80 % sont fonctionnaires).

Ce dénombrement relève d'une définition juridique : il ne recouvre pas tout à fait la notion d'emploi public proposée par la Comptabilité nationale [1]. Cependant les évolutions sont comparables : depuis le début des années 1980, le poids de l'emploi public est passé de 21 % à près de 24 %.

La composition de l'emploi public se transforme : la part de la fonction publique de l'État diminue tandis que celle des collectivités locales est en hausse. En effet, les lois de décentralisation ont favorisé le développement rapide des emplois territoriaux et hospitaliers. Cependant de nombreux emplois dans la fonction publique territoriale sont des postes à temps incomplet. Dans la fonction publique de l'État et la fonction publique hospitalière, 14 % des agents travaillent à temps partiel ou incomplet. Dans la territoriale, cette proportion s'élève à 31 %.

(1) Brenot-Ouldali (Annie), « les frontières mouvantes de l'emploi public », *Courrier des statistiques*, n° 78, août 1996.

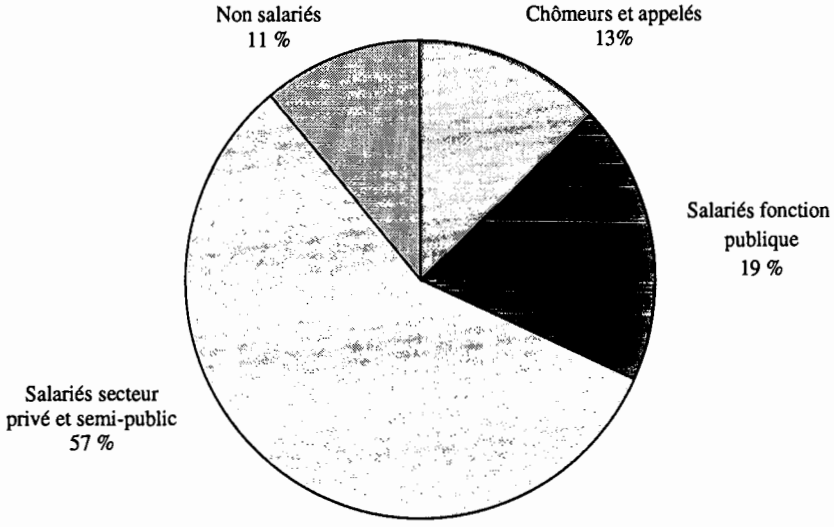
**Les sources sur l'emploi public**

***Effectifs réels :***
*Fonction publique de l'État : le fichier de paie des administrations, exploité par l'INSEE.*
*Fonction publique territoriale : enquête annuelle menée par l'INSEE.*
*Fonction publique hospitalière : enquête menée par le SESI (ministère de l'emploi et de la solidarité)*
*Enquête annuelle sur l'emploi (INSEE)*

***Emplois budgétaires :***
*Fonction publique de l'État : loi de finances.*

La fonction publique joue donc un rôle important dans l'emploi, puisque près d'un actif sur quatre y travaille. Sur les quinze dernières années, la structure de la population employée s'est modifiée, notamment dans la fonction publique de l'État : elle est marquée par un vieillissement des personnels, par une prépondérance des emplois de cadres et par une féminisation accrue.

**Les salariés de la fonction publique en mars 1997**




Population active au sens du BIT : 25,6 millions

*Source : enquête EMPLOI - mars 1997 - (INSEE).*
DGAFP, bureau des statistiques.
Note : les appelés du contingent ont été comptabilisés avec les chômeurs

**Fin 1996, les femmes représentent 56 % des personnels titulaires et non titulaires**, contre 55 % fin 1990 et 53 % fin 1980. Environ la moitié des agents de l'État sont des agents de l'éducation nationale, où les femmes sont particulièrement nombreuses (65 % fin 1996).

La fonction publique constitue également un pôle important de recrutement : 20 % des personnes prenant un nouvel emploi y sont recrutées. Elle représente un débouché important pour les jeunes scolaires, et particulièrement pour les jeunes diplômés [1].

**La structure des emplois par niveau hiérarchique s'est modifiée**, notamment depuis 1990. En 1980, les agents des services de l'État se répartissent à peu près également en trois catégories hiérarchiques A, B, C&D, mais en 1996 les agents de catégorie A ont une part prépondérante, tandis que les agents de catégorie intermédiaire sont relativement moins nombreux. Cette évolution est principalement liée au remplacement des instituteurs et PEGC (catégorie B) par des professeurs des écoles et des certifiés (catégorie A). Le taux d'encadrement est beaucoup plus faible dans les autres composantes de la fonction publique.

Durant cette même période, **la population des agents de l'État est marquée par un vieillissement** à la fois par le bas (la part des agents de moins de 25 ans a fortement baissé, surtout entre 1980 et 1990) et par le haut (la proportion des personnes de plus de 50 ans s'accroît, particulièrement entre 1990 et 1996). L'âge moyen s'établit à 42 ans fin 1996 pour l'ensemble, contre 40,5 ans fin 1990 et 37,8 ans fin 1980.

Ce vieillissement est particulièrement marqué dans certains ministères. La direction générale de l'administration et de la fonction publique a évalué les prévisions de sorties définitives [2] des titulaires des services civils de l'État (hors La Poste et France Télécom) : les sorties prévues soit environ 42 000 par an en 1997/1998 devraient croître d'environ 2000 par an jusqu'en 2008.

## La fonction publique au sein des dépenses publiques

La loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires fixe un régime de rémunération commun à l'ensemble des fonctionnaires qu'elle régit, à savoir les fonctionnaires civils titulaires ou stagiaires, des administrations de l'État, des régions, des départements, des communes et de leurs établissements publics ainsi que des établissements publics d'hospitalisation.

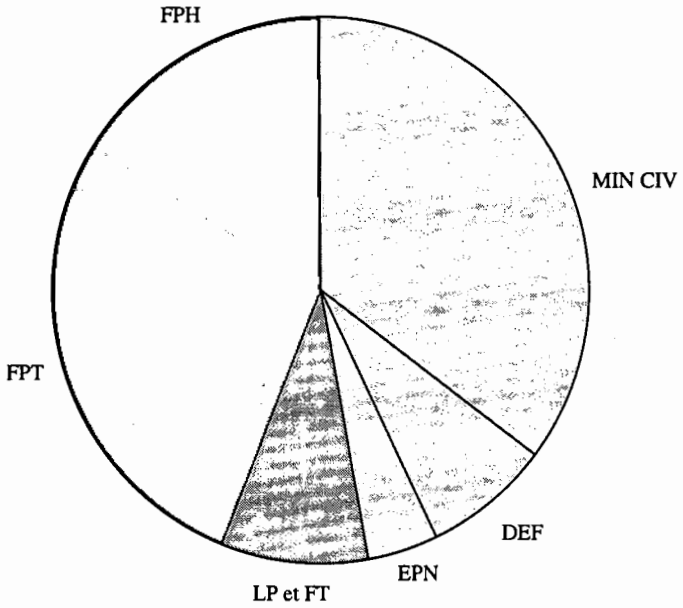
D'autres catégories de personnels dont le droit à rémunération fait l'objet d'un dispositif législatif spécifique, ont un régime de rémunération commun avec celui

(1) Audier (Florence), « La fonction publique : un débouché majeur pour les plus diplômés », *Économie et statistique*, n° 304-305, 1997.

(2) Massal (Pierre), « Les agents titulaires des services civils de l'État en 2010 : un sur deux ne sera plus actif », *Point Stat*, n° 97-02, juin 1997, DGAFP.

de la fonction publique. Il s'agit des militaires et des magistrats. Les agents non titulaires peuvent également percevoir une rémunération calculée par référence à un indice correspondant à l'emploi qu'ils occupent.

## La fonction publique : les différentes composantes




Effectifs en milliers (1)

| | | |
|---|---|---|
| - Ministères civils | 1 831 | (2) |
| - Défense | 387 | (3) |
| - Établissements publics nationaux hors entreprises publiques | 208 | (3) |
| La Poste et France Télécom | 460 | (3) |
| Fonction publique territoriale yc établissements publics locaux | 1 447 | (3) |
| Fonction publique hospitalière | 840 | (3) |
| **Ensemble** | **5 173** | |

*Source : INSEE, DGAFP, SESI, DGCL.*
DGAFP, bureau des statistiques.

(1) Hors bénéficiaires de Contrats Emploi Solidarité.
(2) Effectifs réels au 31.12.96.
(3) Estimation au 31.12.95.

C'est le décret n° 85-1148 du 24 octobre 1985 modifié qui organise le régime de rémunération « des personnels civils et militaires de l'État et des personnels des collectivités territoriales ». Ce décret est applicable de plein droit à la fonction publique hospitalière en application de l'article 77 du titre IV du statut général.

Les décisions gouvernementales en matière de rémunération des fonctionnaires ont un impact sur les quelque 146 000 enseignants des établissements privés sous contrat (décret n° 78-252 du 8 mars 1978) et sur le personnel titulaire des assemblées parlementaires.

Près de 4,2 millions de personnes voient leur pension directement indexée sur le traitement des fonctionnaires. Il s'agit des 1,7 million de personnes bénéficiant d'une pension civile ou militaire de retraite (art. L. 13 et L. 15 du code des pensions civiles et militaires), des 550 000 bénéficiaires d'une pension versée par la CNRACL, des 1,3 million de bénéficiaires du régime de retraite complémentaire Ircantec ainsi que des 600 000 personnes ayant droit à une pension d'invalidité (art. L. 8 bis du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre).

Au total, plus de 9 millions de personnes, actives ou retraitées, relèvent ainsi de la politique salariale conduite dans la fonction publique.

## Les masses budgétaires

Les *frais de personnel,* qui incluent l'ensemble des rémunérations d'activité (y compris vacations), les cotisations et prestations sociales ainsi que les pensions civiles et militaires de retraite, s'élèvent à 595,4 milliards en 1997, soit près de 88,7 % des dépenses induites contre 87,2 % en 1991. Cette augmentation tendancielle de la part des frais de personnel est liée à la progression plus soutenue des dépenses de pensions et de cotisations au regard de la stagnation des frais de déplacement ou des pensions militaires d'invalidité et de victimes de guerre.

Les *rémunérations d'activité* recouvrent la masse des rémunérations brutes, y compris la part « salarié » des cotisations sociales, versées aux personnels de l'État en activité, soit le traitement, l'indemnité de résidence, le supplément familial de traitement et les primes et indemnités.

La *masse salariale* représente près de 97 % de ces rémunérations d'activité. Elle correspond aux rémunérations versées à des personnels occupant un emploi permanent à temps complet ou rémunérés sur crédits par référence à la grille indiciaire de la fonction publique, à l'exclusion du personnel rémunéré sur la base des salaires pratiqués dans le commerce et l'industrie (certains personnels ouvriers, les vacataires..). La part des rémunérations d'activité est relativement stable sur la période 1991-1997 passant de 55,8 % à 54,9 % des dépenses induites.

Les *cotisations sociales* à la charge de l'État (70,3 milliards) sont constituées notamment par les prestations en nature du régime maladie pour les agents titulaires et les prestations du régime maladie et vieillesse des agents permanents non titulaires.

Les *prestations sociales* (10,1 milliards) désignent les dépenses obligatoires notamment au titre des prestations familiales, de la prise en charge des agents en congé de longue durée, ainsi que des accidents de service ou du travail. S'y ajoutent des prestations facultatives telles que les prêts, aides ou allocations divers.

Les *dépenses induites* par la fonction publique de l'État représentent, en loi de finances pour 1997, 671 milliards de francs, soit 39,7 % du budget de l'État.

Elles s'élevaient à 536 milliards de francs en 1991 et ont donc progressé en moyenne de près de 4 % par an en francs courants et de 1,8 % par an en francs constants. Cette évolution s'est produite sous l'effet conjugué des mesures salariales et statutaires mises en œuvre au cours de cette période et de l'augmentation des effectifs de fonctionnaires tant actifs que retraités. Leur poids dans les recettes fiscales nettes du budget de l'État est passé de 43,6 % en 1991 à 47,4 % en 1997. Elles représentaient 7,9 % du produit intérieur brut total en 1991 contre 8,3 % en 1997.

En 1997, les dépenses induites se décomposent en 55 % de dépenses de rémunérations d'activité (368,4 milliards), 12 % de cotisations et prestations sociales à la charge de l'État (80,5 milliards), 21,5 % de pensions civiles et militaires de retraite (144,5 milliards), 3,5 % de pensions militaires d'invalidité et de victimes de guerre (24,5 milliards), 5 % sous forme de subventions aux établissements d'enseignement privé (36 milliards) ainsi que 3 % de dépenses diverses (frais de déplacement, aide sociale...). Les dépenses de rémunération de la Poste et France Télécom ne sont pas comprises.

Enfin, les *dépenses indexées* (615,9 milliards soit 91,7 % des dépenses induites contre 90,1 % en 1991) recouvrent les éléments de rémunération qui, indexés sur la valeur du point de la fonction publique, évoluent parallèlement aux traitements d'activité. Cette caractéristique en fait un concept budgétaire important puisque c'est sur cette base qu'est évaluée l'incidence financière globale sur le budget de l'État des mesures salariales prises pour la fonction publique.

Première partie

# LA POLITIQUE DES EFFECTIFS

## La stabilisation globale des effectifs dans la fonction publique de l'État

L'année 1998 est marquée par la décision du gouvernement de retenir une stabilisation globale des effectifs de l'administration de l'État. Cette stabilité affichée entre 1997 et 1998 du niveau des emplois budgétaires dans les ministères civils résulte principalement de créations de postes dans l'enseignement supérieur et la justice, et de suppressions d'effectifs réalisées dans la plupart des autres ministères.

Le ministère de la défense enregistre, comme en 1997, des créations d'emplois budgétaires importantes (6000) dans le cadre du plan de restructuration des armées.

Simultanément la mise en œuvre du protocole de résorption de l'emploi précaire dans les services de l'État a pour effet d'accroître également le nombre de fonctionnaires. Par ailleurs, le niveau des agents employés dans les ministères de l'éducation nationale et de l'intérieur va augmenter fortement, par le biais du recrutement des emplois jeunes.

## La politique de recrutement, la gestion prévisionnelle des emplois (suites des rapports Join Lambert et Weiss)

La gestion prévisionnelle des emplois publics se décline sous trois aspects :

1° – Au niveau global, l'adaptation constante aux besoins des usagers, les préoccupations d'aménagement du territoire et la nécessité d'assurer un déroulement de carrière satisfaisant aux agents conduisent à entourer d'un soin particulier les prévisions de recrutement en volume et en qualification.

Ces préoccupations, largement dominées par une conception politique de l'État et du secteur public dans l'économie nationale, reçoivent des réponses variables selon les périodes. Ainsi, après avoir connu dix années de croissance continue

des effectifs, l'année 1997 a marqué pour la première fois une décroissance. Depuis 1998, le choix du Gouvernement est celui de la stabilisation du nombre des fonctionnaires.

Ces décisions influencent directement les niveaux de recrutement, sachant qu'il se libère en moyenne, chaque année, près de 50 000 emplois civils de l'État par suite de départs volontaires, de retraite, de décès.

2° – Au niveau de chaque ministère qui, dans le cadre des orientations du gouvernement, doit réguler ses flux de départs et de recrutements en veillant à mieux assurer les missions qui lui incombent.

Chaque ministère dispose à cet égard d'outils de gestion qui lui sont propres, tenant compte de la spécificité de ses missions et de ses métiers. Les ministères de l'équipement et de l'éducation nationale sont particulièrement avancés en ces matières, ce qui est indispensable compte tenu de la taille des populations gérées : plus de 100 000 pour le premier, plus de un million pour le second. Le ministère de la défense dispose également de savoir-faire éprouvés. Tous les ministères possèdent néanmoins leurs propres tableaux de bord et, en leur sein, la connaissance des effectifs des corps et des pyramides d'âge est essentielle.

3° – Au niveau interministériel, de nombreux travaux sont accomplis sous l'autorité du ministre de la fonction publique, de la réforme de l'État et de la décentralisation. Ils consistent principalement à faire progresser la connaissance de ces sujets par des études et des échanges d'expérience entre les ministères. C'est ainsi qu'au cours des quinze derniers mois ont été déposés deux rapports rédigés par M^me^ Marie-Thérèse Join Lambert [1] et M. Jean-Pierre Weiss [2], et une fiche « Points Forts » [3], tandis qu'était organisée entre administrations une journée de réflexion sur la gestion prévisionnelle des emplois le 19 septembre 1997.

Sur le fondement de ces études, la DGAFP peut intervenir ponctuellement pour :
- réguler les flux de recrutement dans des ministères ou des corps qui évoluent de manière atypique ;
- connaître finement l'évolution des personnels de la fonction publique par le recueil de statistiques particulièrement abondant ;
- agir sur le contenu des formations dispensées par l'école nationale d'administration et les instituts régionaux d'administration afin de faire évoluer le profil des fonctionnaires issus de ces établissements, tout en assurant la gestion directe du corps interministériel des administrateurs civils.

## L'apprentissage

La loi du 17 juillet 1992 a introduit l'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial, à titre expérimental jusqu'au 31 décembre 1996.

(1) *La gestion prévisionnelle des emplois et des métiers dans la fonction publique : constats et propositions à partir de l'étude de cinq ministères*, décembre 1996.

(2) *L'encadrement supérieur des administrations de l'État*, décembre 1996.

(3) *L'encadrement supérieur des administrations de l'État*, avril 1997.

Le bon accueil généralement réservé aux apprentis dans la fonction publique a d'abord conduit à proroger le délai précité. La direction générale de l'administration et de la fonction publique a ensuite lancé fin 1996 une enquête auprès de tous les ministères, les préfectures et les hôpitaux. L'exploitation de leurs réponses a permis de dégager des éléments suffisants pour permettre au Parlement d'approuver, à l'occasion du vote de la loi n° 97-940 du 16 octobre 1997 relative au développement d'activités pour l'emploi des jeunes, les principales propositions contenues dans le projet de rapport.

C'est ainsi que désormais :
- l'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial est pérenne ;
- les employeurs autres que l'État reçoivent une prime à l'embauche d'apprentis ;
- tous les employeurs publics peuvent désormais conclure des contrats d'apprentissage successifs avec un même apprenti, dans la limite de cinq ans, permettant ainsi la mise en place de cursus qui accroissent encore l'intérêt de cette pratique pour les jeunes séduits par la formation en alternance.

Une fiche « Points forts » sur l'apprentissage (décembre 1997) a permis de diffuser les éléments chiffrés recueillis dans le cadre de l'enquête. Les organisations syndicales ont été régulièrement informées des travaux entrepris et de leurs résultats de même que le comité de coordination des programmes régionaux d'apprentissage et de formation professionnelle continue.

## L'information des jeunes

Dans le cadre de sa politique de recrutement et d'information sur les métiers de la fonction publique, la direction générale de l'administration et de la fonction publique a marqué de sa présence, par l'implantation de stands, les manifestations suivantes :
- le forum Dauphine le 20 mars 1997 – université de Paris Dauphine
- le forum de Sceaux le 26 mars 1997 – faculté Jean Monnet (Paris Sud XI)
- l'aventure des métiers du 25 au 27 mars 1997 – Grande Halle de la Villette
- le salon de l'Étudiant du 12 au 16 mars 1997 – Porte de Versailles
- l'aventure des métiers du 5 au 10 février 1998 – Grande Halle de la Villette
- le salon de l'Étudiant du 19 au 22 mars 1998 – Porte de Versailles.

Les stands de la direction générale sont destinés à accueillir un public d'élèves et d'étudiants, souvent accompagnés de leurs enseignants ou de leur famille, désireux de s'informer sur les concours de recrutement, en particulier ceux des IRA. Par ailleurs, les fonctionnaires de la DGAFP présents sur le stand sont appelés à remplir une fonction de conseil (sur les différentes filières de recrutement) et d'orientation du public (en fonction de la spécificité des ministères).

Lors de la dernière aventure des métiers, le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'État et de la décentralisation a eu l'occasion de rencontrer des élèves de troisième du Collège des Petits-Ponts à Clamart, dans les Hauts-de-Seine.

# L'insertion des handicapés (recrutement contractuel)

La loi du 10 juillet 1987 sur l'insertion des travailleurs handicapés impose à l'ensemble des employeurs publics et privés une obligation d'emploi au profit des handicapés à hauteur de 6 % de leurs effectifs.

Cette obligation n'est pas correctement respectée au sein de la fonction publique de l'État (3,2 % en 1995).

Un ensemble de mesures ont été présentées en Conseil des ministres le 25 janvier 1995 et engagées en 1995. Leur mise en œuvre s'est poursuivie en 1996 et 1997.

Particulièrement significative est la mesure qui a pour objectif de simplifier les recrutements de handicapés dans la fonction publique en élargissant aux catégories A et B la procédure de recrutement direct sur contrat donnant vocation à titularisation pour les intéressés. Cette disposition résulte de l'article 111 de la loi n° 95-116 du 4 février 1995 portant diverses dispositions d'ordre social. Un décret d'application déterminant les modalités de ces recrutements a été pris le 25 août 1995 et publié au Journal officiel du 1er septembre. Deux décrets d'application sont également intervenus, s'agissant de la fonction publique territoriale (n° 96-1087 du 10 décembre 1996) et de la fonction publique hospitalière (n° 97-185 du 25 février 1997).

La circulaire d'application élaborée par la direction générale de l'administration et de la fonction publique, et publiée le 13 mai 1997, a fait l'objet d'une concertation approfondie avec les organisations syndicales et plusieurs associations de travailleurs handicapés.

Par ailleurs, afin de permettre un bon suivi de l'évolution de ce dossier, a été nommé auprès du directeur des personnels de chaque ministère, un correspondant ayant en charge de définir et d'impulser la politique à conduire en faveur de l'insertion des handicapés dans les différents départements ministériels. La mise en place d'un réseau de correspondants locaux a également été préconisée.

Des efforts importants en matière d'information et de formation doivent être conduits par les administrations afin de faciliter l'accès et l'intégration des handicapés au sein des services. À cet égard, une circulaire de la fonction publique n° 5252 du 5 juillet 1995 préconise un ensemble d'actions devant être menées par les administrations au profit, en particulier, des gestionnaires des personnels et des agents handicapés, notamment, sur la base de modules mis en place par les écoles administratives. Est également encouragé le développement de certaines réalisations déjà faites au profit des agents non-voyants pour leur permettre d'accéder à la documentation administrative.

La direction générale de l'administration et de la fonction publique contribue, pour sa part, directement aux efforts d'information en la matière, en diffusant largement un guide pratique sur l'accès des handicapés aux emplois publics, en développant une rubrique ad hoc sur le 3616 Fonctionnaires (et par convention sur le 3614 Handitel), en participant à de nombreux colloques, rencontres et journées d'études sur le thème de l'insertion des personnes handicapées (université de Paris – Sorbonne, ministère de l'emploi et de la solidarité, CNRS...).

Deuxième partie

# LE DIALOGUE SOCIAL DANS LA FONCTION PUBLIQUE

Chapitre I

# LA NÉGOCIATION SALARIALE

## Mesure de l'augmentation moyenne des rémunérations des fonctionnaires

L'augmentation moyenne, ou en masse, des rémunérations sur une année correspond à l'écart entre la rémunération moyenne, ou totale, perçue au cours de l'année considérée et la même rémunération perçue au cours de l'année précédente.

Sur la base des concepts habituels (*cf.* encadré), il est possible de déterminer 3 types d'indicateurs mesurant l'augmentation moyenne des rémunérations des fonctionnaires en 1997 par rapport à 1996 :

– la progression du salaire moyen par tête (SMPT) mesure l'évolution de la masse salariale à effectifs constants. Elle s'élève à +2 %. Cette approche prend en compte le GVT solde ;

– la progression en masse Toutée s'élève à +1,14 % ;

– la progression de la rémunération moyenne des personnes en place (RMPP) s'établit à +3,3 %. Elle n'inclut que le GVT positif et fait abstraction des mouvements d'entrée et de sortie de la fonction publique.

### Les facteurs de progression de la masse salariale

L'accroissement de la masse salariale, à structure et effectifs constants, en faisant donc abstraction des recrutements et des départs, est qualifié de progression en « masse Toutée ». Cet indicateur mesure l'incidence des mesures salariales, générales (revalorisation de la valeur du point en particulier) et catégorielles (mesures statutaires et indiciaires), à caractère collectif décidées par les pouvoirs publics.

Il est, par ailleurs, possible de mesurer l'accroissement de la masse salariale en tenant compte du glissement vieillesse et technicité (GVT) qui intègre l'ensemble des variations suivantes :
– avancements d'échelons et promotions de grade ou de corps dont bénéficient régulièrement les fonctionnaires. Cet effet de carrière est appelé GVT positif ;
– entrées de nouveaux agents compensant le départ provisoire (disponibilité, détachement, congé de longue durée...) ou définitif (retraite, démission...) de fonctionnaires. Cet effet de noria est généralement négatif en raison du niveau globalement supérieur du coût de la rémunération des agents quittant la fonction publique par rapport à celui de la rémunération des nouveaux entrants.

La somme algébrique des deux effets constitue l'effet de structure, dit GVT solde, qui permet d'apprécier l'évolution effective de la masse salariale due aux variations intervenues dans la population étudiée.

La combinaison de la progression en « masse Toutée » et du GVT solde constitue la mesure de la croissance du salaire moyen par tête (SMPT).

La combinaison de la progression en « masse Toutée » et du GVT positif constitue la mesure de la croissance de la rémunération moyenne des personnes en place au cours de la période considérée (RMPP).

## L'accord salarial du 10 février 1998

Le relevé de conclusions sur le dispositif salarial applicable jusqu'au 31 décembre 1999, signé le 10 février 1998 par le Gouvernement et cinq organisations syndicales représentant la majorité des fonctionnaires (CFDT, UNSA, FO, CGC, CFTC), marque la reprise du dialogue social et de la pratique contractuelle dans la fonction publique, plus de quatre années après le dernier accord salarial (annexe 4).

L'accord affiche quelques principes forts au premier rang desquels la priorité aux bas salaires, et notamment aux agents de la catégorie C qui constituent la moitié des effectifs des trois fonctions publiques d'État, territoriale et hospitalière.

• Il prévoit ainsi qu'afin qu'aucun traitement indiciaire brut dans la fonction publique ne soit inférieur au salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) :
- dès le 1er avril 1998, les six premiers échelons des échelles 2 à 5 de la catégorie C seront revalorisés de 1 à 15 points d'indice majoré ;
- l'échelle 1 sera redéfinie à la même date sur la base de 8 échelons au lieu de 11, et de 23 ans de carrière au lieu de 28 ans. Le minimum de traitement correspondra à l'indice majoré 247, montant supérieur au SMIC brut. Cela rendra donc sans objet l'indemnité différentielle instituée par le décret n° 91-769 du 2 août 1991 et dont la mise en œuvre avait pour résultat la stagnation du traitement alloué en début de carrière aux agents de catégorie C.

• Les agents contractuels ne pourront être rémunérés sur la base d'un indice inférieur à celui du premier échelon de l'échelle 1.

• Les perspectives de carrière des fonctionnaires de catégorie C seront améliorées par une augmentation en deux étapes, au 1er janvier 1999 et au 1er janvier 2000, du pyramidage de l'échelle 5 et du nouvel espace indiciaire (NEI).

• Outre les revalorisations générales de 1,3 % en 1998 et en 1999, 2 points d'indice majoré seront attribués uniformément sur toute la grille des traitements, l'un le 1er avril 1999 et l'autre le 1er décembre 1999. Le 1er juillet 1998 et le 1er juillet 1999, des points d'indice majoré seront distribués de façon dégressive (4 à 1 au total) jusqu'à l'indice majoré 412.

• Enfin, l'accord prévoit que des réflexions seront entreprises :
- sur l'articulation des dispositifs de la cessation progressive d'activité et du congé de fin d'activité ;
- sur les expérimentations en matière de prise en charge directe par l'administration des frais de déplacement, ainsi que sur les modalités et le niveau de remboursement de ces frais ;
- et enfin sur la situation des bénéficiaires des pensions de retraite pour invalidité.

Des groupes de travail seront mis en place sur chacun de ces thèmes.

En matière de temps de travail, la situation des trois fonctions publiques présentant une spécificité qui tient à la diversité de la réglementation et des pratiques ainsi qu'aux contraintes liées à la nature des missions de service public auxquelles concourent les agents, l'accord prévoit qu'une réflexion sera engagée pour permettre d'analyser « les implications de la perspective des 35 heures, traduite dans son champ d'application par le projet de loi d'orientation et d'incitation à la réduction du temps de travail ».

Un état des lieux sera confié à une personnalité mandatée par le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'État et de la décentralisation, et un rapport sera remis aux partenaires sociaux avant la fin de l'année 1998 : M. Roché, conseiller maître à la Cour des Comptes, a été chargé de cette mission (*cf.* chapitre IV).

Chapitre II

# LE DIALOGUE SOCIAL DANS LE CADRE DES ORGANISMES REPRÉSENTATIFS

## Le Conseil supérieur de la fonction publique de l'État et ses formations

### La formation plénière

Le Conseil supérieur de la fonction publique de l'État s'est réuni cinq fois en formation plénière (18 mars, 8 juillet, 14 octobre, 16 décembre 1997 et 24 février 1998).

Une centaine de projets de textes lui ont été soumis, notamment :
- projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier :
- projet de loi portant création d'un conseil supérieur de déontologie de la sécurité ;
- projet de décret relatif aux comités techniques paritaires ;
- projet de décret modifiant le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 relatif aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'État (volet protection sociale de l'accord du 14 mai 1996) ;
- projet de décret modifiant le décret n° 86-442 du 14 mars 1986 modifié relatif à la désignation des médecins agréés, à l'organisation des comités médicaux et des commissions de réforme, aux conditions d'aptitude physique pour l'admission aux emplois publics et au régime de congés de maladie des fonctionnaires ;
- projet de décret instituant un congé de formation-mobilité au bénéfice de certains fonctionnaires de l'État ;
- projet de décret portant dispositions générales relatives aux services à compétence nationale ;
- projet de décret modifiant le décret n° 85-986 du 16 septembre 1985 relatif au régime particulier de certaines positions des fonctionnaires et à certaines modalités de cessation définitive de fonctions (congé parental d'adoption et modalités nouvelles de mise à disposition, de détachement et de mise en disponibilité) ;

- projets de décrets modifiant les décrets relatifs à la formation professionnelle des fonctionnaires et des agents non titulaires de l'État et de ses établissements publics ;
- projet de décret modifiant le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 modifié relatif aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'État, pris pour l'application de l'article 7 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;
- projet de décret modifiant le décret n° 95-659 du 9 mai 1995 relatif aux comités paritaires départementaux des services de la police nationale ;
- projets de décrets complétant le décret n° 84-38 du 18 janvier 1984 fixant la liste des établissements publics de l'État à caractère administratif prévue au 2° de l'article 3 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 ;
- projet de décret pris pour l'application des articles 19, 32 et 43 de la loi n° 96-1093 du 16 décembre 1996 relative à l'emploi dans la fonction publique et à diverses mesures d'ordre statutaire (congé de fin d'activité – possibilités de cumul) ;
- projet de décret fixant des modalités exceptionnelles de recrutement d'instituteurs ;
- projet de décret modifiant certaines dispositions du décret n° 82-450 du 28 mai 1982 modifié relatif au Conseil supérieur de la fonction publique de l'État ;
- projet de décret modifiant les décrets n° 82-451 du 28 mai 1982 relatif aux commissions administratives paritaires et n° 82-452 du 28 mai 1982 relatif aux comités techniques paritaires ;
- projet de décret fixant les dispositions statutaires applicables au corps des aides soignants civils du service de santé des armées ;
- projet de décret modifiant le décret n° 94-1020 du 23 novembre 1994 modifié par le décret n° 96-60 du 24 janvier 1996, fixant les dispositions statutaires applicables aux corps des infirmières et infirmiers des services médicaux des administrations de l'État ;
- projet de décret modifiant le décret n° 70-78 du 27 janvier 1970 instituant différentes échelles de rémunération pour les catégories C et D des fonctionnaires de l'État.

Les autres projets de décrets de nature statutaire et indiciaire soumis au Conseil supérieur de la fonction publique de l'État ont concerné pour l'essentiel l'achèvement de la mise en œuvre du protocole « Durafour » (revalorisation des carrières de corps de catégorie A-type, B-type et atypique).

Le Conseil supérieur de la fonction publique de l'État a également examiné, dans sa formation plénière, les rapports suivants :
- rapport annuel de la fonction publique de l'État pour la période de mars 1996 à mars 1997 ;
- rapport sur l'exécution de la loi n° 87-157 du 10 juillet 1987 en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés ;
- sixième rapport au Parlement sur les mesures prises dans la fonction publique pour assurer l'application du principe d'égalité des sexes ;
- bilan du congé de fin d'activité.

# Les formations spécialisées

## La commission des statuts

La commission des statuts s'est réunie à cinq reprises (7 mars, 1er juillet, 17 juillet, 22 octobre 1997 et 3 mars 1998). Elle a examiné les textes suivants :

- projet de décret fixant les dispositions statutaires communes applicables aux chargés d'études documentaires ;
- projet de décret complétant le décret modifiant le décret n° 75-888 du 23 septembre 1975 portant dispositions applicables aux emplois d'agent principal des services techniques ;
- projet de décret complétant le décret modifiant le décret n° 71-990 du 13 décembre 1971 relatif aux emplois de chef de service intérieur des administrations et établissements publics de l'État,
- projet de décret portant statut particulier du corps des ingénieurs économistes de la construction et du corps des ingénieurs des services culturels du patrimoine ;
- projet de décret fixant les conditions exceptionnelles d'intégration d'agents non titulaires des services généraux du Premier ministre dans des corps de fonctionnaires de catégorie A ;
- projet de décret fixant les modalités exceptionnelles de recrutement dans le corps des adjoints administratifs des services déconcentrés du ministère de l'équipement ;
- projet de décret modifiant le décret n° 72-110 du 8 février 1972 relatif aux conditions d'accès à certains emplois de direction de l'administration centrale du ministère des affaires culturelles ;
- projet de décret fixant les dispositions statutaires communes applicables aux chargés d'études documentaires ;
- projet de décret pris en application des articles 47 et 48 de la loi n° 96-1093 du 16 décembre 1996 relative à l'emploi dans la fonction publique et à diverses mesures d'ordre statutaire ;
- projet de décret portant suppression du corps des secrétaires d'administration centrale et portant assimilation, en vue de la révision des pensions, du corps supprimé à un corps existant ;
- projet de décret modifiant les dispositions relatives à divers concours de recrutement dans des corps relevant du ministère de la culture et de la communication,
- projet de décret modifiant le décret n° 82-819 du 27 septembre 1982 modifié relatif aux conditions d'accès, au régime de la scolarité et à l'administration de l'École nationale d'administration ;
- projet de décret modifiant le décret n° 70-79 du 27 janvier 1970 relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires des catégories C et D ;
- projet de décret relatif aux modalités de recrutement exceptionnel dans le corps des contrôleurs de la Caisse nationale de Crédit agricole ;
- projet de décret fixant les conditions exceptionnelles d'intégration d'agents non titulaires des services du Premier ministre (Commissariat général du Plan) dans des corps de fonctionnaires de catégorie A ;
- projet de décret fixant les conditions exceptionnelles d'intégration d'agents non titulaires du ministère chargé de la coopération et de la francophonie dans des corps de fonctionnaires de catégorie A ;

- projet de décret fixant les conditions exceptionnelles d'intégration d'agents non titulaires du ministère de la justice dans des corps de fonctionnaires de catégorie A ;
- projet de décret fixant les conditions exceptionnelles d'intégration d'agents non titulaires du ministère de la défense dans des corps de fonctionnaires de catégorie A ;
- projet de décret portant statut particulier des personnels scientifiques de laboratoire de l'Agence du médicament.

## La commission centrale de l'hygiène et de la sécurité

La commission centrale de l'hygiène et de la sécurité s'est réunie à trois reprises : le 25 septembre 1997, le 16 janvier et le 20 mars 1998.

Lors de la première réunion, la commission a examiné :
- le bilan annuel d'application du décret du 28 mai 1982 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique modifié notamment par le décret du 9 mai 1995 ;
- un projet d'arrêté relatif aux restrictions au droit de retrait ;
- le bilan de la mise en œuvre du décret du 25 août 1995 sur le recrutement contractuel des personnes reconnues handicapées.

La deuxième réunion a permis de présenter l'état du dossier « amiante » au sein des administrations de l'État au travers d'un bilan général et des réalisations concrètes de trois ministères.

La troisième réunion a porté sur les accidents de service et les maladies professionnelles. La commission a également été informée sur le projet de modification de sa composition concernant les membres représentant l'administration ainsi que sur un projet de loi tendant à régulariser la situation des médecins de prévention non titulaires des titres et diplômes requis par le décret précité.

## La commission de la formation

La commission de la formation professionnelle et de la promotion sociale s'est réunie le 27 mars 1997.

Au cours de cette réunion, ont été présentés notamment :
- une communication relative à la mise en œuvre du 3e accord-cadre sur la formation continue ;
- les résultats de l'enquête annuelle relative à la formation pour l'année 1994 ;
- le bilan des actions de formations interministérielles conduites au niveau déconcentré au cours de l'année 1995.

## La commission de modernisation des services publics

La commission de modernisation des services publics s'est réunie deux fois en séance plénière, le 24 septembre 1997 et le 3 février 1998, et une fois en groupe de travail informel, le 16 janvier 1998.

La réunion du 24 septembre 1997 a été l'occasion pour le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'État et de la décentralisation de présenter aux partenaires sociaux les principaux axes de réforme de l'État : élargissement de

la concertation au niveau national et au niveau déconcentré, rapprochement de l'État vis-à-vis des usagers, poursuite de la déconcentration, priorité donnée à la gestion des ressources humaines, modernisation du service public et ouverture de l'État sur l'Europe et sur le monde.

Le groupe de travail informel réuni le 16 janvier 1998 a été consacré à un débat approfondi autour de deux textes :
- le projet de loi relatif aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, présenté par le commissariat à la réforme de l'État ; ce projet de loi a été adopté lors du comité interministériel à la réforme de l'État qui s'est tenu le 26 février 1998.
- le projet de décret modifiant certaines dispositions du décret n° 82-450 du 28 mai 1982 relatif au Conseil supérieur de la fonction publique de l'État. Ce texte vise à réformer la commission de modernisation.

La commission s'est de nouveau réunie en séance plénière le 3 février 1998 pour examiner les deux textes en question et établir l'état d'avancement de la réorganisation des services déconcentrés.

Une réforme de la commission de la modernisation est engagée dans le cadre des mesures visant à élargir le débat et la concertation au niveau national sur la réforme de l'État et la modernisation des services publics. En faisant entrer dans la composition de cette instance consultative des représentants des usagers du service public et en s'appuyant sur des comités de suivi des réformes sectorielles faisant appel, en tant que de besoin, à l'expertise de personnalités extérieures, le gouvernement entend que cette commission soit mieux à même de situer ses réflexions au plus près de l'attente des usagers. Pour ce faire un projet de texte, qui tient compte des observations juridiques et des propositions formulées par le Conseil d'État sur un projet de décret initial, est actuellement en cours d'élaboration.

### La commission de recours

La commission de recours du CSFPE est chargée d'examiner les requêtes déposées par les fonctionnaires en application du quatrième alinéa de l'article 2 du décret n° 82-450 du 28 mai 1982 relatif au Conseil supérieur de la fonction publique de l'État.

À ce titre, elle est saisie en matière disciplinaire des requêtes satisfaisant aux conditions fixées par l'article 10 du décret n° 84-961 du 25 octobre 1984 relatif à la procédure disciplinaire et rend, en vertu de l'article 14 de ce texte, « *soit un avis déclarant qu'il n'y a pas lieu de donner suite à la requête qui lui est adressée, soit une recommandation tendant à faire lever ou modifier la sanction* ».

- *Bilan quantitatif*

Entre mars 1997 et mars 1998, la commission de recours du CSFPE s'est réunie 19 fois et a rendu 54 recommandations. Ces dernières années, le nombre de sanctions est resté relativement stable, autour de 5 000 (4 579 en 1991, 4 643 en 1994, 5 000 en 1996 et 5 163 en 1997). En revanche, le nombre de requêtes déposées auprès de la commission de recours ne cesse de s'élever : 57 en 1990, 60 en 1992, 88 en 1993, 96 en 1994, 125 en 1996 et 127 en 1997.

Cet accroissement du nombre des recours résulte de la mention systématique des voies de recours dans la notification de la décision et de l'impact grandissant de

la commission de recours auprès des fonctionnaires et des organisations représentatives. Le nombre de recours représente ainsi environ 1 % du nombre total des sanctions, mais près de 10 % des sanctions des troisième et quatrième groupes, qui constituent l'essentiel de l'activité de la commission.

- *Bilan qualitatif*

La commission de recours du CSFPE remplit une fonction essentielle d'harmonisation des décisions disciplinaires et joue un rôle majeur dans la prévention du contentieux. Grâce au travail rigoureux de ses rapporteurs et à la simplification des modalités de fonctionnement de son secrétariat qui a permis de ramener le délai d'instruction des dossiers à huit mois, elle présente un bilan très positif.

Toutefois, les recommandations de la commission restent inégalement suivies : 20 recommandations suivies en 1997 sur un total de 54. Le président et les membres de la commission de recours se sont donc réunis le 13 janvier 1998 pour analyser le problème ainsi posé et proposer des solutions pour le résoudre.

- *La remise à jour du guide sur la discipline dans la fonction publique de l'État*

Le rôle de prévention et de conseil de la DGAFP s'est également traduit par l'élaboration d'un guide sur la discipline dans la fonction publique de l'État. Ce guide, destiné à clarifier les règles et les principes applicables en matière disciplinaire, constitue pour les gestionnaires un outil de référence. Une édition entièrement remaniée et mise à jour devrait paraître prochainement.

# L'évolution des règles de représentativité syndicale dans la fonction publique

Le décret n° 82-451 relatif aux commissions administratives paritaires et le décret n° 82-452 du 28 mai 1982 relatif aux comités techniques paritaires ont été profondément modifiés au cours de l'année 1997.

## Les commissions administratives paritaires (CAP)

Le décret n° 97-40 du 20 janvier 1997 a modifié de nombreuses dispositions du décret du 28 mai 1982 relatif aux commissions administratives paritaires de la fonction publique de l'État. Cette évolution fait suite notamment :

- aux travaux menés par un groupe de réflexion composé de représentants de l'administration et de membres des organisations syndicales de fonctionnaires représentées au Conseil supérieur de la fonction publique de l'État, qui s'est réuni à l'initiative du ministre chargé de la fonction publique à la fin de l'année 1994 ;

- à l'instauration, par l'article 94 de la loi n° 96-1093 du 16 décembre 1996 relative à l'emploi dans la fonction publique et à diverses mesures d'ordre statutaire, d'un nouveau système électoral pour les élections aux CAP et pour les consultations électorales dans le cadre de la composition des CTP.

Le décret du 20 janvier 1997 a instauré, pour les élections aux commissions administratives paritaires, un système de scrutin à deux tours, le premier tour étant réservé aux organisations syndicales représentatives au sens de l'article 14 modifié de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État. Un second tour, ouvert à toutes les organisations syndicales de fonctionnaires, n'est organisé qu'en l'absence de candidatures au premier tour ou si le nombre de suffrages exprimés est inférieur à la moitié du nombre des électeurs inscrits. Cette modification du régime électoral a imposé une adaptation des conditions dans lesquelles sont fixés la date de l'élection et le dépôt des listes électorales et a conduit à prévoir la délivrance d'un récépissé lors du dépôt des listes ainsi que l'affichage de celles-ci.

Par ailleurs, le décret du 20 janvier 1997 a procédé à diverses modifications du décret du 28 mai 1982 visant à :
- inciter au regroupement des opérations électorales concernant les CAP d'un service ou groupe de services ;
- mieux adapter la représentation des personnels en instituant une gradation plus fine du nombre de représentants du personnel en fonction de l'importance des effectifs considérés ;
- clarifier les opérations électorales en accordant un délai supplémentaire pour vérifier l'éligibilité des candidats et procéder à leur éventuel remplacement ;
- éclairer le choix de l'électeur et faciliter l'appréciation de la représentativité syndicale par l'administration par la mention obligatoire sur le bulletin de vote des éventuelles affiliations à une fédération ou union de syndicats de fonctionnaires à caractère national.

Le contenu de la réforme du décret relatif aux CAP a été présenté à l'ensemble des gestionnaires du personnel dans le cadre de la journée d'étude de la DGAFP du 27 mars 1997. Un compte rendu détaillé de cette journée a été remis à tous les participants.

## Les comités techniques paritaires (CTP)

Le décret n° 97-792 du 18 août 1997 a mis en œuvre le nouveau système électoral à deux tours institué par l'article 94 de la loi du 16 décembre 1996 précitée lorsque sont organisées des consultations référendaires en vue de la désignation des représentants de personnel au sein des CTP. Ces consultations référendaires sont organisées par arrêté conjoint du Premier ministre et du ministre intéressé.

Le décret du 18 août 1997 précise également que, lorsqu'il n'est pas organisé de consultations électorales, les organisations syndicales habilitées à désigner leurs représentants aux CTP sont celles qui sont représentatives du personnel au sens de l'article L. 133-2 du code du travail.

### La refonte des circulaires du 18 novembre 1982 relatives aux CAP et aux CTP

Parallèlement à la mise en œuvre des textes réglementaires, il a été procédé, au cours de l'année 1997, à une refonte totale des circulaires d'application des décrets relatifs aux CAP et aux CTP de 1982.

Ces circulaires visent à préciser la portée et le sens des modifications réglementaires, relatives aux commissions administratives paritaires et aux comités techniques paritaires de la fonction publique de l'État, intervenues depuis 1982. Elles seront publiées au cours de l'année 1998.

Par ailleurs, afin d'homogénéiser les procédures électorales mises en place par les administrations dans le cadre des consultations référendaires, un arrêté type a été rédigé et sera annexé à la circulaire d'application du décret relatif aux CTP.

### Élaboration d'un guide sur les critères de représentativité

La direction générale de l'administration et de la fonction publique a préparé, au cours du second semestre 1997, un guide pratique sur les critères de représentativité syndicale à l'usage des administrations qui organisent des élections ou des consultations électorales pour la composition des CAP et des CTP. Ce guide, abondamment illustré par des décisions récentes du Conseil d'État et des tribunaux administratifs, précise les conditions d'interprétation des critères de représentativité syndicale qui figurent dans l'article L. 133-2 du code du travail.

### Diffusion d'une circulaire sur la généralisation des commissions consultatives paritaires

Une circulaire sur la généralisation des commissions consultatives paritaires (CCP) dans la fonction publique de l'État a été diffusée le 15 janvier 1998 à toutes les directions du personnel des ministères.

Cette circulaire vise à mettre en œuvre une des mesures prévues par le protocole d'accord en vue de la résorption de l'emploi précaire conclu le 14 mai 1996. Elle invite les administrations à créer, avant le 31 décembre 1998, des commissions consultatives paritaires dans tous les services et pour toutes les catégories d'agents pour lesquels ils n'en ont pas encore institué. Ainsi, les agents non titulaires de l'État pourront participer de manière plus active à la politique de concertation mise en œuvre par l'administration.

### Poursuite de la réflexion sur l'évolution des textes réglementaires relatifs aux instances paritaires de concertation de la fonction publique de l'État

Un groupe de travail *ad hoc* s'est réuni tout au long de l'année 1997, à la demande du ministre chargé de la fonction publique. Ce groupe, composé de représentants des organisations syndicales représentées au Conseil supérieur de la fonction publique de l'État et de représentants de la DGAFP, a réfléchi sur l'évolution des textes réglementaires relatifs aux instances paritaires de concertation de la fonction publique de l'État. Cette réflexion a débouché sur la rédaction d'un projet de décret qui a été présenté au Conseil supérieur de la fonction publique de l'État le 24 février 1998.

Chapitre III

# LA MISE EN OEUVRE DES ACCORDS PASSÉS

## Les mesures restant à prendre dans le cadre des accords « Durafour »

La mise en œuvre du protocole « Durafour » est quasiment achevée à la fin 1997.

Ainsi, seuls quelques corps atypiques de catégorie A doivent-ils encore faire l'objet de modifications statutaires liées à l'application du protocole, qu'il s'agisse de porter leur indice brut sommital à 966 (agents supérieurs, ingénieurs d'études de la culture et de l'agriculture, professeurs des écoles de rééducation professionnelle des anciens combattants), ou de corps ou emplois de débouché (chef de service administratif et technique des Journaux officiels, chef du service de la Grande chancellerie de la Légion d'honneur). Quatre autres (officiers de port, ingénieurs et ingénieurs des travaux des services techniques du matériel, ingénieur en chef des laboratoires de la police technique et scientifique) doivent enfin faire l'objet d'un traitement spécifique compte tenu des travaux résultant du protocole. Ce sont donc une dizaine de corps dont il reste à modifier les statuts en 1998.

Pour les corps des catégories B et C, la liste est encore plus réduite, puisqu'elle ne compte que sept corps : inspecteurs du magasinage de l'éducation nationale, techniciens des parcs nationaux de l'environnement, contrôleur des services techniques du matériel à l'intérieur, techniciens de psychothérapie et chef de contrôle de l'action sanitaire et sociale aux affaires sociales, personnel de catégorie C des instituts nationaux des jeunes sourds et des jeunes aveugles, enfin éducateurs de jeunes enfants relevant de la fonction publique hospitalière.

S'agissant par ailleurs des chefs de travaux d'art du ministère de la culture et des bibliothécaires de l'éducation nationale, corps créés en 1992 et n'ayant donc en principe pas vocation à bénéficier des dispositions du protocole, il a été décidé de fusionner les deux grades qui les constituent. Les textes statutaires nécessaires sont actuellement en cours d'élaboration.

La transposition aux agents non titulaires des mesures actées pour les fonctionnaires depuis 1990 fait l'objet d'un développement plus spécifique ci-après.

# Le bilan des accords « Durafour »

La commission de suivi du protocole s'est réunie pour la dernière fois le 23 septembre 1997. À cette occasion lui a été présenté un bilan général de l'application de cet accord au sein des trois fonctions publiques de l'État, hospitalière et territoriale.

L'ensemble des mesures statutaires et indiciaires traduisant concrètement les engagements pris a fait l'objet de rapports techniques remis aux membres de la commission de suivi, et notamment aux cinq organisations syndicales (FEN et FGAF [aujourd'hui regroupées dans l'UNSA], CFDT, CFTC et CFE-CGC) signataires de l'accord.

Celui-ci avait pour objectif de ne pas se limiter à une simple addition d'aménagements catégoriels, mais de moderniser en profondeur la structure des classifications et des rémunérations dans les trois fonctions publiques.

La quasi totalité des mesures statutaires concernant les titulaires sont intervenues, le cas échéant avec effet rétroactif en application de la loi du 25 juillet 1994. Les dispositions les plus importantes sont les suivantes :

## Les faibles qualifications

La suppression *de facto* de la catégorie D s'est accompagnée d'un plan de requalification des agents de service, et s'est traduite par la promotion en catégorie C de 27 000 agents de bureau et de 80 000 agents de service pour la seule fonction publique de l'État. Pour les deux autres fonctions publiques, ce sont dans chaque cas environ 100 000 agents qui ont été ainsi requalifiés.

En catégorie C, les filières administrative, ouvrière et technique ont été restructurées et leurs niveaux de rémunération améliorés par la création du nouvel espace indiciaire (NEI).

## L'amélioration des déroulements de carrière

Toutes les catégories ont été concernées, avec d'une part l'amélioration des carrières types et des plages indiciaires correspondantes, d'autre part de meilleures perspectives de promotion, soit par repyramidage (catégorie C), soit par fusion de grades (catégories A et B). Parallèlement, tous les débuts de carrière ont également été révisés à la hausse.

## La revalorisation des statuts

Elle a eu lieu dans les trois fonctions publiques, conformément au calendrier prévu. Sa complexité est allée croissant au fur et à mesure de l'avancement du dossier, compte tenu de l'existence en catégorie B, mais surtout en A, de statuts

atypiques et de la nécessité, en parallèle, de reclasser les agents dans les nouveaux statuts en tenant compte de leur situation initiale.

En outre, la catégorie B a connu une évolution particulière consistant à créer en son sein, pour les corps recrutant au minimum au niveau bac +2 et impliquant l'exercice effectif de responsabilités et de technicités particulières, le classement indiciaire intermédiaire (CII) institué par le protocole.

## La suppression des obstacles à la mobilité

Chaque révision des statuts a donné lieu à l'ouverture systématique des concours internes à tous les agents publics, qu'ils soient ou non titulaires, dès lors que l'existence de filières professionnelles ne pouvait être invoquée.

Le détachement est lui aussi devenu la règle au sein d'une même catégorie ou d'un même niveau s'il n'existait pas de formation initiale spécifique exigée pour l'accès au corps.

## La nouvelle bonification indiciaire

Cet instrument salarial original, ni traitement de base, ni régime indemnitaire, permet d'enrichir la fonction publique d'une dimension fonctionnelle. Sa mise en place s'est poursuivie au cours de l'année 1997, qui aurait dû être la dernière pour la prise des textes réglementaires relatifs à la septième et dernière tranche applicable au 1er août 1996.

Toutefois, quelque retard a été pris dans le traitement de certains dossiers, même si la quasi totalité des décrets ont été publiés début 1998. Pour tirer tous les enseignements de la création de ce nouvel outil de gestion, une mission d'inspection générale doit être prochainement diligentée.

## Au total

Le coût indiciaire de l'accord atteint un peu plus de 22 milliards de francs pour les trois fonctions publiques, soit 9,3 pour celle de l'État, 7,1 pour la territoriale et 5,7 pour l'hospitalière.

Pour la fonction publique de l'État, le protocole prévoyait un chiffrage de 10,7 milliards, dont 9,5 de mesures indiciaires et 1,2 de NBI. Déduction faite des coûts liés à La Poste et à France Télécom, ces montants doivent être ramenés à 8,3 milliards au total (7,4 + 0,9).

En francs courants, le coût constaté ressort à 9,3 milliards, soit 8,6 milliards en valeur 1990. Il s'agit donc d'un léger dépassement des prévisions initiales. Cette évaluation ne tient pas compte des incidences en matière de charges sociales et de pensions, qui ne produiront leurs effets qu'à terme plus ou moins long.

# La transposition du protocole

## Aux agents non titulaires

La commission de suivi du protocole du 9 février 1990 avait décidé, au cours de sa réunion du 17 juillet 1996, d'en transposer les dispositions aux agents non titulaires, à compter du 1er janvier 1997 pour ceux du niveau de la catégorie C, et du 1er août de cette même année pour ceux de niveau B. La mise en œuvre de cette décision a été recherchée au cours de l'année écoulée.

Sont concernés tous les agents recrutés sur contrat à durée indéterminée, ce qui exclut les vacataires et autres personnels non permanents mais aussi ceux recrutés en application des articles 4 et 6 (alinéa 2) de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984.

À l'occasion de cette transposition devraient être entrepris, si nécessaire, des rapprochements entre les différents règlements et « quasi-statuts » existants. En outre, les modalités de reclassement à l'intérieur de ces grilles uniformisées devront tenir compte, non seulement des perspectives offertes à ceux qui resteront non titulaires, mais aussi des conditions de reclassement en pied de corps prévues pour les agents qui auront opté pour une titularisation.

L'expérience acquise au vu des dossiers transmis par les administrations montre cependant que, pour appliquer un principe *a priori* simple, il est indispensable de tenir compte des spécificités de chaque grille indiciaire, et de raisonner presque systématiquement à partir de cas particuliers, sauf à priver la quasi majorité des agents non titulaires de niveau B de tout avantage indiciaire à l'occasion de cette transposition. Cela explique que celle-ci ait pris un léger retard par rapport aux prévisions. Mais elle devrait être achevée courant 1998, avec effet aux dates prévues initialement.

Conformément à l'engagement pris par le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'État et de la décentralisation le 23 septembre 1997, une circulaire aux directions de personnel établissant une méthodologie des mesures de transposition a été signée le 20 mars 1998.

Les procédures de transposition aux contractuels de niveau A, devraient être conçues d'ici fin 1998.

## Aux personnels enseignants et assimilés

Les mesures de revalorisation des carrières enseignantes et assimilées (orientation, éducation) instituées par les plans « Jospin » (1989) et « Lang » (1993) ainsi que par le protocole du 9 février 1990, ont été étendues aux corps de personnels d'enseignement relevant d'autres ministères que celui de l'éducation nationale : affaires sociales (professeurs et professeurs techniques des instituts nationaux de jeunes sourds et de jeunes aveugles), agriculture (professeurs certifiés, professeurs techniques de lycée professionnel agricole, conseillers principaux d'éducation), culture (professeurs des écoles d'art), jeunesse et sports (professeurs de sport, conseillers et chargés d'éducation populaire et de jeunesse), justice (psychologues et professeurs techniques de la PJJ), équipement (professeurs techniques de l'enseignement maritime).

Du 1er avril 1997 au 31 mars 1998, dix décrets destinés à porter l'indice brut terminal des carrières types enseignants à 966 ont été publiés. Cinq textes restent à finaliser dont quatre sont d'ores et déjà en cours de contreseing.

# La mise en œuvre des autres accords

## L'accord cadre sur la formation continue

La commission de suivi du 3e accord cadre sur la formation continue dans la fonction publique de l'État s'est réunie le 27 février 1998.

À mi-chemin de l'application de cet accord, on constate que quinze administrations ont à leur tour conclu un accord pour la formation continue, sous des formes variées. Les premiers résultats de l'enquête annuelle pour 1996 font par ailleurs apparaître que les objectifs fixés par l'accord-cadre en matière de jours de formation/agent et de pourcentage de la masse salariale consacré à la formation continue devraient pouvoir être atteints, en moyenne, à l'échéance fixée. En revanche, les travaux du groupe chargé d'étudier la question de l'articulation entre formation et carrière n'ont pas, à ce jour, abouti.

Le réseau des experts-formation des différentes administrations s'est doté d'un calendrier de réunions tout au long de 1998, notamment pour examiner les conditions de mise en œuvre, dans les différents ministères, des outils de gestion personnalisée de la formation, fiche individuelle de formation et entretien de formation.

## Le protocole relatif à la résorption de l'emploi précaire

La loi n° 96-1093 du 16 décembre 1996 a défini dans son titre premier, le cadre juridique de la mise en œuvre du protocole du 14 mai précédent, signé par six organisations syndicales (UNSA, FO, CFDT, FSU, CFTC, CFE-CGC). Pendant quatre ans à compter du 17 décembre, les agents non titulaires rémunérés sur crédits ou emplois de l'État dans les administrations et les établissements publics administratifs, en fonction au 14 mai 1996 et comptant quatre ans de services à plein temps au cours des huit années précédentes, peuvent être intégrés dans les cadres de la fonction publique par le biais de *concours réservés*.

Sont concernés par ce plan environ 21 400 agents du niveau de la catégorie C (essentiellement au ministère de l'éducation nationale), et quelque 23 300 enseignants.

Les premiers textes, concernant les corps à statut interministériel des filières administrative, ouvrière et technique de l'État, ont été publiés le 27 avril 1997. Les dix décrets applicables aux recrutements dans des corps à statut ministériel soumis à l'accord de la DGAFP ont été publiés. Les concours organisés au cours

de cette année ont permis d'offrir 5 889 postes, le « rendement » de 20 % étant légèrement inférieur aux prévisions (au moins 33 % des candidats potentiels).

Un projet de *contrat type*, élaboré en coopération avec la direction du budget, a été adressé en fin d'année aux directions de personnel et aux organisations syndicales. Deux questions sont toutefois encore pendantes :
- le « seuil » d'activité des agents qualifiés à tort de vacataires (puisqu'ils exercent de façon quasi permanente), actuellement fixé à 120 heures mensuelles par des textes anciens sans que cette valeur ait encore une justification particulière ;
- le modèle de décision d'engagement pour les véritables vacataires (engagés pour l'exécution d'une tâche précise et limitée dans le temps).

Pour ce qui concerne la *protection sociale des non titulaires*, le décret n° 98-158 du 11 mars 1998 a modifié le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 relatif aux dispositions générales applicables aux non titulaires.

Ce décret, outre l'octroi d'une indemnité de licenciement pour inaptitude physique, prévoit plusieurs autres mesures :
- accordant dans certains cas une indemnité compensatrice de congés annuels ;
- améliorant les droits à congé de maladie, de grave maladie, pour accident du travail ;
- étendant le droit à congé parental en cas d'adoption d'un enfant de plus de trois ans et prévoyant la réintégration à l'issue du congé parental sur le précédent emploi ou un emploi similaire ;
- prévoyant un congé non rémunéré d'une durée maximale de 6 semaines pour se rendre dans les DOM, les TOM ou à l'étranger en vue d'adoption ;
- prorogeant l'expérimentation de l'annualisation du temps partiel pour 2 ans ;
- modifiant le versement de l'indemnité de licenciement en une seule fois à la fin du contrat.

Le protocole d'accord prévoit, en outre, que : « Les conditions de l'application de l'indemnisation du chômage seront améliorées, notamment en ce qui concerne la fonction publique de l'État et ses établissements publics administratifs. À cet effet, une étude sera menée avec l'Unedic d'ici le 31 décembre 1996 ».

Une étude a été menée avec plusieurs ministères dont celui de l'éducation nationale, la délégation à l'emploi du ministère du travail et des affaires sociales et les inspections générales de l'administration et des affaires sociales.

Un accord a été obtenu avec l'Unedic sur une approche au coût réel de l'indemnisation du chômage au lieu d'un coût forfaitaire avec, en outre, un coût de gestion administrative ramené de 5 à 2,5 %. Par ailleurs, l'Unedic accepte l'idée d'une expérimentation avec l'ensemble des administrations dans une zone correspondant à une circonscription géographique de l'ASSEDIC.

L'ensemble des ministères ont été consultés sur l'opportunité de la mise en œuvre d'une expérimentation confiant la gestion de l'indemnisation du chômage à l'Unedic dans le cadre d'une région sur une période d'un an, les principes de cette expérimentation ainsi que son évaluation devant être définis préalablement au sein d'un cahier des charges. Un avant-projet de cahier des charges et une convention de gestion ont été élaborés et sont actuellement à l'examen des différents ministères en vue du lancement de cette expérimentation.

Enfin le protocole d'accord prévoit un renforcement de l'accès aux avantages sociaux (action sociale, restaurants administratifs) dans le cadre des dispositions générales relatives à l'action sociale dans la fonction publique. Un projet de circulaire actuellement en préparation précisera, prestation par prestation, dans quelle mesure elles seront ou non retenues au profit des agents non titulaires en cause.

Une réunion présentant le bilan au terme de la première année d'application du protocole a été tenue avec les organisations syndicales signataires le 13 mars 1998. Au terme de cette rencontre, il est apparu nécessaire d'appeler à une mobilisation et à une implication accrues des administrations sur ce dossier, et notamment sur les aspects suivants :
- nombre d'emplois offerts aux concours réservés (tenter en 1998 de combler tout ou partie du retard constaté en 1997) ;
- généralisation des commissions consultatives paritaires ;
- suivi des agents recrutés sur des contrats emploi-solidarité (bilan, mesures envisagées pour leur formation).

## L'hygiène, la sécurité et la médecine de prévention : accord du 28 juillet 1994

Le décret n° 95-680 du 9 mai 1995 modifiant le décret du 28 mai 1982 relatif à l'hygiène, la sécurité et la médecine de prévention dans la fonction publique a concrétisé les avancées contenues dans l'accord du 28 juillet 1994 signé avec les organisations syndicales.

Les différentes dispositions de ce décret, qui visent au renforcement de la prévention des risques professionnels dans les administrations et établissements publics de l'État, ont trouvé leur traduction au sein des services tout au long de l'année 1997.

C'est ainsi que la mise en place du réseau des comités d'hygiène et de sécurité, au niveau local, se généralise dans les ministères. Il en est de même des fonctions d'inspection d'hygiène et sécurité et du réseau des agents chargés de la mise en œuvre des règles d'hygiène et de sécurité. Des actions de formation des différents intervenants en cette matière ont été conduites ou sont d'ores et déjà programmées.

Le volet médecine de prévention de ce dispositif reste, cependant, insuffisamment engagé et nécessite d'accroître les efforts entrepris.

## Le protocole de départ anticipé pour l'emploi des jeunes dans la fonction publique du 16 juillet 1996 : le congé de fin d'activité

Le congé de fin d'activité (CFA) ayant été institué pour un an par une loi du 16 décembre 1996 et par les décrets n° 96-1232 et 96-1233 du 27 décembre 1996, l'année 1997 a été consacrée à sa mise en œuvre et à son suivi.

Une circulaire commune DGAFP – Budget du 23 janvier 1997 a été publiée au Journal officiel du 22 février 1997.

L'application de la loi nécessitait plusieurs décrets sectoriels :
- le décret n° 97-498 du 16 mai 1997 pour les ouvriers des établissements industriels de l'État ;
- le décret n° 97-758 pour les maîtres ou documentalistes contractuels ou agréés à titre définitif des établissements d'enseignement privé sous contrat ;
- le décret n° 97-790 du 8 août 1997 pour les agents contractuels de droit public des établissements privés d'enseignement agricole.

Plus de 12 000 agents de la fonction publique de l'État ont bénéficié du CFA en 1997, ce qui constitue un incontestable succès. Le congé de fin d'activité a représenté en 1997 une dépense supplémentaire d'environ 400 MF pour la fonction publique de l'État.

Ce dispositif a été prorogé, à conditions identiques, par l'article 111 de la loi de finances pour 1998, publiée au Journal officiel du 31 décembre 1997.

Enfin, compte tenu de l'impact positif du CFA sur l'emploi, le relevé des conclusions sur le dispositif salarial du 10 février 1998 stipule que le gouvernement proposera, avant la fin de l'année, au Parlement, le vote des dispositions législatives afin de permettre la reconduction du dispositif en 1999 et l'ouverture de son bénéfice aux agents d'au moins 56 ans justifiant de 40 années de cotisations tous régimes confondus et de 15 années de services publics.

Chapitre IV

# LA RÉFLEXION RELATIVE AU TEMPS DE TRAVAIL

La constitution d'un groupe de travail interministériel sur l'aménagement et l'organisation du temps de travail dans la fonction publique et la relance de la concertation avec les syndicats sur ces sujets avaient été décidées par le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'État et de la décentralisation le 7 février 1997.

Ce groupe, présidé par M. André Nutte, inspecteur général des affaires sociales, était chargé, d'une part, d'analyser la réglementation et les pratiques et, d'autre part, d'expertiser les conséquences de la directive européenne du 23 novembre 1993 sur l'aménagement du temps de travail. Ces réflexions ont concerné notamment le travail de nuit, le travail en équipe, les horaires variables, le temps partiel et le compte épargne temps.

Le ministre de la fonction publique, de la décentralisation et de la réforme de l'État a annoncé, lors du conseil supérieur de la fonction publique de l'État du 14 octobre 1997, qu'une mission serait désignée pour mieux appréhender les questions relatives à la durée du travail et à son organisation dans les fonctions publiques et déterminer ses prolongements possibles.

En application du relevé de conclusions, signé le 10 février 1998, sur le dispositif salarial applicable jusqu'au 31 décembre 1999, M. Jacques Roché, conseiller maître honoraire à la Cour des comptes, a été chargé de déterminer les implications de la perspective des 35 heures dans chacune des trois fonctions publiques. Il devra rendre ses conclusions avant la fin de l'année 1998 (cf. lettre de mission en annexe 5).

Chapitre V

# L'ACTION SOCIALE INTERMINISTÉRIELLE

## Les travaux du Comité interministériel d'action sociale (CIAS)

En 1997, le CIAS s'est réuni 5 fois. Ce comité a notamment porté son attention sur les aspects suivants de l'action sociale de l'État :
- bilan de l'action sociale pour 1996 ;
- fonctionnement des commissions permanentes du CIAS ;
- budget et formation des sections régionales interministérielles d'action sociale (SRIAS) ;
- préparation, bilan et perspectives des rencontres nationales des SRIAS ;
- budget social pour 1998.

Par ailleurs, le fonctionnement en 1997 des commissions techniques (SRIAS, prestations sociales, budget, équipements, logements), dont l'objectif est de préparer les avis des réunions plénières du CIAS, a permis d'améliorer sensiblement l'information de ses membres en leur apportant nombre d'informations techniques préalablement à leurs avis.

Au total, les commissions spécialisées du CIAS se sont réunies 28 fois en 1997.

Il convient, par ailleurs, de relever, s'agissant plus spécialement des actions menées dans le domaine du logement social, que près de 25 MF de financement ont été dégagés en 1997 sur les crédits sociaux interministériels relevant du budget des services généraux du Premier ministre pour la réservation de 203 logements destinés aux agents de l'État affectés en région Île-de-France.

Le CIAS, à titre exceptionnel, dans le cadre de la déconcentration de l'action sociale, a en outre délégué un crédit à la SRIAS de Haute-Normandie, pour répondre aux besoins urgents des personnels sinistrés en Seine-Maritime (inondations).

## Le fonctionnement des sections régionales interadministratives d'action sociale (SRIAS)

À la suite de l'expérience de déconcentration de l'action sociale, menée en 1992 et 1993, il a été décidé de poursuivre cette politique, visant à coordonner les diverses administrations au plan régional et à rapprocher l'action sociale du terrain.

L'arrêté du 19 juin 1970, créant un Comité interministériel consultatif des services sociaux (CISS) a été modifié, à cette fin, par l'arrêté du 7 septembre 1994. L'innovation essentielle de cet arrêté est l'institution, auprès de chaque préfet de région, d'une section régionale du Comité interministériel (SRIAS). La section régionale, qui réunit des représentants de l'administration et des organisations syndicales, est chargée, en particulier, de proposer les actions à entreprendre sur le plan interministériel, notamment en matière d'équipements et d'installations dans les domaines du logement, de la restauration et de l'enfance.

Une circulaire du 14 novembre 1994 est venue préciser les dispositions de l'arrêté du 7 septembre 1994 et prévoit notamment, pour la mise en œuvre des opérations décidées par la section, la désignation d'un chef de projet, et s'agissant du fonctionnement de la section, la mise en place de commissions spécialisées.

La rencontre des 28 et 29 novembre 1996, à l'initiative de la direction générale de l'administration et de la fonction publique, a permis de faire un premier bilan des opérations entreprises, de tracer des perspectives et de lever certaines hypothèques quant à leurs modalités de fonctionnement.

La mise en place des différentes sections régionales a été achevée en totalité en juillet 1997.

En 1997, la déconcentration budgétaire pour les SRIAS a été engagée, et devrait être formalisée par la parution d'une circulaire de principe, relative à leurs compétences.

## Développement de l'action sociale dans le cadre de l'accord salarial pour 1998-1999

Une enveloppe exceptionnelle de 230 millions de francs a été inscrite en loi de finances pour l'année 1998, en complément des crédits relevant traditionnellement du chapitre 33-94 des services généraux du premier ministre (670 MF). C'est donc un total de 900 MF qui va être consacré à l'action sociale interministérielle pour 1998.

Cette enveloppe exceptionnelle de crédits sociaux, dont l'affectation a fait l'objet d'un débat devant le CIAS, va permettre en particulier de développer les actions en faveur du logement des fonctionnaires, d'améliorer la situation du parc immobilier des restaurants inter-administratifs, d'impulser les actions engagées au niveau local par les SRIAS, ainsi que d'améliorer le niveau des prestations sociales préexistantes.

Troisième partie

# LA MODERNISATION DE LA FONCTION PUBLIQUE AU SERVICE DES USAGERS

# Le programme de réforme de l'État

Le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'État et de la décentralisation a présenté une communication en Conseil des ministres du 5 novembre 1997 qui redéfinit les orientations de la politique gouvernementale en matière de réforme de l'État dont les objectifs principaux sont de rapprocher l'État des citoyens, de simplifier les démarches administratives et de favoriser la déconcentration et la modernisation de la gestion publique.

Le Comité interministériel pour la réforme de l'État du 26 février 1998 a précisé la mise en œuvre de ces mesures qui s'articulent autour de trois thèmes :

- amélioration des relations avec les usagers ;
- modernisation du fonctionnement de l'État ;
- développement de la mobilité dans la fonction publique.

La DGAFP a participé à la préparation, conduite par le commissariat à la réforme de l'État, de la réunion du Comité interministériel pour la réforme de l'État.

Chapitre I

# DÉCONCENTRATION, TRANSPARENCE ET PROXIMITÉ

## Les mesures de déconcentration

### La déconcentration du dialogue social

Deux décrets, datés du 31 mai 1997, ont permis de relancer le processus de déconcentration et de développer le dialogue social au plan local :

– Le décret n° 97-693 relatif aux organismes consultatifs locaux autorise la consultation des commissions administratives paritaires locales dotées de compétences propres lorsque le pouvoir de prendre certains actes de gestion n'est pas déconcentré. Les CAP locales ne peuvent toutefois être consultées dans le cadre de cette procédure pour les actes de gestion qui impliquent une appréciation des mérites respectifs des agents.

Ce décret impose en outre la création de comités techniques paritaires dans les services déconcentrés pourvus d'un effectif supérieur à 50 agents. En deçà de ce seuil, la création de CTP locaux reste facultative.

– Le décret n° 97-694 relatif à la déconcentration en matière disciplinaire prévoit que si le ministre conserve le pouvoir de prendre une sanction, il pourra demander à une CAP locale de rendre un avis sur celle-ci.

### La déconcentration de la gestion du personnel

Plusieurs ministères ont récemment pris ou élaboré des décrets procédant à la déconcentration de la gestion de certains de leurs personnels : intérieur, agriculture, justice, travail, affaires sociales.

Afin d'accélérer ce processus, le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'État et de la décentralisation a demandé aux directeurs du personnel de donner une impulsion nouvelle au mouvement de déconcentration. À cette fin, ils devront établir un plan de déconcentration de la gestion du personnel. Ce plan devra prévoir le développement des CAP et des CTP locaux. Dans le

prolongement de ce plan, chaque ministre a été invité à présenter des projets de décrets portant déconcentration des actes de gestion.

Par ailleurs, la déconcentration des procédures de recrutement a progressé de manière sensible, depuis déjà quelques années, notamment dans les ministères de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie, de l'intérieur et de l'équipement, des transports et du logement. D'autres administrations ont donné leur accord pour s'engager dans cette démarche en prenant appui sur le concours des ministères les plus importants. Un pôle de regroupement déconcentré commun à plusieurs administrations devrait ainsi être organisé en 1998 sous l'égide du ministère de l'intérieur, et un autre pôle se dessine autour du ministère de l'équipement.

À titre d'illustration de ce mouvement de rationalisation du recrutement, on peut citer :

- l'organisation, depuis 1996, d'un concours d'adjoint d'administration centrale commun aux ministères de l'intérieur, et de l'équipement, des transports et du logement ; ce concours a été étendu à partir de 1997 à d'autres administrations (Aviation civile, Conseil d'État, Conseil économique et social) ;
- l'organisation en 1998 d'un concours commun, au niveau déconcentré, d'adjoint de préfecture et d'adjoint de service déconcentré de l'agriculture et de la culture ;
- l'organisation en 1998 d'un concours commun de secrétaires administratifs pour les ministères de l'équipement, des transports et du logement, et de l'emploi et de la solidarité.

### La déconcentration des décisions individuelles

La DGAFP a participé au travail mené par le commissariat à la réforme de l'État pour la mise en œuvre, à compter du 1er janvier 1998, du décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 sur la déconcentration des décisions administratives individuelles.

Elle a notamment préparé et fait adopter le décret n° 97-1207 du 19 décembre 1997 fixant, pour les domaines relevant de son autorité, les exceptions à ce dispositif.

## Les mesures de transparence et de simplification

### La simplification des formalités incombant aux usagers

Au cours du deuxième trimestre 1997, qui a marqué la fin de la mandature 1994-1997 de la commission pour la simplification des formalités (Cosiform), le comité pour la simplification des formalités incombant aux particuliers, installé en son sein en janvier 1995, a présenté différents avis et recommandations relatifs

à l'accès aux soins des enfants relevant de l'aide sociale, au projet de déclaration unique de changement de domicile auprès des administrations, à l'exigence d'une double preuve d'identité et de domicile pour le paiement de certaines prestations auprès des bureaux de Poste.

Les travaux du comité sur la lisibilité des formulaires administratifs ont été approfondis dans le cadre d'un groupe de travail sous l'égide du centre d'enregistrement et de révision des formulaires administratifs (Cerfa) et d'une journée d'étude organisée le 20 juin. Les différents thèmes étudiés (les enjeux de la lisibilité des formulaires, les règles de composition graphique et de rédaction, les modalités de test auprès des usagers, la dématérialisation des formulaires et la formation des fonctionnaires concepteurs de formulaires) ont fait l'objet de fiches pédagogiques qui seront communiquées à l'ensemble des administrations avant l'été 1998.

## Le projet de code de la fonction publique

Le projet de code de la fonction publique s'inscrit dans le cadre du programme général de codification (1996-2000) adopté par la commission supérieure de codification et rappelé dans la circulaire du Premier ministre du 6 juin 1997.

Ce projet se situe dans l'optique de la modernisation de la fonction publique : il vise à simplifier le droit applicable et à le rendre plus accessible et à faciliter la gestion déconcentrée du personnel de l'État, des collectivités locales et des établissements hospitaliers.

Le code de la fonction publique, dont le chef de file sera le ministère de la fonction publique, de la réforme de l'État et de la décentralisation, rassemblera l'ensemble des textes législatifs et réglementaires applicables aux fonctionnaires et aux agents non-titulaires, ainsi que les textes qui sont demeurés jusqu'à présent hors statut (cumuls d'emploi et de rémunérations, limites d'âge...).

L'élaboration du code qui couvrira les trois fonctions publiques (État, territoriale et hospitalière) entrera dans sa phase active au printemps de 1998, au moment où se tiendra la réunion interministérielle de lancement qui arrêtera le périmètre et le plan du code, ainsi que la répartition des moyens entre les trois ministères concernés (fonction publique, intérieur, emploi et solidarité).

Comme pour les autres codes, la codification des textes s'effectuera à droit constant. Son élaboration s'étendra sur la période 1998-1999.

## Le projet de banque de données juridiques inter-fonctions publiques

Dans le cadre de la modernisation du service public, la direction générale de l'administration et de la fonction publique a pris l'initiative, avec la participation financière du fonds pour la réforme de l'État, de lancer un projet de banque de données juridiques ayant l'ambition de rassembler en une seule base l'ensemble des textes législatifs, réglementaires, les décisions juridictionnelles et la doctrine administrative relatifs aux trois fonctions publiques (État, territoriale et hospitalière).

La structure juridique du groupement d'intérêt public a été choisie afin de créer un véritable partenariat entre les trois fonctions publiques et l'université de Paris I et de permettre un partage efficace des responsabilités et des coûts.

Le projet s'inscrit dans le cadre du décret du 31 mai 1996 relatif au service public des bases de données juridiques. Le futur GIP, qui assurera en accord avec les Journaux officiels la coproduction de la base de données, devra également conclure une convention de diffusion avec ORTélématique dont le Gouvernement vient de renouveler la concession.

L'ouverture partielle de la banque est prévue au cours du quatrième trimestre de l'année 1998.

## La transparence et la modernisation des rémunérations

La politique des rémunérations a répondu à trois objectifs :
- renforcer la transparence des rémunérations accessoires,
- améliorer la gestion interministérielle des dossiers,
- ouvrir de nouvelles perspectives de suivi des rémunérations publiques.

Les efforts entrepris au cours des dernières années pour favoriser la transparence des rémunérations accessoires ont été poursuivis. La publication des décrets et arrêtés a été systématique en 1997.

La direction générale a entrepris l'instruction des dossiers indemnitaires ministériels ou interministériels ainsi que l'élaboration des textes qui concernent l'ensemble des fonctionnaires. Parmi les plus marquants, il convient de relever le décret n° 97-215 du 10 mars 1997, qui institue une indemnité exceptionnelle destinée à compenser les effets négatifs éventuels du transfert des cotisations sociales vers la CSG sur la rémunération nette des fonctionnaires. La circulaire « Fonction publique-Budget » du 14 avril 1997, aujourd'hui remplacée par la circulaire n° 1919 du 3 mars 1998, explicite ce dispositif.

Par ailleurs, afin d'améliorer le suivi des dossiers indemnitaires et d'en accélérer le traitement, un guide pratique relatif à l'élaboration des textes indemnitaires a été élaboré et diffusé aux directions de personnel au mois d'octobre 1997.

Enfin, un réseau des correspondants indemnitaires de la direction générale a été constitué afin de permettre une étude commune de sujets interministériels (le premier dossier examiné porte sur l'indemnisation des heures supplémentaires) et des échanges réguliers d'informations.

## La rénovation du système de notation et d'évaluation

La réflexion sur la réforme du système de notation des agents de l'État, actuellement régi par le décret n° 59-308 du 14 février 1959, s'est poursuivie au cours de l'année 1997. Cette réforme, inscrite dans le programme de réforme de l'État, répond à un triple objectif de valorisation des performances indivi-

duelles, de développement d'une gestion plus personnalisée des carrières et d'accroissement des responsabilités à tous les niveaux hiérarchiques.

Un projet de décret réformant le système de notation a été présenté à l'ensemble des gestionnaires de personnels le 26 novembre 1997. La réflexion sur ce dossier sera poursuivie en 1998.

## Les droits sociaux des fonctionnaires

La loi du 16 décembre 1996 autorise les fonctionnaires à prendre un congé parental lorsqu'ils adoptent un enfant âgé de plus de trois ans et n'ayant pas atteint l'âge de la fin de l'obligation scolaire. Par ailleurs la loi n° 96-504 du 5 juillet 1996 relative à l'adoption a prévu qu'une disponibilité de droit est accordée au fonctionnaire, sur sa demande, pour se rendre dans les DOM-TOM ou à l'étranger afin d'y accomplir les démarches requises pour l'adoption d'un ou de plusieurs enfants.

Les conditions dans lesquelles les fonctionnaires peuvent bénéficier du congé parental et de la disponibilité ont été précisées par le décret n° 97-1127 du 5 décembre 1997 modifiant le décret n° 85-986 du 16 septembre 1985 relatif au régime particulier de certaines positions des fonctionnaires de l'État et à certaines modalités de cessation définitive de fonctions.

## La réforme de la réglementation du cumul d'activités et de rémunérations

La réglementation applicable en matière de cumul d'activités et de rémunérations découle, d'une part de l'article 25 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et, d'autre part, du décret-loi du 29 octobre 1936 relatif aux cumuls de retraites, de rémunérations et de fonctions.

L'interdiction d'exercer une seconde activité en complément des fonctions administratives principales a tout d'abord pour objet de protéger le fonctionnaire contre la tentation de négliger ses obligations de service au bénéfice d'une activité étrangère aux missions et aux tâches de service public qui lui sont confiées, mais aussi d'éviter que son intérêt personnel ne le conduise à méconnaître ou à bafouer l'intérêt général dont il est le gardien en tant qu'agent public.

Le décret-loi du 29 octobre 1936, qui continue de s'appliquer en l'absence du décret en Conseil d'État prévu à l'article 25 précité, définit le champ d'application de la réglementation, fixe les activités privées pour lesquelles il peut être, sous certaines conditions, dérogé à l'interdiction générale de cumul d'activités et pose le principe de l'interdiction du cumul d'emplois publics sauf autorisation exceptionnelle.

Face à l'insuffisance du dispositif législatif et réglementaire existant et à son inadaptation aux nouveaux modes de gestion publique, notamment au développement du temps partiel et du temps incomplet, un groupe de travail a été constitué au Conseil d'État (section du rapport et des études). Ce groupe, qui se réunit

régulièrement depuis le mois de janvier 1997, est chargé d'analyser la réglementation actuelle et ses modalités concrètes de mise en œuvre, et de proposer, si nécessaire, des modifications législatives ou réglementaires. Il devrait remettre son rapport au Premier ministre à la fin du premier semestre de 1998.

# La proximité et l'accessibilité du service public

## Les points publics en milieu rural et Maisons des services publics

La direction générale a conduit une enquête destinée à évaluer la politique d'installation des Points publics menée depuis 1994. Cette enquête a porté sur 44 Points publics ayant fonctionné plus de 6 mois au 31 décembre 1996. Les principaux enseignements tirés relatifs aux prestations, aux usagers, au personnel, aux budgets et aux partenariats, se sont révélés très utiles pour la mise en œuvre de projets d'expérimentation des Maisons des services publics. Un projet de loi relatif aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et comportant un titre sur les Maisons des services publics, est en cours d'examen au Conseil d'État. Il sera transmis à la représentation nationale en 1998.

La direction générale a participé à la sélection, par le comité présidé par le commissaire à la réforme de l'État, de projets portant création de Maisons ou transformation d'expériences existantes de services publics de proximité en Maisons des services publics. En 1998, la direction générale encouragera l'expérimentation de services électroniques dans les Maisons des services publics, et notamment Internet, conformément au programme d'action gouvernemental « préparer l'entrée de la France dans la société de l'information ». Des recommandations particulières ont été adressées aux préfets sur ce sujet dans le cadre des orientations et de la définition des modalités d'utilisation de la section territoriale du fonds pour la réforme de l'État en 1998. Les opérations liées à l'amélioration de l'accueil des usagers grâce aux nouvelles technologies seront favorisées (bornes interactives, visiostations).

Elle a contribué à la définition des orientations retenues dans le guide d'information sur les Maisons des services publics à paraître en 1998.

## L'accueil des usagers

Dans le cadre du réseau que la DGAFP anime sur le thème de l'amélioration du service rendu aux usagers (voir ci-après), différents travaux interministériels ont été conduits sur l'accueil des usagers. Un guide méthodologique intitulé « Réussir la relation avec l'usager : réflexions, méthodes et expériences pour améliorer l'accueil », assorti d'exemples concrets et de recommandations, a été produit avec le concours de l'ensemble des ministères et largement diffusé en juin 1997.

Ce travail a été complété à partir des bilans transmis par les ministères pour la période 1994-1996. La synthèse de ces bilans permet de mieux quantifier les efforts mis en œuvre notamment dans le domaine des formations à l'accueil, d'identifier les limites des actions engagées et de préciser les nouveaux axes d'amélioration. Parmi ces axes figurent en particulier le développement de dispositifs d'écoute des usagers et des agents au contact du public, ainsi que la mise en place d'outils de mesure de la qualité de service. Ces thèmes ont fait l'objet de deux groupes de travail interministériels réunis au cours du premier semestre 1997.

## Le télétravail

La direction générale a poursuivi ses efforts d'aide au développement du travail à distance en participant à des colloques et forums consacrés à la société de l'information. Elle s'appuie également sur les conclusions d'une étude qu'elle a pilotée sur le télétravail dans les administrations. Celle-ci sert de support à quelques propositions d'action dans les domaines de la communication, de la gestion et du soutien aux projets présentés par les services de l'État. Une version réactualisée du guide d'information sur le télétravail dans les administrations a été publiée en janvier 1998.

La DGAFP a rédigé le texte de l'appel à projets de mise en œuvre du travail à distance annexé à la circulaire relative à l'utilisation de la section territoriale du fonds pour la réforme de l'État.

## La politique de la ville

La direction générale a été associée au programme d'évaluation des plates-formes de services publics dans les quartiers urbains difficiles, mis en place par la délégation interministérielle à la ville. À partir de l'observation d'une dizaine de sites, il s'agit notamment d'examiner l'impact des interventions de l'État sur les modes de fonctionnement des services publics et leurs productions, ainsi que la place des usagers au sein de ces structures.

## La déontologie

Une commission de déontologie a été instituée dans chaque fonction publique par l'article 87 de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques, modifié par l'article 4 de la loi n° 94-530 du 28 juin 1994. Ces commissions ont pour rôle de contrôler le départ des agents publics, titulaires ou non, en disponibilité, en congé sans rémunération ou ayant cessé définitivement leurs fonctions et qui souhaitent exercer dans le secteur privé. Elles

examinent à cette fin si les activités privées qu'ils pratiqueront ne sont pas incompatibles avec leurs précédentes fonctions.

Au cours de l'année 1997, la commission compétente pour les agents de la fonction publique de l'État s'est réunie à dix-huit reprises et a rendu 726 avis qui se répartissent comme suit : 627 avis de compatibilité (86,4 %), 42 avis de compatibilité sous réserve (5,8 %), 10 avis d'incompatibilité (1,4 %), 10 avis d'incompatibilité en l'état du dossier (1,4 %), 36 avis d'incompétence (5 %) et 1 avis d'irrecevabilité (0,1 %).

Ces saisines, qui ont pour origine principale le ministère chargé de l'économie et des finances (31,1 %) et le ministère chargé de l'équipement (19 %), concernent essentiellement des agents de catégorie A (55,2 %) et des fonctionnaires en disponibilité (71,8 %).

Une évaluation de ce dispositif de contrôle doit être menée au cours de l'année 1998.

Chapitre II

# UNE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES RÉNOVÉE

## La mobilité des fonctionnaires

Le cloisonnement des corps de fonctionnaires de l'État est depuis longtemps considéré comme excessif, et diverses solutions sont recherchées pour y porter remède. Une plus grande mobilité, qu'elle soit professionnelle, fonctionnelle et/ou géographique, semble s'imposer, y compris entre fonctions publiques le cas échéant.

Une telle démarche est notamment souhaitable s'agissant des agents de catégorie A, qui, en raison des fonctions qui sont normalement les leurs, doivent connaître une multiplicité d'expériences, tout en restant éventuellement au sein d'une seule filière.

La mobilité est au demeurant une garantie fondamentale reconnue aux fonctionnaires par l'article 14 du titre I du statut général. Elle peut s'exercer par le détachement, la mise à disposition, les concours internes ou externes, et les simples mutations et changements d'affectation. Mais elle s'est trop longtemps exercée à l'initiative et dans l'intérêt des seuls agents. Si cette approche ne doit certes pas être abandonnée, il convient néanmoins d'y adjoindre désormais l'intérêt de l'administration elle-même, qui a beaucoup à gagner à ce que son personnel, notamment ses cadres, ait une expérience diversifiée.

Par lettre du 27 octobre 1997, le ministre chargé de la fonction publique a fait appel à l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) pour conduire une mission d'étude sur la mobilité dans la fonction publique, considérée sur les plans professionnel, fonctionnel et géographique. Cette mission, confiée à MM. Eric Piozin et Jean-Marie Palach, vise à établir un bilan actuel de la mobilité dans les trois fonctions publiques, à mettre en relief les freins qui subsistent et à faire des propositions pour améliorer celle-ci. Son rapport devrait être rendu au deuxième trimestre 1998.

Par ailleurs, le comité de recherche et de prospective de la DGAFP a confié à l'École de Paris du management l'organisation d'un séminaire de travail sur le thème de la mobilité du personnel dans l'administration. Ce séminaire, d'une durée d'un an, est animé par un comité de pilotage qui comprend, outre des représentants de l'École de Paris, des représentants des trois fonctions publiques, ainsi qu'un chercheur spécialiste de la fonction publique. Il a tenu ses premières réunions au début de 1998.

Deux textes statutaires ont en outre permis de faire progresser la mobilité des fonctionnaires en 1997 :

– Le décret n° 97-1043 du 13 novembre 1997 a mis en place un congé de formation-mobilité pour les agents de la fonction publique de l'État. Celui-ci vise à permettre aux fonctionnaires qui le souhaitent d'accéder à un autre corps, relevant éventuellement d'un autre ministère, de même niveau et classé dans la même catégorie, grâce à une formation professionnelle préalable continue adaptée au choix des intéressés.

Ce congé, accordé pour une durée maximale de six mois, pourra être précédé d'un bilan professionnel, à la demande de l'intéressé, qui sera pris en charge par l'administration. Pendant sa durée, le fonctionnaire reste en position d'activité dans son corps d'origine. Le temps passé en congé est pris en compte pour l'ancienneté des services, la promotion et la retraite.

Le fonctionnaire conserve son traitement, l'indemnité de résidence et, le cas échéant, les prestations familiales ainsi que les primes et indemnités perçues à la date du départ en congé. À la fin de la période de six mois du congé, le détachement du fonctionnaire est prononcé d'office après avis de la CAP du corps d'accueil. Le fonctionnaire est de droit, sur sa demande, intégré dans son corps d'accueil après au moins deux ans de services effectifs.

– D'autre part, le décret n° 97-695 du 31 mai 1997 relatif à la déconcentration de la mise à disposition déconcentre, au niveau des préfets, la procédure de mise à disposition du personnel appartenant à des services d'un même niveau territorial. Ceux-ci pourront réaffecter des agents d'un service de l'État à l'autre, pour une durée d'un an renouvelable, avec l'accord du fonctionnaire concerné.

Cette procédure sera mise en œuvre principalement dans le cadre des politiques interministérielles et notamment des pôles de compétence créés en application du décret portant charte de la déconcentration. Elle pourra aussi être utilisée, de manière ponctuelle, pour opérer des réaffectations de personnels dans les domaines autres que ceux concernant les politiques interministérielles (par exemple, pour répondre à un besoin urgent et momentané de personnels dans un service déconcentré, réaffectations temporaires de personnels).

Enfin, les efforts pour réduire le nombre des corps de fonctionnaires se sont poursuivis.

Rappelons que ce nombre se situe aux alentours de 1 700, dont seulement 190 en voie d'extinction, pour 900 « vivants » (dont 300 régis par des statuts communs et 600 corps ministériels), 300 statuts d'emplois et autant de corps relevant d'offices ou d'établissements publics.

Cette dispersion est particulièrement préjudiciable, à deux titres au moins : d'une part, elle freine considérablement la mobilité des agents, de l'autre elle est un obstacle à la déconcentration de la gestion. C'est pourquoi le Comité interministériel de la réforme de l'État qui s'est tenu le 26 février 1998 a fait de la politique des fusions et rapprochements de corps l'une des priorités de l'action gouvernementale.

Les regroupements et fusions de corps peuvent revêtir plusieurs aspects, en fonction de l'objectif recherché.

Le premier est le *regroupement* de corps *au sein d'un même ministère*, qui permet à certains corps d'atteindre une sorte de « taille critique » pour faciliter une gestion aisée des avancements et des mutations. Une telle politique autorise en outre la création d'organismes paritaires locaux, pour lesquels le Conseil d'État souhaite qu'un effectif minimum de cinquante personnes soit concerné lorsqu'ils sont conduits à statuer sur des situations individuelles.

Une variante de ce regroupement est le placement de plusieurs corps sous *statut commun*, concernant soit les agents relevant d'un seul ministère, soit de nombreux corps relevant d'administrations différentes. Cette orientation est dans certains cas favorisée par la mise en place de structures statutaires homogènes en application du protocole d'accord du 9 février 1990.

Un second type d'opération constitue la *fusion par pôles*, qui peut elle-même se subdiviser en deux rubriques.

La création de *pôles géographiques*, envisagée au premier semestre de l'année 1997, n'a pu aboutir. Elle n'en demeure pas moins une voie envisageable, notamment si des synergies particulièrement importantes se font jour entre les services de plusieurs ministères.

La fusion par *pôles administratifs* concerne des corps ministériels à faible effectif exerçant des missions comparables à celles dévolues à un corps important d'une autre administration. Des évolutions en ce sens se dessinent en début de l'année 1998, des rapprochements de structures ministérielles étant envisagés.

Au-delà de cette simple création de pôles se situe la *fusion horizontale*, consistant à regrouper au niveau interministériel des corps de même niveau et de même nature relevant de divers ministères. Devant les difficultés rencontrées, l'administration envisage plutôt des *fusions verticales*, consistant à rassembler en un même corps les personnels d'un ministère assumant des fonctions semblables en administration centrale et en services déconcentrés.

L'obstacle premier en la matière pourrait être l'écart entre les régimes indemnitaires. Le deuxième obstacle, à savoir l'écart entre les régimes statutaires (existence ou non d'un principalat, plages d'appel pour l'accès à celui-ci, durée des carrières, etc..) a en effet été largement réduit par le protocole « Durafour », qui a rapproché les carrières, notamment dans la filière administrative.

L'ensemble de ce dossier fait l'objet d'une expertise approfondie afin de répondre aux décisions du Comité interministériel pour la réforme de l'État, lesquelles privilégient des fusions intraministérielles, nonobstant les éventuels écarts de nature indemnitaire, de carrière ou statutaire.

## L'égalité entre les hommes et les femmes

Le 6e rapport au Parlement établissant les mesures prises dans la fonction publique pour assurer l'application du principe d'égalité des sexes prévu par l'article 21 alinéa 3 de la loi du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires

relatives à la fonction publique de l'État a été soumis au Conseil supérieur de la fonction publique de l'État le 16 décembre 1997.

Ce rapport fait état des avancées récentes en matière d'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes. Parmi ces mesures figure l'ouverture des emplois à statut militaire aux femmes, notamment le corps des médecins-pharmaciens, chimistes, vétérinaires, biologistes des armées, le corps des officiers navigants de la marine, le corps des officiers de l'air, le corps des officiers de gendarmerie, le corps des ingénieurs des études et des techniques.

Par ailleurs, plusieurs accords ministériels sur la formation continue, inscrits dans le prolongement de l'accord-cadre du 22 février 1996, ont été conclus pendant l'année 1997, en particulier au ministère de l'Outre-Mer, au ministère de la culture, afin de remédier aux inégalités au détriment des femmes constatées dans l'accès à la formation ou dans le déroulement de carrière.

Les statistiques que synthétise tous les deux ans le ministère de la fonction publique, de la réforme de l'État et de la décentralisation montrent que la disparité de la représentation féminine, variable suivant les administrations et les corps, s'accroît avec le niveau hiérarchique. Les difficultés se situent en amont même de la carrière, dès l'accès aux écoles de formation administrative, comme en cours de carrière.

Pour remédier aux pesanteurs qui freinent l'accès égal des femmes aux fonctions de responsabilité, le Ministre de la fonction publique, de la réforme de l'État et de la décentralisation a confié à M$^{me}$ Colmou, maître des requêtes au Conseil d'État, une mission visant à recenser les obstacles à l'égalité entre femmes et hommes dans les trois fonctions publiques, et à proposer les mesures susceptibles de les lever, afin de restaurer une réelle égalité des chances.

Par ailleurs, et sans attendre les résultats de cette mission, les ministères sont invités à améliorer la connaissance statistique de ce phénomène, notamment en ce qui concerne les concours et examens professionnels ainsi que les emplois de direction, et à assurer le meilleur équilibre possible entre les femmes et les hommes dans les jurys de concours, ainsi que dans les commissions et conseils.

## La formation des cadres (à la gestion des ressources humaines notamment)

La formation interministérielle des cadres supérieurs constitue une **innovation créée par un comité de pilotage de directeurs de personnel** (équipement, mer, intérieur, finances, emploi et solidarité, agriculture), et financée conjointement par le Fonds pour la réforme de l'État et la DGAFP.

À la suite du bilan et des perspectives de la formation continue des cadres supérieurs dressés par le rapport de M$^{me}$ Véronique Chanut, ce groupe s'est réuni continûment au long de l'année 1997, sous l'égide de la DGAFP, et a décidé de créer 3 cycles, consacrés aux thèmes suivants :
- conduite de l'action publique et mise en œuvre de la déconcentration,
- sécurité sanitaire,
- contrôle de gestion.

Un quatrième cycle, relatif à la politique de la ville, a donné lieu à un groupe de travail informel, réunissant un sous-préfet chargé auparavant de ce domaine, un inspecteur d'académie, un représentant de la Délégation interministérielle à la ville (DIV), un représentant des services départementaux de sécurité publique et l'École nationale des ponts et chaussées (ENPC), sous l'égide de la DGAFP, mais n'a pas encore achevé ses travaux.

Ces cycles de formation présentent **trois caractéristiques fortes** : l'interministérialité en action, des modules consacrés au terrain, et l'association pédagogique des praticiens de l'administration et des universitaires :
- l'interministérialité par le « brassage » des publics : sous-directeurs de centrale, chefs de service déconcentré, et corps préfectoral, représentant 5 ministères, et par une maîtrise d'œuvre associant plusieurs écoles (ex : École nationale de la santé publique (ENSP), École nationale du génie rural, des eaux et des forêts (ENGREF), École nationale vétérinaire et École de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes pour le cycle « sécurité sanitaire ») ;
- des modules sur le terrain, destinés à analyser des innovations telles que les agences régionales de l'hospitalisation ou les maisons de justice, ou l'apport des nouvelles technologies, et à en déterminer les répercussions sur la pratique des services ;
- une pédagogie associant praticiens de l'administration et universitaires : l'objectif est de renforcer les liens entre recherche et administration, afin que concepts et pratiques se nourrissent mutuellement ;

## Les actions prévues en 1998

Les trois cycles lancés en 1997 doivent être reconduits en 1998. Réunis en séminaire le 23 mars 1998, les directeurs de personnel ont convenu pour préparer le cycle relatif à la gestion des ressources humaines et en dresser les orientations et les modalités, d'approfondir cinq thèmes :
- l'organisation de la fonction « personnel » ;
- la motivation, la délégation de responsabilités et l'individualisation ;
- la dimension de service public dans la gestion des ressources humaines ;
- la stratégie de mise en œuvre d'une politique de gestion des ressources humaines ;
- la politique de recrutement.

# Les autres aspects de la politique de l'encadrement

La politique de l'encadrement supérieur constitue un des leviers de la réforme de l'État, une forte motivation des agents de l'État, cadres supérieurs en particulier, étant indispensable pour la poursuite de la modernisation de l'administration.

En 1997, les principaux travaux conduits par la direction générale ont concerné outre la mobilité, les domaines suivants : la gestion prévisionnelle de l'emploi, l'adaptation de la formation dispensée à l'ENA, l'étude des conditions d'harmo-

nisation statutaire et de dynamisation des inspections générales ministérielles dans le cadre de la réforme de l'État.

Parallèlement à ces grands chantiers, l'amélioration de la gestion du corps des administrateurs civils et des nominations aux emplois de direction s'est poursuivie en 1997. La gestion du corps des architectes et urbanistes de l'État s'est traduite, en novembre 1997, par la tenue de la première commission administrative paritaire interministérielle.

## La mobilité statutaire des membres des corps recrutés par la voie de l'ENA et des administrateurs des postes et télécommunications

Le séminaire gouvernemental du 14 septembre 1995 avait retenu le principe de l'accomplissement par les membres des corps recrutés par la voie de l'ENA, dans la première partie de leur carrière, d'une période de mobilité hors de l'administration centrale, afin de parfaire la formation et l'expérience de ces fonctionnaires en leur donnant une pratique de l'administration de terrain. Cette orientation s'est traduite par la parution du décret n° 97-274 du 21 mars 1997, qui a profondément modifié le cadre fixé par le décret du 30 juin 1972.

Ce nouveau texte prévoit en effet que les membres des corps appelés, à titre principal ou exclusif, à servir en administration centrale devront acquérir dans les premières années de leur carrière, une expérience différente, notamment dans un service déconcentré, un tribunal administratif, une chambre régionale des comptes, une collectivité territoriale ou l'un de ses établissements publics, un service de la Communauté européenne ou une organisation internationale (article 2 du décret précité).

La mobilité peut désormais être accomplie dès la nomination dans le corps, la condition de délai (4 ans auparavant) ayant été supprimée, sauf pour les membres du corps des conseillers des tribunaux administratifs, qui doivent préalablement accomplir une formation de 6 mois.

Ce décret, transversal aux différents corps recrutés par la voie de l'ENA, implique à la fois la mise en conformité des statuts particuliers de chacun de ces corps et la recherche active de postes susceptibles d'être proposés aux membres des corps concernés, seuls ceux d'entre eux nommés avant le 23 mars 1997 conservant la faculté d'effectuer leur mobilité dans le cadre antérieur avant le 1er octobre 2000.

## La gestion prévisionnelle de l'encadrement supérieur de l'État

Sur la base des travaux effectués par M. J.-P. Weiss sur la gestion prévisionnelle de l'encadrement supérieur de l'État (*cf.* page 11) et du rapport remis par MM. Eymeri et Pavillard sur la fin de carrière et les débouchés des administra-

teurs civils en 1996, l'enquête annuelle menée par la DGAFP sur les besoins de recrutement des corps recrutés par la voie de l'ENA a été notablement enrichie.

Les réponses adressées par les différents corps permettront de disposer d'informations actualisées chaque année sur les flux de sortie des corps concernés, du fait des radiations, des démissions et des départs à la retraite, et d'éléments relatifs aux fonctions exercées au sein ou en dehors de l'administration par les membres de ces corps. Le réseau des « responsables cadres » dans les corps et les ministères a été fortement sensibilisé à l'intérêt de bénéficier d'informations fiables et actualisées chaque année sur les effectifs et les fonctions exercées par les membres des corps.

Enfin, s'agissant de la répartition des postes offerts à la promotion de l'ENA sortant au printemps 1998, l'évolution engagée depuis 1995 a été confirmée, le nombre de postes budgétaires offerts étant égal à l'effectif de la promotion sortante.

## L'adaptation de la formation dispensée à l'ENA

Le conseil d'administration de l'ENA a approuvé le 13 octobre 1997 plusieurs modifications de la scolarité initiale, applicables dès le 1er janvier 1998. Cet aménagement de la scolarité recouvre le passage de trois à deux séminaires et l'incorporation dans la scolarité obligatoire d'enseignements, auparavant optionnels, consacrés à la communication, à la négociation et à la gestion des ressources humaines. Cet aménagement permet d'alléger la scolarité tout en permettant l'acquisition de nouvelles compétences.

Le stage de perfectionnement des administrateurs civils nommés au tour extérieur a également été remanié afin d'accentuer l'imbrication avec le cycle international court, compte tenu de l'intérêt des échanges avec des fonctionnaires étrangers, et d'accroître la part des travaux de groupe, de l'enseignement des langues, des stages pratiques et des questions européennes.

## Un groupe de travail sur les inspections générales ministérielles

En avril 1997, dans le cadre d'une réunion avec les chefs de service d'inspection, a été décidée la mise en place d'un groupe de travail comprenant un représentant de chacune des inspections générales ministérielles non techniques et animé par M. Francis Beck, inspecteur général des affaires culturelles.

Ce groupe de travail s'inscrit dans le cadre du programme de réforme de l'État, qui avait relevé l'intérêt d'une harmonisation statutaire de ces corps, voire d'une fusion de certains d'entre eux sur la base de pôles de compétences, et la nécessité de mener une réflexion approfondie sur le rôle qu'ils devraient être en mesure d'assumer dans le processus de réforme de l'État et de déconcentration de l'administration.

## L'amélioration de la gestion du corps des administrateurs civils, des emplois d'encadrement et de direction et de la connaissance des corps d'attachés d'administration centrale

Outre les actes de gestion quotidienne et l'organisation du tour extérieur, la gestion du corps des administrateurs civils s'est déroulée selon un calendrier satisfaisant en 1997 puisque la commission paritaire interministérielle des administrateurs civils (CAPI) s'est réunie en avril 1997 pour prononcer les promotions à la hors classe (soit des délais améliorés par rapport au calendrier 1996) et en novembre pour les promotions à la première classe (au titre de 1998).

La gestion du corps en 1997 a été marquée :
- par la diffusion, à l'ensemble des administrateurs civils, de la seconde édition de l'annuaire comportant une liste nominative des membres du corps et précisant les origines de recrutement et les fonctions exercées ;
- par la publication à la Documentation française d'une étude sur la fin de carrière et les débouchés des administrateurs civils réalisée à la demande de la DGAFP par MM. Eymeri et Pavillard ;
- par le développement et l'enrichissement du contenu de l'enquête annuelle sur la situation des corps ENA (note DGAFP du 17 décembre 1997) ;
- par l'accroissement du volume de la réserve d'emplois d'administrateurs civils (plus 5 emplois au titre de la loi de finances pour 1998, s'ajoutant aux 7 existants), afin notamment de répondre aux besoins induits par le nouveau régime de la mobilité statutaire.

En ce qui concerne les corps d'attachés d'administration centrale, la première enquête statistique sur la situation de ces corps (1990-1995) a été renouvelée afin de disposer de la situation des corps en 1996. Les résultats de cette enquête feront l'objet d'une diffusion aux administrations et aux organisations syndicales.

Enfin la DGAFP, qui s'était vu confier en 1996 une nouvelle responsabilité relative à la gestion interministérielle du corps des architectes et urbanistes de l'État, a organisé en novembre la première commission administrative paritaire interministérielle pour prononcer les avancements à la première classe et au grade de « en chef » au titre de 1997.

## Les systèmes de gestion informatisée des personnels

À la suite de l'enquête relative aux systèmes de gestion informatisée de personnel (SGIP) en usage dans les ministères, la DGAFP a mis en place un groupe de travail interministériel chargé de réfléchir à leur évolution. Trois groupes de réflexion ont été mis en place sur les thèmes suivants :

- définition d'un « noyau dur », c'est à dire de l'ensemble des données communes aux SGIP indépendamment de l'usage qui en sera fait ;
- harmonisation des définitions des concepts ;
- mutualisation des expériences conduites dans les différents ministères.

Les travaux de ces groupes conduiront à la définition, en 1998, d'une stratégie coordonnée d'évolution des systèmes de gestion informatisée de personnel.

Chapitre III

# COMMUNICATION INTERNE ET COMMUNICATION EXTERNE

## Les nouvelles technologies de l'information et de la communication

### La mise en œuvre du programme d'action gouvernemental : Préparer l'entrée de la France dans la société de l'information (PAGSI)

Le programme d'action gouvernemental (PAGSI) tel qu'il a été adopté par le comité interministériel du 16 janvier 1998, marque l'engagement de l'État d'intégrer l'évolution technologique au sein de l'administration en soulignant les enjeux et les priorités, assortis de propositions concrètes.

Le ministère de la fonction publique, de la réforme de l'État et de la décentralisation est plus particulièrement impliqué dans le chantier intitulé « *les technologies de l'information au service de la modernisation des services publics* ». Des mesures immédiates doivent traduire l'apport des nouvelles technologies tant au niveau de la modernisation interne des services du ministère qu'au regard de l'amélioration de ses relations avec les usagers.

Les travaux d'ores et déjà entamés au début de l'année 1998 portent sur trois axes prioritaires :

#### La numérisation et la mise en ligne sur Internet des données publiques essentielles

Conformément à la volonté gouvernementale, exprimée dans la circulaire du 15 mai 1996 du Premier ministre de voir chaque administration se doter d'un *site Internet* avant la fin de l'année 1997, le ministère de la fonction publique, de la réforme de l'État et de la décentralisation a ouvert un site depuis le 29 janvier 1997 (à l'adresse suivante : « www.fonction publique.gouv.fr. »).

L'enrichissement en cours de ses rubriques (notamment sur les écoles, les concours, les rapports et publications) s'inscrit logiquement dans le cadre du plan de numérisation et de mise en ligne. Une étude approfondie est menée en liaison avec la Documentation française pour parvenir à définir les éléments de « littérature grise » susceptibles d'être diffusés ou simplement signalés au grand public.

### La migration des services télématiques vers Internet

Cette migration est envisagée progressivement sur les deux années à venir. Elle s'accompagne d'une réflexion sur l'exploitation plus dynamique des contenus éditoriaux qui vont devenir communs aux deux outils, par la conception et l'élaboration de bases de données offrant une plus grande convivialité aux internautes.

### Rendre l'administration accessible par voie électronique

Le traitement efficace du courrier électronique suppose une adaptation des procédures. À cet effet, un groupe de travail interministériel placé sous l'égide de la DGAFP a pour tâche de formuler des recommandations d'organisation qui feront l'objet d'un guide méthodologique diffusé dans l'ensemble de l'administration

## Les nouvelles technologies et leurs applications

Deux projets développés par la DGAFP sont devenus opérationnels en 1997 :

### L'ouverture d'une rubrique « logements sociaux » sur le 36.16 Fonctionnaire

Le projet a été lancé en octobre 1993. Il consiste à afficher sur le 36.16 Fonctionnaire les logements sociaux vacants. L'information émane de la préfecture de Paris. La DGAFP a financé en 1996 une opération lourde d'informatisation de la préfecture et a demandé en contrepartie de ce financement l'affichage sur Minitel des logements disponibles pour les agents de l'État à Paris. L'objectif est double, d'une part assurer une meilleure gestion des logements en informant les fonctionnaires des logements disponibles, ce qui évite la perte de logements réservés à l'État, d'autre part, instaurer une plus grande transparence conformément aux souhaits des partenaires sociaux.

Ce dispositif, opérationnel depuis le mois de mai 1997 pourrait être étendu, le cas échéant, et, dans un premier temps, à d'autres départements de la région d'Île-de-France.

### L'outil de réorientation des usagers

Le projet fait suite aux réunions du groupe inter-services publics sur l'accueil de 1994. Il consiste à mettre en œuvre un outil permettant la réorientation des usagers vers le service public compétent.

Le département du Maine et Loire a accepté d'être département pilote en 1995. Après une année consacrée au recueil des informations et à leur mise en forme, un produit informatique composé d'un serveur de télécopie a été élaboré par un prestataire. La phase de recueil des données locales a été assurée entièrement par la préfecture du Maine-et-Loire en coordination avec les services publics du département.

À la suite d'une réunion avec les services de la préfecture du Maine-et-Loire, des aménagements du produit informatique ont été souhaités avant le lancement d'une deuxième phase correspondant au test en grandeur réelle au niveau du département. Des corrections de l'outil ont été apportées par la préfecture et les services du département. À la fin de l'année 1997, le produit est opérationnel à l'exception de quelques ajustements mineurs. Une validation définitive est en cours.

# Les publications

## La revue « Service public »

Dix numéros du journal « Service public » tirés à 70 000 exemplaires et diffusés gratuitement sur le lieu de travail des agents de la fonction publique, ont été publiés entre mars 97 et mars 98.

Les dossiers ont porté sur les thèmes suivants :
- n° 47 – l'interministérialité ;
- n° 48 – les services de proximité ;
- n° 49 – la déconcentration ;
- n° 50 – les fonctionnaires se mobilisent pendant les vacances ;
- n° 51 – les écoles de la fonction publique : un enseignement pour l'avenir ;
- n° 52 – réforme, une ambition nouvelle pour l'État ;
- n° 53 – nouvelles technologies : l'essor ;
- n° 54 – emploi : mobilisation pour les jeunes ;
- n° 55 – accord salarial dans la fonction publique ;
- n° 56 – les concours de la fonction publique de l'État.

Suite à une première analyse sur une évolution de la revue, des nouveautés ont été introduites progressivement au fil des numéros : création d'un guide pratique mensuel présentant des informations utiles pour les fonctionnaires (commission de déontologie, travail à temps partiel, prestations sociales...), ouverture plus systématique sur l'international, création d'une rubrique « métiers »,...

En outre, une étude de lectorat a été réalisée en novembre 1997 par la SOFRES à la demande de la DGAFP. Les résultats de cette étude vont permettre de mieux engager les évolutions relatives tant au contenu de la revue (rendu plus concret, ouvert à d'autres secteurs, à des expériences de terrain et du rendu quotidien de la vie des agents, rendu plus authentique et plus contradictoire, faisant apparaître également les difficultés rencontrées,...) qu'à la rénovation de sa maquette.

## Les autres publications

Outre la revue « Service public », la DGAFP édite des fiches « Points forts » traitant des thèmes liés à l'actualité et aux grands chantiers de la fonction publique. Tirées à environ 5 000 exemplaires, elles sont très largement diffusées au sein des administrations centrales, des services déconcentrés, des écoles administratives et des organisations syndicales. De même, des comptes rendus des journées d'études font l'objet d'une large diffusion.

Par ailleurs, la DGAFP a publié cinq rapports à la Documentation française, ainsi qu'une série de guides, brochures et plaquettes.

Une liste de l'ensemble de ces publications figure en annexe 3.

## Les actions de communication

La direction générale de l'administration et de la fonction publique organise des actions de communication visant à mieux faire connaître les grands chantiers de la fonction publique et à accélérer la diffusion des mesures de modernisation à l'intérieur de l'administration. Pour ce faire, elle a développé un certain nombre de manifestations qui s'inscrivent dans un plan global de communication.

### Les journées d'études de la DGAFP

Créées en 1995, les journées d'études sont l'occasion d'organiser chaque année des échanges entre les cadres des administrations centrales et ceux des services déconcentrés sur des thèmes permettant la gestion publique.

Un calendrier prévisionnel des journées d'études est communiqué aux préfets et aux directeurs de personnel des différents ministères en début d'année, afin de susciter les candidatures des personnels intéressés. Chaque journée d'étude permet de réunir une centaine de participants.

En 1997, cinq actions ont été organisées à Paris sur les thèmes suivants :
- « La représentativité syndicale » – 27 mars 1997 ;
- « Développer la qualité du service dans les administrations : charte, qualité, engagement de service » – 29 avril 1997 ;
- « Réflexions autour de la gestion des ressources humaines » – 29 mai 1997 ;
- « Pour les quartiers en difficultés : quelle formation initiale et/ou continue à l'intention des cadres des services publics » – 12 juin 1997 ;
- « Évolution des missions de l'État et gestion prévisionnelle des effectifs » – 19 septembre 1997.

Une action a été menée en province :
- « Les contrats de service : expérimentation d'une nouvelle voie contractuelle » – IRA de Lyon – 21 novembre 1997

En 1998, sept journées d'études sont programmées dont la première, « hygiène, sécurité et médecine de prévention », s'est tenue le 6 mars 1998.

Les actes qui retracent ces journées d'études font l'objet d'une large diffusion non seulement aux participants, mais aussi aux cabinets ministériels, aux directeurs de personnel, aux chefs de corps d'inspection générale, aux préfets, aux écoles administratives et aux membres de la commission de la modernisation des services publics.

# Les études et les recherches

## Les études réalisées en 1997

Six études ont été réalisées en 1997 par le comité de la recherche et de la prospective, dont le descriptif figure en annexe 3.

## La réunion bisannuelle « Université DGAFP »

Ce groupe de travail, qui rassemble deux fois par an une trentaine de professeurs de droit public et les cadres de la DGAFP, s'est consacré cette année aux problèmes posés par le développement des pratiques contractuelles dans l'administration.

En mai 1997, le professeur A.S. Mescheriakoff a présenté une réflexion sur le thème de l'ordre intérieur et du contrat (parue dans la *Revue française de droit administratif*, en novembre 1997) et les professeurs E. Fatome et J. Moreau ont prolongé cette réflexion sur l'usage du « contrat interne » dans une intervention à paraître également.

Ces réunions fournissent par ailleurs l'occasion de faire le point sur les nouveaux textes juridiques et de susciter des travaux d'étudiants sur l'évolution du droit public.

Cette instance fait partie des réseaux animés par la DGAFP.

## La recomposition du comité de recherche et de prospective (CRP)

Le comité de recherche et de prospective a été recomposé en septembre 1997. Il conduit actuellement une réflexion pour définir ses axes prioritaires de recherche pour les trois années à venir et devrait pouvoir les présenter aux organisations syndicales avant l'été 1998.

# La DGAFP et ses réseaux

Pour assurer son rôle interministériel, la direction générale de l'administration et de la fonction publique s'appuie, entre autres, sur une vingtaine de réseaux constitués, en partie par ses correspondants interministériels et, en partie, par des chercheurs, experts et universitaires.

Ces réseaux sont des carrefours d'échanges d'expériences et d'information, destinés à analyser les évolutions que connaissent les administrations, à mutualiser les innovations réussies et à faire progresser l'administration dans le domaine de la gestion des ressources humaines. Ils permettent de développer, à

côté des relations réglementaires, des échanges et des propositions qui favorisent un pilotage partagé de l'évolution de l'administration.

En 1997, une vingtaine de réseaux, dont la liste est donnée en annexe 3, ont fonctionné, notamment :

## La réunion mensuelle des directeurs de l'administration générale et du personnel

Ces rencontres régulières permettent d'aborder tous les thèmes d'actualité relatifs à l'administration générale et à la gestion des ressources humaines de l'État. Cinq journées ont été organisées avec l'ensemble des directeurs chargés de l'administration et du personnel (les 20 février 1997 ; 25 avril 1997 ; 7 juillet 1997 ; 22 décembre 1997 ; 23 mars 1998).

Ainsi ont été évoqués entre autres, comme thèmes de débat, le développement de la mobilité dans l'emploi public, la coopération administrative internationale, la formation continue de l'encadrement supérieur,... En outre, des thèmes de communication ont permis, par exemple, de faire le point sur les suites de la jurisprudence Berkani, la réforme du régime de la notation, le bilan du protocole « Durafour »...

Un séminaire de deux jours (les 12 et 13 septembre 97) et un séminaire d'une journée (le 23 mars 98) ont donné l'occasion de débattre d'une part, sur la gestion publique et la réforme de l'État et d'autre part, d'aborder la question de la gestion des ressources humaines.

## La journée des chefs de corps d'inspection générale

Une journée de travail a été organisée le 3 avril 1997 avec les chefs de corps de l'inspection générale des différents ministères qui participent aux corps de contrôle et à la politique de modernisation de la gestion publique. Ont été débattues, notamment, les questions relatives au statut des corps d'inspection, à l'organisation du temps de travail, à l'évaluation de la formation dispensée par les IRA, au projet de code de la fonction publique.

## Le réseau des modernisateurs

Un réseau de correspondants ministériels, composé de cadres opérationnels en charge des services de modernisation, est régulièrement réuni par la direction générale depuis mai 1996, en formation plénière ou en sous-groupes de travail. Au cours de l'année écoulée, le réseau a poursuivi ses travaux sur l'amélioration de l'accueil des usagers dans les services publics (voir ci-dessus), la diffusion des démarches qualité dans les services publics et les démarches de contractualisation interne entre les administrations centrales et leurs services déconcentrés.

Les réflexions des groupes de travail constitués sur ces différents thèmes ont été mises en perspective à l'occasion de journées d'étude organisées par la direction générale en liaison avec le commissariat à la réforme de l'État (voir ci-dessus). En réponse à une préoccupation de certains membres du réseau et dans le prolongement des travaux conduits sur les démarches d'écoute des agents au contact avec le public, un nouveau groupe a été créé en janvier 1998 sur le thème de l'innovation participative.

Quatrième partie

# LA COOPÉRATION ADMINISTRATIVE INTERNATIONALE

Chapitre I

# L'ACTION INTERNATIONALE DE LA DGAFP

## Les échanges de fonctionnaires

Trente fonctionnaires français sont allés en stage de courte durée en Allemagne pour y étudier les structures administratives. Parallèlement trente-cinq fonctionnaires allemands ont été accueillis dans deux stages à l'IIAP portant sur les institutions françaises.

Six français ont effectué des stages de longue durée (plusieurs mois) dans l'administration québécoise.

La direction générale de l'administration et de la fonction publique a placé, pour des stages longs dans les différents ministères français, des fonctionnaires allemands, britanniques et québécois.

Elle a, par ailleurs, continué à placer les fonctionnaires retenus par la Commission européenne dans le cadre du programme **Karolus.** Ce programme, mis en place il y 5 ans, va être prolongé de deux ans et élargi aux pays de l'Europe de l'Est et de l'AELE ainsi qu'à Chypre.

## L'accueil de délégations étrangères

La DGAFP a été très sollicitée tout au long de l'année pour accueillir des délégations étrangères et organiser leur programme de visites. 38 délégations étrangères de 23 pays (regroupant 237 personnes) ont été ainsi reçues dans les différents bureaux, en fonction de leurs centres d'intérêt.

Parmi les délégations reçues en 1997 à la DGAFP, il faut signaler celle de trois hauts fonctionnaires du ministère chinois du Personnel venue travailler trois jours en novembre, en collaboration avec la DGAFP et la DGRCST (ministère des affaires étrangères) sur la rédaction d'un projet d'accord-cadre entre les deux fonctions publiques. Ce texte devrait être signé en 1998 par le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'État et de la décentralisation.

# Présence de la DGAFP à l'étranger

Le directeur général a participé à la réunion des directeurs généraux des fonctions publiques, au mois de mai 1997, à La Haye ainsi qu'aux rencontres des administrations publiques francophones à Québec, au mois de juillet, où a été présentée une étude menée sous l'égide de la DGAFP sur la formation des fonctionnaires.

La DGAFP a en outre envoyé de nombreux experts en mission à l'étranger notamment en Pologne, en Chine, à Kiev, au Québec.

Chapitre II

# L'ACTION INTERNATIONALE DES ÉCOLES ADMINISTRATIVES

## La coopération bilatérale

La DGAFP a réuni, le 6 octobre 1997, les écoles administratives dans le cadre de la conférence des écoles.

La coopération avec la Chine a donné lieu à de nombreux échanges avec l'ENA, l'IIAP et l'IRA de Lyon, dans le cadre des accords de coopération qui lient respectivement chacun de ces établissements à l'ENA chinoise et à l'Institut d'administration de Pekin.

Le bilan de la coopération des IRA et du CNFPT avec les Académies russes de la fonction publique est très positif. Il a donné lieu à 25 opérations (stages et séminaires).

Les IRA de Lille et de Lyon ont de surcroît initialisé en 1997, à la suite de la signature d'un protocole d'accord, une coopération avec les filiales de Kharkov et de Dniepropetrovsk de l'académie de la fonction publique d'UKRAINE.

La coopération avec les pays d'Europe centrale et orientale revêt une importante croissante. La coopération avec la Pologne est de loin la plus importante. Plus de 250 fonctionnaires et 46 élèves de l'ENAP ont participé depuis 1995 à des cycles internationaux et à des séminaires organisés par le Centre des études européennes de Strasbourg (CEES) et l'ENA.

On peut également signaler la coopération avec la Bulgarie (cycles de formation européenne de l'IIAP et du CEES en collaboration avec l'Institut français de Sofia) ; la Roumanie (cycles de formation multinationaux de l'IIAP à Paris et Bucarest) ; la République tchèque (cycles de formation continue à la pratique des affaires européennes de l'ENA en collaboration avec l'Université Charles de Prague) ; la Hongrie et la Lettonie (cycles de formation aux affaires européennes de hauts fonctionnaires assurés par l'ENA et le CEES).

Pour la région du Maghreb, la coopération administrative s'est poursuivie avec le Maroc et la Tunisie : montage par la DGAFP de missions d'experts au Maroc, accueil d'auditeurs dans les cycles de l'ENA et de l'IIAP, envoi de missions d'expertise par l'IIAP sur place, sessions de formation aux questions européennes organisées par le CEES.

## La coopération multilatérale sur programmes européens

L'ensemble des écoles participent à une dizaine de programmes de coopération internationaux dans plusieurs pays.

L'ENA intervient en Pologne en liaison avec le CEES et en Hongrie sur des programmes PHARE.

L'IIAP est chef de file d'un programme en Bulgarie et participe à un consortium en Roumanie, pour un programme Tempus.

L'IRA de Lille est chef de file de programme Tacis en Oural et dans la région du lac Baïkal.

Le CEES intervient en Pologne et en Lituanie, dans la Fédération de Russie et dans les programmes Sherlock et Grotius pour les pays d'Europe centrale et orientale.

En sus des programmes européens ci-dessus, l'IIAP a répondu en 1997 à des appels d'offre dont il attend les résultats, en Moldavie, en Ouzbekistan et au Kazakhstan.

Chapitre III

# L'ACTION INTERMINISTÉRIELLE DE LA DGAFP EN MATIÈRE INTERNATIONALE

## Le groupe permanent pour le développement de la coopération administrative internationale

Le groupe permanent s'est réuni deux fois en 1997, les 31 janvier et 26 septembre. Sous son égide ont progressé les travaux sur la mobilisation de l'expertise française dans les programmes multilatéraux.

### Le statut des experts

Le groupe a ainsi examiné le rapport de la DGAFP d'août 1997 sur le régime applicable aux experts publics, qui dresse l'état réglementaire et les pratiques de l'administration en matière de positions statutaires, de gestion des carrières, d'indemnisation des frais de séjour et de rémunérations des experts à l'étranger et les améliorations possibles de ce régime.

Sur la base de ces travaux et de l'avis rendu par le Conseil d'État le 21 octobre 1997, la DGAFP a présenté au Conseil supérieur de la fonction publique de l'État du 24 février 1998 une modification ponctuelle du décret du 16 septembre 1985 sur les positions des fonctionnaires, afin d'élargir la possibilité de détachement de fonctionnaires pour remplir une mission d'intérêt public de coopération internationale.

## Le développement de la coopération administrative internationale

En septembre, le groupe permanent a décidé de créer un groupe restreint qui a été chargé, par le cabinet du Premier ministre, de remettre des conclusions opérationnelles sur la manière de mieux mobiliser l'offre française.

Les « propositions pour le développement de la coopération institutionnelle internationale » établies par M. Cornuau, rapporteur du groupe, ont été soumises aux membres du groupe permanent avant d'être transmises au Premier ministre en janvier 1998. Ces propositions portent sur l'amélioration du réseau des donneurs d'ordres et opérateurs, la mobilisation des ressources humaines et la création d'un organisme spécialisé de soutien à la coopération institutionnelle internationale. Elles doivent faire l'objet d'un travail interministériel approfondi.

## La réunion sur la coopération administrative internationale présidée par le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'État et de la décentralisation

Le 28 novembre 1997, le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'État et de la décentralisation a, pour la première fois, consacré une séance de travail à la coopération administrative internationale, réunissant des représentants du ministère des affaires étrangères, du SGCI, des écoles administratives et d'autres opérateurs publics (Association pour le développement des échanges en technologie économique et financière (Adetef), CNFPT).

Cette réunion a permis de faire le point sur l'ensemble des questions posées par cette coopération et de dessiner les axes d'amélioration : renforcement de la « veille », mobilisation des experts, structuration de l'offre française.

Chapitre IV

# L'EUROPE

## La libre circulation

### Poursuite de l'ouverture de la fonction publique à l'Europe

Un décret préparé par la DGAFP a été présenté à la commission des statuts du Conseil supérieur de la fonction publique de l'État le 22 octobre 1997 pour mettre en œuvre deux dispositions introduites par la loi du 16 décembre 1996 qui concernent :

- l'ouverture de la fonction publique française aux ressortissants des États parties à l'accord sur l'Espace économique européen qui ne sont pas membres de l'Union européenne (Norvège, Islande et Liechtenstein) ;
- la prise en compte du service national actif accompli dans leur pays d'origine par les ressortissants européens pour le recul de la limite d'âge lors de l'accès à la fonction publique française et pour le calcul de l'ancienneté de service exigée pour l'avancement dans la carrière.

Par ailleurs, un autre décret est en préparation pour permettre l'application de l'article 5 *quater* ajouté par la loi du 16 décembre 1996 au titre I du statut général des fonctionnaires. Ce décret permettra à des fonctionnaires des États membres, en cours de carrière, d'accéder temporairement à la fonction publique française par la voie du détachement. Les fonctionnaires, accueillis pour une durée de cinq années, resteront liés à leur fonction publique, notamment en ce qui concerne les régimes de retraite auxquels ils continueront d'appartenir ; ils ne seront pas définitivement intégrés dans la fonction publique française. Ce décret permettra également le départ de fonctionnaires français, sous forme de détachement, pour la même durée, dans des fonctions publiques des autres pays de la Communauté européenne ou de l'Espace économique européen.

Afin de favoriser la mobilité entre les fonctions publiques, il a été décidé, sur initiative française, lors de la réunion des directeurs généraux de la fonction publique de Luxembourg les 27 et 28 novembre 1997, de mettre en place un réseau de correspondants européens. Ce réseau se composera :

- d'un groupe permanent, qui aura pour mission d'examiner en commun l'état d'avancement de l'ouverture européenne, d'évoquer les obstacles à la mobilité des fonctionnaires et les moyens de les surmonter ;

– de correspondants permanents désignés dans chaque pays pour faciliter les échanges d'informations nécessaires et favoriser la mobilité des fonctionnaires.

## La formation : le CEES

Le développement des activités du Centre des études européennes de Strasbourg, qui propose des formations aux affaires européennes s'adressant aux publics français et étrangers, en formation initiale et continue, s'est poursuivi en 1997, grâce notamment à la possibilité offerte au Centre de recruter plusieurs agents administratifs par la voie du détachement.

En 1997, troisième année pleine de fonctionnement du centre, 116 sessions de formation ont été organisées contre 97 en 1996, soit plus 20 % pour 4 740 stagiaires contre 2 780 en 1996.

Plus de 40 % des stagiaires étaient étrangers, une nette priorité ayant été accordée à la formation des cadres des pays de l'Europe centrale, orientale et baltique, au titre notamment de la stratégie de pré-adhésion à l'Union européenne de certains d'entre eux. Ces cadres des pays de l'Europe centrale et orientale ont représenté plus du quart du nombre total des stagiaires.

Les principaux pays partenaires du CEES ont été à ce titre la Pologne, la Lettonie, la Roumanie, la Lituanie, la Fédération de Russie, une coopération s'amorçant avec la Slovaquie et la Bulgarie. Le CEES accueille également, pour les formations sur les questions européennes, les participants aux cycles internationaux organisés par l'école nationale d'administration et l'institut international d'administration publique.

En dehors des pays d'Europe centrale et orientale, les autres pays partenaires furent en 1997 l'Allemagne, le Royaume-Uni, la Finlande, la Suède, le Maroc, la Tunisie et la Turquie.

Enfin, le CEES a participé à des programmes et actions de l'Union européenne, dans le cadre des programmes Phare et Tacis et au titre du Troisième pilier du traité sur l'Union européenne (coopération dans les domaines de la Justice et des Affaires intérieures) dans le cadre des programmes Grotius et Sherlock.

Dans le domaine de la politique sociale, le CEES a organisé avec l'Organisation internationale du travail et le soutien de la Commission européenne, un colloque européen réunissant des représentants des pays membres de l'Union européenne et des pays d'Europe centrale et orientale, consacré à la politique sociale de l'Union et au rôle de l'État et des partenaires sociaux dans les systèmes d'administration du travail.

Chapitre V

# L'OCDE

## Travaux menés au sein du comité de la gestion publique de l'OCDE (comité Puma)

La DGAFP anime, avec la direction du budget, la délégation française qui siège au comité plénier de la gestion publique de l'OCDE. Ce comité s'est réuni en mars et en octobre pour fixer les orientations des travaux du secrétariat et des différents réseaux qui réunissent des experts de la fonction publique, autour de sujets précis tels que :
- la gestion des performances ;
- la comparaison des performances des secteurs publics dans les pays de l'OCDE ;
- la réglementation.

Une des principales orientations de l'année 1997 a concerné la question de l'éthique dans le secteur public :
- groupe de travail devant élaborer une liste de référence de bonnes pratiques ;
- participation, avec le Service Central de Prévention de la Corruption au colloque des 3 et 4 novembre intitulé « l'éthique dans le service public : défis et perspectives pour les pays de l'OCDE » (préparation des positions françaises et détermination de la délégation).

En tant que correspondant *Fonction publique auprès du SGCI*, la DGAFP a participé aux réunions concernant les orientations de l'OCDE et ses difficultés de financement.

Le secrétariat du comité Puma étant la cheville ouvrière de dossiers transversaux de l'OCDE sur les questions de réglementation et de vieillissement des populations, la DGAFP organise avec le SGCI, la circulation des informations entre les différents ministères concernés.

Un groupe de travail a été créé avec le commissariat à la réforme de l'État et la direction de la prévision afin d'instruire les questions de réglementation pour le SGCI et le comité Puma.

## Observatoire des fonctions publiques des pays de l'OCDE

Une réflexion a été menée sur la mise en place d'un observatoire de l'évolution des fonctions publiques à l'étranger à partir du traitement des documents provenant de l'OCDE et du site Internet de la DGAFP.

## Comité interministériel des moyens de l'État à l'étranger

La DGAFP participe aux réunions en comité plénier, ainsi qu'aux réunions concernant la rationalisation des réseaux à l'étranger et leur adaptation à la construction européenne.

# ANNEXES

Annexe 1

# COMMUNIQUÉS DU CONSEIL DES MINISTRES

## Conseil des ministres du 20 mars 1997

### Mobilité des fonctionnaires issus de l'ENA

Le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'État et de la décentralisation a présenté un décret relatif à la mobilité des fonctionnaires des corps recrutés par la voie de l'école nationale d'administration et des administrateurs des postes et télécommunications.

S'ils souhaitent occuper des emplois de direction, les fonctionnaires issus de l'ENA et les administrateurs des postes et télécommunications doivent effectuer leur service, hors de leur administration d'origine, pendant une période d'au moins 2 ans appelée mobilité. En pratique, cette mobilité est aujourd'hui très souvent accomplie dans une administration centrale. Cette situation n'est compatible ni avec les évolutions récentes de l'administration ni avec la volonté du gouvernement de renforcer la déconcentration des services de l'État.

En conséquence, le décret pose comme principe que la mobilité doit s'accomplir dans des postes où le fonctionnaire appartenant à un corps d'administration centrale aura la possibilité de découvrir les aspects concrets de l'action administrative : services déconcentrés de l'État ou de ses établissements publics, juridictions administratives et financières du premier degré, collectivités locales, services territoriaux des entreprises publiques, associations reconnues d'utilité publique. L'accomplissement de la mobilité sera également possible dans les services de la Communauté européenne et les organisations internationales.

## Conseil des ministres du 9 avril 1997

### Formation des fonctionnaires

Le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'État et de la décentralisation a présenté une communication sur la formation des fonctionnaires.

La formation permanente est un droit pour les fonctionnaires. C'est également une nécessité inhérente à leurs missions de service public et à la réforme de l'État. Ces deux principes inspirent l'action du gouvernement :

#### La mise en œuvre de l'acccord-cadre de février 1996

Les textes nécessaires à la mise en œuvre de cet accord – nouveau régime du congé de formation professionnelle et conditions d'organisation du bilan professionnel – ont tous été publiés. Leur mise en œuvre adaptée est en cours ministère par ministère.

Au terme du plan de 3 ans défini par l'accord, chaque fonctionnaire de l'État

aura bénéficié d'au moins 5 jours de formation. Au minimum 3,8 % de la masse salariale de chaque ministère devront être consacrés en 1998 à la formation continue.

### La formation permanente des hauts fonctionnaires

Aux formations ministérielles déjà existantes, vont s'ajouter des formations interministérielles issues de la coopération des organismes ministériels et des écoles (ENA, École des Ponts et Chaussées, École nationale de la santé publique, Écoles vétérinaires...) autour de 4 thèmes :
- la sécurité sanitaire,
- la politique de la ville,
- le contrôle de gestion,
- la conduite des politiques publiques et la déconcentration.

Devrait être ainsi favorisée une approche commune des problèmes par les différents corps et services afin de rendre plus efficace et plus homogène l'action de l'État auprès des usagers.

### Le congé de formation-mobilité

Pour faciliter l'adaptation des fonctionnaires aux évolutions de leurs missions et satisfaire le souhait qu'ils peuvent avoir de réorienter leur carrière, un congé de formation-mobilité va être institué.

Ce congé, rémunéré, d'une durée maximale de six mois à temps complet, permettra aux fonctionnaires dont la candidature aura été agréée, de bénéficier d'une formation préalablement à leur recrutement dans un corps de même niveau.

La politique de formation dans la fonction publique de l'État représente un coût annuel de plus de 20 milliards de francs. Cet effort important et nécessaire s'inscrit dans la politique de rénovation de l'État entreprise depuis 2 ans.

# Conseil des ministres du 7 mai 1997

## Services à compétence nationale

Le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'État et de la décentralisation a présenté un décret relatif aux services à compétence nationale.

Le décret prévoit la possibilité de créer dans chaque administration, à côté des services locaux de l'État et des administrations centrales, des services à compétence nationale. Ces services prendront en charge les missions de gestion, d'études, de production de biens ou de service actuellement confiées aux administrations centrales.

Au sein de l'administration de l'État, sous l'autorité directe ou indirecte du ministre, ils bénéficieront d'une large autonomie de gestion. Les administrations centrales pourront ainsi se consacrer pleinement au rôle de conception, d'évaluation et de contrôle des politiques publiques que la loi leur assigne.

# Conseil des ministres du 21 mai 1997

## Simplifications administratives

Le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'État et de la décentralisation a présenté un projet de loi portant diverses mesures de simplification administrative.

Un des principaux objectifs de la réforme de l'État est de construire un État plus simple, facilitant la vie quotidienne et l'activité des particuliers, des entreprises et des associations. Ces activités sont bien souvent entravées par l'obligation de souscrire à des formalités administratives dont l'utilité n'est pas toujours démontrée.

Un inventaire des autorisations et déclarations administratives préalables – le premier réalisé en la matière – a fait apparaître l'existence de plus de 4 000 textes instaurant de telles démarches. Nombre d'entre elles sont devenues inutiles ou peuvent être sérieusement allégées.

Tel est l'objet du projet de loi – et d'un décret publié prochainement – qui entament le processus de suppressions des autorisations et déclarations devenues inutilement contraignantes, de transformation de certains régimes d'autorisations en simples déclarations, et d'extension de la règle selon laquelle le silence opposé par l'administration vaut autorisation.

Sont ainsi par exemple concernés par ces simplifications, la délivrance du permis de chasser, le transfert des débits de boisson, l'agrément des associations intermédiaires ou certains agréments fiscaux. Au total 300 catégories d'autorisations ou de déclaration sont supprimées ou simplifiées. Ces textes seront suivis d'autres mesures de simplification dans les mois qui viennent.

Le projet de loi institue, par ailleurs, un statut unique pour les groupements d'intérêt public, qui constituent une mise en commun de moyens par des personnes publiques ou privées dans un but d'intérêt général. Ce statut se substituera aux multiples régimes existants dont l'hétérogénéité est source de complexité.

# Conseil des ministres du 24 septembre 1997

## Revalorisation des traitements des personnels de l'État, des collectivités locales et des hôpitaux

Le ministre de la fonction de publique, de la réforme de l'État et de la décentralisation a présenté un décret portant majoration de la rémunération des fonctionnaires et agents publics.

En application de ce décret, les traitements de l'ensemble des agents civils et militaires de l'État et de ses établissements publics, ainsi que les traitements des agents des collectivités locales et des hôpitaux seront revalorisés de 0,5 % à compter du 1er octobre.

Les pensions des retraités civils et militaires de l'État, des collectivités territoriales et des hôpitaux seront revalorisées de 0,5 % à compter de la même date.

Compte tenu de la mesure prise le 1er mars dernier, cette majoration porte à 1 % la revalorisation des traitements et des pensions sur l'année 1997.

# Conseil des ministres du 5 novembre 1997

## La réforme de l'État

Le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'État et de la décentralisation a présenté une communication sur la réforme de l'État.

L'État apparaît plus que jamais comme le garant de l'intérêt général, des libertés et de la cohésion sociale. Dans un monde qui change, la réforme de l'État doit être l'instrument d'une adaptation constante et rendre celui-ci plus transparent, plus proche des citoyens et plus moderne. L'action entreprise dans ce domaine par le gouvernement, qui sera conduite dans la concertation avec toutes les parties concernées, se situe dans la continuité de la décentralisation engagée en 1982, du renouveau du service public lancé en 1989 et de l'effort de déconcentration entrepris en 1992.

L'effort immédiat du gouvernement visera à répondre aux exigences de la société vis-à-vis des services publics : améliorer le service rendu, optimiser les performances de l'administration, moderniser ses modalités d'action.

## La concertation et la transparence

La consultation des personnels, des partenaires et des usagers sera la règle pour tous les aspects de la réforme. Au printemps 1998, un débat d'orientation aura lieu au Parlement. Des assises permettront, à l'automne de 1998, un débat plus large à partir des orientations déterminées.

L'État améliorera l'évaluation de ses politiques : chacun sera ainsi à même de juger de leurs effets. Avant toute décision, des études d'impact permettront d'apprécier les effets prévisibles de la mesure à prendre.

## L'amélioration du service rendu

La simplification des procédures sera accentuée et la codification des textes poursuivie.

L'accomplissement de certaines formalités ainsi que l'accès aux documents publics par internet sera favorisé dans le cadre du programme d'action gouvernemental pour la société de l'information.

L'ouverture de lieux publics regroupant des services administratifs là où le besoin s'en fait sentir sera favorisée. Un projet de loi facilitera le fonctionnement des services du Médiateur, de la Commission nationale informatique et libertés et de la Commission d'accès aux documents administratifs.

## La déconcentration des décisions

Dans le prolongement du décret du 15 janvier 1997 qui a posé le principe de la déconcentration des décisions administratives individuelles, sera bientôt achevé le transfert aux représentants locaux de l'État de 600 catégories de décisions. Par ailleurs les procédures relatives à 400 régimes d'autorisation seront simplifiées.

De nouvelles modalités de fonctionnement des services déconcentrés seront définies, permettant une meilleure efficacité de leur action commune. Après une concertation menée localement, elles seront mises en œuvre par les préfets.

## La modernisation de la gestion publique

Chaque ministère élaborera dans un délai de douze mois un programme pluriannuel qui précisera les objectifs et les moyens consacrés aux actions de modernisation. Dans ce cadre, le ministre chargé de la fonction publique et de la réforme de l'État participera à la définition et à la signature des contrats pluriannuels qui pourront être passés avec les ministères et le ministre chargé du budget.

L'administration se dotera des instruments nécessaires à la qualité de la décision : des missions de prospective permettront à chaque ministère de participer à une vision stratégique des missions et des moyens de l'État.

Afin que les ministères se dotent d'une perspective à moyen terme en matière de budgets et d'effectifs, la mise en place d'outils de contrôle de gestion sera encouragée (adaptation de la nomenclature budgétaire, création d'un système de comptabilité patrimoniale).

## La gestion des ressources humaines

La mobilité des agents dans et entre les trois fonctions publiques (hospitalière, territoriale et d'État) sera encouragée et des mesures – comme le congé de formation-mobilité – seront mises en œuvre à cette fin. Des rapprochements entre les corps de la fonction publique seront recherchés. Afin d'assurer une meilleure transparence des rémunérations, un rapport sera régulièrement présenté au conseil supérieur de la fonction publique de l'État sur les rémunérations accessoires.

L'accès des femmes aux postes de responsabilité sera favorisé.

Les principes de déontologie professionnelle auxquels les agents publics doivent se conformer seront précisés.

## L'ouverture de l'État sur l'Europe et le monde

L'État assurera une meilleure information sur le droit communautaire, dont les règles doivent être accessibles à tous.

Un effort particulier sera fait sur la formation des fonctionnaires en la matière.

La modernisation de l'administration doit constituer un facteur de réussite dans la compétition internationale et la coopération administrative internationale, devenir un outil de l'action extérieure de la France.

# Conseil des ministres du 17 décembre 1997

## Déconcentration des décisions administratives individuelles

Le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'État et de la décentralisation et les ministres concernés ont présenté des décrets relatifs à la déconcentration des décisions administratives individuelles.

À partir du 1er janvier prochain, les préfets de département bénéficieront, en application du décret du 15 janvier 1997, d'une compétence de droit commun pour prendre les décisions de l'État concernant les usagers. Il convenait de maintenir au plan central certaines procédures qui ne peuvent être déconcentrées en raison de la technicité de la matière ou de la nécessité de conduire une politique nationale homogène. C'est l'objet des décrets qui ont été soumis au Conseil des ministres.

Parmi les procédures donnant lieu à des décisions administratives individuelles, près de la moitié sont aujourd'hui gérées par les administrations centrales des ministères. À compter du 1er janvier, seulement un quart d'entre elles le resteront. 600 procédures, représentant plus de 500 000 décisions individuelles par an seront en effet déconcentrées.

Ce mouvement de transfert des décisions vers les préfets ou d'autres autorités territoriales de l'État sera poursuivi. En outre plus de 400 procédures administratives seront simplifiées ou supprimées.

# Conseil des ministres du 11 février 1998

## Déconcentration des décisions administratives individuelles

Le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'État et de la décentralisation a présenté un projet de décret relatif à la déconcentration des décisions prises par l'État en matière de prescription quadriennale.

Dans le prolongement du décret du 15 janvier 1997, ce décret donne une compétence de droit commun aux autorités déconcentrées, principalement les préfets, pour prendre les décisions d'opposition ou de relèvement de la déchéance quadriennale. Ainsi, ces décisions relèveront désormais en principe de l'ordonnateur de la créance, ce qui permettra d'accélérer et de simplifier les procédures en la matière.

# Conseil des ministres du 18 février 1998

## Accord salarial dans la fonction publique

Le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'État et de la décentralisation a présenté une communication sur l'accord salarial signé le 10 février 1998 avec cinq organisations syndicales (CFDT, FO, UNSA, CFTC, CGC) représentant la majorité des fonctionnaires des trois fonctions publiques.

Cet accord équilibré, rendu possible par le caractère concret des propositions du gouvernement et l'esprit de responsabilité des syndicats, permet de renouer les fils du dialogue social, le dernier accord salarial datant de 1993.

Quatre principes ont guidé cet accord :

1 – Priorité a été donnée aux bas salaires : aucun fonctionnaire ne percevra plus un traitement brut inférieur au SMIC dès avril 1998 et les fonctionnaires les plus modestes (catégorie C) verront leur situation améliorée et leurs perpectives de carrière élargies.

2 – Le pouvoir d'achat du traitement de tous les fonctionnaires, à situation professionnelle constante, sera préservé avec une augmentation de la valeur du point de 1,3 % en 1998 (+0,8 % en avril ; +0,5 % en novembre) et en 1999 (+0,8 % en avril ; +0,5 % en décembre).

Pour tenir compte du blocage des traitements en 1996, deux points seront attribués à tous les fonctionnaires en 1999 et s'ajouteront aux mesures spécifiques en faveur des bas salaires prévues en 1998 et 1999.

3 – S'agissant du temps de travail, si le gouvernement s'attache en priorité à réduire sa durée dans le secteur productif pour faire reculer le chômage, les partenaires sociaux ont convenu que l'année 1998 serait consacrée à un état des lieux complet dans la fonction publique, que réalisera une personnalité reconnue, M. Jacques Roché.

4 – La fonction publique va enfin contribuer à la lutte contre le chômage des jeunes : c'est le sens de la reconduction et de l'amélioration du congé de fin d'activité (CFA).

Cet accord permet un renouveau du dialogue social qui est le meilleur garant de la réussite de la modernisation du service public dont les fonctionnaires seront les acteurs essentiels.

# Conseil des ministres du 4 mars 1998

## Revalorisation des traitements des personnels de l'État, des collectivités locales et des hôpitaux

Le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'État et de la décentralisation a présenté un décret portant majoration de la rémunération des fonctionnaires et des agents publics.

Les traitements de l'ensemble des agents civils et militaires de l'État, des collectivités locales et des hôpitaux ainsi que les pensions des retraités des trois fonctions publiques seront revalorisés de 0,8 % à compter du 1er avril.

Par ailleurs, aucun fonctionnaire ne percevra plus de traitement brut inférieur au SMIC à cette même date.

Ces mesures sont prises en application de l'accord salarial signé le 10 février 1998 avec cinq organisations syndicales (CFDT, FO, UNSA, CFTC, CGC) représentant la majorité des fonctionnaires des trois fonctions publiques.

Annexe 2

# LISTE DES RÉUNIONS DES ORGANISMES CONSULTATIFS

## Conseil supérieur de la fonction publique

### Ordre du jour des réunions plénières du Conseil supérieur de la fonction publique tenues de mars 1997 à mars 1998

#### Session du 8 juillet 1997

*I – Approbation du relevé de conclusions du conseil supérieur de la fonction publique de l'état du 18 mars 1997*

*II – Dispositions de nature générale*

– rapport annuel de la fonction publique de l'État (mars 1996 – mars 1997) ;
– projet de décret modifiant le décret n° 85-986 du 16 septembre 1985 relatif au régime particulier de certaines positions des fonctionnaires et à certaines modalités de cessation définitive de fonctions (congé parental pour adoption).

*III – Dispositions de nature statutaire et indiciaire*

Ministère de l'emploi et de la solidarité :
– professeurs d'enseignement général des instituts nationaux des jeunes sourds (INJS) ;
– professeurs d'enseignement général de l'institut national des jeunes aveugles (INJA) ;
– professeurs d'enseignement technique des INJS et de l'INJA.

Ministère de l'équipement, des transports et du logement :
– professeurs techniques de l'enseignement maritime.

*IV – Dispositions de nature statutaire*

– projet de décret instituant un congé spécial pour les préfets.

*V – Dispositions de nature indiciaire*

Ministère de l'emploi et de la solidarité :
– corps des directeurs des instituts nationaux des jeunes sourds (INJS), de l'institut national des jeunes aveugles (INJA) et des thermes nationaux d'Aix les Bains ;
– corps des aides soignants des INJS et de l'INJA et des thermes nationaux d'Aix les Bains ;
– corps des moniteurs éducateurs des INJS et de l'INJA et des thermes nationaux d'Aix les Bains ;
– corps des inspecteurs de la formation professionnelle.

Ministère de la justice :
– corps des agents techniques d'éducation ;
– corps des agents spécialistes de la protection judiciaire de la jeunesse.

Ministère de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie :
– corps des professeurs techniques adjoints et des chefs de travaux pratiques de l'école nationale supérieure d'arts et métiers (ENSAM).

Ministère de l'intérieur :
– corps des inspecteurs de transmission.

Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie :
– corps des fonctionnaires techniques de l'imprimerie nationale ;

– corps des ingénieurs – économistes de la construction ;
– corps des techniciens de l'industrie et des mines ;
– corps des huissiers du Trésor public.

Ministère de l'équipement, des transports et du logement :
– corps des attachés de l'aviation civile ;
– corps des ingénieurs géographes ;
– corps des personnels administratifs supérieurs des services déconcentrés de l'équipement (PASSDE) et corps des délégués au permis de conduire et à la sécurité routière.

Ministère de la culture et de la communication :
– corps des ingénieurs des services culturels et du patrimoine.

Ministère de l'agriculture et de la pêche :
– corps des chefs de travaux des écoles nationales d'ingénieurs des travaux et corps des chefs de travaux de l'Institut national supérieur de formation agro-alimentaire et de l'école nationale de formation agronomique.

*VI – Autres dispositions*

**Mise à jour des tableaux annexés au décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948**

Ministère de la fonction publique, de la réforme de l'État et de la décentralisation :
– actualisation du décret (corps et emplois communs à divers ministères).

Ministère des affaires étrangères :
– actualisation du décret.

Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie :
– actualisation du décret (Économie et finances) ;
– actualisation du décret (Industrie) ;
– actualisation du décret (Postes et télécommunications).

Ministère de l'équipement, des transports et du logement :
– actualisation du décret (Équipement) ;
– actualisation du décret (Transports – Mer).

Ministère de l'emploi et de la solidarité :
– actualisation du décret.

Secrétariat d'État aux anciens combattants :
– actualisation du décret.

## Session du 14 octobre 1997

*I – Approbation du relevé de conclusions du conseil supérieur de la fonction publique de l'état du 8 juillet 1997*

*II – Dispositions de nature générale*

– rapport sur l'exécution de la loi n° 87-157 du 10 juillet 1987 en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés ;
– projet de décret modifiant le décret n° 75-205 du 26 mars 1975 relatif à la formation professionnelle des agents non titulaires de l'État et des établissements publics de l'État ;
– projet de décret modifiant le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 modifié relatif aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'État, pris pour l'application de l'article 7 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État.

Ministère de l'intérieur :
– projet de décret modifiant le décret n° 95-659 du 9 mai 1995 relatif aux comités techniques paritaires départementaux des services de la police nationale ;
– demande d'avis en application des articles 27 et 29 du décret n° 82-452 du 28 mai 1982 relatif aux comités techniques paritaires.

Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie :
– projet de décret complétant le décret n° 84-38 du 18 janvier 1984 fixant la liste des établissements publics de l'État à caractère administratif prévue au 2°) de l'article 3 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984.

*III – Dispositions de nature statutaire*

Ministère de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie :
– corps des enseignants-chercheurs ;
– conseil national des universités ;
– commissions de spécialistes.

Ministère de l'équipement, des transports et du logement :
– organisation et fonctionnement du laboratoire central des ponts et chaussées.

Ministère des affaires étrangères :
– décret instituant un congé spécial pour les ministres plénipotentiaires.

*IV – Dispositions de nature statutaire et indiciaire*

Ministère de la justice :
– corps des psychologues de la protection judiciaire de la jeunesse.

Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie :
– corps des fonctionnaires techniques de l'administration des monnaies et médailles.

Ministère de la culture :
– corps des professeurs des écoles nationales d'art.

*V – Dispositions de nature indiciaire*

Ministère des affaires étrangères :
– corps des chiffreurs en chef ;
– corps des secrétaires adjoints des affaires étrangères ;
– emploi de secrétaire général de chancellerie diplomatique ;
– corps des officiers de protection des réfugiés et apatrides.

Ministère de la justice :
– corps des conseillers des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel.

Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie :
– corps des aides et aides techniques de laboratoire.

Ministère de l'équipement, des transports et du logement :
– corps des inspecteurs des affaires maritimes.

Ministère de l'agriculture et de la pêche :
– fonctionnaires des cadres supérieurs de l'office national interprofessionnel des céréales.

Secrétaire d'État aux anciens combattants :
– corps des directeurs, délégués principaux et délégués des services déconcentrés de l'administration des ACVG.

## Session du 16 décembre 1997

*I – Approbation du relevé de conclusions du Conseil supérieur de la fonction publique de l'État du 14 octobre 1997*

*II – Dispositions de nature générale*

– sixième rapport au Parlement sur les mesures prises dans la fonction publique pour assurer l'application du principe d'égalité des sexes ;
– bilan du congé de fin d'activité ;
– projet de loi portant création d'un conseil supérieur de déontologie de la sécurité ;
– projet de décret complétant le décret n° 84-38 du 18 janvier 1984 fixant la liste des établissements publics de l'État à caractère administratif prévue au 2° de l'article 3 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 ;
– projet de décret modifiant les décrets relatifs à la formation professionnelle des fonctionnaires de l'État et des ouvriers d'État.

*III – Dispositions de nature statutaire*

– projet de décret pris pour l'application des articles 19, 32 et 43 de la loi n° 96-1093 du 16 décembre 1996 relative à l'emploi dans la fonction publique et à diverses mesures d'ordre statutaire (congé de fin d'activité – possibilités de cumul).

Ministère de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie :
– projet de décret fixant des modalités exceptionnelles de recrutement d'instituteurs.

*IV – Dispositions de nature statutaire et indiciaire*

Ministère de la justice :
– professeurs techniques de la protection judiciaire de la jeunesse.

Ministère de l'emploi et de la solidarité :
– personnels scientifiques de l'agence du médicament.

*V – Dispositions de nature indiciaire*

Ministère de l'emploi et de la solidarité :
– personnels techniques de laboratoire.

Ministère de la culture :
– ingénieurs des services culturels et du patrimoine.

Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie :
– ingénieurs-économistes de la construction.

Ministère de la défense :
– ingénieurs d'études et de fabrication.

Ministère de l'équipement, des transports et du logement :
– personnels embarqués d'assistance et de surveillance des affaires maritimes (PEASAM).

Ministère de l'agriculture et de la pêche :
– chef de mission de l'Office National des Forêts (ONF).

Secrétariat d'État aux anciens combattants :
– experts vérificateurs des services de l'appareillage des services déconcentrés ;
– infirmiers des établissements de l'Office National des Anciens Combattants (ONAC).

*VI – Autres dispositions*

**Mise à jour des tableaux annexés au décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948**

Ministère de l'emploi et de la solidarité :
– actualisation du décret (Travail).

Ministère de la défense :
– actualisation du décret (personnels civils).

Ministère de la justice :
– actualisation du décret.

## Session du 24 février 1998

*I – Approbation du relevé de conclusions du Conseil supérieur de la fonction publique de l'État du 16 décembre 1997*

*II – Dispositions de nature générale*

– projet de décret modifiant le décret n° 85-986 du 16 septembre 1985 modifié relatif au régime particulier de certaines positions des fonctionnaires de l'État et à certaines modalités de cessation définitive de fonctions ;
– projet de décret modifiant les décrets n° 82-451 du 28 mai 1982 relatif aux commissions administratives paritaires et n° 82-452 du 28 mai 1982 relatif aux comités techniques paritaires ;
– projet de décret modifiant certaines dispositions du décret n° 82-450 du 28 mai 1982 modifié relatif au Conseil supérieur de la fonction publique de l'État.

*III – Dispositions de nature statutaire et indiciaire*

– projet de décret fixant les dispositions statutaires applicables au corps des aides soignants civils du service de santé des armées ;
– aide-soignant civil et agent civil des services hospitaliers qualifié du service de santé des armées (indiciaire).

*IV – Dispositions de nature statutaire*

– projet de décret modifiant le décret n° 94-1020 du 23 novembre 1994 modifié par le décret n° 96-60 du 24 janvier 1996, fixant les dispositions statutaires applicables aux corps des infirmières et infirmiers des services médicaux des administrations de l'État.

*V – Dispositions de nature indiciaire*

Premier ministre :
– projet de décret modifiant le décret n° 70-78 du 27 janvier 1970 instituant différentes échelles de rémunération pour les catégories C & D des fonctionnaires de l'État.

Ministère de l'agriculture et de la pêche :
– directeur régional de l'agriculture et de la forêt ;
– directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ;
– directeur de l'agriculture et de la forêt

Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie :
– inspecteurs-rédacteurs de la caisse nationale de crédit agricole.

Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche :
– ingénieurs d'études et ingénieurs d'études de recherche et de formation ;
– assistants ingénieurs.

Ministère de l'emploi et de la solidarité :
– inspecteurs du travail ;
– aides techniques de laboratoire.

Ministère de l'équipement, des transports et du logement :
– officiers de port adjoints ;
– techniciens des études et de l'exploitation de l'aviation civile.

Ministère de l'intérieur :
– contrôleurs des services techniques du matériel.

Ministère de la justice :
– directeurs de la protection judiciaire de la jeunesse.

Ministère des anciens combattants :
– secrétaires généraux des services départementaux de l'ONAC.

*VI – Autres dispositions*

Premier ministre :
– actualisation du décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires relevant du régime général des retraites.

# Commission des statuts

## Ordre du jour des réunions de la commission des statuts du Conseil supérieur de la fonction publique tenues de mars 1997 à mars 1998

### Session du 1er juillet 1997

*I – Approbation du relevé de conclusions de la séance du 7 mars 1997*

*II – Dispositions de nature statutaire*

Premier ministre :
– projet de décret fixant les conditions exceptionnelles d'intégration d'agents non titulaires des services généraux du Premier ministre dans des corps de fonctionnaires de catégorie A.

Ministère de l'équipement, des transports et du logement :
– projet de décret fixant les modalités exceptionnelles de recrutement dans le corps des adjoints administratifs des services déconcentrés du ministère de l'équipement.

### Session du 17 juillet 1997

*I – Approbation du relevé de conclusions de la séance du 1er juillet 1997*

*II – Dispositions de nature statutaire*

– projet de décret modifiant le décret n° 72-110 du 8 février 1972 relatif aux conditions d'accès à certains emplois de direction de l'administration centrale du ministère des affaires culturelles ;
– projet de décret fixant les dispositions statutaires communes applicables aux chargés d'études documentaires.

### Session du 22 octobre 1997

*I – Approbation du relevé de conclusions de la séance du 17 juillet 1997*

*II – Dispositions de nature statutaire*

– projet de décret pris en application des articles 47 et 48 de la loi n° 96-1093 du 16 décembre 1996 relative à l'emploi dans la fonction publique et à diverses mesures d'ordre statutaire ;
– projet de décret portant suppression du corps des secrétaires d'administration des administrations centrales et portant assimilation, en vue de la révision des pensions, du corps supprimé à un corps existant ;
– projet de décret portant statut particulier du corps des ingénieurs-économistes de la construction et du corps des ingénieurs culturels et du patrimoine ;
– projet de décret modifiant les dispositions relatives à divers concours de recrutement dans des corps relevant du ministère de la culture et de la communication.

### Session du 3 mars 1998

*I – Approbation du relevé de conclusions de la séance du 22 octobre 1997*

*II – Dispositions de nature statutaire*

– projet de décret modifiant le décret n° 82-819 du 27 septembre 1982 modifié relatif aux conditions d'accès, au régime de la scolarité et à l'administration de l'École nationale d'administration ;
– projet de décret modifiant le décret n° 70-79 du 27 janvier 1970 relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires des catégories C et D ;
– projet de décret relatif aux modalités de recrutement exceptionnel dans le corps des contrôleurs de la Caisse nationale de Crédit Agricole ;
– projet de décret fixant les conditions exceptionnelles d'intégration d'agents non titulaires des services du Premier ministre (Commissariat général du Plan) dans des corps de fonctionnaires de catégorie A ;

– projet de décret fixant les conditions exceptionnelles d'intégration d'agents non titulaires du ministère chargé de la coopération et de la francophonie dans des corps de fonctionnaires de catégorie A ;
– projet de décret fixant les conditions exceptionnelles d'intégration d'agents non titulaires du ministère de la justice dans des corps de fonctionnaires de catégorie A ;
– projet de décret fixant les conditions exceptionnelles d'intégration d'agents non titulaires du ministère de la défense dans des corps de fonctionnaires de catégorie A ;
– projet de décret portant statut particulier des personnels scientifiques de laboratoire de l'Agence du médicament.

## Comité interministériel d'action sociale (CIAS)

### Session du 2 avril 1997

Présentation du projet de circulaire relative à la déconcentration budgétaire de l'action sociale.

### Session du 21 mai 1997

Présentation des travaux des commissions permanentes : suivi des prestations, budget et suivi des SRIAS.

### Session du 8 janvier 1998

Installation de la nouvelle Présidente.

Examen du projet de répartition des crédits sociaux pour 1998, hors dotation exceptionnelle.

### Session du 25 février 1998

Dossier relatif à l'évolution de la prestation chèque-vacances.

Présentation des projets d'avenants relatifs aux conventions de gestion avec la MFP.

Répartition des crédits sociaux de la dotation exceptionnelle pour 1998 (1er examen).

### Session du 9 mars 1998

Répartition du crédit exceptionnel de 230 MF inscrit au budget 1998.

Annexe 3

# PUBLICATIONS, ÉTUDES ET RÉSEAUX DE LA DGAFP

## Les publications

### Les fiches « Points forts »

Six fiches « Points forts » de la DGAFP ont été publiées sur les thèmes suivants :

– l'encadrement supérieur des administrations de l'État (avril 1997) ;

– les apprentis dans le secteur public non industriel et commercial (décembre 1997) ;

– le travail à distance (décembre 1997) ;

– les emplois budgétaires de 1991 à 1997 (janvier 1998) ;

– le bilan du protocole Durafour (janvier 1998) ;

– le comité de gestion publique de l'OCDE (février 1998).

Tirées à 3 000 ou 5 000 exemplaires, ces fiches thématiques sont diffusées aux directeurs de personnel, aux inspections générales, aux Cabinets ministériels aux directeurs de la communication, aux écoles administratives, aux préfets, aux CIRA, aux syndicats, aux membres de la Commission de la modernisation des services publics, à des professeurs de droit, à l'OCDE. En outre, une traduction en langue anglaise des accords cadres, (le travail à temps partiel, la formation continue, l'emploi précaire) a été réalisée dans le cadre de la collection « Fiches Points forts ».

### Les comptes rendus des journées d'études de la DGAFP

Six comptes rendus des journées d'études de la DGAFP ont été établis et diffusés :
– la représentativité syndicale ;
– développer la qualité du service dans les administrations : charte, qualité ; engagements de service ;
– réflexions autour de la gestion des ressources humaines ;
– pour les quartiers en difficulté : quelle formation initiale et ou continue à l'intention des cadres des services publics ;
– évolution des missions de l'État et gestion prévisionnelle des effectifs ;
– les contrats de service : expérimentation d'une nouvelle voie contractuelle.

### Les rapports de la DGAFP (diffusés par la Documentation française)

– Maguer (Annie), Berthet (Jean-Marc), *Les agents des services publics dans les quartiers difficiles : entre performance et justice sociale*, mars 1997 ;

– *La fonction publique de l'État* – rapport annuel mars 1996 – mars 1997 ;

– La commission de déontologie de la fonction publique de l'État, *Deuxième rapport d'activité 1996, accès des agents publics au secteur privé* ;

– Verclytte (Stéphane), *La déconcentration en France : histoire et actualité*, août 1997 ;

– *Le guide du télétravail*, février 1998.

## Brochures, guides et plaquettes

– *Statut général des fonctionnaires de l'État*, édition 1997, direction des JO, 26 rue Desaix 75727 Paris Cedex 15 ;

– Le bilan d'activités de la DGAFP en 1996, mai 1997 ;

– *Réussir la relation avec l'usager*, guide de réflexions, méthodes et expériences pour améliorer l'accueil, juin 1997 – FP/8 ;

– *La DGAFP au quotidien*, mars 1997, réactualisée en mars 1998 ;

– *L'hygiène et sécurité, la médecine de prévention* ;

– *L'annuaire des administrateurs civils*, novembre 1997 ;

– *Les chiffres clés de la fonction publique*, plaquette annuelle traduite en anglais, allemand, espagnol, russe et chinois ;

– *La déconcentration de l'action sociale interministérielle*, janvier 1998.

## Articles de chercheurs travaillant avec la DGAFP

Maguer (Annie), « Les agents des services publics dans les quartiers difficiles – entre espace public et espace privé, le difficile maintien de l'équilibre entre intérêt général et les intérêts particuliers, *Revue administrative*, janvier/février 1997, n° 295.

Ferstenbert (Jacques), « Une troisième catégorie de services de l'État », *L'actualité juridique – droit administratif*, avril 1997.

Melin-Soucramanien (Ferdinand), « Les adaptations du principe d'égalité à la diversité des territoires », *Revue française de droit administratif*, septembre/octobre 1997.

# Les études et les recherches

## Les études terminées en 1997

### La tutelle sur les écoles administratives

La recherche, conduite sur quelques écoles par MM. Frédéric Kletz et Dominique Tonneau chercheurs à l'École des mines de Paris, porte sur les différents formes de tutelle (financière, administrative, stratégique...), leur mode d'exercice actuel et les voies d'amélioration possibles, en particulier par la mise au point concertée de tableaux de bord de gestion.

### La polyvalence dans les services publics

À partir d'enquêtes statistiques et de travail de terrain, les chercheurs ont analysé les réponses apportées par les services polyvalents aux besoins de leur environnement et les problèmes posés en termes de gestion des agents et de gestion financière.

CRDT/CNRS, Faculté de droit et science politique de Reims. Direction, Marc Leroy, Collaboration : E. Delaplace, V. Dufourd, V. Rousselet, L. Nemery.

### Pratiques de gestion et formes juridiques

À partir d'une analyse approfondie de deux structures administratives, le rectorat de Rennes et l'Ecole nationale de la santé publique, l'étude observe les effets du droit comme frein ou soutien aux démarches de modernisation.

Université de Rennes, J. Caillosse, J. Hardy.

## Jurisprudence de la cour européenne de justice

Le professeur L. Dubouis, Université d'Aix en Provence, a fait le point de la jurisprudence en matière d'intégration en cours de carrière de fonctionnaires provenant d'autres pays de la Communauté européenne.

## Jurisprudence de la cour européenne des droits de l'homme

Le même travail a été réalisé par le professeur J.-F. Flauss, université de Strasbourg, sur la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme en matière de fonction publique.

## Déontologie des passages public privé

Certains textes réglementant le passage de fonctionnaires vers les entreprises publiques ont recours à la notion « d'entreprise publique du secteur non concurrentiel » sans que cette notion réponde à une définition claire. Le professeur J. Ferstenbert a tenté de clarifier ce concept et au-delà, de définir les intentions ayant présidé à la rédaction de ces textes.

# Les réseaux de la DGAFP

Réunion des chefs de corps de l'inspection générale
Club des statutaires
Réseau des « correspondants-mobilité » dans les fonctions publiques européennes
Groupe des experts-formation des ministères
Groupe des correspondants de la formation interministérielle déconcentrée
Groupe des responsables de recrutement
Comité de pilotage des directeurs de personnel sur la formation continue de l'encadrement supérieur
Réseau des « responsables-cadres » dans les ministères et les corps
Club de l'évaluation
Réseau des modernisateurs (correspondants ministériels pour l'amélioration du service rendu à l'usager)
Réseau des rédacteurs en chef ministériels
Club des correspondants « action sociale »
Club des correspondants « hygiène et sécurité »
Club « médecine de prévention »
Club des correspondants « handicap » des ministères
Groupe sur les services informatisés de gestion du personnel
Comité de recherche et de prospective + comités de pilotage des études
Groupe Université-DGAFP
Réseau indemnitaire
Groupe national de pilotage des points publics en mileu rural.

Annexe 4

# RELEVÉ DE CONCLUSIONS SUR LE DISPOSITIF SALARIAL APPLICABLE JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 1999 (1998-1999)

Le présent accord a pour objet de déterminer les conditions d'évolution des traitements dans les trois fonctions publiques applicables jusqu'au 31 décembre 1999, notamment en ce qui concerne les bas salaires.

Il a aussi pour objet d'ouvrir de nouveaux champs de concertation en ce qui concerne l'emploi, l'action sociale interministérielle et le temps de travail dans les trois fonctions publiques.

Le gouvernement et les organisations syndicales signataires réaffirment ainsi leur attachement au dialogue social et à la pratique contractuelle, instrument indispensable du progrès social dans la fonction publique et de la modernisation du service public.

Le gouvernement et les organisations syndicales signataires sont convenus des dispositions suivantes :

## Dispositions relatives aux bas salaires

1 – Afin de revaloriser les bas traitements dans la fonction publique, une attribution de points d'indice majoré interviendra dans les conditions suivantes :

– jusqu'à l'indice 294 : 4 points (2 au 1er juillet 1998 et 2 au 1er juillet 1999) ;
– entre l'indice 295 et l'indice 316 : 3 points (2 au 1er juillet 1998 et 1 au 1er juillet 1999) ;
– entre l'indice 317 et l'indice 374 : 2 points (1 au 1er juillet 1998 et 1 au 1er juillet 1999) ;
– entre l'indice 375 et l'indice 412 : 1 point au 1er juillet 1998.

2 – Afin qu'aucun traitement indiciaire brut dans la fonction publique ne soit inférieur au salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) :
– 1 à 15 points d'indice majoré seront attribués au bénéfice des six premiers échelons des échelles 2 à 5 de la catégorie C ;
– l'échelle 1 de la grille indiciaire sera redéfinie sur la base de 8 échelons et de 23 ans de carrière.

Ces mesures, qui prennent effet au 1er avril 1998, concernent l'ensemble des fonctionnaires quelles que soient les caractéristiques spécifiques de leur statut particulier.

Les agents contractuels ne pourront être rémunérés sur la base d'un indice à celui du premier échelon de l'échelle 1.

La nouvelle grille indiciaire de la catégorie C, telle qu'elle ressortira des différentes mesures prévues dans le présent accord, est jointe en annexe.

3 – Les perspectives de carrière des fonctionnaires appartenant aux corps ou cadres d'emplois de la catégorie C seront améliorées :

3-1 – Le nouvel espace indiciaire sera pyramidé à raison de 15 p. 100 de l'effectif total de chaque corps ou cadre d'emplois.

La proportion du nombre des emplois de ce grade de débouché par rapport à l'effectif total de chaque corps ou cadre d'emplois sera fixé à 12,5 p100 à compter du 1er janvier 1999 et à 15 p. 100 au 1er janvier 2000.

3-2 – La proportion des emplois classés en échelle 5 sera portée au 1er janvier 1999 à 27,5 % de l'effectif total des échelles 4, 5 et du nouvel espace indiciaire. Cette proportion sera portée à 30 % au 1er janvier 2000.

Les statuts particuliers des corps ou cadres d'emplois concernés feront l'objet des modifications nécessaires à l'entrée en vigueur de ces mesures aux mêmes dates.

4 – Dans la fonction publique territoriale, pour les cadres d'emplois dont la carrière se déroule exclusivement sur les échelles 2 et 3 de rémunération, la durée de services effectifs exigée pour l'avancement de grade est réduite de 2 ans lorsqu'elle est actuellement au moins égale à 8 ans.

5 – Un groupe de travail sera constitué avec les organisations signataires sous la présidence de la direction des hôpitaux pour étudier les modalités techniques d'un accès sans concours ou après examen professionnel à l'échelle 2 dans la fonction publique hospitalière.

## Mesures générales

1 – Les traitements et soldes des personnels civils et militaires de l'État seront majorés pour la période considérée selon le calendrier et les taux suivants :
- 0,8 % au 1er avril 1998 ;
- 0,5 % au 1er novembre 1998 ;
- 0,5 % au 1er avril 1999 ;
- 0,8 % au 1er décembre 1999.

2 – En outre, deux points uniformes d'indice majoré seront attribués, le premier au 1er avril 1999 et le second au 1er décembre 1999.

## Temps de travail

1 – La situation des trois fonctions publiques au regard du temps de travail présente une spécificité qui tient notamment à la diversité extrême de la réglementation et des pratiques, ainsi qu'aux contraintes liées à la nature des missions de service public auxquelles concourent les fonctionnaires. La réflexion qui s'engagera sur le sujet requiert donc une approche nécessairement liée à l'organisation administrative et à la qualité des services rendus à l'usager.

2 – Pour permettre d'analyser ensuite, secteur par secteur dans chacune des trois fonctions publiques, les implications de la perspective des 35 heures, traduite dans son champ d'application par le projet de loi d'orientation et d'incitation à la réduction du temps de travail actuellement en discussion au Parlement, il est nécessaire de réaliser un état des lieux exhaustif de la réglementation et des pratiques effectives concernant le temps de travail et les heures supplémentaires.

3 – Afin de mieux appréhender les réalités du fonctionnement des services et pour déterminer, avec les organisations syndicales représentatives des fonctionnaires, comment doit évoluer l'organisation du travail pour améliorer la qualité du service public, ce dossier sera l'occasion de développer le dialogue et la concertation, et de renforcer le rôle des instances paritaires.

4 – Cet état des lieux sera confié à une personnalité mandatée par le Ministre de la fonction publique, de la réforme de l'État et de la décentralisation. Les représentants des collectivités locales y seront associés. Les trois conseils supérieurs de la fonction publique seront consultés. La mission, qui démarrera ses travaux dès février 1998, s'appuiera sur les inspections interministérielles, la direction générale des collectivités locales, la direction des hôpitaux, la direction générale de l'administration et de la fonction publique et le commissariat général au plan. Un travail spécifique sera mené sur la réglementation existante du temps de travail, notamment en ce qui concerne les heures supplémentaires, en vue d'en étu-

dier les modalités de refonte et d'amélioration. Un rapport sera remis aux partenaires sociaux avant la fin de l'année 1998.

## Autres mesures

1 – Compte tenu de son impact positif sur l'emploi, le gouvernement proposera d'ici la fin de l'année au Parlement, le vote de dispositions législatives afin de :
– permettre la reconduction du congé de fin d'activité (CFA) en 1999 et l'ouverture de son bénéfice aux agents âgés d'au moins 56 ans justifiant de 40 années de cotisations tous régimes confondus et de 15 années de service public ;
– préciser que le revenu de remplacement des agents non titulaires admis en CFA est calculé sur la base des salaires perçus au cours des 12 derniers mois et qu'une bonification de 6 ans de la durée de service est accordée aux handicapés atteint d'un taux d'invalidité de plus de 60 % reconnu par une COTOREP.

2 – L'enveloppe exceptionnelle de 230 MF inscrite au budget de 1998 pour l'action sociale interministérielle sera renouvelée en 1999. Leur répartition sera effectuée après consultation du CIAS.

L'inspection générale de l'administration rédigera un rapport durant le premier semestre 1998 sur le cadre juridique de l'action sociale dans la fonction publique territoriale. Il sera communiqué aux organisations syndicales représentatives de la fonction publique territoriale.

3 – Les expérimentations en matière de prise en charge directe par l'administration des frais de déplacement seront encouragées. Parallèlement, une réflexion sur les modalités et le niveau du remboursement des frais de déplacement des fonctionnaires sera engagée. Un groupe de travail présidé par la DGAFP sera constitué pour examiner l'ensemble de ces points.

4 – Un groupe de travail présidé par la DGAFP engagera, dès le printemps 1998, une étude sur la situation des bénéficiaires d'une pension de retraite pour invalidité dans le cadre des dispositions législatives actuelles.

5 – La DGAFP animera un groupe de travail avec les organisations syndicales représentatives sur l'articulation des dispositifs du CFA et de la CPA.

## Dispositions finales

Les parties signataires conviennent de se réunir au cours de la deuxième quinzaine de novembre 1999. Elles examineront les conditions de réalisation du présent accord, au regard de l'évolution des indicateurs économiques et sociaux portant sur la période qu'il couvre et une concertation sera engagée sur les perspectives d'évolution des rémunérations dans la fonction publique à compter de l'année 2000.

Le gouvernement présentera, par ailleurs, à l'ensemble des organisations représentatives des fonctionnaires un bilan des trois années d'application du congé de fin d'activité et les invitera à examiner le dispositif applicable au-delà du 31 décembre 1999.

*ont signé le présent relevé de conclusions*

Avec le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'État et la décentralisation
Émile Zuccarelli

Pour l'Union des fonctionnaires et assimilés CFDT
Michel Perier, secrétaire général

Pour l'Union nationale des syndicats autonomes fonctionnaires
Jean-Paul Roux, secrétaire général

Pour l'Union interfédérale des agents de la fonction publique FO
Roland Gaillard, secrétaire général

Pour l'Union des fonctionnaires et assimilés CFTC
Nicole Prud'homme, déléguée générale
Interfon

Pour l'Union fédérale des cadres des fonctions publiques CFE-CGC
Charles Bonissol, Président

# Nouvelle grille indiciaire de la catégorie C

## Échelles 1 à 5 et NEI et MOP (indices majorés)

| Échelle E1 actuelle | | | Échelle E1 fin 1999 | |
|---|---|---|---|---|
| Échelon | IB | IM | Échelon | IM |
| 11e | 314 | 294 | 8e | 300 |
| 10e | 303 | 286 | 7e | 292 |
| 9e | 293 | 278 | 6e | 284 |
| 8e | 280 | 271 | 5e | 277 |
| 7e | 268 | 263 | 4e | 269 |
| 6e | 259 | 256 | 3e | 263 |
| 5e | 248 | 250 | 2e | 257 |
| 4e | 237 | 242 | 1er | 253 |
| 3e | 229 | 236 | | |
| 2e | 220 | 230 | | |
| 1er | 214 | 226 | | |

| Échelle E2 actuelle | | | Échelle E2 fin 1999 |
|---|---|---|---|
| Échelon | IB | IM | IM |
| 11e | 343 | 316 | 321 |
| 10e | 321 | 299 | 304 |
| 9e | 311 | 292 | 300 |
| 8e | 302 | 285 | 292 |
| 7e | 294 | 279 | 285 |
| 6e | 287 | 274 | 281 |
| 5e | 274 | 267 | 275 |
| 4e | 263 | 259 | 268 |
| 3e | 251 | 252 | 263 |
| 2e | 241 | 245 | 259 |
| 1er | 224 | 233 | 254 |

| Échelle E3 actuelle | | | Échelle E3 fin 1999 |
|---|---|---|---|
| Échelon | IB | IM | IM |
| 11e | 364 | 332 | 336 |
| 10e | 347 | 319 | 323 |
| 9e | 333 | 308 | 313 |
| 8e | 324 | 301 | 306 |
| 7e | 311 | 292 | 298 |
| 6e | 299 | 283 | 290 |
| 5e | 287 | 274 | 282 |
| 4e | 269 | 264 | 273 |
| 3e | 257 | 255 | 265 |
| 2e | 242 | 246 | 261 |
| 1er | 232 | 238 | 258 |

| Échelle E4 actuelle | | | Échelle E4 fin 1999 |
|---|---|---|---|
| Échelon | IB | IM | IM |
| 11e | 382 | 346 | 350 |
| 10e | 374 | 339 | 343 |
| 9e | 360 | 329 | 333 |
| 8e | 345 | 318 | 322 |
| 7e | 333 | 308 | 313 |
| 6e | 318 | 297 | 303 |
| 5e | 305 | 287 | 295 |
| 4e | 290 | 276 | 285 |
| 3e | 271 | 265 | 275 |
| 2e | 257 | 255 | 269 |
| 1er | 238 | 243 | 262 |

| Échelle E5 actuelle | | | Échelle E5 fin 1999 |
|---|---|---|---|
| Échelon | IB | IM | IM |
| 11e | 427 | 374 | 378 |
| 10e | 396 | 355 | 359 |
| 9e | 379 | 343 | 347 |
| 8e | 363 | 331 | 335 |
| 7e | 347 | 319 | 323 |
| 6e | 333 | 308 | 314 |
| 5e | 318 | 297 | 304 |
| 4e | 302 | 285 | 294 |
| 3e | 284 | 273 | 283 |
| 2e | 266 | 261 | 273 |
| 1er | 249 | 250 | 268 |

| NEI actuel | | | NEI fin 1999 |
|---|---|---|---|
| Échelon | IB | IM | IM |
| 3e | 449 | 390 | 393 |
| 2e | 427 | 374 | 378 |
| 1er | 396 | 355 | 359 |

| MOP actuelle | | | MOP fin 1999 |
|---|---|---|---|
| Échelon | IB | IM | IM |
| 6e | 479 | 412 | 415 |
| 5e | 449 | 390 | 393 |
| 4e | 406 | 361 | 365 |
| 3e | 388 | 350 | 354 |
| 2e | 372 | 337 | 341 |
| 1er | 351 | 322 | 326 |

Annexe 5

# TEXTE DE LA LETTRE DE MISSION RELATIVE AU TEMPS DE TRAVAIL DU 18 FÉVRIER 1998

Monsieur Jacques Roché,
président de l'Assurance mutuelle
des fonctionnaires,
conseiller maître honoraire
de la Cour des Comptes

80, rue Saint-Lazare
75442 – Paris cedex 09

Monsieur le Président,

La situation des trois fonctions publiques au regard du temps de travail présente une spécificité qui tient notamment à la diversité extrême de la réglementation et des pratiques, ainsi qu'aux contraintes et aux conditions de travail liées à la nature des missions de service public auxquelles concourent les fonctionnaires. La réflexion qui s'engagera sur le sujet requiert donc une approche nécessairement liée à l'organisation administrative et à la qualité des services rendus à l'usager.

Pour permettre d'analyser ensuite, secteur par secteur dans chacune des trois fonctions publiques, les implications de la perspective des 35 heures, traduite dans son champ d'application par la loi d'orientation et d'incitation à la réduction du temps de travail, j'ai décidé de vous confié la réalisation d'un état des lieux exhaustif de la réglementation et des pratiques effectives concernant le temps de travail et les heures supplémentaires.

À partir de critères uniformes d'analyse, l'état des lieux reprendra, par grand secteur de responsabilité de l'État et des autres collectivités publiques, les régimes effectifs de temps de travail et d'heures supplémentaires, les disparités existantes et leurs justifications au regard des obligations professionnelles pesant sur les agents, des nécessités de service et de la réponse à apporter aux besoins des usagers. Vous accorderez une attention toute particulière aux cycles atypiques d'organisation du travail ainsi qu'aux régimes spécifiques de congés.

Vous ferez également un bilan des politiques déjà menées en matière d'aménagement et de réduction du temps de travail dans les trois fonctions publiques, notamment en matière d'horaires variables, d'incitation au temps partiel et d'amplitude d'ouverture des services.

Sur la base de ce constat, vous proposerez des principes à mettre en œuvre dans la fonction publique, s'agissant en particulier du mode de décompte des heures de travail et des modalités de compensation des horaires atypiques de travail. Un travail spécifique sera mené sur la réglementation existante du temps de travail,

notamment en ce qui concerne les heures supplémentaires. Vous vous attacherez plus particulièrement à cerner les enjeux d'une réflexion sur l'organisation du travail pour l'efficacité du service public et la politique d'accueil des usagers.

Afin de mieux appréhender les réalités du fonctionnement des services et pour déterminer, avec les organisations syndicales représentatives des fonctionnaires, comment doit évoluer l'organisation du travail pour améliorer la qualité du service public, vous étudierez comment ce dossier peut être l'occasion de développer le dialogue et la concertation, et de renforcer le rôle des instances paritaires.

Vous pourrez le cas échéant recourir à des expertises externes relatives à l'organisation du travail dans le secteur privé et public. À cet effet, des moyens budgétaires seront mis à disposition par la direction générale de l'administration et de la fonction ublique.

Vous vous appuierez sur les inspections interministérielles (IGF, IGA, IGAS) à qui je vais demander de vous fournir assistance sur la direction générale des collectivités locales, la direction des hôpitaux, la direction générale de l'administration et de la fonction publique, la direction du budget et le commissariat général au Plan. Les représentants des collectivités locales seront associés à cet état des lieux et les trois conseils supérieurs de la fonction publique seront consultés. Je souhaite disposer de votre rapport avant la fin de l'année 1998. Il sera ensuite communiqué aux partenaires sociaux.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.

Émile Zuccarelli

# Bilan social

La fonction publique dans le budget de l'État

Effectifs réels et structure des emplois

Temps de travail

Concours de la fonction publique de l'État

Positions statutaires

Rémunérations

Formation

Relations professionnelles

Politique sociale

Retraites

# 1 - La Fonction publique dans le budget de l'État

# I. La Fonction publique dans le budget de l'État

Le champ de la fonction publique couvre trois domaines: la fonction publique d'État, la fonction publique territoriale et la fonction publique hospitalière. Ce sont plus de 5 millions de personnes qui sont employées dans ces trois fonctions publiques, soit près d'un salarié sur 4.

Les dépenses induites par la fonction publique de l'État concernent seulement la Fonction publique de l'Etat au sens large, c'est à dire en incluant les personnels fonctionnaires dans les établissements publics ainsi que les personnels salariés de l'enseignement privé sous contrat.

Elles comprennent principalement les dépenses de rémunérations, les cotisations et prestations sociales, les pensions, les subventions aux établissements d'enseignement privé, les pensions et allocations aux anciens combattants.

Elles représentent en loi de finances pour 1997, 673 milliards de francs, soit 38,9% du budget de l'État consolidé, et 8,3% du PIB (produit intérieur brut) total.

Les **emplois budgétaires** sont les emplois permanents à temps complet autorisés par la loi de finances initiale, et retracés dans les « verts », documents budgétaires annexes de celle-ci. Un emploi autorisé peut ne pas être pourvu. A l'inverse, un emploi budgétaire peut servir de support à la rémunération de deux personnes employées à mi-temps.

Pour plus d'informations

- **sur le budget de l'État:**

Loi de finances 1997

- **sur les emplois budgétaires:**

« Les emplois budgétaires 1997 » Véronique CORNUAU, Thierry AURAN, DGAFP, octobre 1997.

« Les emplois budgétaires de 1991 à 1997 » Véronique CORNUAU, Fiche POINTS FORTS, DGAFP, janvier 1998.

Projet de loi de finances pour 1998, Les Notes Bleues de Bercy, 97-2, hors série.

## A. Le budget de l'État

**Tableau I-1 : Les grandes masses du budget de l'État d'après les lois de finances initiales (yc budgets annexes)**

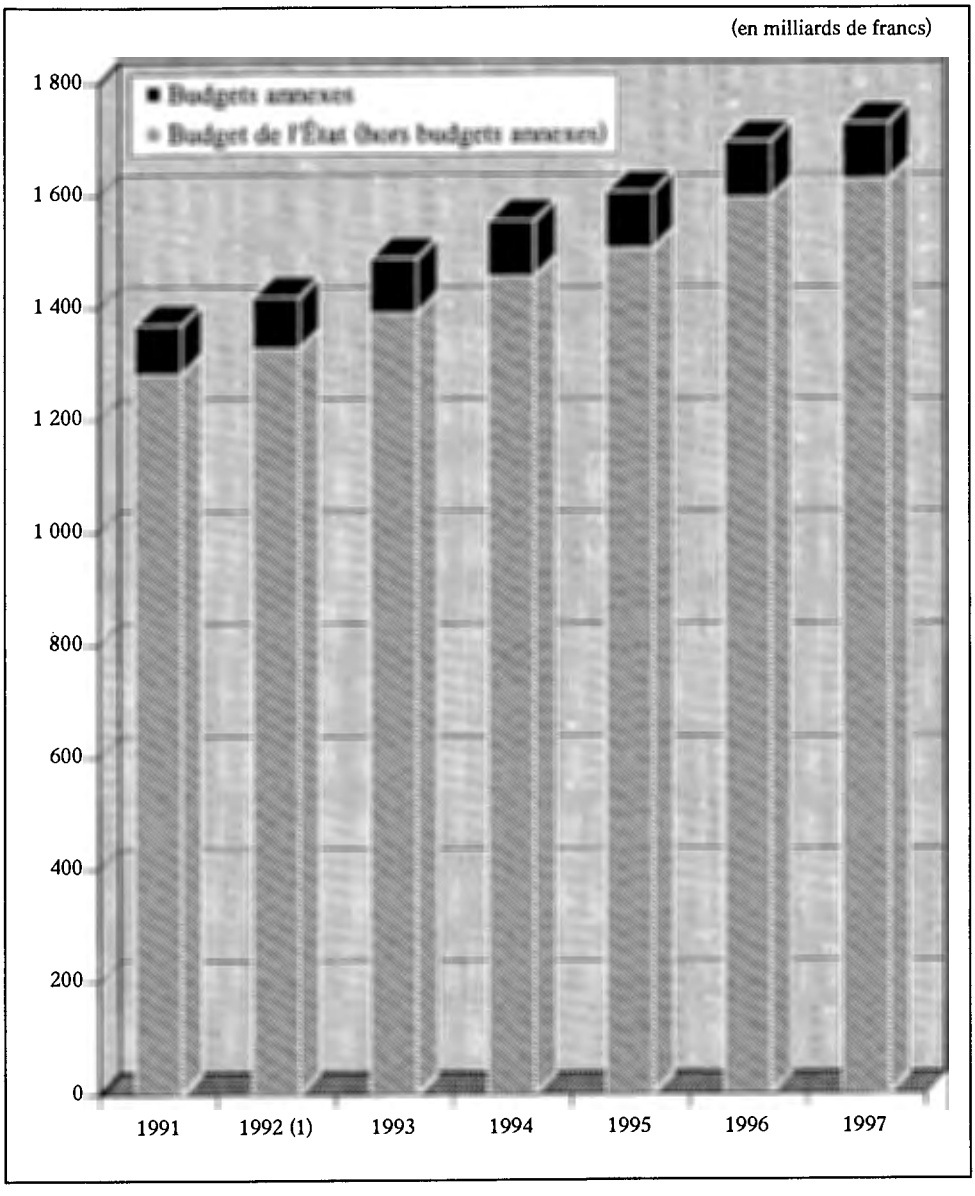
(en milliards de francs)

| | Opérations à caractère définitif | | | Budgets annexes | Budget de l'État (2) |
|---|---|---|---|---|---|
| | Budget général | Comptes d'affectation spéciale (1) | Total | | |
| 1991 | 1 280,188 | 13,957 | 1 294,145 | 89,208 | 1 369,123 |
| 1992 (1) | 1 321,856 | 15,224 | 1 337,080 | 93,170 | 1 419,167 |
| 1993 | 1 369,934 | 32,145 | 1 402,079 | 99,030 | 1 488,704 |
| 1994 | 1 453,467 | 21,782 | 1 475,249 | 99,453 | 1 554,941 |
| 1995 | 1 487,554 | 27,716 | 1 515,270 | 100,590 | 1 605,535 |
| 1996 | 1 558,189 | 44,565 | 1 602,754 | 100,946 | 1 696,113 |
| 1997 | 1 581,998 | 53,291 | 1 635,289 | 101,267 | 1 728,202 |

DGAFP, bureau des rémunérations et des pensions.
*Source : lois de finances initiales.*

(1) En 1992, l'aviation civile est devenue budget annexe.
(2) Après consolidation des doubles comptes entre le budget général et les budgets annexes.

**Graphique I-1: Évolution du budget de l'État et des budgets annexes**




DGAFP, bureau des rémunérations et des pensions.
*Source : lois de finances initiales.*

(1) En 1992, l'aviation civile est devenue budget annexe.

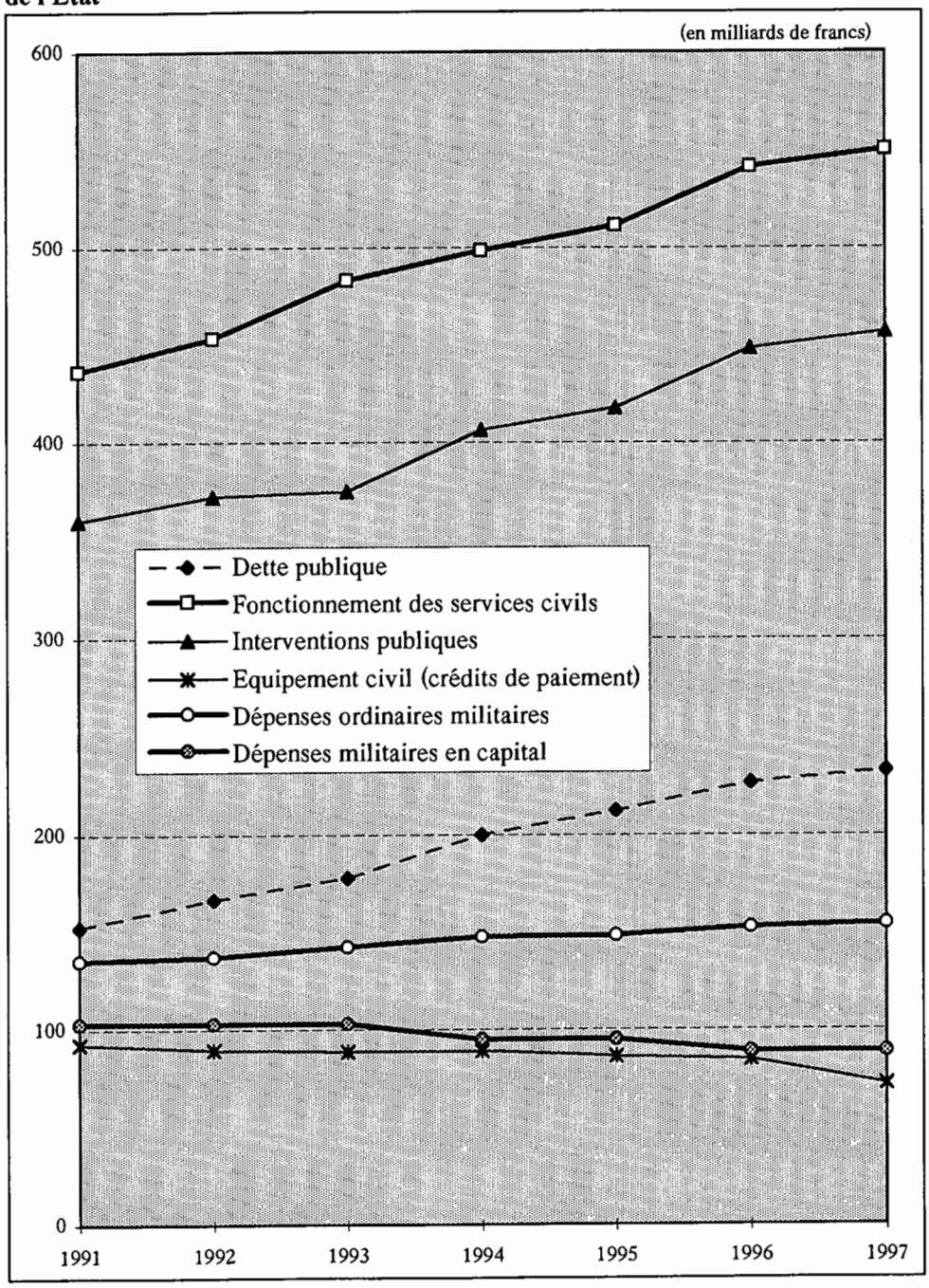
**Tableau I-2 : Évolution des grandes catégories de dépenses du budget général de l'État**

| | | Dette publique (1) | Fonctionnement des services civils (2) | Interventions publiques | Équipement civil (crédits de paiement) | Dépenses ordinaires militaires | Dépenses militaires en capital | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Montants (en milliards de francs) | 1991 | 152,7 | 436,5 | 359,8 | 92,7 | 135,4 | 103,1 | **1 280,2** |
| | 1992 | 166,7 | 453,1 | 372,1 | 89,6 | 137,5 | 102,9 | **1 321,9** |
| | 1993 | 177,8 | 483,0 | 374,7 | 88,8 | 142,7 | 102,9 | **1 369,9** |
| | 1994 | 199,9 | 498,3 | 406,4 | 89,1 | 147,7 | 94,9 | **1 436,3** |
| | 1995 | 212,1 | 511,2 | 417,5 | 86,1 | 148,5 | 94,9 | **1 470,3** |
| | 1996 | 226,4 | 541,2 | 447,9 | 84,4 | 152,5 | 88,9 | **1 541,3** |
| | 1997 | 232,6 | 550,1 | 456,6 | 71,9 | 154,6 | 88,7 | **1 554,6** |
| Progression (en %) | 91/90 | 10,7 | 5,9 | 0,7 | 13,0 | 5,3 | 1,0 | **4,9** |
| | 92/91 | 9,2 | 3,8 | 3,4 | -3,3 | 1,6 | -0,2 | **3,3** |
| | 93/92 | 6,7 | 6,6 | 0,7 | -0,9 | 3,8 | 0,0 | **3,6** |
| | 94/93 | 12,4 | 3,2 | 8,5 | 0,3 | 3,5 | -7,8 | **4,8** |
| | 95/94 | 6,1 | 2,6 | 2,7 | -3,4 | 0,5 | 0,0 | **2,4** |
| | 96/95 | 6,7 | 5,9 | 7,3 | -1,9 | 2,7 | -6,3 | **4,8** |
| | 97/96 | 2,8 | 1,6 | 2,0 | -14,8 | 1,4 | -0,3 | **0,9** |

DGAFP, bureau des rémunérations et des pensions.
*Source : lois de finances initiales.*

(1) Dette publique : dette nette de remboursements et de dégrèvements.
(2) Hors impact en 1997 de la budgétisation des pensions de France Télécom.

**Graphique I-2 : Évolution des grandes catégories de dépenses du budget général de l'État**




DGAFP, bureau des rémunérations et des pensions.
*Source : lois de finances initiales.*

## B. Dépenses induites par la fonction publique de l'État

**Tableau I-3 : Évolution des principales composantes des dépenses induites par la fonction publique de l'État**

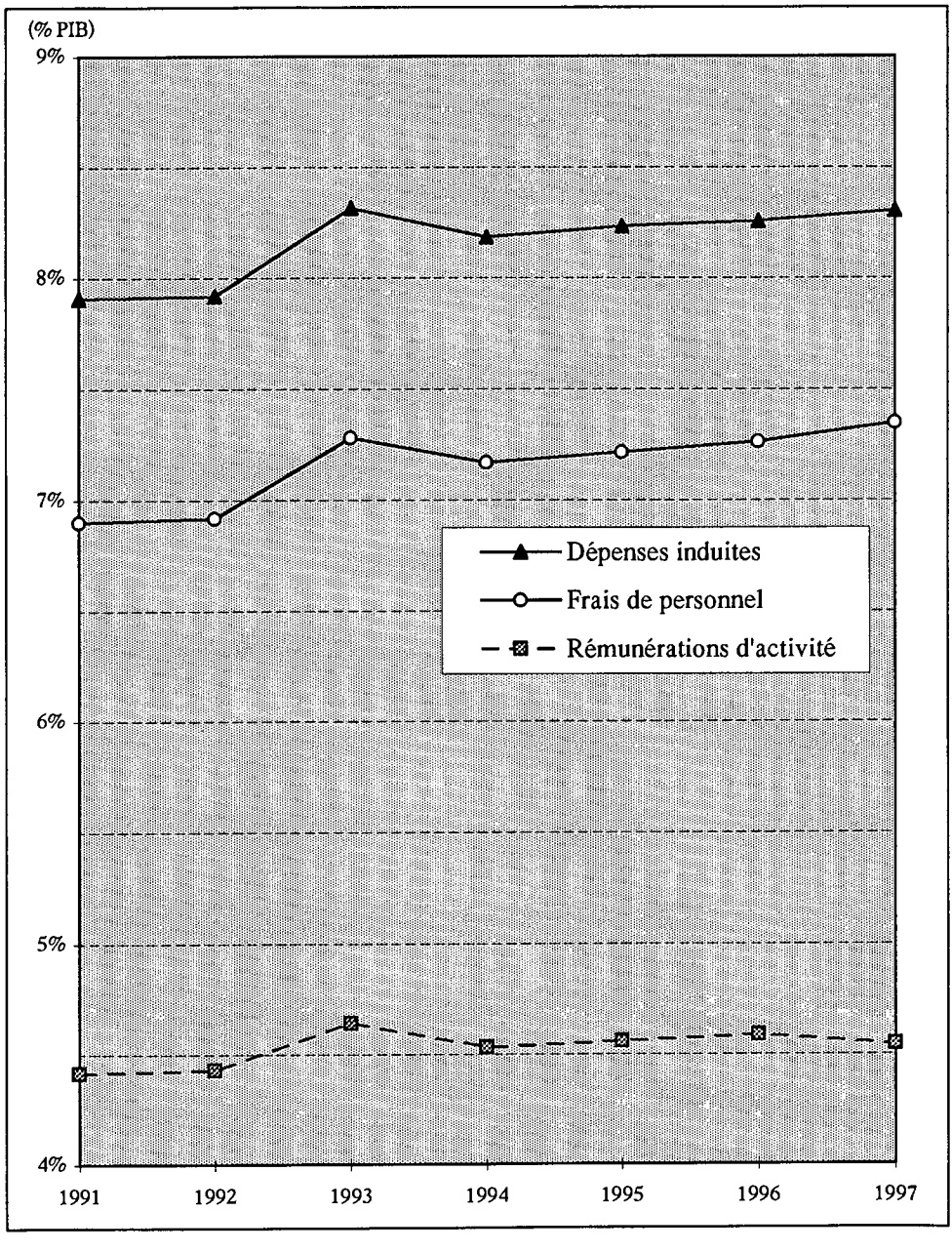
(en milliards de francs)

| | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| I | | | | | | | |
| Rémunérations principales (1) | 247,758 | 254,893 | 269,582 | 276,593 | 287,883 | 296,894 | 301,468 |
| Indemnités résidentielles | 5,797 | 5,791 | 6,129 | 6,659 | 6,840 | 7,090 | 7,094 |
| Primes et indemnités | 36,648 | 40,014 | 44,163 | 44,505 | 46,679 | 48,023 | 47,686 |
| Supplément familial de traitement | 4,392 | 4,395 | 4,567 | 4,608 | 4,670 | 4,778 | 4,792 |
| Autres charges connexes (2) | 1,270 | 1,653 | 1,787 | 2,038 | 2,954 | 3,562 | 3,829 |
| Provisions | 3,302 | 3,305 | 2,090 | 0,579 | 0,233 | 0,267 | 3,579 |
| **Total (I) :** | | | | | | | |
| **rémunérations d'activité** | **299,167** | **310,051** | **328,318** | **334,982** | **349,259** | **360,614** | **368,449** |
| **dont masse salariale (3)** | **288,154** | **298,684** | **316,880** | **323,529** | **337,981** | **349,292** | **357,267** |
| II | | | | | | | |
| Cotisations sociales (4) (10) | 50,264 | 51,201 | 57,092 | 59,134 | 63,468 | 64,790 | 70,505 |
| Prestations sociales (5) | 10,220 | 10,437 | 10,536 | 10,746 | 10,658 | 10,652 | 10,108 |
| Pensions (6) (10) | 105,548 | 110,209 | 116,957 | 122,964 | 127,808 | 132,910 | 144,403 |
| Divers (7) | 2,231 | 2,208 | 2,148 | 1,835 | 1,490 | 1,756 | 1,979 |
| **Total (I+II) : frais de personnel** | **467,430** | **484,106** | **515,051** | **529,661** | **552,683** | **570,722** | **595,443** |
| III | | | | | | | |
| Taxes sur les transports et salaires | 1,564 | 1,686 | 1,840 | 1,958 | 1,973 | 2,028 | 2,147 |
| Frais de déplacement | 7,683 | 7,576 | 7,748 | 7,889 | 7,606 | 7,548 | 7,682 |
| Enseignement privé | 27,098 | 28,619 | 31,048 | 32,763 | 34,630 | 35,878 | 36,052 |
| Pensions anciens combattants | 24,790 | 24,665 | 25,264 | 24,529 | 26,379 | 25,793 | 24,508 |
| Autres (8) | 7,290 | 7,676 | 7,501 | 7,884 | 7,518 | 7,078 | 7,103 |
| **Total (I+II+III) :** | | | | | | | |
| **dépenses induites** | **535,855** | **554,328** | **588,452** | **604,684** | **630,789** | **649,047** | **672,935** |
| **dont dépenses indexées (9)** | **482,911** | **499,988** | **533,071** | **548,877** | **573,427** | **591,751** | **615,923** |

DGAFP, bureau des rémunérations et des pensions.
*Source : lois de finances initiales.*

(1) Rémunérations brutes c'est-à-dire y compris la part salariale des cotisations sociales.
(2) C'est-à-dire : indemnités compensatrices, licenciements, pertes d'emploi, pécules, indemnités exceptionnelles de mutation, revenus de remplacement, et nouvelle bonification indiciaire.
(3) Masse salariale : rémunérations d'activité versées aux personnels occupant un emploi permanent à temps complet ou sur crédits, et qui sont rétribués sur la base de la grille indiciaire (cela exclut les ouvriers d'État et les vacataires).
(4) Part employeur.
(5) Prestations sociales obligatoires et facultatives, ainsi que prestations familiales.
(6) Après rétablissement des 6,731 milliards de francs dans les pensions au titre du Fonds de Solidarité Vieillesse, en 1995.
(7) Dépenses de personnel non ventilées et vacations.
(8) Indemnités représentatives de frais, primes d'alimentation (militaires), aides sociales, secours et prêts.
(9) Dépenses indexées : dépenses directement liées à la valeur du point.
(10) Y compris l'incidence de la budgétisation des charges de pension de France Télécom en 1997 (8,260 milliards de francs pour les pensions et 1,150 milliards de francs pour les cotisations).

**Graphique I-3 : Dépenses induites en pourcentage du PIB**




DGAFP, bureau des rémunérations et des pensions.
*Source : lois de finances initiales.*

**Tableau I-4 : Les principales composantes des dépenses induites par la fonction publique de l'État pour 1997**

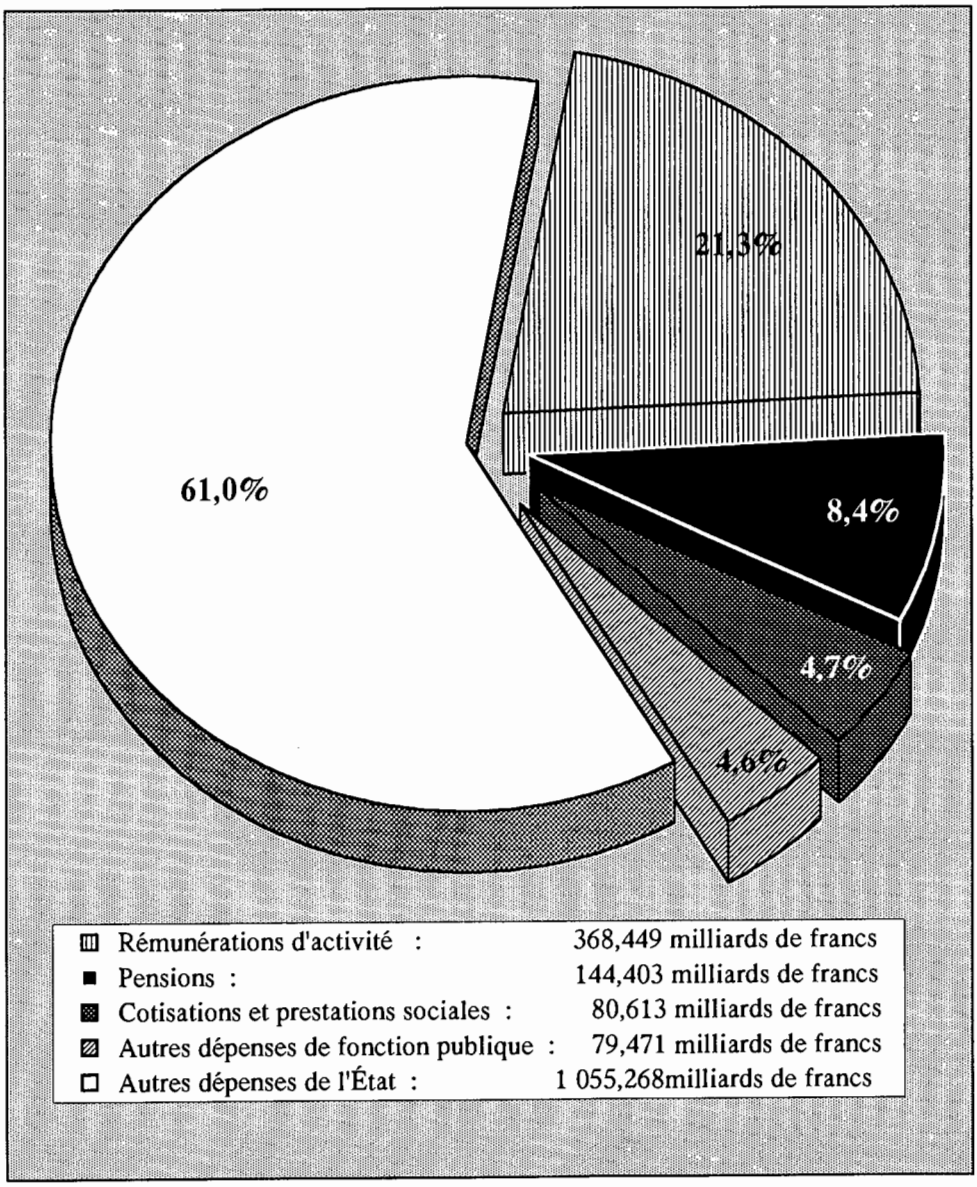
(en milliards de francs)

| | Budget civil | Budget militaire | Budgets annexes | Total |
|---|---|---|---|---|
| I | | | | |
| Rémunérations principales (1) | 252,448 | 46,939 | 2,082 | 301,468 |
| Indemnités résidentielles | 5,271 | 1,774 | 0,049 | 7,094 |
| Primes et indemnités | 29,396 | 17,126 | 1,164 | 47,686 |
| Supplément familial de traitement | 3,683 | 1,078 | 0,032 | 4,792 |
| Autres charges connexes | 3,408 | 0,406 | 0,015 | 3,829 |
| Provisions | 1,500 | 2,079 | 0,000 | 3,579 |
| *Total (I) : rémunérations d'activité* | *295,706* | *69,401* | *3,342* | *368,449* |
| II | | | | |
| Cotisations sociales (2) | 58,282 | 11,814 | 0,409 | 70,505 |
| Prestations sociales | 7,561 | 2,470 | 0,079 | 10,108 |
| Pensions | 97,869 | 46,038 | 0,497 | 144,403 |
| Frais de personnel non ventilés et vacations | 1,938 | 0,004 | 0,037 | 1,979 |
| *Total (I+II) : frais de personnel* | *461,355* | *129,726* | *4,364* | *595,443* |
| III | | | | |
| Taxes sur les transports et salaires | 1,968 | 0,152 | 0,027 | 2,147 |
| Frais de déplacement | 3,651 | 3,956 | 0,075 | 7,682 |
| Enseignement privé | 36,052 | 0,000 | 0,000 | 36,052 |
| Pensions anciens combattants | 24,508 | 0,000 | 0,000 | 24,508 |
| Autres (3) | 3,523 | 3,572 | 0,006 | 7,103 |
| **Total (I+II+III) : dépenses induites** | *531,057* | *137,406* | *4,472* | *672,935* |

DGAFP, bureau des rémunérations et des pensions.
*Source : loi de finances initiale 1997.*

(1) Rémunérations brutes c'est-à-dire y compris la part salariale des cotisations sociales.
(2) Part employeur.
(3) Autres biens et services de consommation, autres allocations et subventions.

**Graphique I-4 : La part des dépenses de fonction publique dans le budget de l'État en 1997**




DGAFP, bureau des rémunérations et des pensions.
*Source : loi de finances initiale 1997.*

**Les dépenses de fonction publique représentent 38,9% du budget de l'État et 8,3% du PIB total.**

**Tableau I-5 : Répartition des crédits votés et des fonds de concours par éléments de rémunération d'activité (1) en 1997**

(en milliards de francs)

| | Crédits votés (a) | Fonds de concours (b) | Total (a+b) | Part des fonds de concours b/(a+b) en % |
|---|---|---|---|---|
| *Rémunérations principales :* | *301,468* | *4,839* | *306,307* | *1,6* |
| - titulaires | 241,962 | 1,105 | 243,067 | 0,5 |
| - contractuels | 9,476 | 0,359 | 9,835 | 3,6 |
| - auxiliaires administratifs | 1,025 | 0,257 | 1,282 | 20,0 |
| - auxiliaires d'enseignement | 2,600 | 0,000 | 2,600 | 0,0 |
| - vacataires | 0,793 | 0,004 | 0,797 | 0,5 |
| - base privée | 5,794 | 2,611 | 8,405 | 31,1 |
| - autres et non ventilé | 1,590 | 0,006 | 1,595 | 0,4 |
| - militaires | 38,229 | 0,497 | 38,726 | 1,3 |
| *Charges connexes :* | *15,715* | *0,158* | *15,873* | *1,0* |
| - supplément familial de traitement | 4,792 | 0,048 | 4,841 | 1,0 |
| - indemnités résidentielles | 7,094 | 0,034 | 7,128 | 0,5 |
| - autres charges connexes | 3,829 | 0,076 | 3,905 | 1,9 |
| *Primes et indemnités :* | *47,686* | *4,028* | *51,714* | *7,8* |
| - civiles | 32,207 | 3,808 | 36,016 | 10,6 |
| - militaires | 15,479 | 0,220 | 15,699 | 1,4 |
| **Total** | **364,870** | **9,025** | **373,895** | **2,4** |

DGAFP, bureau des rémunérations et des pensions.
*Source : loi de finances initiale 1997.*

(1) Hors provisions.

**Tableau I-6 : Répartition des rémunérations d'activité (1) par ministère en 1997**

(en milliards de francs)

| | Crédits votés (a) | Fonds de concours (b) | Total (a+b) | Part des fonds de concours b/(a+b) en % |
|---|---|---|---|---|
| Affaires étrangères | 3,735 | 0,004 | **3,739** | 0,1 |
| Agriculture et pêche | 6,265 | 0,027 | **6,292** | 0,4 |
| Aménagement du territoire, ville et intégration | 0,052 | 0,000 | **0,052** | 0,0 |
| Anciens combattants | 0,363 | 0,000 | **0,363** | 0,0 |
| Commerce et artisanat | 0,014 | 0,000 | **0,014** | 0,0 |
| Coopération | 0,383 | 0,000 | **0,383** | 0,0 |
| Culture | 2,457 | 0,000 | **2,457** | 0,0 |
| Défense | 67,322 | 4,998 | **72,320** | 6,9 |
| DOM-TOM | 0,725 | 0,001 | **0,725** | 0,1 |
| Économie et finances | 26,797 | 3,312 | **30,109** | 11,0 |
| Éducation nationale | 169,675 | 0,095 | **169,770** | 0,1 |
| Enseignement supérieur et recherche | 25,710 | 0,013 | **25,723** | 0,1 |
| Environnement | 0,371 | 0,000 | **0,371** | 0,0 |
| Équipement, transports, tourisme | 12,957 | 0,189 | **13,145** | 1,4 |
| Industrie | 0,947 | 0,374 | **1,321** | 28,3 |
| Intérieur | 27,238 | 0,009 | **27,427** | 0,0 |
| Jeunesse et sports | 1,365 | 0,000 | **1,365** | 0,0 |
| Justice | 10,625 | 0,000 | **10,625** | 0,0 |
| Premier ministre | 0,491 | 0,000 | **0,491** | 0,0 |
| Travail et affaires sociales | 4,037 | 0,004 | **4,041** | 0,1 |
| Budgets annexes | 3,342 | 0,000 | **3,342** | 0,0 |
| **Total** | **364,870** | **9,025** | **373,895** | **2,4** |

DGAFP, bureau des rémunérations et des pensions.
*Source : loi de finances initiale 1997.*

(1) Hors provisions.

## Tableau I-7 : Répartition par nature des primes et indemnités (1) en 1997

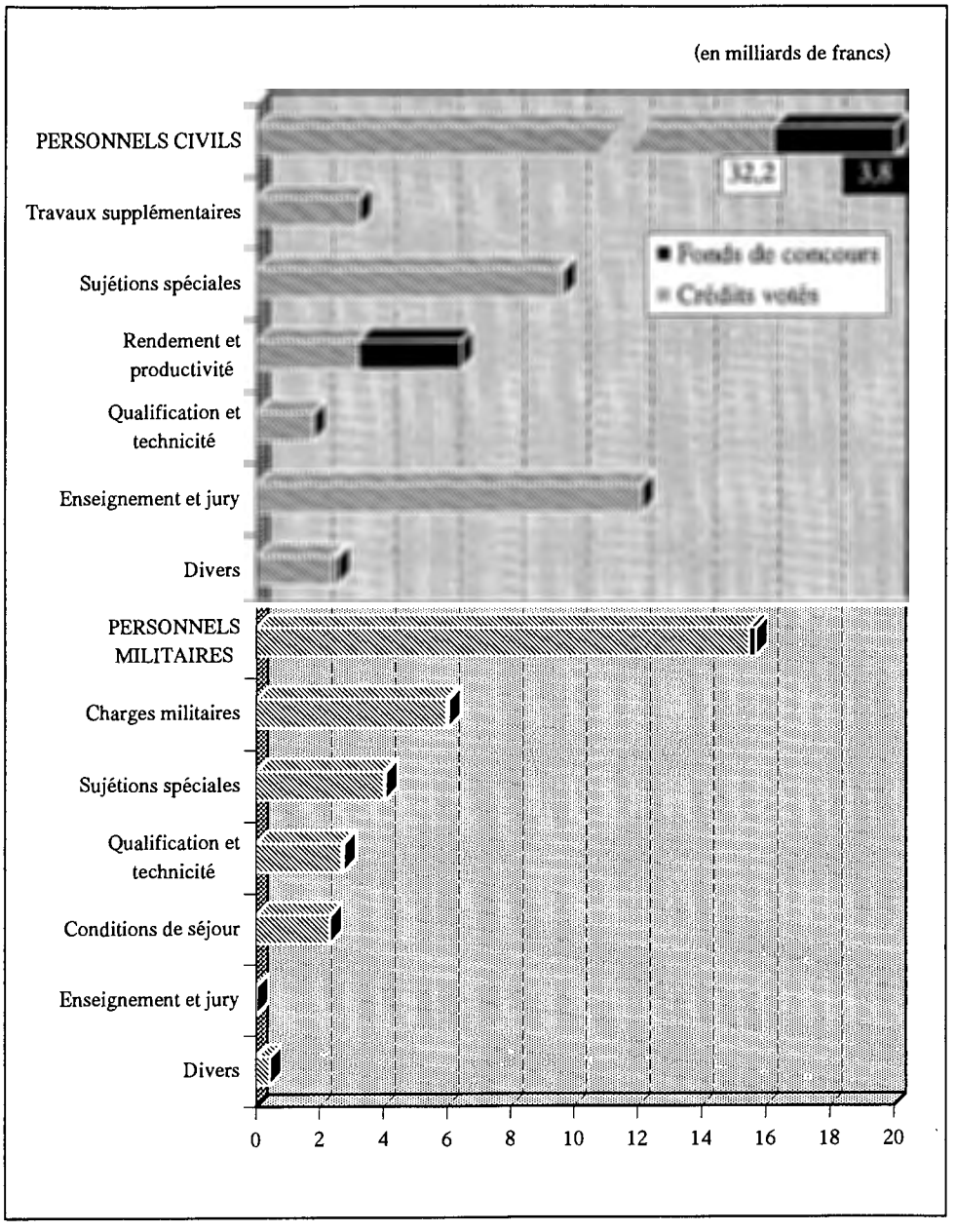
(en milliards de francs)

| Primes et indemnités | Crédits votés (a) | Fonds de concours (b) | Total (a+b) | Part des fonds de concours b/(a+b) en % |
|---|---|---|---|---|
| *Des personnels civils :* | *32,207* | *3,809* | *36,016* | 10,6 |
| - travaux supplémentaires | 3,215 | 0,319 | **3,534** | 9,0 |
| - sujétions spéciales | 9,540 | 0,087 | **9,627** | 0,9 |
| - rendement et productivité | 3,184 | 3,230 | **6,413** | 50,4 |
| - qualification et technicité | 1,778 | 0,018 | **1,797** | 1,0 |
| - enseignement et jury | 12,082 | 0,011 | **12,093** | 0,1 |
| - divers | 2,408 | 0,144 | **2,552** | 5,6 |
| *Des personnels militaires :* | *15,479* | *0,220* | *15,698* | *1,4* |
| - charges militaires | 5,977 | 0,078 | **6,055** | 1,3 |
| - sujétions spéciales | 4,018 | 0,051 | **4,068** | 1,2 |
| - qualification et technicité | 2,705 | 0,062 | **2,766** | 2,2 |
| - conditions de séjour | 2,325 | 0,017 | **2,342** | 0,7 |
| - enseignement et jury | 0,020 | 0,001 | **0,021** | 4,3 |
| - divers | 0,434 | 0,012 | **0,446** | 2,7 |
| **Total** | **47,686** | **4,028** | **51,714** | **7,8** |

DGAFP, bureau des rémunérations et des pensions.
*Source : loi de finances initiale 1997.*

(1) Hors provisions, indemnités de déplacement et vacations.

**Graphique I-5 : Répartition par nature des primes et indemnités (1) en 1997**

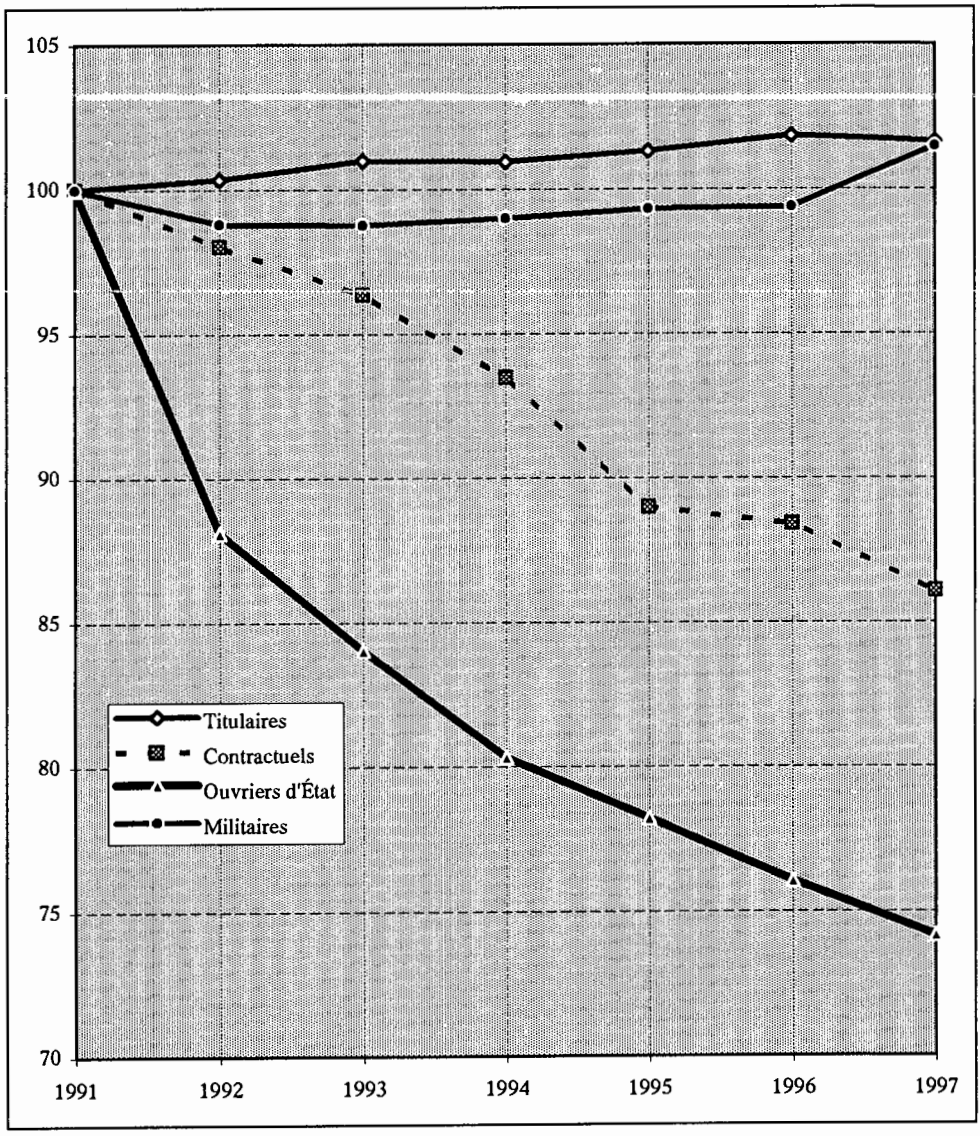



DGAFP, bureau des rémunérations et des pensions.
*Source : loi de finances initiale 1997.*

(1) Hors provisions, indemnités de déplacement et vacations.

## C. Emplois budgétaires

**Graphique I-6 : Évolution des emplois budgétaires par statut (indice base 100 en 1991)**




DGAFP, bureau des statistiques.
*Source : lois de finances.*

**Tableau I-8 : Les emplois budgétaires par statut de 1991 à 1997**

| Années | Titulaires | Contractuels | Ouvriers d'État | Militaires | Total |
|---|---|---|---|---|---|
| 1991 | 1 610 643 | 81 280 | 95 608 | 302 741 | 2 090 272 |
| 1992 | 1 616 357 | 79 676 | 84 248 | 299 107 | 2 079 388 |
| 1993 | 1 626 635 | 78 304 | 80 337 | 299 018 | 2 084 294 |
| 1994 | 1 626 048 | 75 981 | 76 799 | 299 662 | 2 078 490 |
| 1995 | 1 631 995 | 72 335 | 74 782 | 300 655 | 2 079 767 |
| 1996 | 1 640 526 | 71 858 | 72 718 | 300 879 | 2 085 981 |
| 1997 | 1 637 231 | 69 968 | 70 902 | 307 215 | 2 085 316 |

DGAFP, bureau des statistiques.
*Source : lois de finances.*

## Tableau I-9 : Variation des emplois budgétaires entre 1996 et 1997

**Budget général**

(en milliers d'agents)

| | 1996 | 1997 | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | Variations | | | |
| | Effectifs totaux | Créations ou suppressions nettes | Transferts | Total | Effectifs totaux |
| Affaires étrangères et coopération | 9,9 | -0,1 | - | -0,1 | 9,8 |
| Agriculture | 30,3 | -0,1 | 0,1 | - | 30,3 |
| Ministères sociaux | 26,7 | -0,2 | -0,4 | -0,6 | 26,1 |
| Culture | 14,6 | - | - | - | 14,6 |
| Économie, finances et budget | 177,8 | -1,4 | - | -1,4 | 176,4 |
| Éducation nat. et enseignement supérieur | 1 068,8 | -2,3 | - | -2,3 | 1 066,5 |
| Équipement et transports | 103,5 | -0,8 | - | -0,8 | 102,7 |
| Intérieur * | 163,8 | -0,7 | 0,1 | -0,6 | 163,2 |
| Justice | 59,8 | 0,3 | - | 0,3 | 60,1 |
| Défense * | 399,0 | 5,5 | 0,1 | 5,6 | 404,6 |
| Autres ministères | 21,2 | -0,5 | -0,4 | -0,9 | 20,3 |
| **Total** | **2 075,4** | **-0,3** | **-0,5** | **-0,8** | **2 074,6** |

*Source : "Les notes bleues de Bercy" n°97-2*

* Hors appelés.

## Tableau I-10 : Évolution 1998/1997 des emplois budgétaires

| Sections budgétaires | 1997 | 1998 | Variation (1) | Évolution en % |
|---|---|---|---|---|
| Affaires étrangères et coopération | | | | |
| I. Affaires étrangères | 8 683 | 8 593 | -90 | -1,0 |
| II. Coopération | 1 041 | 1 030 | -11 | -1,1 |
| Agriculture et pêche | 30 262 | 30 326 | 64 | 0,2 |
| Aménagement du territoire et environnement | | | | |
| I. Aménagement du territoire | 115 | 141 | 26 | 22,6 |
| II. Environnement | 2 378 | 2 412 | 34 | 1,4 |
| Anciens combattants | 2 427 | 2 340 | -87 | -3,6 |
| Culture et communication | 14 671 | 14 698 | 27 | 0,2 |
| Économie, finances et industrie | | | | |
| I. Charges communes | 8 | 16 | 8 | 100,0 |
| II. Services financiers | 176 411 | 175 861 | -550 | -0,3 |
| III. Industrie | 5 561 | 5 203 | -358 | -6,4 |
| IV. PME, commerce et artisanat | 67 | 67 | 0 | 0,0 |
| Éducation nationale, recherche et technologie | | | | |
| I. Enseignement scolaire | 941 075 | 941 258 | 183 | 0,0 |
| II. Enseignement supérieur | 125 396 | 126 750 | 1 354 | 1,1 |
| III. Recherche | 311 | 313 | 2 | 0,6 |
| Emploi et solidarité | | | | |
| I. Emploi | 9 597 | 9 772 | 175 | 1,8 |
| II. Santé, solidarité et ville | 14 110 | 14 263 | 153 | 1,1 |
| Équipement, transports et tourisme | | | | |
| I. Urbanisme et services communs | 100 246 | 99 386 | -860 | -0,9 |
| IV. Mer | 2 433 | 2 426 | -7 | -0,3 |
| V. Tourisme | 326 | 323 | -3 | -0,9 |
| Intérieur et décentralisation (hors appelés) | 163 196 | 162 777 | -419 | -0,3 |
| Jeunesse et sports | 6 697 | 6 731 | 34 | 0,5 |
| Justice | 60 102 | 60 864 | 762 | 1,3 |
| Outre-Mer (hors appelés) | 2 999 | 3 086 | 87 | 2,9 |
| Services du Premier Ministre | | | | |
| I. Services généraux | 1 430 | 1 418 | -12 | -0,8 |
| II. Secrétariat général de la défense nationale | 236 | 218 | -18 | -7,6 |
| IV. Plan | 216 | 212 | -4 | -1,9 |
| Défense (hors appelés) | 404 595 | 410 638 | 6 043 | 1,5 |
| **Total budget général** | **2 074 589** | **2 081 122** | **6 533** | **0,3** |
| Budgets annexes | 10 856 | 10 962 | 106 | 1,0 |
| **Total** | **2 085 445** | **2 092 084** | **6 639** | **0,3** |

DGAFP, bureau des statistiques. 1680860 1691446

*Source : ministère du budget.*

(1) Hors transferts d'emplois entre budgets et entre fonction publique d'État et fonction publique territoriale.

**Le total des emplois budgétaires pour l'année 1997 est légèrement différent de celui indiqué dans le Tableau I.1. Dans le Tableau I.1, les appelés ne sont pas comptabilisés alors que dans le tableau ci-dessus ils sont compris dans les effectifs de certaines sections budgétaires (129 appelés au total à la Mer, la Justice, au Secrétariat général de la défense nationale et à la Légion d'honneur).**

**Tableau I-11 : Répartition des emplois budgétaires par section budgétaire et par catégorie statutaire en 1997**

| Sections budgétaires | Titulaires civils | Contractuels | Militaires | Ouvriers d'État | Total hors appelés | Appelés du contingent | Total général |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Affaires étrangères et coopération | 6 937 | 2 768 | 19 | 0 | **9 724** | 0 | 9 724 |
| — *Affaires étrangères* | *6 307* | *2 376* | *0* | *0* | ***8 683*** | *0* | *8 683* |
| — *Coopération* | *630* | *392* | *19* | *0* | ***1 041*** | *0* | *1 041* |
| Agriculture, pêche et alimentation | 28 625 | 1 593 | 9 | 35 | **30 262** | 0 | 30 262 |
| Aménagement du territoire | 59 | 56 | 0 | 0 | **115** | 0 | 115 |
| Anciens combat. et victimes de guer. | 2 150 | 130 | 36 | 111 | **2 427** | 0 | 2 427 |
| Commerce et artisanat | 0 | 67 | 0 | 0 | **67** | 0 | 67 |
| Culture | 13 278 | 1 391 | 0 | 2 | **14 671** | 0 | 14 671 |
| Économie et finances | 174 203 | 2 034 | 18 | 164 | **176 419** | 0 | 176 419 |
| — *Charges communes* | *0* | *8* | *0* | *0* | ***8*** | *0* | *8* |
| — *Services financiers* | *174 203* | *2 026* | *18* | *164* | ***176 411*** | *0* | *176 411* |
| Éducation nat., enseig. sup. et recher. | 1 021 468 | 45 288 | 0 | 26 | **1 066 782** | 0 | 1 066 782 |
| — *Enseignement scolaire* | *901 442* | *39 633* | *0* | *0* | ***941 075*** | *0* | *941 075* |
| — *Enseignement supérieur* | *119 736* | *5 634* | *0* | *26* | ***125 396*** | *0* | *125 396* |
| — *Recherche* | *290* | *21* | *0* | *0* | ***311*** | *0* | *311* |
| Environnement | 1 853 | 497 | 0 | 28 | **2 378** | 0 | 2 378 |
| Équipem., Logem., Transp. et Touris. | 87 758 | 5 010 | 535 | 9 611 | **102 914** | 91 | 103 005 |
| — *Mer* | *1 734* | *81* | *527* | *0* | ***2 342*** | *91* | *2 433* |
| — *Tourisme* | *154* | *171* | *0* | *1* | ***326*** | *0* | *326* |
| — *Urbanisme et services communs* | *85 870* | *4 758* | *8* | *9 610* | ***100 246*** | *0* | *100 246* |
| Industrie, poste et télécommunication | 4 870 | 649 | 40 | 2 | **5 561** | 0 | 5 561 |
| — *Industrie* | *4 745* | *636* | *40* | *2* | ***5 423*** | *0* | *5 423* |
| — *Poste, télécommunicat et espace* | *125* | *13* | *0* | *0* | ***138*** | *0* | *138* |
| Intérieur et décentralisation | 160 701 | 720 | 24 | 1 751 | **163 196** | 8 827 | 172 023 |
| Jeunesse et sports | 6 328 | 369 | 0 | 0 | **6 697** | 0 | 6 697 |
| Justice | 59 678 | 402 | 17 | 0 | **60 097** | 5 | 60 102 |
| Outre-Mer | 2 021 | 85 | 849 | 44 | **2 999** | 3 036 | 6 035 |
| Services du Premier Ministre | 1 189 | 629 | 32 | 0 | **1 850** | 32 | 1 882 |
| — *Plan* | *96* | *120* | *0* | *0* | ***216*** | *0* | *216* |
| — *Secrétariat gén. de la défense nat.* | *61* | *115* | *28* | *0* | ***204*** | *32* | *236* |
| — *Services généraux* | *1 032* | *394* | *4* | *0* | ***1 430*** | *0* | *1 430* |
| Travail et Affaires sociales | 22 632 | 1 075 | 0 | 0 | **23 707** | 0 | 23 707 |
| — *Santé publique et serv. communs* | *13 643* | *467* | *0* | *0* | ***14 110*** | *0* | *14 110* |
| — *Travail* | *8 989* | *608* | *0* | *0* | ***9 597*** | *0* | *9 597* |
| **Total budget ministères civils** | **1 593 750** | **62 763** | **1 579** | **11 774** | **1 669 866** | **11 991** | **1 681 857** |
| Défense | 33 879 | 6 973 | 305 627 | 58 116 | 404 595 | 169 520 | 574 115 |
| **Total budget général** | **1 627 629** | **69 736** | **307 206** | **69 890** | **2 074 461** | **181 511** | **2 255 972** |
| Aviation civile | 9 035 | 218 | 0 | 1 012 | **10 265** | 0 | 10 265 |
| Journaux officiels | 11 | 0 | 0 | 0 | **11** | 0 | 11 |
| Légion d'honneur | 403 | 5 | 4 | 0 | **412** | 1 | 413 |
| Monnaies et médailles | 146 | 2 | 0 | 0 | **148** | 0 | 148 |
| Ordre de la libération | 7 | 0 | 5 | 0 | **12** | 0 | 12 |
| Prestations sociales agricoles | 0 | 7 | 0 | 0 | **7** | 0 | 7 |
| **Total budgets annexes** | **9 602** | **232** | **9** | **1 012** | **10 855** | **1** | **10 856** |
| **Total général** | **1 637 231** | **69 968** | **307 215** | **70 902** | **2 085 316** | **181 512** | **2 266 828** |

DGAFP, bureau des statistiques.
*Source : loi de finances 1997.*

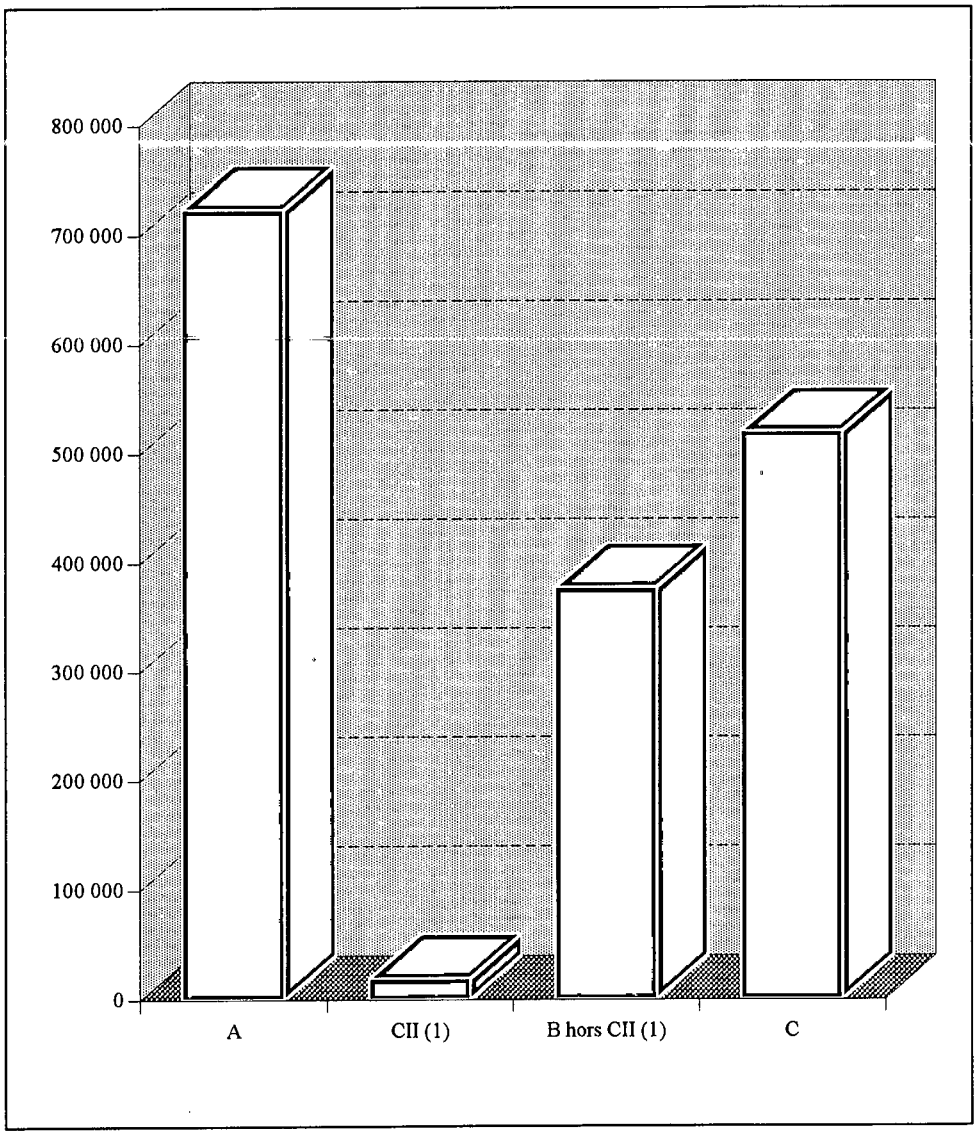
**Tableau I-12 : Emplois budgétaires d'administration centrale y compris les emplois d'inspection générale en 1997** (1)

| Sections budgétaires | Administration centrale | Total emplois budgétaires | % AC |
|---|---|---|---|
| Affaires étrangères et coopération | 3 679 | 9 724 | 37,8 |
| — *Affaires étrangères* | *3 042* | *8 683* | *35,0* |
| — *Coopération* | *637* | *1 041* | *61,2* |
| Agriculture, pêche et alimentation | 2 062 | 30 262 | 6,8 |
| Aménagement du territoire | 115 | 115 | 100,0 |
| Anciens combattants et victimes de guerre | 637 | 2 427 | 26,2 |
| Commerce et artisanat | 24 | 67 | 35,8 |
| Culture | 1 067 | 14 671 | 7,3 |
| Économie et finances | 7 554 | 176 419 | 4,3 |
| — *Charges communes* | *8* | *8* | *100,0* |
| — *Services financiers* | *7 546* (2) | *176 411* | *4,3* |
| Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche | 4 430 | 1 066 782 | 0,4 |
| — *Enseignement scolaire* | *4 147* | *941 075* | *0,4* |
| — *Enseignement supérieur* | *0* | *125 396* | *0,0* |
| — *Recherche* | *283* | *311* | *91,0* |
| Environnement | 468 | 2 378 | 19,7 |
| Équipement, Logement, Transports et Tourisme | 2 458 | 102 914 | 2,4 |
| — *Mer* | *2* | *2 342* | *0,1* |
| — *Tourisme* | *167* | *326* | *51,2* |
| — *Urbanisme et services communs* | *2 289* | *100 246* | *2,3* |
| Industrie, poste et télécommunications | 2 064 | 5 561 | 37,1 |
| — *Industrie* | *1 926* | *5 423* | *35,5* |
| — *Poste, télécommunications et espace* | *138* | *138* | *100,0* |
| Intérieur et décentralisation | 2 009 | 163 196 | 1,2 |
| Jeunesse et sports | 267 | 6 697 | 4,0 |
| Justice | 2 262 (3) | 60 097 | 3,8 |
| Outre-Mer | 276 | 2 999 | 9,2 |
| Services du Premier Ministre | 1 850 | 1 850 | 100,0 |
| — *Plan* | *216* | *216* | *100,0* |
| — *Secrétariat général de la défense nationale* | *204* | *204* | *100,0* |
| — *Services généraux* | *1 430* | *1 430* | *100,0* |
| Travail et Affaires sociales | 3 123 | 23 707 | 13,2 |
| — *Santé publique et services communs* | *2 207* | *14 110* | *15,7* |
| — *Travail* | *916* | *9 597* | *9,5* |
| **Total budget ministères civils** | **34 345** | **1 669 866** | **2,1** |
| Défense | 2 159 (4) | 404 595 | 0,5 |
| **Total budget général** | **36 504** | **2 074 461** | **1,8** |
| Aviation civile | 0 (5) | 10 265 | 0,0 |
| Journaux officiels | 11 | 11 | 100,0 |
| Légion d'honneur | 94 | 412 | 22,8 |
| Monnaies et médailles | 0 (6) | 148 | 0,0 |
| Ordre de la libération | 12 | 12 | 100,0 |
| Prestations sociales agricoles | 7 | 7 | 100,0 |
| **Total budgets annexes** | **124** | **10 855** | **1,1** |
| **Total général** | **36 628** | **2 085 316** | **1,8** |

DGAFP, bureau des statistiques.
*Source : loi de finances 1997.*

(1) Les effectifs n'incluent pas les appelés du contingent.
(2) Y compris les emplois de contrôle.
(3) Dont 526 emplois au Conseil d'État, 278 au Casier judiciaire national, 140 à l'informatique, 81 aux statistiques-études-documentation, 6 au Conseil supérieur de la magistrature et 181 au service national pour le travail en milieu pénitentiaire.
(4) Dont 419 ouvriers d'État non comptabilisés en 1996.
(5) Les emplois d'administration centrale ne sont pas distingués des emplois des services déconcentrés.
(6) L'effectif de 148 emplois correspond à des emplois techniques. En administration centrale, est affecté un effectif de 77 inclus dans les emplois des services financiers.

**Graphique I-7 : Répartition des emplois budgétaires de titulaires civils par catégorie hiérarchique en 1997**




DGAFP, bureau des statistiques.
*Source : loi de finances 1997.*

(1) CII : classement indiciaire intermédiaire, réservé à certains corps de catégorie B, créé par le protocole DURAFOUR du 9 février 1990.

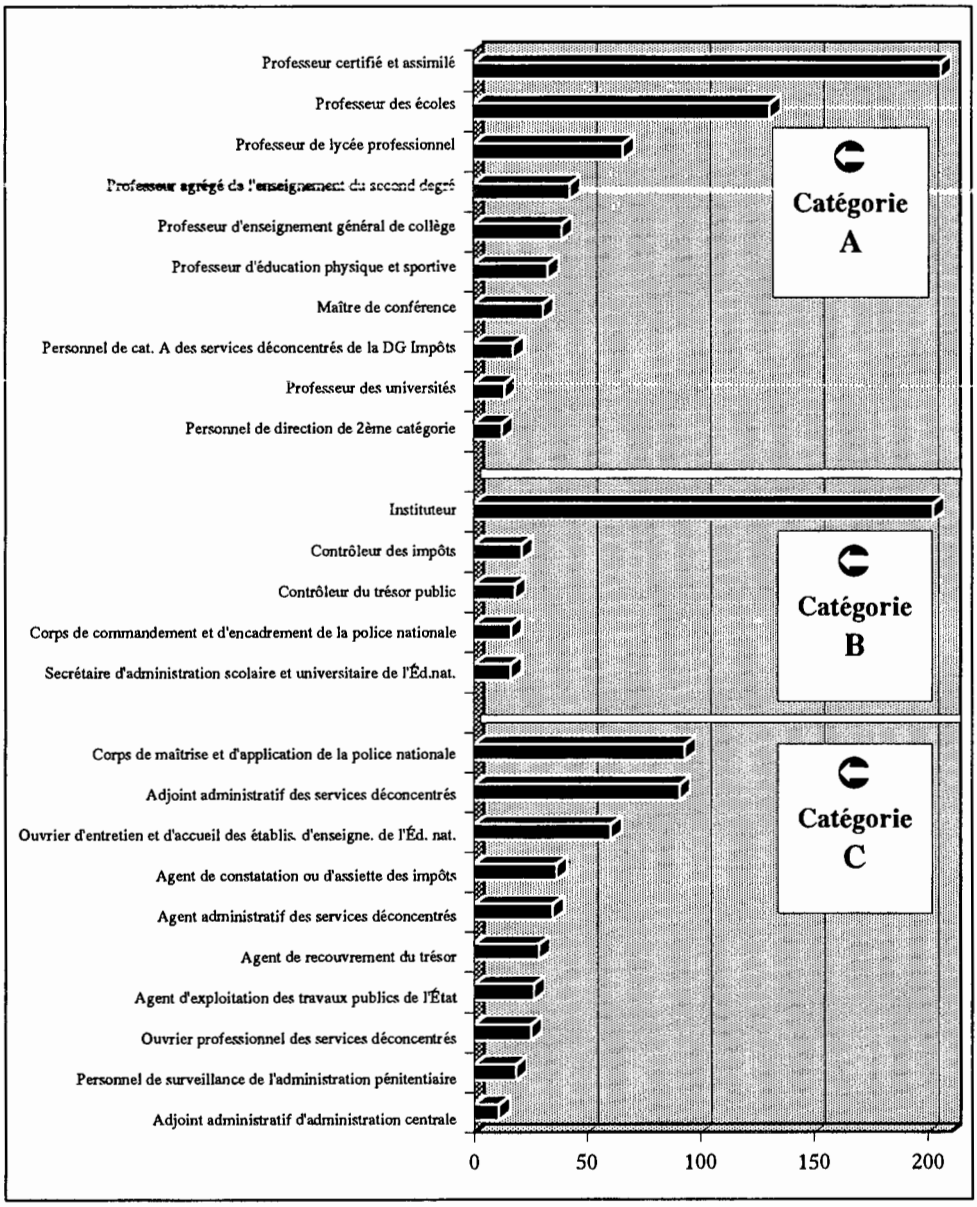
**Tableau I-13 : Répartition des emplois budgétaires de titulaires civils par section budgétaire et par catégorie hiérarchique en 1997**

| Sections budgétaires | A | CII (1) | B hors CII (1) | C | Total général |
|---|---|---|---|---|---|
| Affaires étrangères et coopération | 1 537 | 16 | 1 119 | 4 265 | 6 937 |
| — *Affaires étrangères* | *1 425* | *16* | *988* | *3 878* | *6 307* |
| — *Coopération* | *112* | *0* | *131* | *387* | *630* |
| Agriculture, pêche et alimentation | 12 760 | 116 | 6 169 | 9 580 | 28 625 |
| Aménagement du territoire | 2 | 0 | 7 | 50 | 59 |
| Anciens combattants et victimes de guerre | 195 | 6 | 403 | 1 546 | 2 150 |
| Culture | 4 357 | 270 | 2 051 | 6 600 | 13 278 |
| Services financiers (Économie et finances) | 36 886 | 116 | 53 283 | 83 918 | 174 203 |
| Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche | 634 402 | 7 482 | 227 073 | 152 511 | 1 021 468 |
| — *Enseignement scolaire* | *554 423* | *6 902* | *217 105* | *123 012* | *901 442* |
| — *Enseignement supérieur* | *79 832* | *579* | *9 934* | *29 391* | *119 736* |
| — *Recherche* | *147* | *1* | *34* | *108* | *290* |
| Environnement | 553 | 0 | 572 | 728 | 1 853 |
| Équipement, Logement, Transports et Tourisme | 6 947 | 134 | 20 704 | 59 973 | 87 758 |
| — *Mer* | *165* | *0* | *598* | *971* | *1 734* |
| — *Tourisme* | *35* | *0* | *8* | *111* | *154* |
| — *Urbanisme et services communs* | *6 747* | *134* | *20 098* | *58 891* | *85 870* |
| Industrie, poste et télécommunications | 1 814 | 7 | 736 | 2 313 | 4 870 |
| — *Industrie* | *1 725* | *7* | *722* | *2 291* | *4 745* |
| — *Poste, télécommunications et espace* | *89* | *0* | *14* | *22* | *125* |
| Intérieur et décentralisation | 7 719 | 138 | 26 667 | 126 177 | 160 701 |
| Jeunesse et sports | 4 116 | 21 | 505 | 1 686 | 6 328 |
| Justice | 12 167 | 4 297 | 8 246 | 34 968 | 59 678 |
| Outre-Mer | 462 | 4 | 375 | 1 180 | 2 021 |
| Services du Premier Ministre | 266 | 1 | 180 | 742 | 1 189 |
| — *Plan* | *10* | *0* | *47* | *39* | *96* |
| — *Secrétariat général de la défense nationale* | *11* | *0* | *9* | *41* | *61* |
| — *Services généraux* | *245* | *1* | *124* | *662* | *1 032* |
| Travail et Affaires sociales | 5 242 | 1 111 | 5 426 | 10 853 | 22 632 |
| — *Santé publique et services communs* | *3 601* | *1 107* | *2 743* | *6 192* | *13 643* |
| — *Travail* | *1 641* | *4* | *2 683* | *4 661* | *8 989* |
| **Total budget ministères civils** | **729 425** | **13 719** | **353 516** | **497 090** | **1 593 750** |
| Défense | 4 636 | 5 387 | 4 752 | 19 104 | 33 879 |
| **Total budget général** | **734 061** | **19 106** | **358 268** | **516 194** | **1 627 629** |
| Aviation civile | 6 443 | 23 | 1 613 | 956 | 9 035 |
| Journaux officiels | 11 | 0 | 0 | 0 | 11 |
| Légion d'honneur | 132 | 4 | 57 | 210 | 403 |
| Monnaies et médailles | 63 | 0 | 66 | 17 | 146 |
| Ordre de la libération | 1 | 1 | 0 | 5 | 7 |
| **Total budgets annexes** | **6 650** | **28** | **1 736** | **1 188** | **9 602** |
| **Total général** | **740 711** | **19 134** | **360 004** | **517 382** | **1 637 231** |

DGAFP, bureau des statistiques.
*Source : loi de finances 1997.*

(1) CII : classement indiciaire intermédiaire, réservé à certains corps de catégorie B, créé par le protocole DURAFOUR du 9 février 1990.

**Graphique I-8 : Emplois budgétaires de titulaires civils des principaux corps en 1997**




DGAFP, bureau des statistiques.

*Source : loi de finances 1997.*

**Les effectifs de ces 25 corps représentent 79% de l'ensemble des titulaires civils et 62% des emplois budgétaires 1997 (hors appelés).**

**Tableau I-14 : Emplois budgétaires de titulaires civils dans les principaux corps en 1997**

| Niveau hiérarchique | Corps ou grade | Emplois | % |
|---|---|---|---|
| **Catégorie A** | | | |
| | Professeur certifié et assimilé | 205 850 | 12,6 |
| | Professeur des écoles | 131 070 | 8,0 |
| | Professeur de lycée professionnel | 66 274 | 4,0 |
| | Professeur agrégé de l'enseignement du second degré | 42 773 | 2,6 |
| | Professeur d'enseignement général de collège | 39 125 | 2,4 |
| | Professeur d'éducation physique et sportive | 33 024 | 2,0 |
| | Maître de conférence | 30 762 | 1,9 |
| | Personnel de cat. A des services déconcentrés de la direct. gén. des impôts | 17 797 | 1,1 |
| | Professeur des universités | 13 932 | 0,9 |
| | Personnel de direction de 2ème catégorie | 12 929 | 0,8 |
| **Catégorie B** | | | |
| | Instituteur | 202 532 | 12,4 |
| | Contrôleur des impôts | 21 489 | 1,3 |
| | Contrôleur du trésor public | 18 415 | 1,1 |
| | Corps de commandement et d'encadrement de la police nationale | 16 824 | 1,0 |
| | Secrétaire d'administration scolaire et universitaire de l'éducation nationale | 16 558 | 1,0 |
| **Catégorie C** | | | |
| | Corps de maîtrise et d'application de la police nationale | 93 379 | 5,7 |
| | Adjoint administratif des services déconcentrés | 90 967 | 5,6 |
| | Ouvrier d'entretien et d'accueil des établis. d'enseignement de l'Éduc. nat. | 60 645 | 3,7 |
| | Agent de constatation ou d'assiette des impôts | 36 582 | 2,2 |
| | Agent administratif des services déconcentrés | 35 053 | 2,1 |
| | Agent de recouvrement du trésor | 29 019 | 1,8 |
| | Agent d'exploitation des travaux publics de l'État | 26 696 | 1,6 |
| | Ouvrier professionnel des services déconcentrés | 25 320 | 1,5 |
| | Personnel de surveillance de l'administration pénitentiaire | 18 845 | 1,2 |
| | Adjoint administratif d'administration centrale | 11 135 | 0,7 |
| **Total** | | **1 296 995** | **79,2** |
| **Total des titulaires civils** | | **1 637 231** | **100,0** |

DGAFP, bureau des statistiques.
*Source : loi de finances 1997.*

**Les effectifs de ces 25 corps représentent 79% de l'ensemble des titulaires civils et 62% des emplois budgétaires 1997 (hors appelés).**

# 2 - Effectifs réels et structure des emplois

# II. Effectifs réels et structure des emplois

Les effectifs réels des agents de la fonction publique de l'Etat (ministères et établissements publics) sont connus par l'exploitation des fichiers de paie de la fonction publique et des enquêtes complémentaires menées par l'INSEE.

L'exploitation des informations est annuelle pour les agents des ministères civils: ils sont environ 1,8 millions fin 1996, dont plus de 60% dépendant de l'Éducation Nationale. 85% de ces agents civils sont des titulaires, et 2 titulaires sur 5 sont des fonctionnaires de catégorie A. La proportion de femmes dans les corps de catégorie A est de 53% contre respectivement 68% et 52% pour ceux de catégorie B et C.

Les **effectifs réels** sont obtenus en comptabilisant le nombre de personnes recevant une rémunération imputée sur le budget de l'État. Dans les statistiques issues du fichier de paie, les salariés sont affectés à leur ministère payeur, et non pas nécessairement à celui dans lequel ils sont en fonction.

Les emplois de direction et d'inspection générale font l'objet d'une enquête annuelle de la DGAFP pour suivre l'évolution de la politique de promotion des femmes.

Pour plus d'informations

- **sur l'emploi public:**

« Les frontières mouvantes de l'emploi public », Annie BRENOT-OULDALI, Courrier des Statistiques n°78, août 1996.

- **sur les effectifs réels:**

« La fonction publique de l'Etat en 1993, 1994 et 1995 » Dominique QUARRE, INSEE RESULTATS 530-531, série Emploi-Revenus 120-121, mars 1997.

- **sur les établissements publics:**

« Le répertoire des établissements publics nationaux », Annie BRENOT-OULDALI, DGAFP, février 1997.

- **sur des données régionales:**

« L'origine géographique des agents de l'État », Pierre MASSAL, Économie et Statistique n°264, mai 1993

- **sur les emplois d'encadrement supérieur:**

« Plus de femmes dans la haute fonction publique » Roger MARTINEZ, POINT STAT n°97-04, DGAFP, septembre 1997.

## A. La fonction publique au sens large

**Tableau II-1: Effectifs réels de la fonction publique de l'État, territoriale et hospitalière**

| | 31.12.90 | 31.12.91 | 31.12.92 | 31.12.93 | 31.12.94 | 31.12.95 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Ministères civils, hors P&T/Exploitants publics (1) | 1 756 100 | 1 775 800 | 1 783 700 | 1 807 500 | 1 814 700 | 1 827 300 |
| Défense (2) | 412 900 | 411 800 | 400 800 | 393 200 | 387 800 | 387 100 |
| Tous ministères, hors P&T/Exploitants publics | 2 169 000 | 2 187 600 | 2 184 500 | 2 200 700 | 2 202 500 | 2 214 400 |
| P&T/ Exploitants publics | 494 900 | 493 900 | 493 000 | 478 200 | 461 800 | 453 600 |
| EPN, hors entreprises, hors contrats Emploi-solidarité | 188 500 | 190 400 | 192 600 | 203 300 | 207 600 | 208 000 |
| Enseignants de l'enseignement privé sous contrat (3) | 132 100 | 134 300 | 136 800 | 140 200 | 142 400 | 144 500 |
| Fonction publique d'État (FPE) au sens large | 2 984 500 | 3 006 200 | 3 006 900 | 3 022 400 | 3 014 300 | 3 020 500 |
| Fonction publique territoriale (FPT) | 1 326 400 | 1 365 600 | 1 383 300 | 1 406 700 | 1 428 400 | 1 447 500 |
| Fonction publique hospitalière (FPH) | 801 900 | 810 300 | 818 700 | 826 400 | 834 500 | 839 700 |
| **Total fonction publique (FPE+FPT+FPH)** | **5 112 800** | **5 182 100** | **5 208 900** | **5 255 500** | **5 277 200** | **5 307 700** |
| Emploi total au 31.12 y.c. contingent | 22 629 000 | 22 564 000 | 22 308 000 | 22 081 000 | 22 289 000 | 22 413 000 |
| **Poids dans l'emploi total** | **22,6%** | **23,0%** | **23,3%** | **23,8%** | **23,7%** | **23,7%** |

DGAFP, bureau des statistiques.
*Source : exploitation des fichiers de paie INSEE.*

**CHAMP : métropole, DOM-TOM , étranger ; hors bénéficiaires d'emplois aidés (CES, CEC..) sauf de 1990 à 1992 à la Poste et France Télécom où ils sont inclus.**

(1) ministère des P&T jusqu'en 1990, Exploitants publics à partir du 1.1.1991.
(2) hors appelés du contingent.
(3) Les enseignants de l'enseignement privé sous contrat sont payés par l'État.

Défense 97 = Défense 96
qui → FPT?

**Tableau II-2: Effectifs réels dans la fonction publique de l'État depuis le 31.12.90 par sexe**

| | | Effectifs au 31.12.90 | Effectifs au 31.12.92 | Effectifs au 31.12.94 | Effectifs au 31.12.96 (1) |
|---|---|---|---|---|---|
| **Agents civils de l'État** | Hommes | 866 303 | 862 996 | 863 379 | 802 753 |
| | Femmes | 999 197 | 1 021 593 | 1 044 134 | 1 024 164 |
| | % femmes | 53,6% | 54,2% | 54,7% | 56,1% |
| | **Total** | **1 865 500** | **1 884 589** | **1 907 513** | **1 826 917** |
| **Militaires** | Hommes | 283 340 | 278 525 | 273 545 | 4 366 |
| | Femmes | 20 082 | 21 313 | 21 451 | 135 |
| | % femmes | 6,6% | 7,1% | 7,3% | 3,0% |
| | **Total** | **303 422** | **299 838** | **294 996** | **4 501** |
| **Établissements publics** | Hommes | 101 179 | 102 333 | 108 690 | |
| | Femmes | 87 364 | 90 310 | 98 939 | |
| | % femmes | 46,3% | 46,9% | 47,7% | |
| | **Total** | **188 543** | **192 643** | **207 629** | **nd** |
| **La Poste** | Hommes | 180 500 | 180 605 | 167 143 | |
| | Femmes | 150 713 | 154 354 | 136 823 | |
| | % femmes | 45,5% | 46,1% | 45,0% | |
| | **Total** | **331 213** | **334 959** | **303 966** | **nd** |
| **France Télécom** | Hommes | 100 871 | 95 896 | 96 066 | |
| | Femmes | 62 789 | 62 175 | 61 729 | |
| | % femmes | 38,4% | 39,3% | 39,1% | |
| | **Total** | **163 660** | **158 071** | **157 795** | **nd** |
| **Ensemble** | Hommes | 1 532 193 | 1 520 355 | 1 508 823 | |
| | Femmes | 1 320 145 | 1 349 745 | 1 363 076 | |
| | % femmes | 46,3% | 47,0% | 47,5% | |
| | **Total** | **2 852 338** | **2 870 100** | **2 871 899** | **nd** |

DGAFP, bureau des statistiques.
*Source : exploitation des fichiers de paie INSEE.*

**(1) Hors ministère de la Défense.**

**Tableau II-3: Effectifs réels dans la fonction publique de l'État depuis le 31.12.90 par statut**

| | | Effectifs au 31.12.90 | Effectifs au 31.12.92 | Effectifs au 31.12.94 | Effectifs au 31.12.96 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Ministères civils** | Titulaires | 1 530 922 | 1 553 299 | 1 595 348 | 1 628 612 |
| | Non titulaires | 205 694 | 210 068 | 201 724 | 185 137 |
| | Ouvriers d'État | 14 384 | 15 555 | 13 179 | 13 168 |
| | Militaires | 5 066 | 4 729 | 4 486 | 4 501 |
| | **Total** | **1 756 066** | **1 783 651** | **1 814 737** | **1 831 418** |
| **Défense** | Titulaires | 33 733 | 31 914 | 31 428 | |
| | Non titulaires | 12 326 | 9 917 | 8 301 | |
| | Ouvriers d'État | 68 441 | 63 836 | 57 533 | |
| | Militaires | 298 356 | 295 109 | 290 510 | |
| | **Total** | **412 856** | **400 776** | **387 772** | **nd** |
| **Établissements publics** | Titulaires | 71 447 | 75 402 | 81 191 | |
| | Non titulaires | 117 096 | 117 241 | 126 438 | |
| | **Total** | **188 543** | **192 643** | **207 629** | **nd** |
| **La Poste** | Titulaires | 281 664 | 272 748 | 259 603 | |
| | Non titulaires | 49 549 | 62 211 | 44 363 | |
| | **Total** | **331 213** | **334 959** | **303 966** | **nd** |
| **France Télécom** | Titulaires | 154 891 | 153 190 | 149 811 | |
| | Non titulaires | 8 769 | 4 881 | 7 984 | |
| | **Total** | **163 660** | **158 071** | **157 795** | **nd** |
| **Ensemble** | Titulaires | 2 072 657 | 2 086 553 | 2 117 381 | |
| | % titulaires | 72,7% | 72,7% | 73,7% | |
| | Non titulaires | 393 434 | 404 318 | 388 810 | |
| | % non titulaires | 13,8% | 14,1% | 13,5% | |
| | Ouvriers d'État | 82 825 | 79 391 | 70 712 | |
| | % ouvriers d'État | 2,9% | 2,8% | 2,5% | |
| | Militaires | 303 422 | 299 838 | 294 996 | |
| | % militaires | 10,6% | 10,4% | 10,3% | |
| | **Total** | **2 852 338** | **2 870 100** | **2 871 899** | |

DGAFP, bureau des statistiques.
*Source : exploitation des fichiers de paie INSEE.*

a refaire

## Tableau II-4: Les agents de l'État par statut et par sexe

| | | Titulaires | Non titulaires | Ouvriers d'État | Militaires | Ensemble |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Ministères civils** | Hommes | 711 903 | 78 836 | 12 614 | 4 366 | 807 119 |
| **au 31.12.96** | Femmes | 917 309 | 106 301 | 554 | 135 | 1 024 299 |
| | % femmes | 56,3% | 57,4% | 4,2% | 3,0% | 55,9% |
| | **Total** | **1 628 612** | **185 137** | **13 168** | **4 501** | **1 831 418** |
| **Défense** | Hommes | 11 298 | 5 860 | 45 929 | 269 196 | 332 283 |
| **au 31.12.94** | Femmes | 20 130 | 2 441 | 11 604 | 21 314 | 55 489 |
| | % femmes | 64,1% | 29,4% | 20,2% | 7,3% | 14,3% |
| | **Total** | **31 428** | **8 301** | **57 533** | **290 510** | **387 772** |
| **Établissements publics** | Hommes | 42 788 | 65 902 | | | 108 690 |
| **au 31.12.94** | Femmes | 38 403 | 60 536 | | | 98 939 |
| | % femmes | 47,3% | 47,9% | | | 47,7% |
| | **Total** | **81 191** | **126 438** | | | **207 629** |
| **La Poste** | Hommes | 157 914 | 9 229 | | | 167 143 |
| **au 31.12.94** | Femmes | 101 689 | 35 134 | | | 136 823 |
| | % femmes | 34,4% | 79,2% | | | 45,0% |
| | **Total** | **295 603** | **44 363** | | | **303 966** |
| **France Télécom** | Hommes | 91 966 | 4 100 | | | 96 066 |
| **au 31.12.94** | Femmes | 57 845 | 3 884 | | | 61 729 |
| | % femmes | 38,6% | 48,6% | | | 39,1% |
| | **Total** | **149 811** | **7 984** | | | **157 795** |

DGAFP, bureau des statistiques.
*Source : exploitation des fichiers de paie INSEE.*

**Tableau II-5 : Effectifs des établissements publics nationaux au 31 décembre 1994 par nature juridique d'établissement et par statut et niveau hiérarchique des agents**

| | Niveau hiérarchique | | | | Total (1) |
|---|---|---|---|---|---|
| | A | B | C ou D | Non renseignée | |
| **EPA** | | | | | |
| Titulaires | 9 639 | 7 934 | 10 449 | 33 | 28 055 |
| Non titulaires | 15 821 | 15 311 | 26 736 | 2 581 | 60 449 |
| Total | 25 460 | 23 245 | 37 185 | 2 614 | 88 504 |
| **EPIC** | | | | | |
| Titulaires | 1 317 | 2 017 | 5231 | 1 | 8 566 |
| Non titulaires | 16 790 | 11 527 | 15 985 | 227 | 44 529 |
| Total | 18 107 | 13 544 | 21 216 | 228 | 53 095 |
| **EPSCP** | | | | | |
| Titulaires | 619 | 387 | 405 | 110 | 1 521 |
| Non titulaires | 4 721 | 2 025 | 3 367 | 3 198 | 13 311 |
| Total | 5 340 | 2 412 | 3 772 | 3 308 | 14 832 |
| **EPST** | | | | | |
| Titulaires | 29 159 | 8 659 | 5 228 | 3 | 43 049 |
| Non titulaires | 2 962 | 392 | 1 295 | 3 500 | 8 149 |
| Total | 32 121 | 9 051 | 6 523 | 3 503 | 51 198 |
| **Total général** | **81 028** | **48 252** | **68 296** | **9 653** | **207 629** |

DGAFP, bureau des statistiques.
*Source : exploitation des fichiers de paie INSEE.*

(1) Hors bénéficiaires de Contrats Emploi Solidarité (CES).

**EPA : établissement public à caractère administratif.**
**EPIC : établissement public à caractère industriel et commercial.**
**EPSCP : établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel.**
**EPST : établissement public à caractère technologique.**

## Tableau II-6: Établissements publics nationaux les plus importants

Effectifs au 31.12.94

| | Total | Dont titulaires |
|---|---|---|
| Centre national de la recherche scientifique (CNRS) | **29 506** | 26 200 |
| Commissariat à l'énergie atomique (CEA) | **18 758** | 109 |
| Agence nationale pour l'emploi (ANPE) | **16 570** | 351 |
| Centres régionaux des oeuvres universitaires et scolaires (CROUS) | **13 661** | 2 665 |
| Office national des forêts (ONF) | **12 163** | 7 055 |
| Universités (2) | **11 797** | 827 |
| Institut national de la recherche agronomique (INRA) | **10 239** | 8 849 |
| Agence pour l'enseignement du français à l'étranger | **6 708** | 4 792 |
| Institut nat. de la santé et de la recherche médicale (INSERM) | **5 667** | 4 557 |
| Caisse des dépôts et consignations | **5 303** | 5 242 |
| Caisse nat. d'assurance vieillesse des travailleurs salariés (CNAVTS) | **4 241** | 0 |
| Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération (ORSTOM) | **3 444** | 1 679 |
| Météo-France | **2 940** | 2 779 |
| Centre national des études spatiales (CNES) | **2 774** | 1 897 |
| Opéra national de Paris | **2 369** | 1 418 |

DGAFP, bureau des statistiques.
*Source : exploitation des fichiers de paie INSEE.*

(1) Hors bénéficiaires de Contrats Emploi Solidarité.
(2) Les effectifs indiqués ne comprennent que les agents rémunérés sur budget propre des universités. Les personnels payés par l'État ne sont donc pas inclus. Les 827 titulaires sur budget propre sont rémunérés sur emplois gagés.

## B. Les agents des ministères : structure des emplois

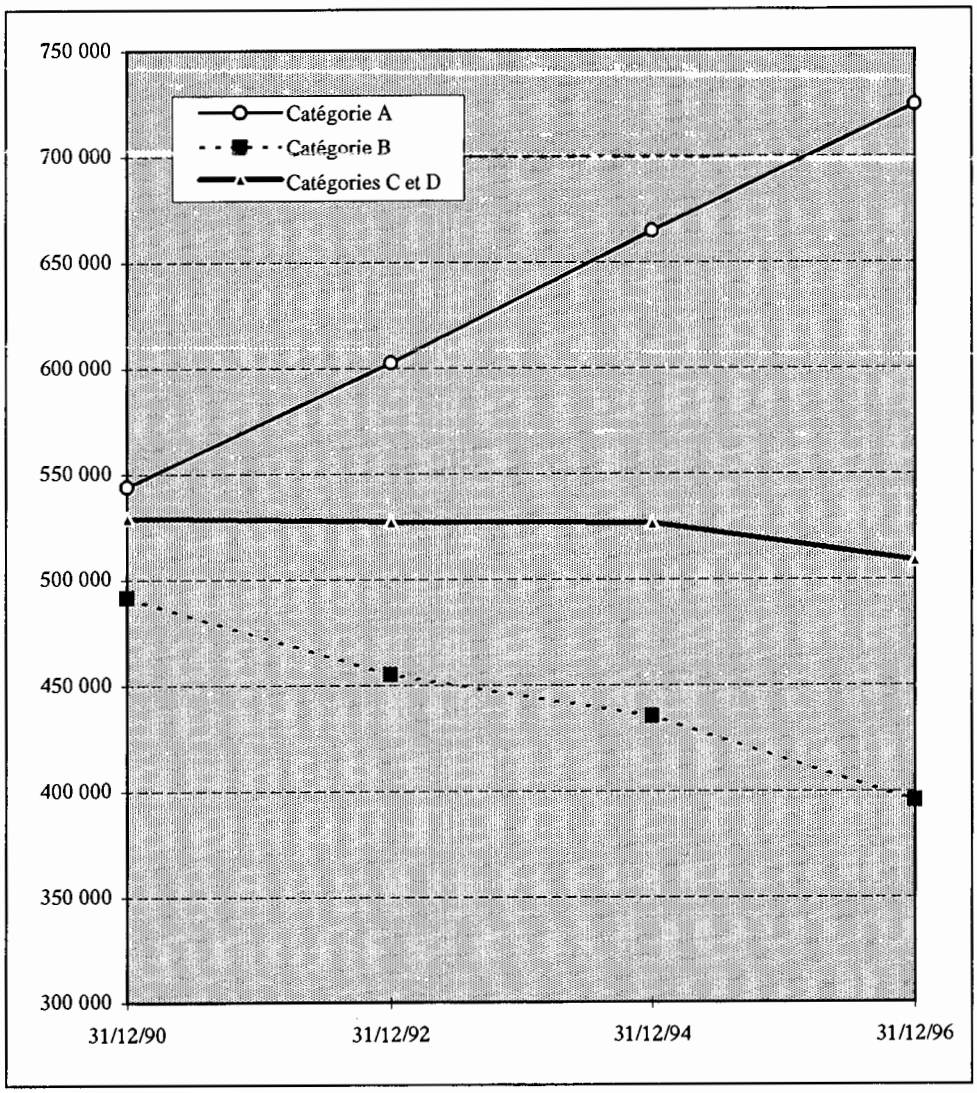
**Tableau II-7 : Effectifs réels par catégorie**

| | Effectifs au | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | 31.12.90 | 31.12.92 | 31.12.94 | 31.12.96 (hors Défense) | Rappel Défense 1994 |
| Total des titulaires civils | 1 564 655 | 1 585 213 | 1 626 776 | 1 628 612 | 31 428 |
| dont catégorie A | 544 039 | 602 643 | 664 703 | 724 292 | 3 840 |
| catégorie B | 491 416 | 455 126 | 435 282 | 395 672 | 7 848 |
| catégorie C | 529 200 | 527 444 | 526 791 | 508 648 | 19 740 |
| Non titulaires | 218 020 | 219 985 | 210 025 | 185 137 | 8 301 |
| Ouvriers d'État | 82 825 | 79 391 | 70 712 | 13 168 | 57 533 |
| *Total agents civils* | *1 865 500* | *1 884 589* | *1 907 513* | *1 826 917* | *97 262* |
| Militaires | 303 422 | 299 838 | 294 996 | 4 501 | 290 510 |
| **Total** | **2 168 922** | **2 184 427** | **2 202 509** | **1 831 418** | **387 772** |

DGAFP, bureau des statistiques.

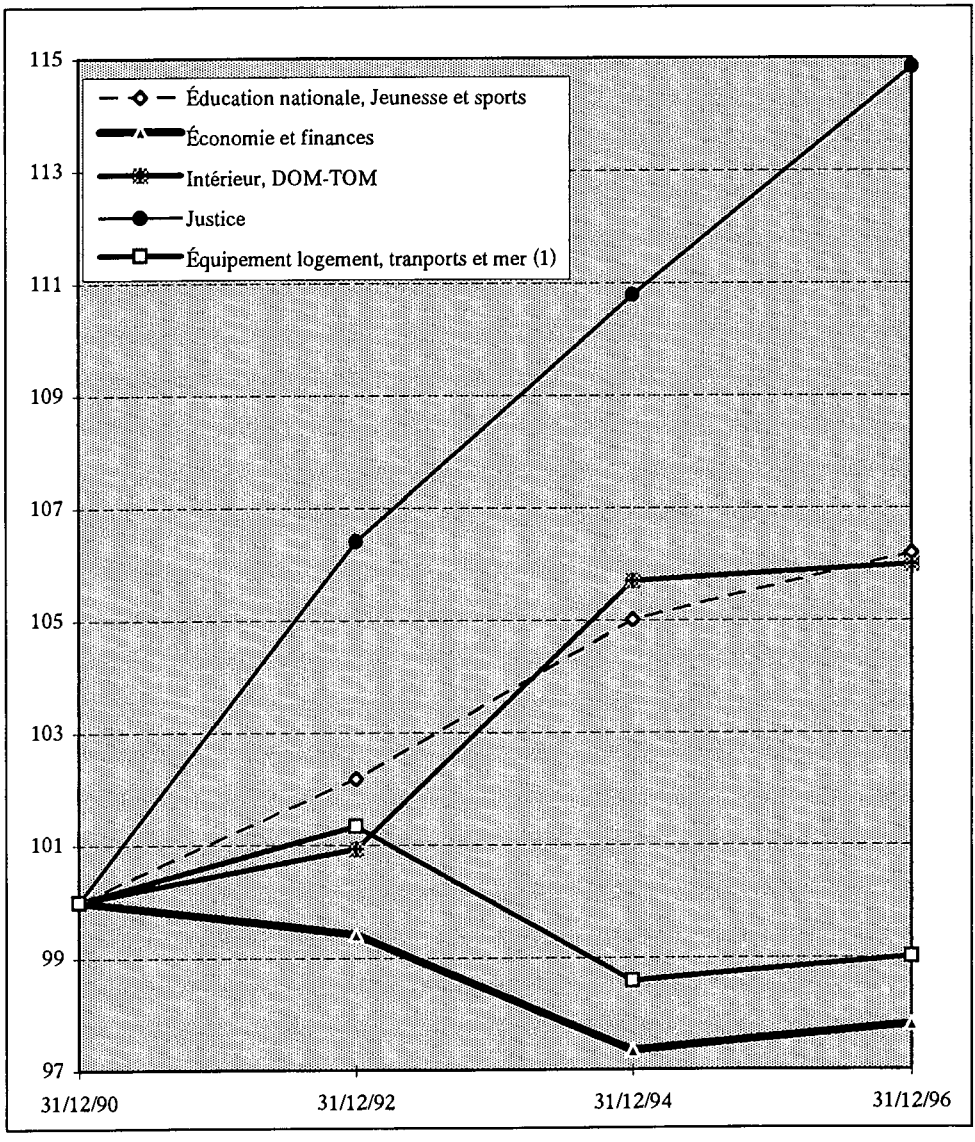
*Source : exploitation des fichiers de paie INSEE. Résultats provisoires hors Défense pour 1996.*

**Graphique II-1 : Niveau des effectifs réels des titulaires civils des ministères selon la catégorie hiérarchique**




DGAFP, bureau des statistiques.
*Source : exploitation des fichiers de paie INSEE. Résultats provisoires hors Défense pour 1996.*

**Graphique II-2: Évolution des effectifs réels des principaux ministères civils - Base 100 au 31.12.90**




DGAFP, bureau des statistiques.

*Source : exploitation des fichiers de paie INSEE. Résultats provisoires hors Défense pour 1996.*

(1) A compter du 31.12.94, les agents de la Météorologie ne sont plus inclus dans les effectifs du ministère.

**Tableau II-8 : Effectifs réels des agents de l'État par ministère et par statut au 31 décembre 1996**

| Ministères | Titulaires | Ouvriers d'État | Non titulaires | Militaires | Total |
|---|---|---|---|---|---|
| Affaires étrangères | 7 002 | 0 | 5 692 | 1 011 | **13 705** |
| Affaires sociales | 22 336 | 1 | 4 369 | 24 | **26 730** |
| Agriculture et pêche | 27 821 | 37 | 8 069 | 30 | **35 957** |
| Anciens combattants | 2 226 | 114 | 333 | 35 | **2 708** |
| Coopération | 1 907 | 0 | 1 554 | 1 480 | **4 941** |
| Culture | 10 343 | 0 | 2 231 | 0 | **12 574** |
| DOM-TOM | 1 675 | 0 | 490 | 749 | **2 914** |
| Économie et finances | 186 029 | 883 | 13 813 | 379 | **201 104** |
| Éducation nationale | 928 393 | 0 | 98 549 | 51 | **1 026 993** |
| Enseignement supérieur | 109 204 | 18 | 16 848 | 3 | **126 073** |
| Équipement, logement, transports | 98 256 | 10 140 | 12 214 | 548 | **121 158** |
| Industrie, recherche, P et T | 5 986 | 0 | 9 526 | 37 | **15 549** |
| Intérieur | 160 787 | 1 643 | 4 319 | 130 | **166 879** |
| Jeunesse et sports | 6 486 | 0 | 1 867 | 4 | **8 357** |
| Justice | 58 947 | 0 | 3 962 | 9 | **62 918** |
| Services du Premier ministre | 1 214 | 332 | 1 301 | 11 | **2 858** |
| **Total** | **1 628 612** | **13 168** | **185 137** | **4 501** | **1 831 418** |
| *Rappel Défense 1994* | *31 428* | *57 533* | *8 301* | *290 510* | *387 772* |

DGAFP, bureau des statistiques.

*Source : exploitation des fichiers de paie INSEE. Résultats provisoires hors Défense pour 1996.*

**Tableau II-9 : Effectifs réels des titulaires civils par ministère et par catégorie hiérarchique au 31 décembre 1996**

| Ministères | Catégorie A | Catégorie B | Catégories C et D | Total titulaires civils |
|---|---|---|---|---|
| Affaires étrangères | 2 240 | 1 264 | 3 498 | **7 002** |
| Affaires sociales | 4 927 | 6 390 | 11 019 | **22 336** |
| Agriculture et pêche | 11 504 | 6 411 | 9 906 | **27 821** |
| Anciens combattants | 175 | 381 | 1 670 | **2 226** |
| Coopération | 1 349 | 147 | 411 | **1 907** |
| Culture | 3 055 | 1 912 | 5 376 | **10 343** |
| DOM-TOM | 330 | 293 | 1 052 | **1 675** |
| Économie et finances | 37 494 | 55 525 | 93 010 | **186 029** |
| Éducation nationale | 546 936 | 254 740 | 126 717 | **928 393** |
| Enseignement supérieur | 72 203 | 9 852 | 27 149 | **109 204** |
| Équipement, logement, transports | 14 055 | 21 729 | 62 472 | **98 256** |
| Industrie, recherche, P et T | 2 144 | 1 123 | 2 719 | **5 986** |
| Intérieur | 12 303 | 21 741 | 126 743 | **160 787** |
| Jeunesse et sports | 4 221 | 624 | 1 641 | **6 486** |
| Justice | 11 033 | 13 360 | 34 554 | **58 947** |
| Services du Premier ministre | 323 | 180 | 711 | **1 214** |
| **Total** | **724 292** | **395 672** | **508 648** | **1 628 612** |
| *Rappel Défense 1994* | *3 840* | *7 848* | *19 740* | *31 428* |

DGAFP, bureau des statistiques.
*Source : exploitation des fichiers de paie INSEE. Résultats provisoires hors Défense pour 1996.*

44,47 24,30 31,23

**Tableau II-10 : Effectifs réels des non-titulaires par ministère et par catégorie hiérarchique au 31 décembre 1996**

| Ministères | Catégorie A | Catégorie B | Catégories C et D | Catégorie non renseignée | Total non titulaires |
|---|---|---|---|---|---|
| Affaires étrangères | 800 | 652 | 3 890 | 350 | **5 692** |
| Affaires sociales | 1 401 | 230 | 754 | 1 984 | **4 369** |
| Agriculture et pêche | 3 940 | 1 755 | 1 758 | 616 | **8 069** |
| Anciens combattants | 78 | 16 | 194 | 45 | **333** |
| Coopération | 1 074 | 100 | 380 | 0 | **1 554** |
| Culture | 933 | 176 | 95 | 1 027 | **2 231** |
| DOM-TOM | 73 | 92 | 325 | 0 | **490** |
| Économie et finances | 1 022 | 963 | 11 243 | 585 | **13 813** |
| Éducation nationale | 28 766 | 54 170 | 15 132 | 481 | **98 549** |
| Enseignement supérieur | 12 804 | 521 | 3 386 | 137 | **16 848** |
| Équipement, logement, transports | 4 702 | 2 709 | 3 602 | 1 201 | **12 214** |
| Industrie, recherche, P et T | 8 937 | 189 | 282 | 118 | **9 526** |
| Intérieur | 658 | 352 | 3 155 | 154 | **4 319** |
| Jeunesse et sports | 382 | 1 042 | 406 | 37 | **1 867** |
| Justice | 943 | 462 | 496 | 2 061 | **3 962** |
| Services du Premier ministre | 615 | 310 | 240 | 136 | **1 301** |
| **Total** | **67 128** | **63 739** | **45 338** | **8 932** | **185 137** |
| *Rappel Défense 1994* | *2 641* | *3 182* | *1 868* | *610* | *8 301* |

DGAFP, bureau des statistiques.
*Source : exploitation des fichiers de paie INSEE. Résultats provisoires hors Défense pour 1996.*

**Tableau II-11: Répartition des agents de l'État selon la catégorie statutaire et le sexe au 31 décembre 1996**

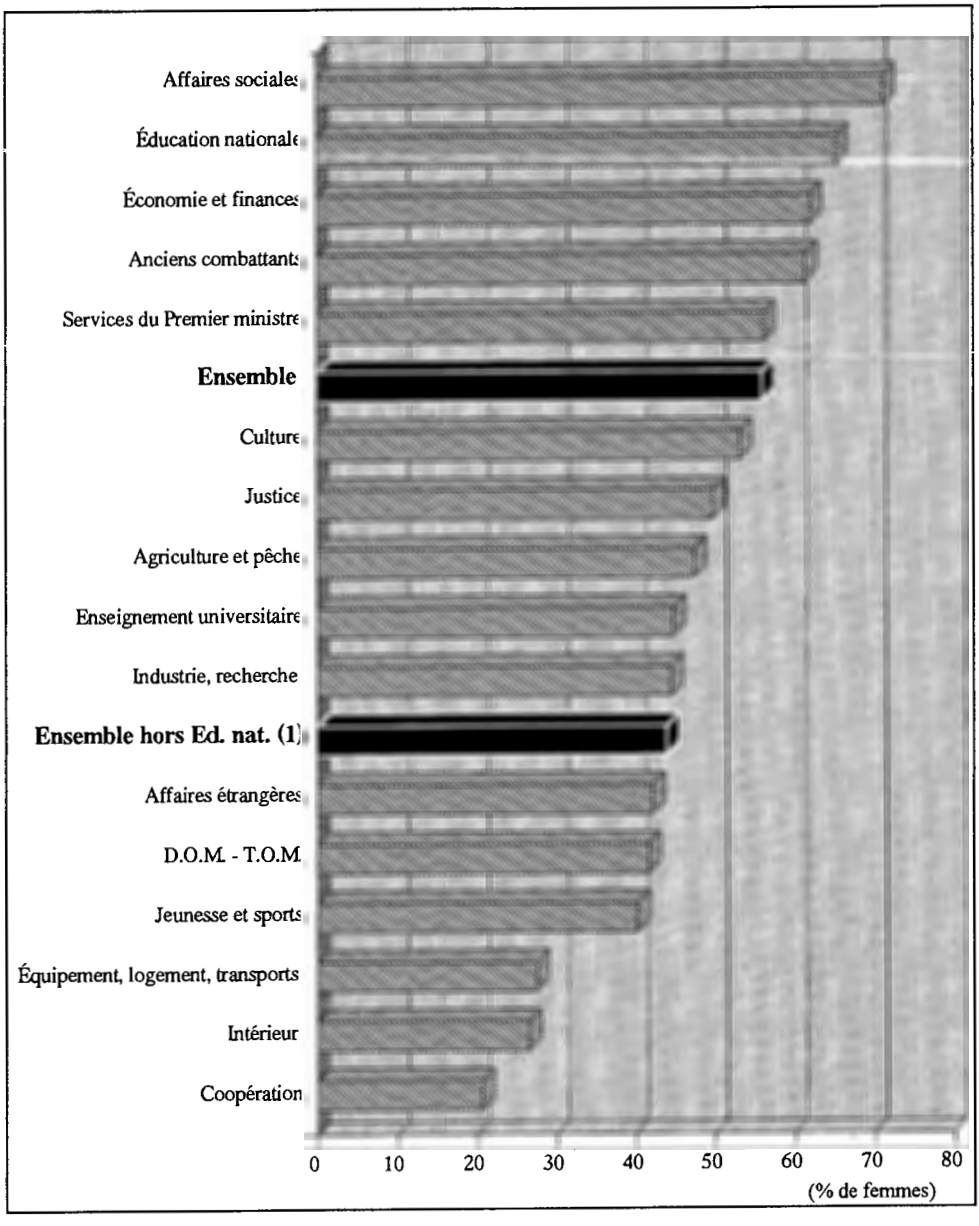
| | Total | % de femmes | Éducation nationale (1) | % de femmes | Total hors Éducation nationale | % de femmes |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Total des titulaires civils | **1 628 612** | 56,3 | 1 044 083 | 63,1 | **584 529** | 44,1 |
| dont catégorie A | **724 292** | 53,1 | 623 360 | 56,3 | **100 932** | 33,4 |
| catégorie B | **395 672** | 68,1 | 265 216 | 77,4 | **130 456** | 49,2 |
| catégorie C | **508 648** | 51,8 | 155 507 | 66,4 | **353 141** | 45,3 |
| Non titulaires | **185 137** | 57,4 | 117 264 | 60,0 | **67 873** | 53,0 |
| Ouvriers d'État | **13 168** | 4,2 | 18 | 5,6 | **13 150** | 4,2 |
| *Total agents civils* | *1 826 917* | *56,1* | *1 161 365* | *62,8* | *665 552* | *44,3* |
| Militaires | **4 501** | 3,0 | 58 | 5,2 | 4443 | 3,0 |

DGAFP, bureau des statistiques.

*Source : exploitation des fichiers de paie INSEE. Résultats provisoires hors Défense pour 1996.*

(1) Éducation nationale : enseignement scolaire, enseignement supérieur et Jeunesse et sports.

**Graphique II-3 : Les agents civils de l'État au 31 décembre 1996 : part des femmes**




DGAFP, bureau des statistiques.
*Source : exploitation des fichiers de paie INSEE.*

(1) Taux de féminisation des agents civils de l'État hors Éducation nationale, enseignement supérieur et Jeunesse et sports.

**Tableau II-12 : Taux de féminisation des ministères au 31 décembre 1996**

| Ministères | Hommes | Femmes | Total | % de femmes |
|---|---|---|---|---|
| Affaires étrangères | 7 928 | 5 777 | 13 705 | 42,2 |
| Affaires sociales | 7 709 | 19 021 | 26 730 | 71,2 |
| Agriculture et pêche | 18 900 | 17 057 | 35 957 | 47,4 |
| Anciens combattants | 1 048 | 1 660 | 2 708 | 61,3 |
| Coopération | 3 919 | 1 022 | 4 941 | 20,7 |
| Culture | 5 888 | 6 686 | 12 574 | 53,2 |
| DOM - TOM | 1 699 | 1 215 | 2 914 | 41,7 |
| Économie et finances | 76 424 | 124 680 | 201 104 | 62,0 |
| Éducation nationale | 357 217 | 669 776 | 1 026 993 | 65,2 |
| Enseignement universitaire | 69 612 | 56 461 | 126 073 | 44,8 |
| Équipement, logement, transports | 87 775 | 33 383 | 121 158 | 27,6 |
| Industrie, recherche | 8 620 | 6 929 | 15 549 | 44,6 |
| Intérieur | 122 509 | 44 370 | 166 879 | 26,6 |
| Jeunesse et sports | 4 992 | 3 365 | 8 357 | 40,3 |
| Justice | 31 625 | 31 293 | 62 918 | 49,7 |
| Services du Premier ministre | 1 254 | 1 604 | 2 858 | 56,1 |
| **Ensemble hors Éducation nat sens large** | **375 298** | **294 697** | **669 995** | **44,0** |
| **Ensemble** | **807 119** | **1 024 299** | **1 831 418** | **55,9** |

DGAFP, bureau des statistiques.
*Source : exploitation des fichiers de paie INSEE. Résultats provisoires hors Défense.*

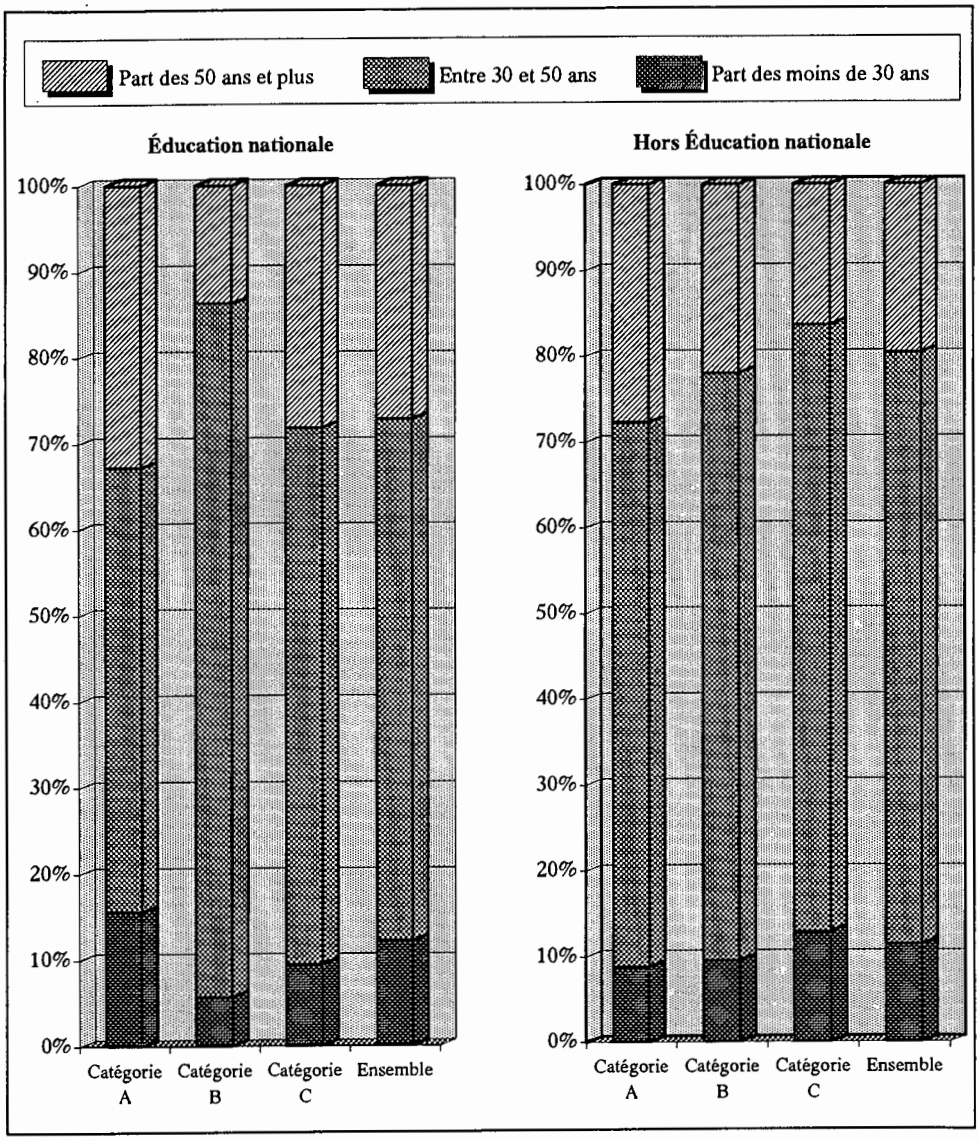
## Tableau II-13 : Les titulaires civils de l'État selon l'âge et le sexe

| | Effectifs au 31.12.96 | % de femmes de moins de 30 ans | % d'hommes de moins de 30 ans | Part des moins de 30 ans (%) | % de femmes de 50 ans et plus | % d'hommes de 50 ans et plus | Part des 50 ans et plus (%) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Catégorie A** | | | | | | | |
| Ensemble | 724 292 | 18,7 | 10,1 | **14,7** | 28,8 | 35,7 | **32,0** |
| Éducation nationale | 623 360 | 19,4 | 10,8 | **15,6** | 29,7 | 36,7 | **32,8** |
| Hors Éducation nationale | 100 932 | 12,2 | 7,1 | **8,8** | 19,8 | 31,6 | **27,7** |
| **Catégorie B** | | | | | | | |
| Ensemble | 395 672 | 7,0 | 6,8 | **6,9** | 16,4 | 16,4 | **16,4** |
| Éducation nationale | 265 216 | 6,3 | 3,4 | **5,7** | 14,3 | 11,3 | **13,7** |
| Hors Éducation nationale | 130 456 | 9,1 | 9,9 | **9,5** | 23,1 | 21,0 | **22,0** |
| **Catégorie C** | | | | | | | |
| Ensemble | 508 648 | 9,8 | 14,9 | **11,9** | 22,1 | 17,8 | **20,0** |
| Éducation nationale | 155 507 | 8,9 | 10,6 | **9,5** | 28,7 | 27,1 | **28,2** |
| Hors Éducation nationale | 353 141 | 10,4 | 15,0 | **12,9** | 17,8 | 15,3 | **16,4** |
| **Titulaires civils** | | | | | | | |
| Ensemble | 1 628 612 | 12,7 | 10,9 | **11,9** | 23,2 | 26,1 | **24,5** |
| Éducation nationale | 1 044 083 | 13,7 | 9,7 | **12,2** | 24,8 | 31,4 | **27,2** |
| Hors Éducation nationale | 584 529 | 10,3 | 12,3 | **11,4** | 19,4 | 19,8 | **19,6** |

DGAFP, bureau des statistiques.

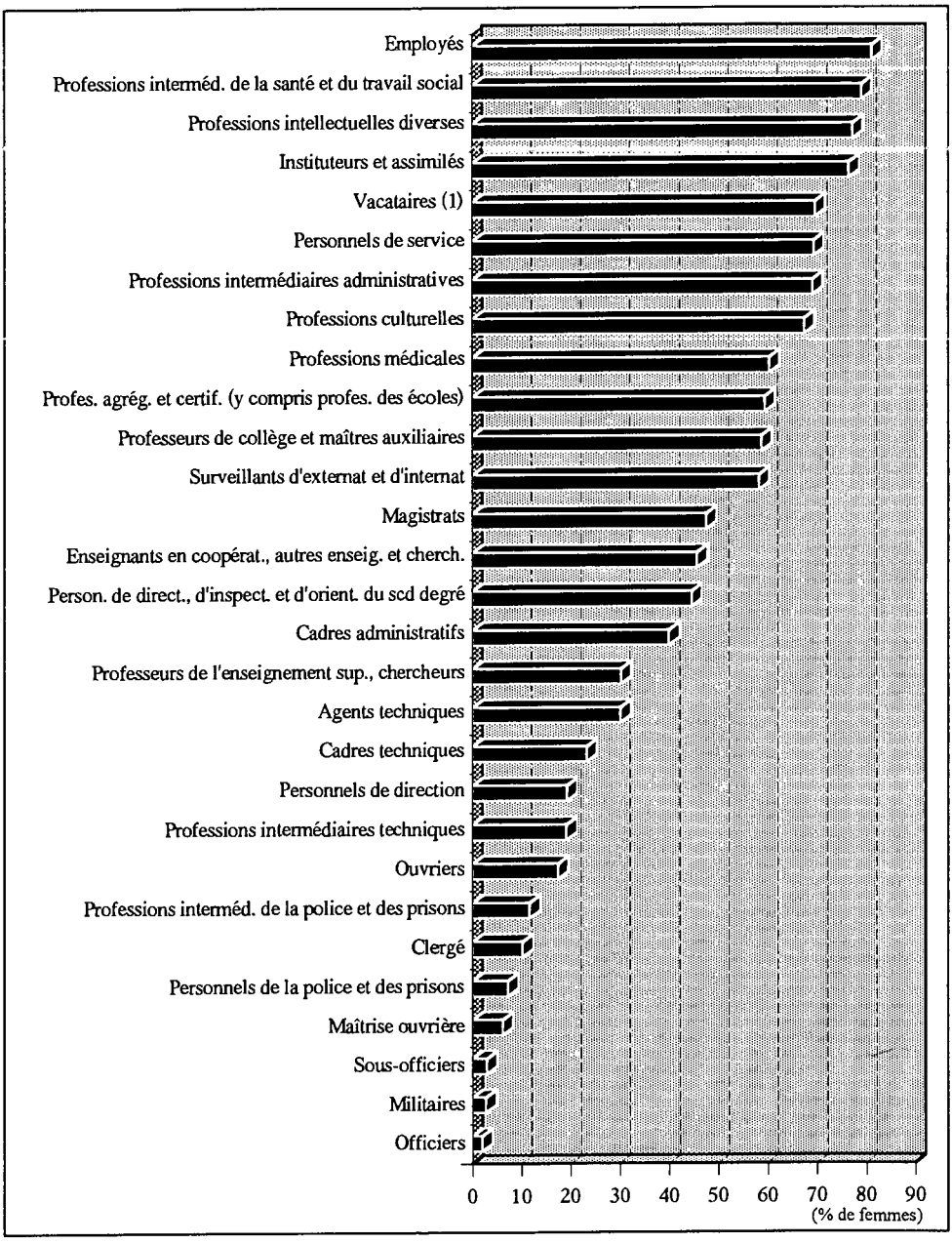
*Source : exploitation des fichiers de paie INSEE. Résultats provisoires hors Défense pour 1996.*

**Graphique II-4 : Les titulaires civils de l'État par catégorie hiérarchique et par âge au 31 décembre 1996**




DGAFP, bureau des statistiques.
*Source : exploitation des fichiers de paie INSEE.*

**Graphique II-5 : Les agents des ministères civils selon la catégorie socioprofessionnelle au 31 décembre 1996 : part des femmes**




DGAFP, bureau des statistiques.

*Source : enquête sur les fichiers de paie INSEE*

(1) Il s'agit strictement des vacataires non ventilés dans les autres catégories.

**Tableau II-14 : Répartition des agents des ministères civils selon la catégorie socioprofessionnelle et le sexe au 31 décembre 1996**

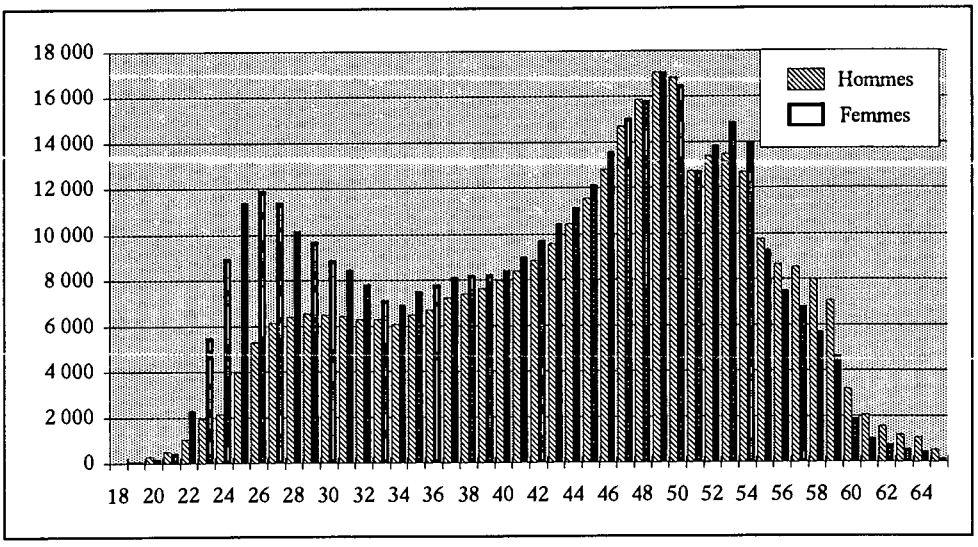
| | Hommes | | Femmes | | Ensemble | | % de femmes |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Nombre | % | Nombre | % | Nombre | % | |
| **Cadres et professions intellectuelles supér.** | **339 051** | **42,0** | **363 352** | **35,5** | **702 403** | **38,4** | **51,7** |
| Personnels de direction | 6 087 | 0,8 | 1 453 | 0,1 | 7 540 | 0,4 | 19,3 |
| Magistrats | 3 032 | 0,4 | 2 753 | 0,3 | 5 785 | 0,3 | 47,6 |
| Cadres administratifs | 48 395 | 6,0 | 32 214 | 3,1 | 80 609 | 4,4 | 40,0 |
| Cadres techniques | 20 182 | 2,5 | 6 139 | 0,6 | 26 321 | 1,4 | 23,3 |
| Officiers | 719 | 0,1 | 15 | 0,0 | 734 | 0,0 | 2,0 |
| Professeurs de l'enseignement sup., chercheurs | 45 543 | 5,6 | 19 804 | 1,9 | 65 347 | 3,6 | 30,3 |
| Person. de direc., d'inspec., d'orient. du sec. deg. | 16 765 | 2,1 | 13 522 | 1,3 | 30 287 | 1,7 | 44,6 |
| Profes. agrégés et certif. (y c. prof. des écoles) | 188 744 | 23,4 | 277 156 | 27,1 | 465 900 | 25,4 | 59,5 |
| Enseign. en coopéra., autres enseig. et cherch. | 7 153 | 0,9 | 6 028 | 0,6 | 13 181 | 0,7 | 45,7 |
| Professions médicales | 1 424 | 0,2 | 2 174 | 0,2 | 3 598 | 0,2 | 60,4 |
| Professions culturelles | 1 007 | 0,1 | 2 094 | 0,2 | 3 101 | 0,2 | 67,5 |
| **Professions intermédiaires** | **217 345** | **26,9** | **363 536** | **35,5** | **580 881** | **31,7** | **62,6** |
| Professeurs de collège et maîtres auxiliaires | 39 655 | 4,9 | 56 502 | 5,5 | 96 157 | 5,3 | 58,8 |
| Instituteurs et assimilés | 55 053 | 6,8 | 180 535 | 17,6 | 235 588 | 12,9 | 76,6 |
| Surveillants d'externat et d'internat | 19 553 | 2,4 | 27 387 | 2,7 | 46 940 | 2,6 | 58,3 |
| Professions intellectuelles diverses | 411 | 0,1 | 1 401 | 0,1 | 1 812 | 0,1 | 77,3 |
| Profes. intermédiaires de la santé et du trav. soc. | 3 034 | 0,4 | 11 510 | 1,1 | 14 544 | 0,8 | 79,1 |
| Clergé | 1 486 | 0,2 | 171 | 0,0 | 1 657 | 0,1 | 10,3 |
| Professions intermédiaires administratives | 33 013 | 4,1 | 74 005 | 7,2 | 107 018 | 5,8 | 69,2 |
| Professions interméd. de la police et des prisons | 11 996 | 1,5 | 1 589 | 0,2 | 13 585 | 0,7 | 11,7 |
| Professions intermédiaires techniques | 26 357 | 3,3 | 6 255 | 0,6 | 32 612 | 1,8 | 19,2 |
| Sous-officiers | 996 | 0,1 | 31 | 0,0 | 1 027 | 0,1 | 3,0 |
| Contremaîtres et agents de maîtrise: | | | | | | | |
| - agents techniques | 6 673 | 0,8 | 2 886 | 0,3 | 9 559 | 0,5 | 30,2 |
| - maîtrise ouvrière | 19 118 | 2,4 | 1 264 | 0,1 | 20 382 | 1,1 | 6,2 |
| **Employés** | **186 066** | **23,1** | **283 706** | **27,7** | **469 772** | **25,7** | **60,4** |
| Employés | 46 322 | 5,7 | 200 395 | 19,6 | 246 717 | 13,5 | 81,2 |
| Personnels de service | 30 298 | 3,8 | 68 807 | 6,7 | 99 105 | 5,4 | 69,4 |
| Vacataires (1) | 2 705 | 0,3 | 6 215 | 0,6 | 8 920 | 0,5 | 69,7 |
| Personnels de la police et des prisons | 104 784 | 13,0 | 8 233 | 0,8 | 113 017 | 6,2 | 7,3 |
| Militaires | 1 957 | 0,2 | 56 | 0,0 | 2 013 | 0,1 | 2,8 |
| **Ouvriers** | **64 657** | **8,0** | **13 705** | **1,3** | **78 362** | **4,3** | **17,5** |
| **Ensemble** | **807 119** | **100,0** | **1 024 299** | **100,0** | **1 831 418** | **100,0** | **55,9** |

DGAFP, bureau des statistiques.

*Source : exploitation des fichiers de paie INSEE. Résultats provisoires hors Défense.*

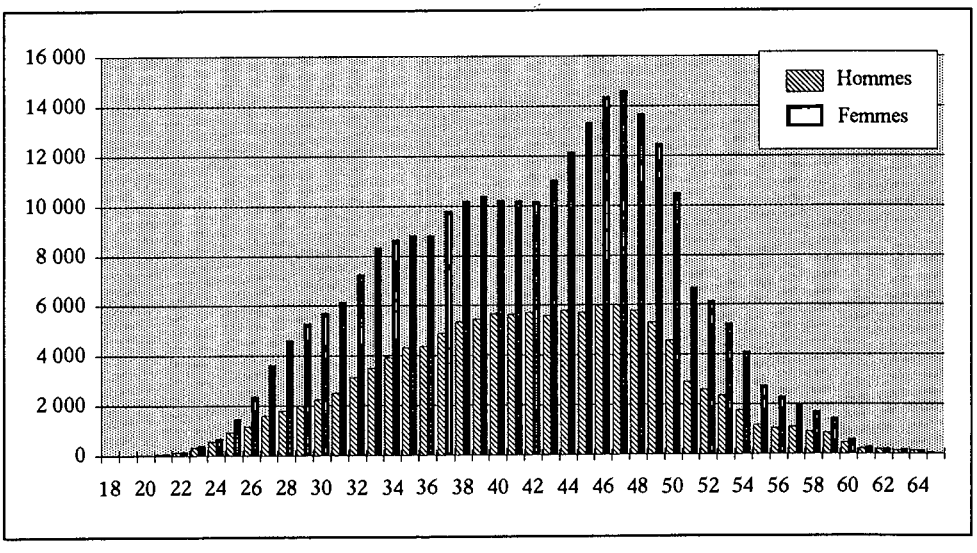
(1) Il s'agit strictement des vacataires non ventilés dans les autres catégories.

**Graphique II-6 : Pyramide des âges des titulaires civils de l'État de catégorie A**
**Âge révolu au 31 décembre 1996**



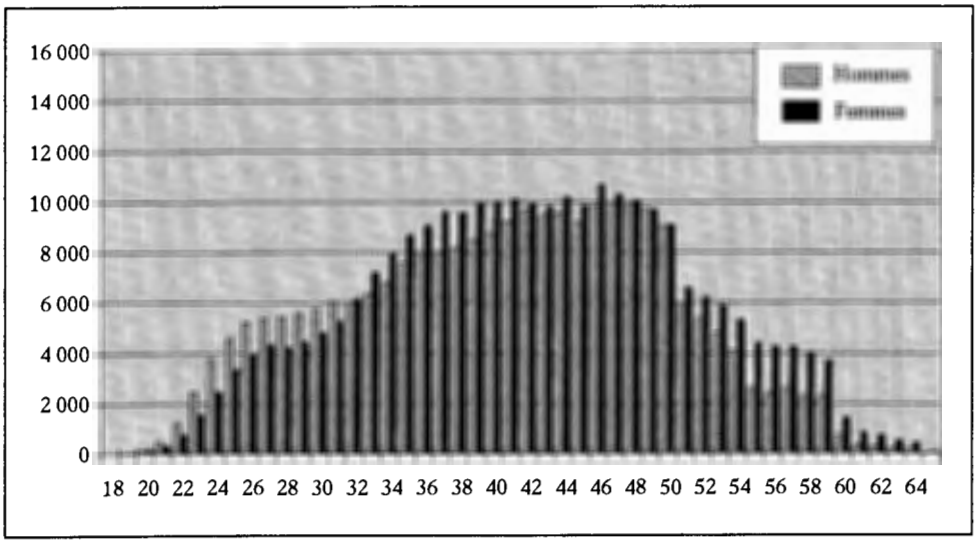

DGAFP, bureau des statistiques.
*Source : exploitation des fichiers de paie INSEE. Résultats provisoires hors Défense.*

**Graphique II-7 : Pyramide des âges des titulaires civils de l'État de catégorie B**
**Âge révolu au 31 décembre 1996**



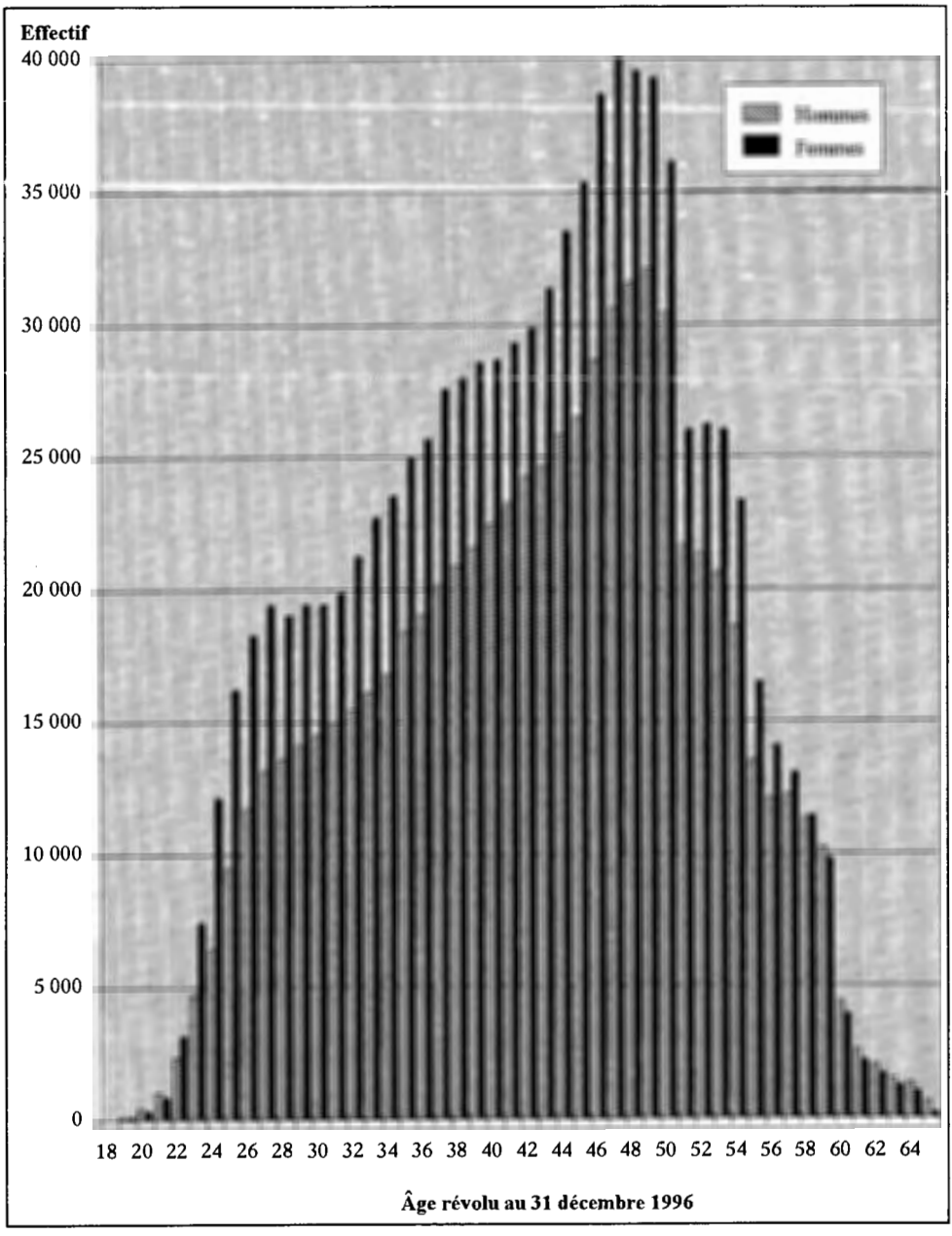

DGAFP, bureau des statistiques.
*Source : exploitation des fichiers de paie INSEE. Résultats provisoires hors Défense.*

**Graphique II-8 : Pyramide des âges des titulaires civils de l'État de catégorie C, D**
**Âge révolu au 31 décembre 1996**




DGAFP, bureau des statistiques.
*Source : exploitation des fichiers de paie INSEE. Résultats provisoires hors Défense.*

**Graphique II-9 : Pyramide des âges des titulaires civils de l'État**




DGAFP, bureau des statistiques.
*Source : exploitation des fichiers de paie INSEE. Résultats provisoires hors Défense.*

## C. Répartition géographique

**Tableau II-15 : Effectifs réels des agents civils de l'État par région et par ministère au 31 décembre 1996**

| Régions | Éducation nationale, universités, Jeunesse et sports | Économie et finances | Intérieur et DOM-TOM | Équipement, logement transports | Justice | Agriculture | Autres ministères | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Alsace | 34 445 | 5 250 | 4 735 | 2 543 | 1 973 | 792 | 1 254 | **50 992** |
| Aquitaine | 51 069 | 9 474 | 7 018 | 6 254 | 2 586 | 1 986 | 2 101 | **80 488** |
| Auvergne | 25 431 | 5 412 | 2 803 | 3 942 | 1 322 | 1 626 | 980 | **41 516** |
| Basse-Normandie | 26 915 | 3 950 | 2 052 | 3 049 | 1 268 | 1 121 | 1 114 | **39 469** |
| Bourgogne | 32 099 | 5 255 | 3 698 | 4 479 | 2 048 | 1 727 | 1 178 | **50 484** |
| Bretagne | 44 788 | 8 305 | 4 831 | 6 580 | 2 141 | 2 453 | 1 759 | **70 857** |
| Centre | 44 427 | 6 970 | 4 478 | 4 877 | 2 154 | 1 572 | 1 351 | **65 829** |
| Champagne-Ardenne | 28 293 | 4 612 | 3 173 | 3 575 | 1 347 | 1 048 | 790 | **42 838** |
| Corse | 5 316 | 1 219 | 1 267 | 1 234 | 442 | 237 | 425 | **10 140** |
| Franche-Comté | 24 786 | 3 690 | 1 839 | 2 664 | 818 | 893 | 809 | **35 499** |
| Haute-Normandie | 35 775 | 5 264 | 3 461 | 3 069 | 1 611 | 639 | 993 | **50 812** |
| Île-de-France | 229 180 | 50 002 | 59 286 | 17 598 | 17 050 | 3 973 | 29 188 | **406 277** |
| Languedoc-Roussillon | 39 619 | 7 370 | 4 953 | 5 276 | 2 028 | 1 735 | 2 093 | **63 074** |
| Limousin | 14 864 | 2 525 | 1 664 | 2 130 | 687 | 1 236 | 818 | **23 924** |
| Lorraine | 51 009 | 6 537 | 5 566 | 4 768 | 2 686 | 1 376 | 1 385 | **73 327** |
| Midi-Pyrénées | 49 810 | 8 632 | 5 975 | 8 476 | 2 138 | 2 940 | 2 190 | **80 161** |
| Nord-Pas-de-Calais | 79 740 | 10 379 | 10 480 | 5 527 | 3 595 | 717 | 2 178 | **112 616** |
| Pays de la Loire | 47 272 | 9 560 | 4 394 | 5 789 | 2 407 | 2 151 | 3 028 | **74 601** |
| Picardie | 36 855 | 4 786 | 2 442 | 3 365 | 1 562 | 870 | 1 106 | **50 986** |
| Poitou-Charentes | 30 453 | 5 734 | 2 519 | 3 477 | 1 336 | 1 407 | 1 040 | **45 966** |
| Prov.-Alpes-Côte d'Az. | 78 479 | 13 459 | 14 957 | 7 796 | 5 272 | 1 547 | 2 981 | **124 491** |
| Rhône-Alpes | 105 641 | 15 628 | 12 289 | 10 232 | 4 373 | 2 906 | 4 114 | **155 183** |
| DOM | 37 652 | 4 318 | 4 200 | 3 093 | 1 726 | 836 | 1 310 | **53 135** |
| TOM | 6 750 | 677 | 1 545 | 1 325 | 348 | 159 | 233 | **11 037** |
| Étranger | 755 | 2 096 | 168 | 40 | 0 | 10 | 14 647 | **17 716** |
| **Total** | **1 161 423** | **201 104** | **169 793** | **121 158** | **62 918** | **35 957** | **79 065** | **1 831 418** |

DGAFP, bureau des statistiques.

*Source : exploitation des fichiers de paie INSEE. Résultats provisoires hors Défense.*

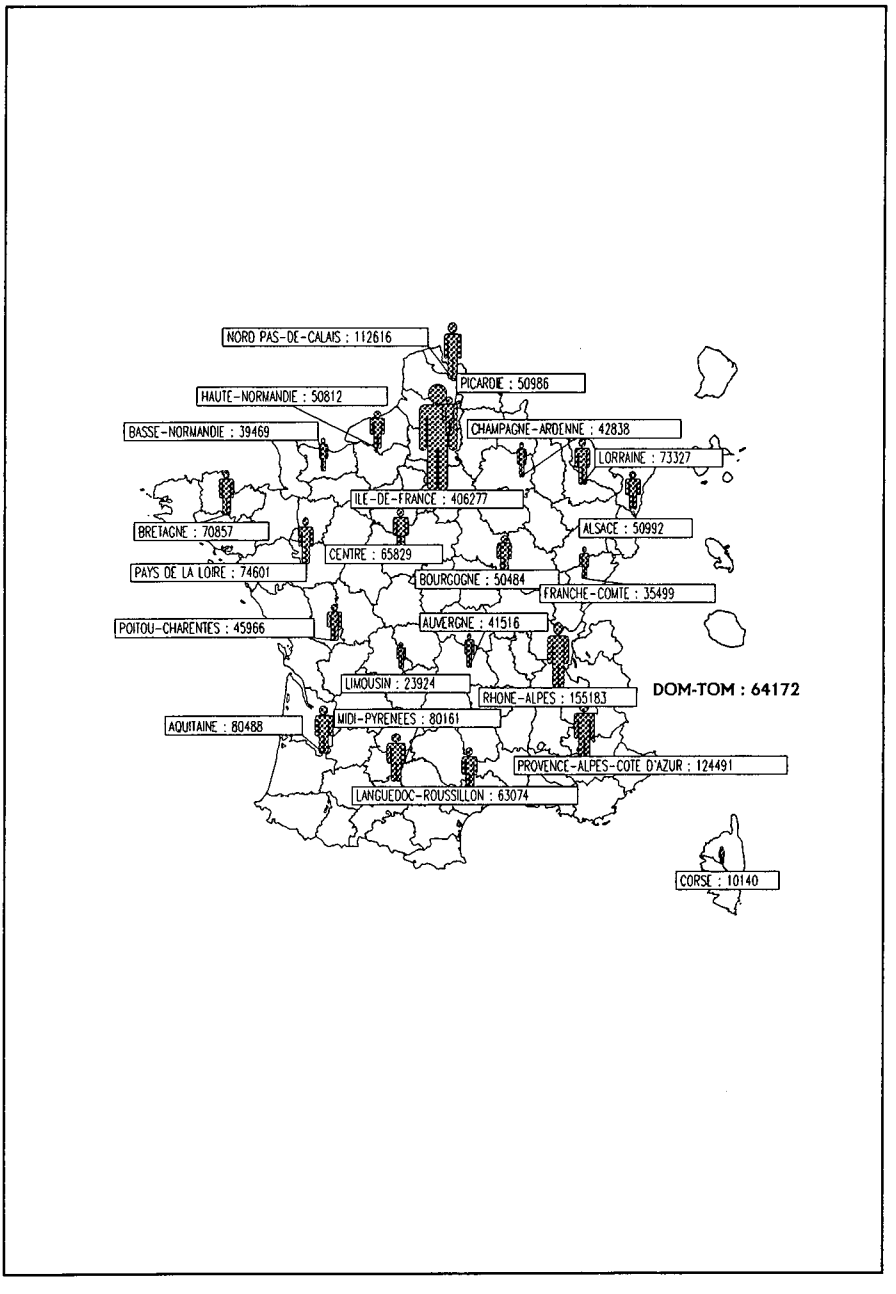
## Tableau II-16 : Effectifs des agents civils de l'État par région et par département au 31 décembre 1996

| Région et département | Nombre |
|---|---|
| **Alsace** | **50 992** |
| Bas-Rhin | 31 991 |
| Haut-Rhin | 19 001 |
| **Aquitaine** | **80 488** |
| Dordogne | 10 240 |
| Gironde | 38 804 |
| Landes | 7 648 |
| Lot-et-Garonne | 8 136 |
| Pyrénées-Atlantiques | 15 660 |
| **Auvergne** | **41 516** |
| Allier | 9 590 |
| Cantal | 4 747 |
| Haute-Loire | 5 016 |
| Puy-de-Dôme | 22 163 |
| **Basse-Normandie** | **39 469** |
| Calvados | 19 663 |
| Manche | 12 165 |
| Orne | 7 641 |
| **Bourgogne** | **50 484** |
| Côte d'Or | 18 942 |
| Nièvre | 6 948 |
| Saône-et-Loire | 15 070 |
| Yonne | 9 524 |
| **Bretagne** | **70 857** |
| Côtes d'Armor | 12 938 |
| Finistère | 18 762 |
| Ille-et-Vilaine | 26 378 |
| Morbihan | 12 779 |
| **Centre** | **65 829** |
| Cher | 8 381 |
| Eure-et-Loir | 10 259 |
| Indre | 6 748 |
| Indre-et-Loire | 14 519 |
| Loir-et-Cher | 7 761 |
| Loiret | 18 161 |
| **Champagne-Ardenne** | **42 838** |
| Ardennes | 8 957 |
| Aube | 8 316 |
| Haute-Marne | 6 467 |
| Marne | 19 098 |
| **Corse** | **10 140** |
| Corse-du-Sud | 5 212 |
| Haute-Corse | 4 928 |
| **Franche-Comté** | **35 499** |
| Doubs | 17 211 |
| Haute-Saône | 6 484 |
| Jura | 7 570 |
| Terr. de Belfort | 4 234 |
| **Haute-Normandie** | **50 812** |
| Eure | 13 282 |
| Seine-Maritime | 37 530 |
| **Île-de-France** | **406 277** |
| Essonne | 34 124 |
| Hauts-de-Seine | 43 233 |
| Paris | 148 852 |
| Seine-et-Marne | 32 676 |
| Seine-Saint-Denis | 39 825 |
| Val-d'Oise | 29 930 |
| Val-de-Marne | 38 642 |
| Yvelines | 38 995 |
| **Languedoc-Roussillon** | **63 074** |
| Aude | 8 232 |
| Gard | 13 969 |
| Hérault | 27 553 |
| Lozère | 2 787 |
| Pyrénées-Orientales | 10 533 |
| **Limousin** | **23 924** |
| Corrèze | 7 181 |
| Creuse | 4 335 |
| Haute-Vienne | 12 408 |
| **Lorraine** | **73 327** |
| Meurthe-et-Moselle | 26 299 |
| Meuse | 6 498 |
| Moselle | 29 678 |
| Vosges | 10 852 |
| **Midi-Pyrénées** | **80 161** |
| Ariège | 4 286 |
| Aveyron | 6 801 |
| Gers | 4 875 |
| Haute-Garonne | 38 743 |
| Hautes-Pyrénées | 7 068 |
| Lot | 4 631 |
| Tarn | 8 400 |
| Tarn-et-Garonne | 5 357 |
| **Nord-Pas-de-Calais** | **112 616** |
| Nord | 74 165 |
| Pas-de-Calais | 38 451 |
| **Pays de la Loire** | **74 601** |
| Loire-Atlantique | 31 891 |
| Maine-et-Loire | 15 121 |
| Mayenne | 6 004 |
| Sarthe | 12 762 |
| Vendée | 8 823 |
| **Picardie** | **50 986** |
| Aisne | 14 646 |
| Oise | 18 944 |
| Somme | 17 396 |
| **Poitou-Charentes** | **45 966** |
| Charente | 8 717 |
| Charente-Maritime | 14 927 |
| Deux-Sèvres | 7 966 |
| Vienne | 14 356 |
| **Prov.-Alpes-Côte d'Az** | **124 491** |
| Alpes de Hte-Provence | 4 365 |
| Alpes-Maritimes | 25 974 |
| Bouches-du-Rhône | 57 587 |
| Hautes-Alpes | 4 204 |
| Var | 19 745 |
| Vaucluse | 12 616 |
| **Rhône-Alpes** | **155 183** |
| Ain | 11 470 |
| Ardèche | 6 205 |
| Drôme | 10 656 |
| Haute-Savoie | 14 311 |
| Isère | 32 646 |
| Loire | 17 860 |
| Rhône | 51 177 |
| Savoie | 10 858 |
| **DOM** | **53 135** |
| Guadeloupe | 13 273 |
| Guyane | 5 410 |
| Martinique | 13 237 |
| Réunion | 21 215 |
| **TOM** | **11 037** |
| Mayotte | 1 202 |
| Nouvelle Calédonie | 3 244 |
| Polynésie Française | 5 550 |
| St Pierre et Miquelon | 528 |
| Terres austr. et antarct | 59 |
| Wallis et Futuna | 454 |
| **Étranger** | **17 716** |
| **Total** | **1 831 418** |

DGAFP, bureau des statistiques.

*Source : exploitation des fichiers de paie INSEE. Résultats provisoires hors Défense.*

**Figure II.1 : Les agents civils de l'État par région au 31 décembre 1996**




DGAFP, bureau des statistiques.

*Source : exploitation des fichiers de paie INSEE. Résultats provisoires hors Défense.*

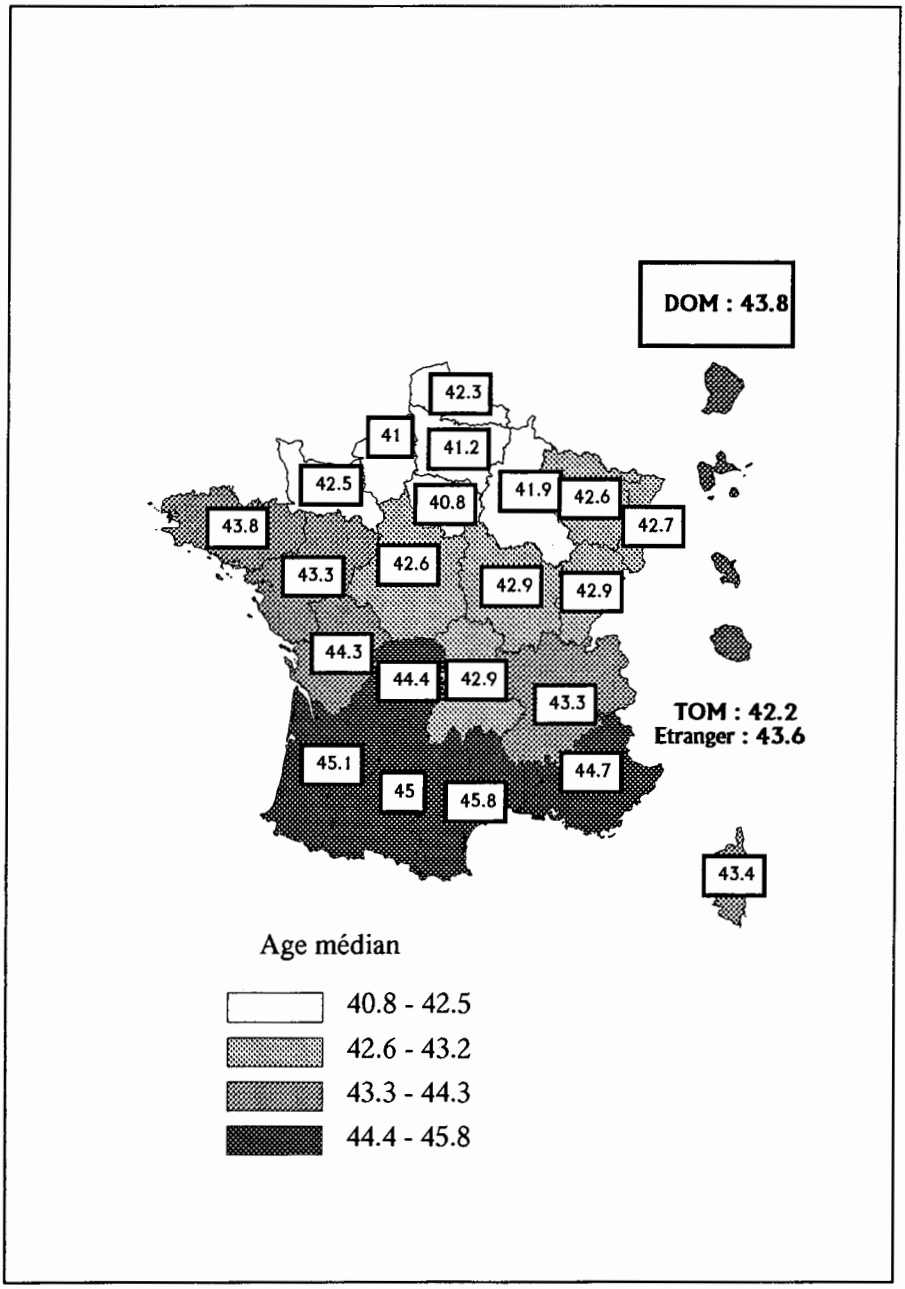
**Tableau II-17 : Répartition par âge et par région des agents civils de l'État au 31 décembre 1996**

| Régions | Part des - de 30 ans | Part des 50 ans et + | Âge moyen en années | Âge médian (1) en années |
|---|---|---|---|---|
| Alsace | 14,8% | 22,0% | 42,0 | 42,7 |
| Aquitaine | 11,4% | 27,7% | 43,6 | 45,1 |
| Auvergne | 15,2% | 25,1% | 42,5 | 42,9 |
| Basse-Normandie | 16,0% | 21,5% | 41,6 | 42,5 |
| Bourgogne | 15,9% | 22,4% | 41,9 | 42,9 |
| Bretagne | 13,2% | 24,8% | 42,6 | 43,8 |
| Centre | 15,7% | 22,0% | 41,7 | 42,6 |
| Champagne-Ardenne | 17,4% | 19,9% | 41,1 | 41,9 |
| Corse | 12,9% | 26,1% | 42,8 | 43,4 |
| Franche-Comté | 15,0% | 23,0% | 42,0 | 42,9 |
| Haute-Normandie | 18,1% | 17,9% | 40,6 | 41,0 |
| Île-de-France | 20,0% | 20,6% | 40,7 | 40,8 |
| Languedoc-Roussillon | 11,2% | 31,3% | 44,2 | 45,8 |
| Limousin | 13,2% | 26,0% | 43,0 | 44,4 |
| Lorraine | 15,0% | 21,0% | 41,7 | 42,6 |
| Midi-Pyrénées | 13,1% | 28,8% | 43,4 | 45,0 |
| Nord-Pas-de-Calais | 16,5% | 19,7% | 41,2 | 42,3 |
| Pays de la Loire | 13,1% | 22,1% | 42,2 | 43,3 |
| Picardie | 18,8% | 18,3% | 40,6 | 41,2 |
| Poitou-Charentes | 12,7% | 25,6% | 42,9 | 44,3 |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur | 12,1% | 28,3% | 43,4 | 44,7 |
| Rhône-Alpes | 15,0% | 24,2% | 42,2 | 43,3 |
| DOM | 11,0% | 25,6% | 43,1 | 43,8 |
| TOM | 12,0% | 22,0% | 42,1 | 42,2 |
| Étranger | 13,6% | 25,1% | 43,0 | 43,6 |
| **Total** | **15,5%** | **23,2%** | **42,0** | **42,9** |

DGAFP, bureau des statistiques.
*Source : exploitation des fichiers de paie INSEE. Résultats provisoires hors Défense.*

(1) L'âge médian est celui qui partage la population en deux parties égales : exemple en Bretagne la moitié des agents a moins de 43,8 ans.

**Figure II.2 : Âge médian des agents civils de l'État par région au 31 décembre 1996**




DGAFP, bureau des statistiques.

*Source : exploitation des fichiers de paie INSEE. Résultats provisoires hors Défense.*

## D. Emplois de direction et d'inspection générale

**Tableau II-18 : Répartition entre hommes et femmes des principaux emplois d'encadrement au 1er juin 1997**

| Emplois de direction et d'inspection | Hommes | % | Femmes | % | Total |
|---|---|---|---|---|---|
| **Emplois laissés à la décision du gouvernement** | | | | | |
| Directeurs d'administration centrale | 155 | 92,3 | 13 | 7,7 | 168 |
| Recteurs | 27 | 87,1 | 4 | 12,9 | 31 |
| Chefs titulaires de mission ayant rang d'ambassadeur | 160 | 93,6 | 11 | 6,4 | 171 |
| Préfets | 113 | 96,6 | 4 | 3,4 | 117 |
| *Sous-total* | *455* | 93,4 | *32* | 6,6 | *487* |
| **Autres emplois** | | | | | |
| Grands corps de l'État (1) | 414 | 84,1 | 78 | 15,9 | 492 |
| Chefs de service, directeurs-adjoints, sous-directeurs | 501 | 80,9 | 118 | 19,1 | 619 |
| Inspecteurs généraux (2) | 515 | 81,4 | 118 | 18,6 | 633 |
| Trésoriers payeurs généraux | 125 | 96,9 | 4 | 3,1 | 129 |
| Chefs de services déconcentrés (3) | 1 572 | 91,8 | 141 | 8,2 | 1 713 |
| Présidents de chambre régionale des comptes | 24 | 100,0 | 0 | 0,0 | 24 |
| Présidents de tribunal administratif et de cour administrative d'appel | 34 | 89,5 | 4 | 10,5 | 38 |
| *Sous-total* | *3 185* | 87,3 | *463* | 12,7 | *3 648* |
| **Total** | **3 640** | **88,0** | **495** | **12,0** | **4 135** |

DGAFP, bureau des statistiques.
*Source : enquête auprès des directions de personnel.*

(1) Conseil d'État, Cour des comptes, Inspection générale des finances.
(2) Hors inspection générale des finances.
(3) Hors préfets, recteurs, TPG, ambassadeurs et consuls.

**Tableau II-19 : Les effectifs des grands corps de l'État au 1er juin 1997**

| Grands Corps | Titulaires | | | | | Dont en activité | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Hommes | % | Femmes | % | Total | Hommes | % | Femmes | % | Total |
| Conseil d'État | 245 | 83,6 | 48 | 16,4 | 293 | 161 | 80,1 | 40 | 19,9 | 201 |
| Cour des comptes | 313 | 86,9 | 47 | 13,1 | 360 | 188 | 86,6 | 29 | 13,4 | 217 |
| Inspection générale des finances | 204 | 93,2 | 15 | 6,8 | 219 | 65 | 87,8 | 9 | 12,2 | 74 |
| **Total** | **762** | **87,4** | **110** | **12,6** | **872** | **414** | **84,1** | **78** | **15,9** | **492** |

DGAFP, bureau des statistiques.
*Source : enquête auprès des directions de personnel.*

**Tableau II-20 : Répartition entre hommes et femmes, selon les ministères, des emplois de direction d'administration centrale au 1er juin 1997**

| Ministères | Directeur | | | | | Chef de service, directeur adjoint et sous-directeur | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Hommes | % | Femmes | % | Total | Hommes | % | Femmes | % | Total |
| Affaires étrangères | 17 | 94,4 | 1 | 5,6 | **18** | 36 | 92,3 | 3 | 7,7 | **39** |
| Agriculture | 7 | 87,5 | 1 | 12,5 | **8** | 58 | 86,6 | 9 | 13,4 | **67** |
| Anciens combattants | 3 | 100,0 | 0 | 0,0 | **3** | 5 | 62,5 | 3 | 37,5 | **8** |
| Coopération | 2 | 100,0 | 0 | 0,0 | **2** | 7 | 100,0 | 0 | 0,0 | **7** |
| Culture | 4 | 50,0 | 4 | 50,0 | **8** | 15 | 75,0 | 5 | 25,0 | **20** |
| Défense | 6 | 100,0 | 0 | 0,0 | **6** | 35 | 87,5 | 5 | 12,5 | **40** |
| Économie et finances | 14 | 100,0 | 0 | 0,0 | **14** | 82 | 85,4 | 14 | 14,6 | **96** |
| Éducation nationale (1) | 15 | 100,0 | 0 | 0,0 | **15** | 51 | 76,1 | 16 | 23,9 | **67** |
| Emploi et solidarité (2) | 24 | 88,9 | 3 | 11,1 | **27** | 47 | 65,3 | 25 | 34,7 | **72** |
| Recherche | 2 | 100,0 | 0 | 0,0 | **2** | 5 | 71,4 | 2 | 28,6 | **7** |
| Équipement (3) | 17 | 94,4 | 1 | 5,6 | **18** | 38 | 76,0 | 12 | 24,0 | **50** |
| Transports (4) | 4 | 100,0 | 0 | 0,0 | **4** | 25 | 96,2 | 1 | 3,8 | **26** |
| Industrie | 11 | 100,0 | 0 | 0,0 | **11** | 20 | 80,0 | 5 | 20,0 | **25** |
| Intérieur | 10 | 100,0 | 0 | 0,0 | **10** | 27 | 96,4 | 1 | 3,6 | **28** |
| Justice | 10 | 83,3 | 2 | 16,7 | **12** | 33 | 78,6 | 9 | 21,4 | **42** |
| Outre-Mer | 3 | 100,0 | 0 | 0,0 | **3** | 3 | 75,0 | 1 | 25,0 | **4** |
| Premier ministre | 6 | 85,7 | 1 | 14,3 | **7** | 14 | 66,7 | 7 | 33,3 | **21** |
| Total | **155** | **92,3** | **13** | **7,7** | **168** | **501** | **80,9** | **118** | **19,1** | **619** |

DGAFP, bureau des statistiques.
*Source : enquête auprès des directions de personnel.*

(1) Éducation nationale, jeunesse et sports.
(2) Affaires sociales, santé, travail, emploi.
(3) Équipement, environnement, tourisme.
(4) Aviation civile, météorologie et mer.

## Tableau II-21 : Répartition entre hommes et femmes, par ministère, des emplois de chef de service déconcentré au 1er juin 1997

| Ministères | Hommes | % | Femmes | % | Total |
|---|---|---|---|---|---|
| Affaires étrangères (1) | 262 | 92,3 | 22 | 7,7 | **284** |
| Affaires sociales et santé (2) | 76 | 69,1 | 34 | 30,9 | **110** |
| Agriculture (3) | 112 | 99,1 | 1 | 0,9 | **113** |
| Anciens combattants (4) | 18 | 90,0 | 2 | 10,0 | **20** |
| Coopération (5) | 26 | 92,9 | 2 | 7,1 | **28** |
| Culture (6) | 28 | 87,5 | 4 | 12,5 | **32** |
| Économie et finances (7) | 578 | 95,4 | 28 | 4,6 | **606** |
| Éducation nationale (8) | 175 | 85,8 | 29 | 14,2 | **204** |
| Recherche (9) | 26 | 92,9 | 2 | 7,1 | **28** |
| Équipement, environnement, transports (10) | 208 | 94,1 | 13 | 5,9 | **221** |
| Industrie (11) | 24 | 100,0 | 0 | 0,0 | **24** |
| Intérieur (12) | 113 | 96,6 | 4 | 3,4 | **117** |
| Jeunesse et sports (13) | 124 | 93,9 | 8 | 6,1 | **132** |
| Justice (14) | 109 | 91,6 | 10 | 8,4 | **119** |
| Travail, emploi, formation (15) | 118 | 95,9 | 5 | 4,1 | **123** |
| **Total** | **1 997** | **92,4** | **164** | **7,6** | **2 161** |

DGAFP, bureau des statistiques.
*Source : enquête auprès des directions de personnel.*

(1) Ambassadeurs et consuls.
(2) Directeurs régionaux et départementaux des affaires sanitaires et sociales.
(3) Directeurs régionaux et départementaux de l'agriculture et de la forêt.
(4) Chefs de service et directeurs interdépartementaux.
(5) Chefs de mission.
(6) Directeurs régionaux des affaires culturelles.
(7) Trésoriers-payeurs généraux, receveurs particuliers des finances, directeurs et chefs de services régionaux et départementaux des impôts, des douanes, de la concurrence, de l'INSEE.
(8) Recteurs, secrétaires généraux d'académie, inspecteurs d'académie, directeurs des services départementaux.
(9) Délégués régionaux à la recherche.
(10) Directeurs régionaux et départementaux de l'équipement, de l'architecture, chefs des services déconcentrés maritimes, délégués régionaux au tourisme, directeurs régionaux de l'environnement.
(11) Directeurs des DRIRE.
(12) Préfets, Directeur à la Préfecture de Paris, à la Préfecture de Région Île de France, Directeur général à la Préfecture de Police.
(13) Directeurs régionaux et départementaux de la jeunesse et des sports.
(14) Directeurs régionaux et départementaux des services pénitentiaires et de la protection judiciaire de la jeunesse.
(15) Directeurs régionaux et départementaux du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

**Tableau II-22 : Répartition entre hommes et femmes des emplois en inspection générale au 1er juin 1997**

| Ministères Inspections générales | Titulaires | | | | | Dont en activité dans l'inspection | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Hommes | % | Femmes | % | Total | Hommes | % | Femmes | % | Total |
| Affaires sociales et travail (IGAS) | 83 | 70,3 | 35 | 29,7 | **118** | 65 | 73,9 | 23 | 26,1 | **88** |
| Agriculture (IG de l'agriculture) | 29 | 90,6 | 3 | 9,4 | **32** | 25 | 92,6 | 2 | 7,4 | **27** |
| Agriculture (IG de l'EA) (1) | 45 | 77,6 | 13 | 22,4 | **58** | 45 | 77,6 | 13 | 22,4 | **58** |
| Anciens combattants | 7 | 100,0 | 0 | 0,0 | **7** | 7 | 100,0 | 0 | 0,0 | **7** |
| Culture (IG des affaires culturel.) | 10 | 71,4 | 4 | 28,6 | **14** | 10 | 71,4 | 4 | 28,6 | **14** |
| Culture (IG de C et EA) (2) | 42 | 77,8 | 12 | 22,2 | **54** | 31 | 79,5 | 8 | 20,5 | **39** |
| Défense (Inspecteurs généraux) | 4 | 100,0 | 0 | 0,0 | **4** | 4 | 100,0 | 0 | 0,0 | **4** |
| Économie et finances (IG Financ.) | 204 | 93,2 | 15 | 6,8 | **219** | 65 | 87,8 | 9 | 12,2 | **74** |
| Économie et finances (IG INSEE) | 53 | 100,0 | 0 | 0,0 | **53** | 7 | 100,0 | 0 | 0,0 | **7** |
| Éducation IGAEN | 64 | 82,1 | 14 | 17,9 | **78** | 61 | 81,3 | 14 | 18,7 | **75** |
| Éducation IGEN | 144 | 85,2 | 25 | 14,8 | **169** | 131 | 84,5 | 24 | 15,5 | **155** |
| Éducation IG Bibliothèques | 5 | 55,6 | 4 | 44,4 | **9** | 5 | 62,5 | 3 | 37,5 | **8** |
| Équipement,transports,tourisme (3) | 43 | 84,3 | 8 | 15,7 | **51** | 41 | 83,7 | 8 | 16,3 | **49** |
| Industrie (Indusrie et commerce) | 17 | 68,0 | 8 | 32,0 | **25** | 14 | 63,6 | 8 | 36,4 | **22** |
| Industrie (Poste et Télécom.) | 37 | 92,5 | 3 | 7,5 | **40** | 22 | 88,0 | 3 | 12,0 | **25** |
| Intérieur (IG de l'Administration) | 46 | 83,6 | 9 | 16,4 | **55** | 28 | 84,8 | 5 | 15,2 | **33** |
| Jeunesse et sports | 9 | 81,8 | 2 | 18,2 | **11** | 9 | 90,0 | 1 | 10,0 | **10** |
| Justice (IG services judiciaires) | 10 | 83,3 | 2 | 16,7 | **12** | 10 | 83,3 | 2 | 16,7 | **12** |
| **Total** | **852** | **84,4** | **157** | **15,6** | **1 009** | **580** | **82,0** | **127** | **18,0** | **707** |

DGAFP, bureau des statistiques.

*Source : enquête auprès des directions de personnel.*

(1) IG de l'enseignement agricole.
(2) IG de la création et de l'enseignement artistique.
(3) IG construction, IG équipement, IG transports et travaux publics, IG de l'aviation civile, IG du tourisme.

# 3 - Temps de travail

# III.Temps de travail

8,7% des agents titulaires de la fonction publique de l'Etat travaillent à temps partiel fin 1996 : ce taux est en progression de 0,6 points par rapport à fin 1992. 14,5% des femmes et 1,1% des hommes ont recours au temps partiel.

Pour plus d'informations

- **sur l'emploi à temps partiel:**

« Le travail à temps partiel dans la fonction publique de l'État (1982-1994) », Pierre MASSAL, FICHE POINT FORTS, DGAFP, juillet 1996.

- **sur la durée du travail:**

« La durée du travail à temps complet », Jean-David FERMANIAN et Marie-Paule BAESA, INSEE PREMIERE, n°545, septembre 1997.

**Tableau III-1 : Emploi à temps partiel (1) et cessation progressive d'activité (CPA) par statut, par sexe et selon la quotité de travail au 31 décembre 1996**

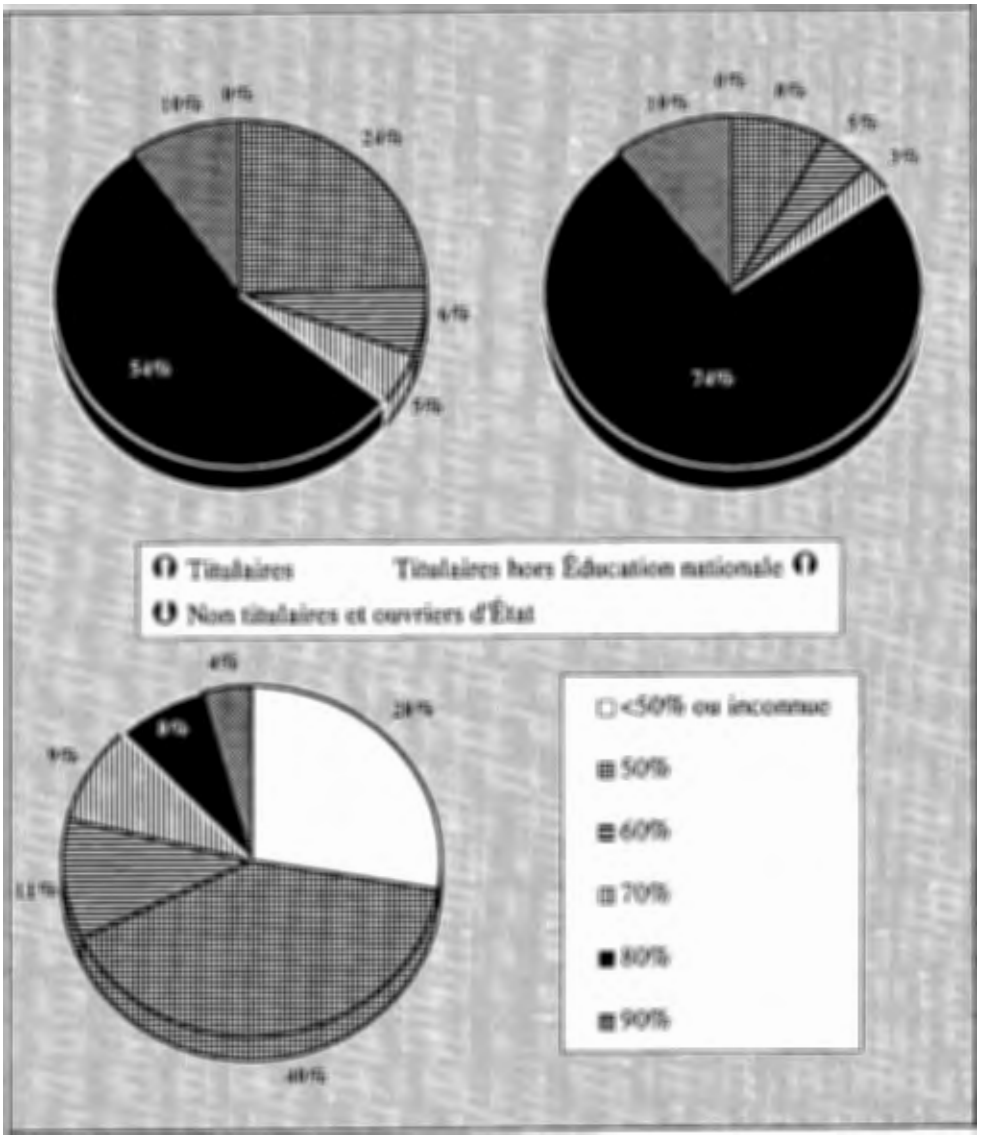
| | Effectif total | <50% ou inconnue | 50 % | 60 % | 70 % | 80 % | 90 % | Ensemble | Taux | CPA |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Titulaires** | | | | | | | | | | |
| Hommes | 711 303 | 6 | 2 197 | 688 | 568 | 3 608 | 875 | **7 942** | 1,1 | 9 377 |
| Femmes | 917 309 | 24 | 32 292 | 8 326 | 6 552 | 73 246 | 12 993 | 133 433 | 14,5 | 16 106 |
| Ensemble | 1 628 612 | 30 | 34 489 | 9 014 | 7 120 | 76 854 | 13 868 | 141 375 | 8,7 | 25 483 |
| **Titulaires hors Éduc. nationale** | | | | | | | | | | |
| Hommes | 326 500 | 2 | 430 | 154 | 87 | 2 290 | 398 | 3 361 | 0,9 | 1 097 |
| Femmes | 258 029 | 4 | 5 324 | 3 191 | 1 950 | 51 855 | 7 017 | 69 341 | 26,9 | 4 070 |
| Ensemble | 584 529 | 6 | 5 754 | 3 345 | 2 037 | 54 145 | 7 415 | **72 702** | 12,4 | 5 167 |
| **Non titulaires et ouvriers d'État** | | | | | | | | | | |
| Hommes | 91 450 | 8 356 | 10 907 | 4 096 | 3 149 | 2 674 | 1 123 | **30 305** | 33,1 | 317 |
| Femmes | 106 855 | 13 070 | 19 885 | 4 403 | 3 950 | 3 364 | 2 076 | **46 748** | 43,7 | 529 |
| Ensemble | 198 305 | 21 426 | 30 792 | 8 499 | 7 099 | 6 038 | 3 199 | **77 053** | 38,9 | 846 |

DGAFP, bureau des statistiques.
*Source : exploitation des fichiers de paie INSEE.*

(1) Pour les non titulaires, il peut s'agir de temps incomplet, c'est à dire non choisi.

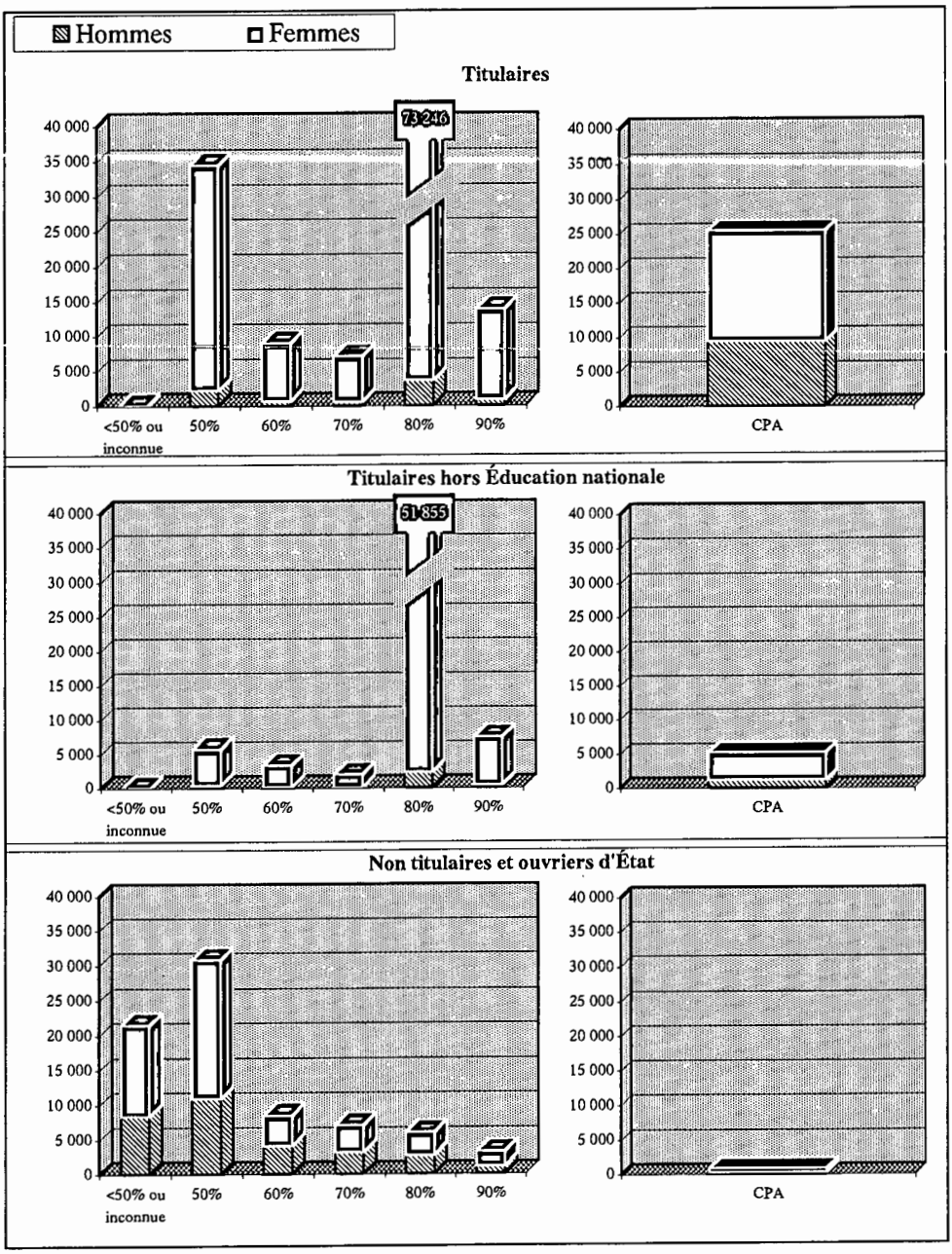
**Taux = (effectif à temps partiel ou incomplet/effectif total) x 100**

**Graphique III-1 : Emploi à temps partiel par statut selon la quotité de travail au 31 décembre 1996**




DGAFP, bureau des statistiques.
*Source : exploitation des fichiers de paie INSEE.*

**Graphique III-2 : Emploi à temps partiel (1) et CPA par statut, par sexe et selon la quotité de travail au 31 décembre 1996**




DGAFP, bureau des statistiques.
*Source : exploitation des fichiers de paie INSEE.*

**Tableau III-2 : Temps partiel et cessation progressive d'activité des agents titulaires par sexe, par ministère et selon la quotité de travail au 31 décembre 1996**

| Ministère | Effectif total | 50 % | 60 % | 70 % | 80 % | 90 % | Ensemble (1) | Taux (2) | CPA |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Homme** | | | | | | | | | |
| Éducation, universités | 384 803 | 1 767 | 534 | 481 | 1 318 | 477 | 4 581 | 1,2 | 8 280 |
| Économie et finances | 70 923 | 129 | 66 | 40 | 1 152 | 186 | 1 573 | 2,2 | 452 |
| Intérieur et DOM-TOM | 120 286 | 43 | 11 | 2 | 140 | 31 | 229 | 0,2 | 121 |
| Équipement et logement | 69 948 | 100 | 35 | 16 | 537 | 76 | 764 | 1,1 | 203 |
| Justice | 30 218 | 30 | 14 | 5 | 89 | 19 | 157 | 0,5 | 37 |
| Agriculture | 14 518 | 62 | 15 | 11 | 149 | 29 | 266 | 1,8 | 179 |
| Santé-travail | 6 452 | 14 | 7 | 3 | 122 | 34 | 180 | 2,8 | 50 |
| Culture | 4 889 | 23 | 1 | 4 | 54 | 14 | 96 | 2,0 | 17 |
| Autres ministères civils | 9 266 | 29 | 5 | 6 | 47 | 9 | 96 | 1,0 | 38 |
| *Total* | *711 303* | *2 197* | *688* | *568* | *3 608* | *875* | *7 942* | *1,1* | *9 377* |
| **Femme** | | | | | | | | | |
| Éducation, universités | 659 280 | 26 968 | 5 135 | 4 602 | 21 391 | 5 976 | 64 092 | 9,7 | 12 036 |
| Économie et finances | 115 106 | 2 689 | 1 907 | 873 | 28 661 | 3 369 | 37 499 | 32,6 | 2 586 |
| Intérieur et DOM-TOM | 42 176 | 584 | 274 | 261 | 6 011 | 1 032 | 8 163 | 19,4 | 432 |
| Équipement et logement | 28 308 | 546 | 257 | 227 | 5 234 | 811 | 7 076 | 25,0 | 285 |
| Justice | 28 729 | 592 | 288 | 210 | 4 406 | 657 | 6 154 | 21,4 | 140 |
| Agriculture | 13 303 | 334 | 126 | 104 | 2 036 | 317 | 2 917 | 21,9 | 277 |
| Santé-travail | 15 884 | 392 | 242 | 192 | 3 718 | 593 | 5 138 | 32,3 | 200 |
| Culture | 5 454 | 80 | 36 | 40 | 616 | 105 | 877 | 16,1 | 40 |
| Autres ministères civils | 9 069 | 107 | 61 | 43 | 1 173 | 133 | 1 517 | 16,7 | 110 |
| *Total* | *917 309* | *32 292* | *8 326* | *6 552* | *73 246* | *12 993* | *133 433* | *14,5* | *16 106* |
| **Total général** | **1 628 612** | **34 489** | **9 014** | **7 120** | **76 854** | **13 868** | **141 375** | **8,7** | **25 483** |

DGAFP, bureau des statistiques.
*Champ : titulaires civils.*
*Source : exploitation des fichiers de paie INSEE.*

(1) Dans l'ensemble, sont inclus 6 hommes et 24 femmes pour lesquels la quotité de temps partiel n'est pas connue.
(2) Taux = (effectif à temps partiel / effectif total) x 100.

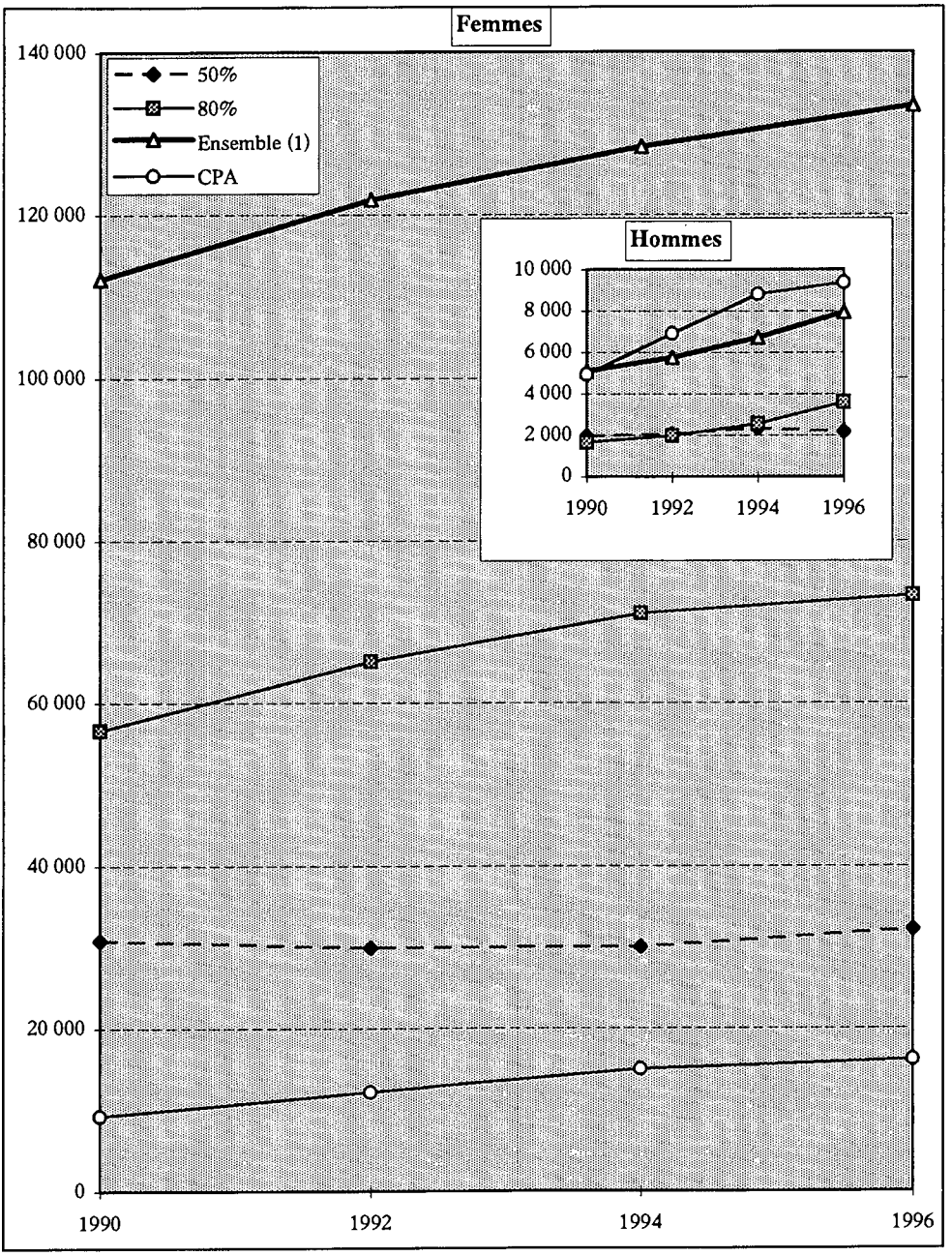
**Tableau III-3 : Temps partiel et cessation progressive d'activité des agents titulaires par sexe et selon la quotité de travail depuis 1990**

| | 50 % | 60 % | 70 % | 80 % | 90 % | Ensemble (1) | Taux (2) | CPA |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Hommes** | | | | | | | | |
| 1990 | 1 956 | 514 | 423 | 1 666 | 536 | **5 095** | 0,7 | 4 934 |
| 1992 | 2 065 | 550 | 480 | 1 976 | 594 | **5 744** | 0,8 | 6 899 |
| 1994 | 2 355 | 575 | 478 | 2 568 | 709 | **6 715** | 0,9 | 8 808 |
| 1996 | 2 197 | 688 | 568 | 3 608 | 875 | **7 942** | 1,1 | 9 377 |
| **Femmes** | | | | | | | | |
| 1990 | 30 839 | 8 560 | 6 201 | 56 566 | 9 905 | **112 071** | 13,4 | 9 185 |
| 1992 | 30 001 | 8 640 | 6 488 | 65 100 | 11 435 | **121 885** | 13,8 | 12 116 |
| 1994 | 30 047 | 8 511 | 6 401 | 71 019 | 12 355 | **128 366** | 14,0 | 14 934 |
| 1996 | 32 292 | 8 326 | 6 552 | 73 246 | 12 993 | **133 433** | 14,5 | 16 106 |
| **Ensemble** | | | | | | | | |
| 1990 | 32 795 | 9 074 | 6 624 | 58 232 | 10 441 | **117 166** | 7,7 | 14 119 |
| 1992 | 32 066 | 9 190 | 6 968 | 67 076 | 12 029 | **127 629** | 8,1 | 19 015 |
| 1994 | 32 402 | 9 086 | 6 879 | 73 587 | 13 064 | **135 081** | 8,3 | 23 742 |
| 1996 | 34 489 | 9 014 | 7 120 | 76 854 | 13 868 | **141 375** | 8,7 | 25 483 |

DGAFP, bureau des statistiques.
*Champ : titulaires civils.*
*Source : exploitation des fichiers de paie INSEE.*

(1) Y compris quelques agents dont la quotité de travail est inconnue.
(2) Taux = (effectif à temps partiel / effectif total) x 100.

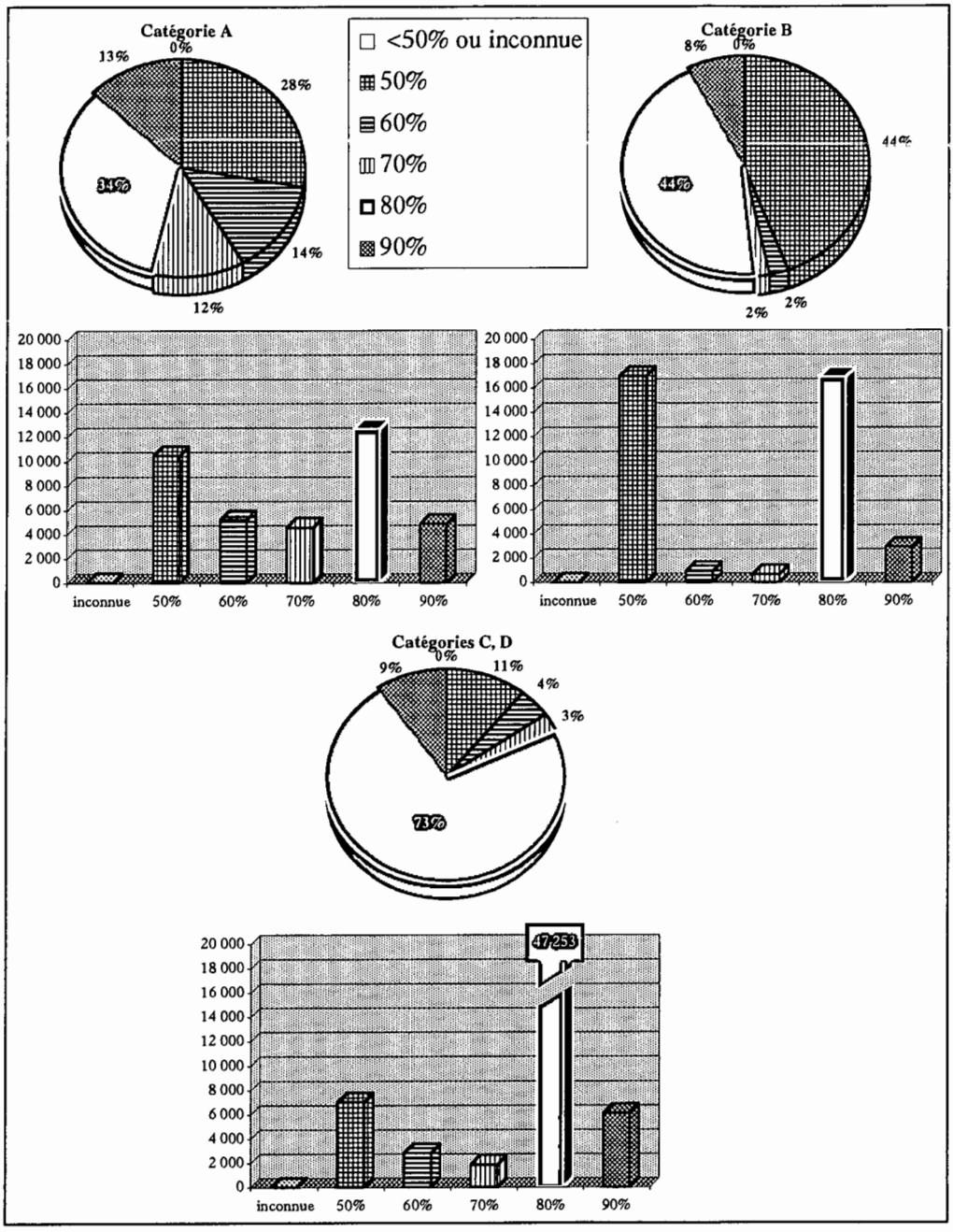
**Graphique III-3 : Temps partiel et cessation progressive d'activité des agents titulaires par sexe et selon la quotité de travail depuis 1990**




DGAFP, bureau des statistiques.
*Champ : titulaires civils.*
*Source : exploitation des fichiers de paie INSEE.*

(1) Y compris quelques agents dont la quotité de travail est inconnue.

**Graphique III-4 : Temps partiel des agents titulaires par catégorie hiérarchique et selon la quotité de travail au 31 décembre 1996**




DGAFP, bureau des statistiques.
*Champ : titulaires civils.*
*Source : exploitation des fichiers de paie INSEE.*

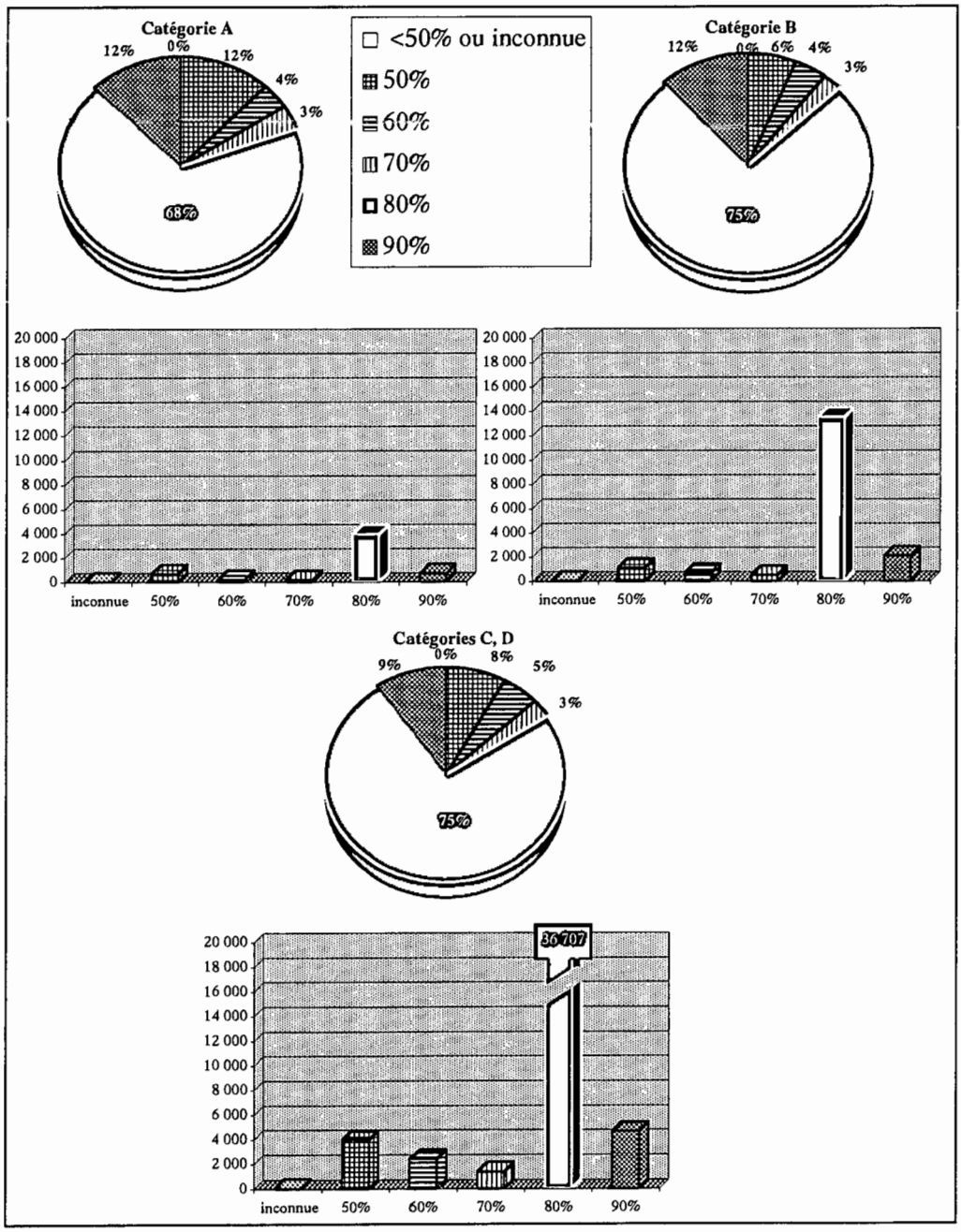
**Tableau III-4 : Temps partiel et cessation progressive d'activité des agents titulaires par sexe, par catégorie hiérarchique et selon la quotité de travail au 31 décembre 1996**

| | Effectif total | TP quotité inconnue | 50 % | 60 % | 70 % | 80 % | 90 % | Ensemble | Taux (1) | CPA |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Hommes** | | | | | | | | | | |
| Catégorie A | 339 855 | 3 | 1 216 | 544 | 472 | 1 306 | 514 | **4 055** | 1,2 | 7 006 |
| Catégorie B | 126 185 | 1 | 685 | 49 | 31 | 907 | 148 | **1 821** | 1,4 | 541 |
| Catégories C, D | 245 263 | 2 | 296 | 95 | 65 | 1 395 | 213 | **2 066** | 0,8 | 1 830 |
| *Total* | *711 303* | *6* | *2 197* | *688* | *568* | *3 608* | *875* | ***7 942*** | *1,1* | *9 377* |
| **Femmes** | | | | | | | | | | |
| Catégorie A | 384 437 | 13 | 9 292 | 4 677 | 4 100 | 11 384 | 4 318 | **33 784** | 8,8 | 8 586 |
| Catégorie B | 269 487 | 5 | 16 262 | 900 | 637 | 16 004 | 2 775 | **36 583** | 13,6 | 2 256 |
| Catégories C, D | 263 385 | 6 | 6 738 | 2 749 | 1 815 | 45 858 | 5 900 | **63 066** | 23,9 | 5 264 |
| *Total* | *917 309* | *24* | *32 292* | *8 326* | *6 552* | *73 246* | *12 993* | ***133 433*** | *14,5* | *16 106* |
| **Ensemble** | | | | | | | | | | |
| Catégorie A | 724 292 | 16 | 10 508 | 5 221 | 4 572 | 12 690 | 4 832 | **37 839** | 5,2 | 15 592 |
| Catégorie B | 395 672 | 6 | 16 947 | 949 | 668 | 16 911 | 2 923 | **38 404** | 9,7 | 2 797 |
| Catégories C, D | 508 648 | 8 | 7 034 | 2 844 | 1 880 | 47 253 | 6 113 | **65 132** | 12,8 | 7 094 |
| *Total* | *1 628 612* | *30* | *34 489* | *9 014* | *7 120* | *76 854* | *13 868* | ***141 375*** | *8,7* | *25 483* |

DGAFP, bureau des statistiques.
*Source : exploitation des fichiers de paie INSEE.*

(1) Taux = (effectif à temps partiel / effectif total) x 100.

**Graphique III-5 : Temps partiel des agents titulaires par catégorie hiérarchique et selon la quotité de travail au 31 décembre 1996 (Ministères hors Éducation nationale)**




DGAFP, bureau des statistiques.
*Source : exploitation des fichiers de paie INSEE.*

**Tableau III-5 : Temps partiel ou incomplet des agents non titulaires et des ouvriers d'État par sexe, par ministère et selon la quotité de travail au 31 décembre 1996**

| Ministère | Effectif total | TP quotité inconnu | 50 % | 60 % | 70 % | 80 % | 90 % | Ensemble | Taux (1) | CPA |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Homme** | | | | | | | | | | |
| Éducation, universités | 46 963 | 2 999 | 9 270 | 509 | 991 | 458 | 281 | **14 508** | 30,9 | 132 |
| Économie et finances | 5 124 | 1 552 | 350 | 92 | 54 | 76 | 105 | **2 229** | 43,5 | 39 |
| Intérieur et DOM-TOM | 3 065 | 225 | 44 | 56 | 353 | 386 | 34 | **1 098** | 35,8 | 8 |
| Équipement et logement | 17 307 | 557 | 232 | 297 | 966 | 1 400 | 101 | **3 553** | 20,5 | 71 |
| Justice | 1 399 | 695 | 142 | 20 | 62 | 42 | 16 | **977** | 69,8 | 6 |
| Agriculture | 4 352 | 1 671 | 521 | 38 | 106 | 76 | 140 | **2 552** | 58,6 | 43 |
| Santé-travail | 1 234 | 283 | 43 | 16 | 64 | 40 | 53 | **499** | 40,4 | 6 |
| Culture | 999 | 50 | 41 | 24 | 47 | 23 | 24 | **209** | 20,9 | 4 |
| Autres ministères civils | 11 007 | 324 | 264 | 3 044 | 506 | 173 | 369 | **4 680** | 42,5 | 8 |
| *Total* | *91 450* | *8 356* | *10 907* | *4 096* | *3 149* | *2 674* | *1 123* | ***30 305*** | *33,1* | *317* |
| **Femme** | | | | | | | | | | |
| Éducation, universités | 70 319 | 4 925 | 16 192 | 1 148 | 1 652 | 1 668 | 754 | **26 339** | 37,5 | 259 |
| Économie et finances | 9 572 | 3 620 | 1 423 | 223 | 158 | 151 | 124 | **5 699** | 59,5 | 113 |
| Intérieur et DOM-TOM | 3 387 | 540 | 363 | 129 | 236 | 185 | 126 | **1 579** | 46,6 | 31 |
| Équipement et logement | 5 047 | 1 261 | 587 | 235 | 239 | 356 | 138 | **2 816** | 55,8 | 62 |
| Justice | 2 563 | 672 | 440 | 86 | 561 | 171 | 52 | **1 982** | 77,3 | 11 |
| Agriculture | 3 754 | 1 265 | 760 | 85 | 118 | 159 | 153 | **2 540** | 67,7 | 18 |
| Santé-travail | 3 136 | 371 | 240 | 78 | 394 | 346 | 411 | **1 840** | 58,7 | 9 |
| Culture | 1 232 | 81 | 57 | 28 | 107 | 72 | 50 | **395** | 32,1 | 4 |
| Autres ministères civils | 7 845 | 335 | 352 | 2 391 | 485 | 256 | 268 | **4 087** | 52,1 | 22 |
| *Total* | *106 855* | *13 070* | *20 414* | *4 403* | *3 950* | *3 364* | *2 076* | ***47 277*** | *44,2* | *529* |
| **Total général** | **198 305** | **21 426** | **31 321** | **8 499** | **7 099** | **6 038** | **3 199** | **77 582** | **39,1** | **846** |

DGAFP, bureau des statistiques.
*Champ : titulaires civils.*
*Source : exploitation des fichiers de paie INSEE.*

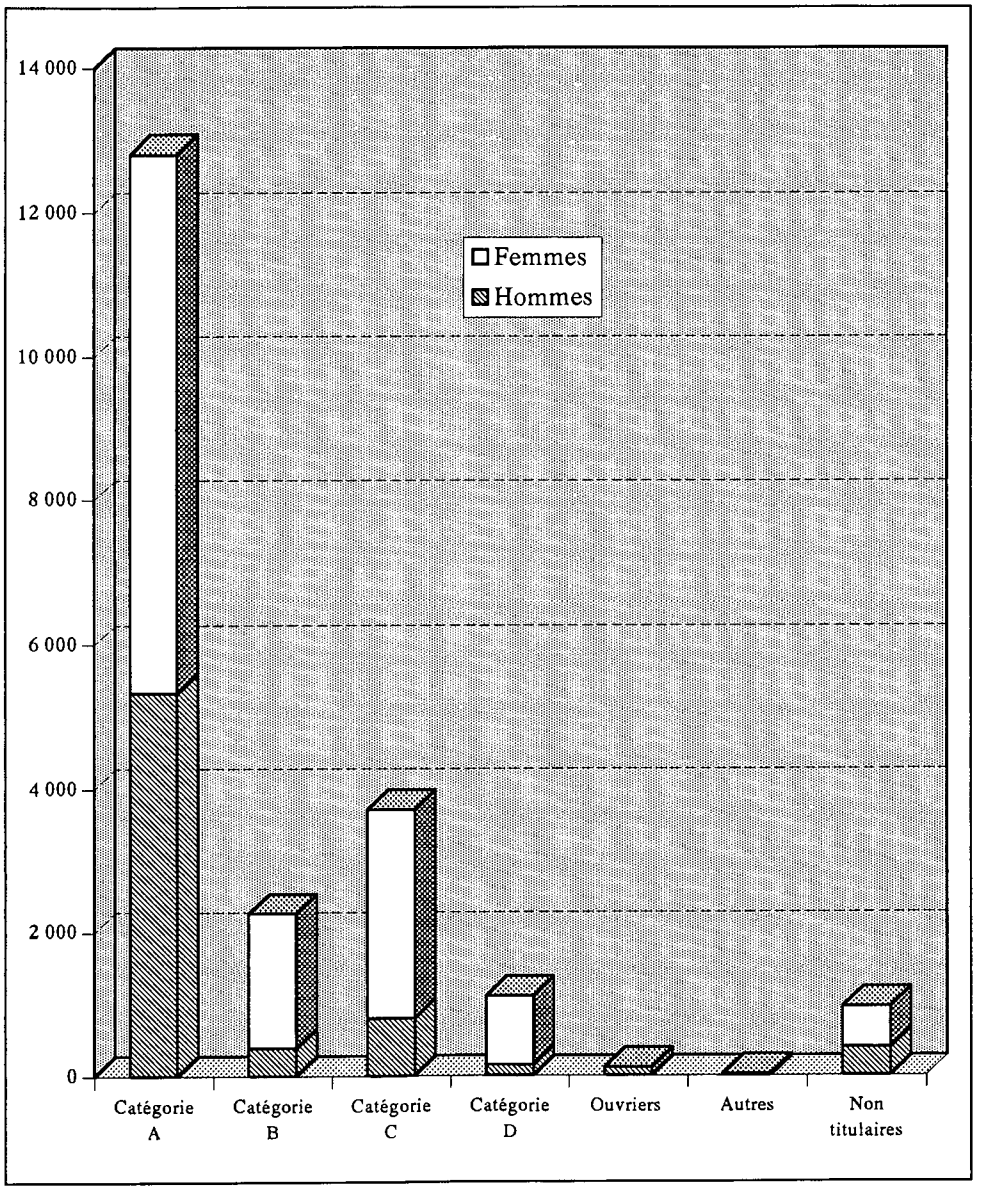
(1) Taux = (effectif à temps partiel ou incomplet / effectif total) x 100.

**Tableau III-6 : Répartition par catégorie statutaire et par sexe des bénéficiaires de la cessation progressive d'activité au 31 décembre 1997**

| Catégories statutaires | Hommes | % | Femmes | % | Total | % |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Catégorie A | 5 329 | 74,1 | 7 473 | 54,3 | 12 802 | 61,0 |
| Catégorie B | 395 | 5,5 | 1 864 | 13,5 | 2 259 | 10,8 |
| Catégorie C | 800 | 11,1 | 2 907 | 21,1 | 3 707 | 17,7 |
| Catégorie D | 153 | 2,1 | 952 | 6,9 | 1 105 | 5,3 |
| Ouvriers de l'État | 119 | 1,7 | 0 | | 119 | 0,6 |
| Autres catégories | 8 | 0,1 | 10 | 0,1 | 18 | 0,1 |
| Agents non titulaires | 388 | 5,4 | 569 | 4,1 | 957 | 4,5 |
| **Total** | **7 192** | **100,0** | **13 775** | **100,0** | **20 967** | **100,0** |

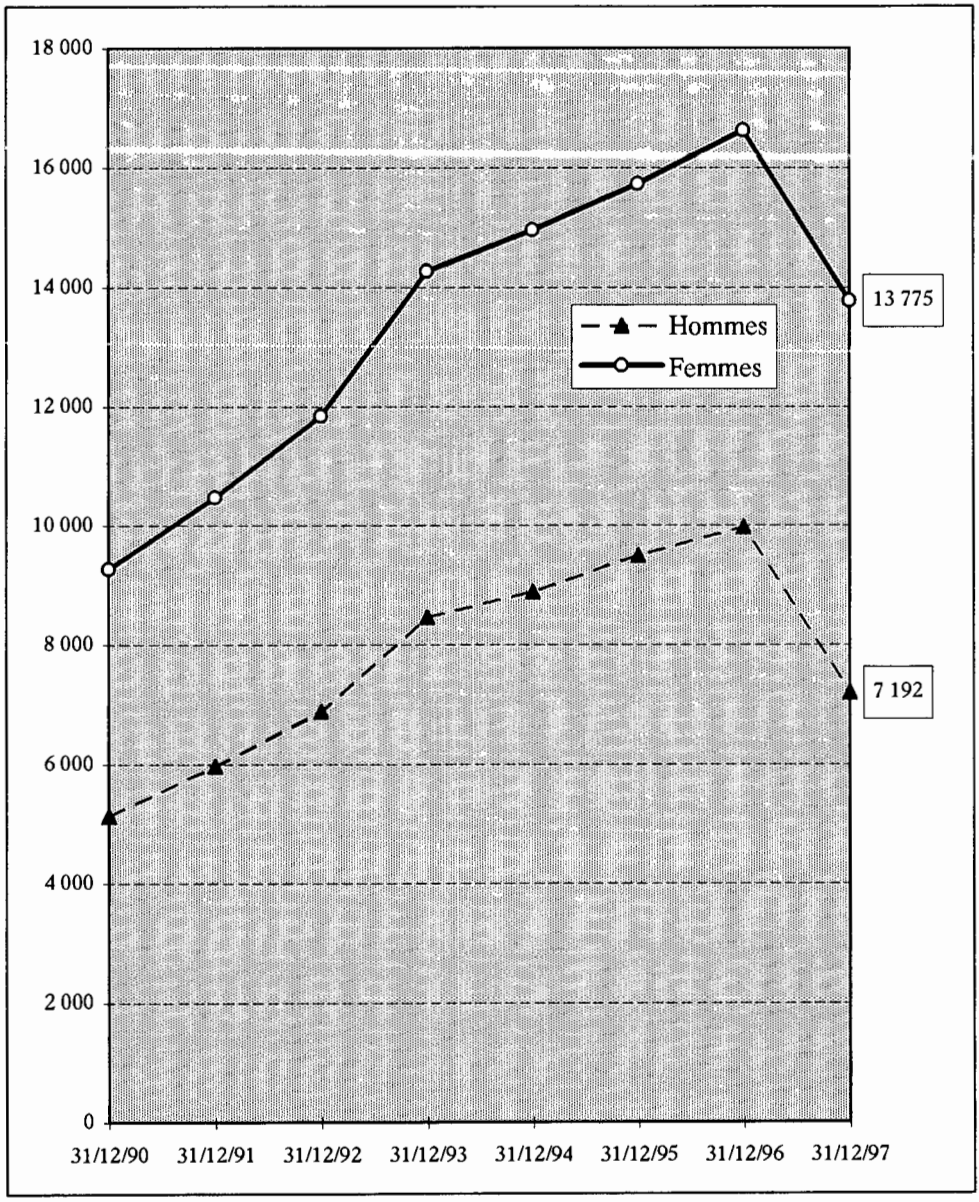
DGAFP, bureau des rémunérations, pensions et durée de travail.
*Source : système de paie de la comptabilité publique.*

**Graphique III-6 : Répartition par catégorie statutaire et par sexe des bénéficiaires de la cessation progressive d'activité au 31 décembre 1997**




DGAFP, bureau des rémunérations, pensions et durée de travail.
*Source : système de paie de la comptabilité publique.*

**Graphique III-7 : Évolution du nombre de bénéficiaires du régime de la cessation progressive d'activité**




DGAFP, bureau des rémunérations, pensions et durée de travail.
*Source : système de paie de la comptabilité publique.*

# 4 - Concours

# IV.Concours



Plus de 70 000 postes ont été offerts en 1996 dans l'ensemble des concours de la fonction publique de l'État, et 63 821 candidats ont été admis, pour environ 885 000 candidats présents.

La moitié des postes offerts sont des emplois dans l'enseignement.

La sélectivité de chaque concours est mesurée par le rapport entre le nombre de présents et le nombre d'admis sur la liste principale : c'est, par définition, un nombre supérieur à 1. Le taux de réussite à un concours est égal à l'inverse de la sélectivité.

**Instituts Régionaux d'Administration** : Les concours d'accés aux 5 IRA (Lille, Lyon, Bastia, Nantes et Metz) sont organisés chaque année par la DGAFP.

**École Nationale d'Administration**: le nombre de candidats admis chaque année à l'ENA est d'environ 100.

Pour plus d'informations

- **sur les concours:**

« Recrutements par concours de la Fonction Publique de l'État en 1995 », Brigitte BOCHET, POINT STATn°97-03, DGAFP, septembre 1997.

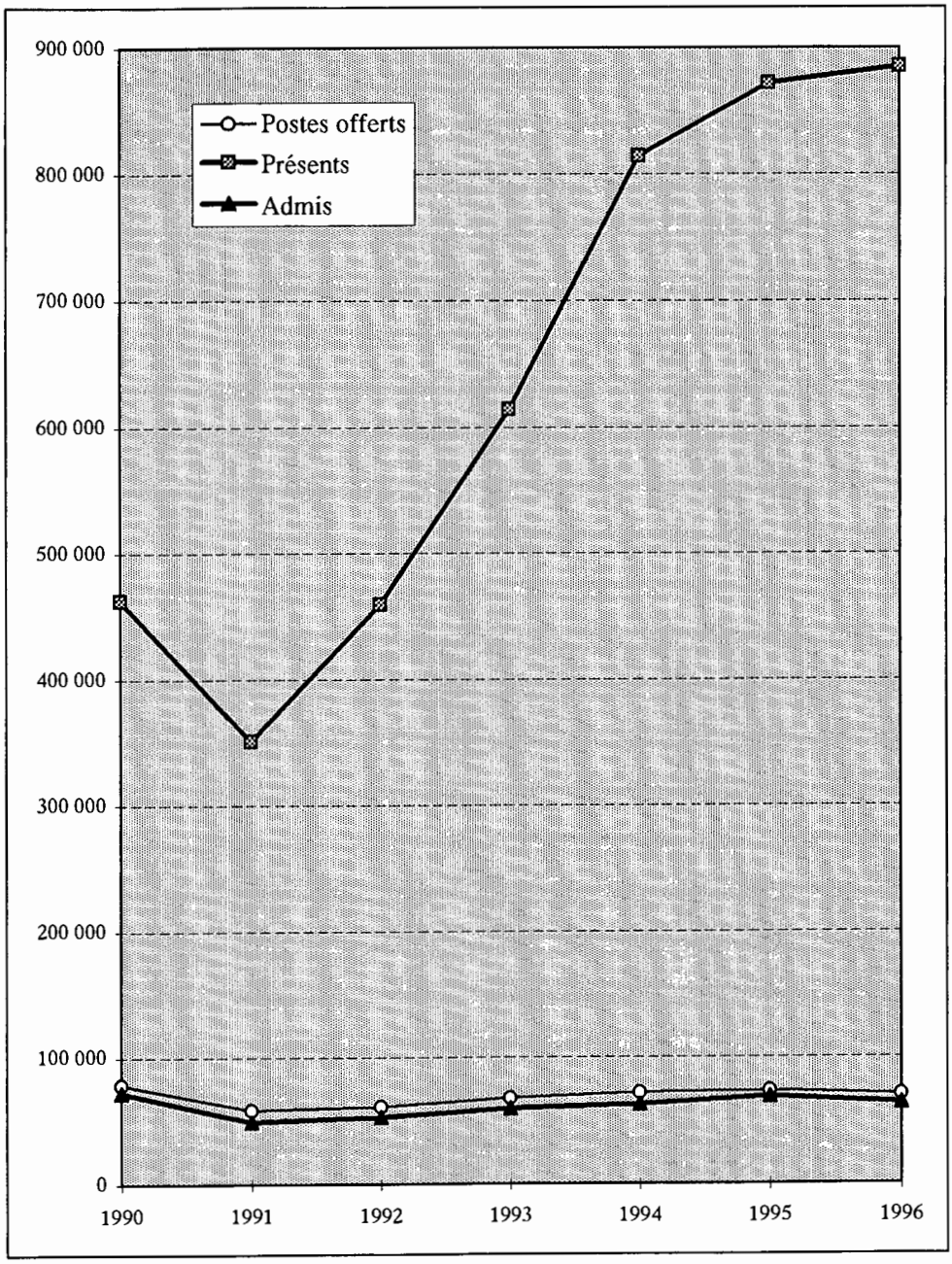
## A. *Sélectivité des concours depuis 1990*

**Tableau IV-1 : ENSEMBLE DES CONCOURS DE LA FONCTION PUBLIQUE DE L'ÉTAT : Évolution du nombre de postes, de candidats présents et admis sur liste principale**

| Années | Postes offerts | Présents | Admis | Sélectivité (présents/admis) |
|---|---|---|---|---|
| 1990 | 78 712 | 462 555 | 72 645 | 6,4 |
| 1991 | 58 715 | 351 226 | 49 575 | 7,1 |
| 1992 | 61 152 | 459 301 | 53 154 | 8,6 |
| 1993 | 67 942 | 614 165 | 59 598 | 10,3 |
| 1994 | 71 791 | 814 061 | 62 956 | 12,9 |
| 1995 | 73 507 | 871 554 | 68 770 | 12,7 |
| 1996 | 70 628 | 884 862 | 63 821 | 13,9 |

DGAFP, bureau des statistiques.
*Source : enquêtes auprès des directions de personnel.*

**Graphique IV-1 : ENSEMBLE DES CONCOURS DE LA FONCTION PUBLIQUE D'ÉTAT : Évolution du nombre de postes, de candidats présents et admis sur liste principale**



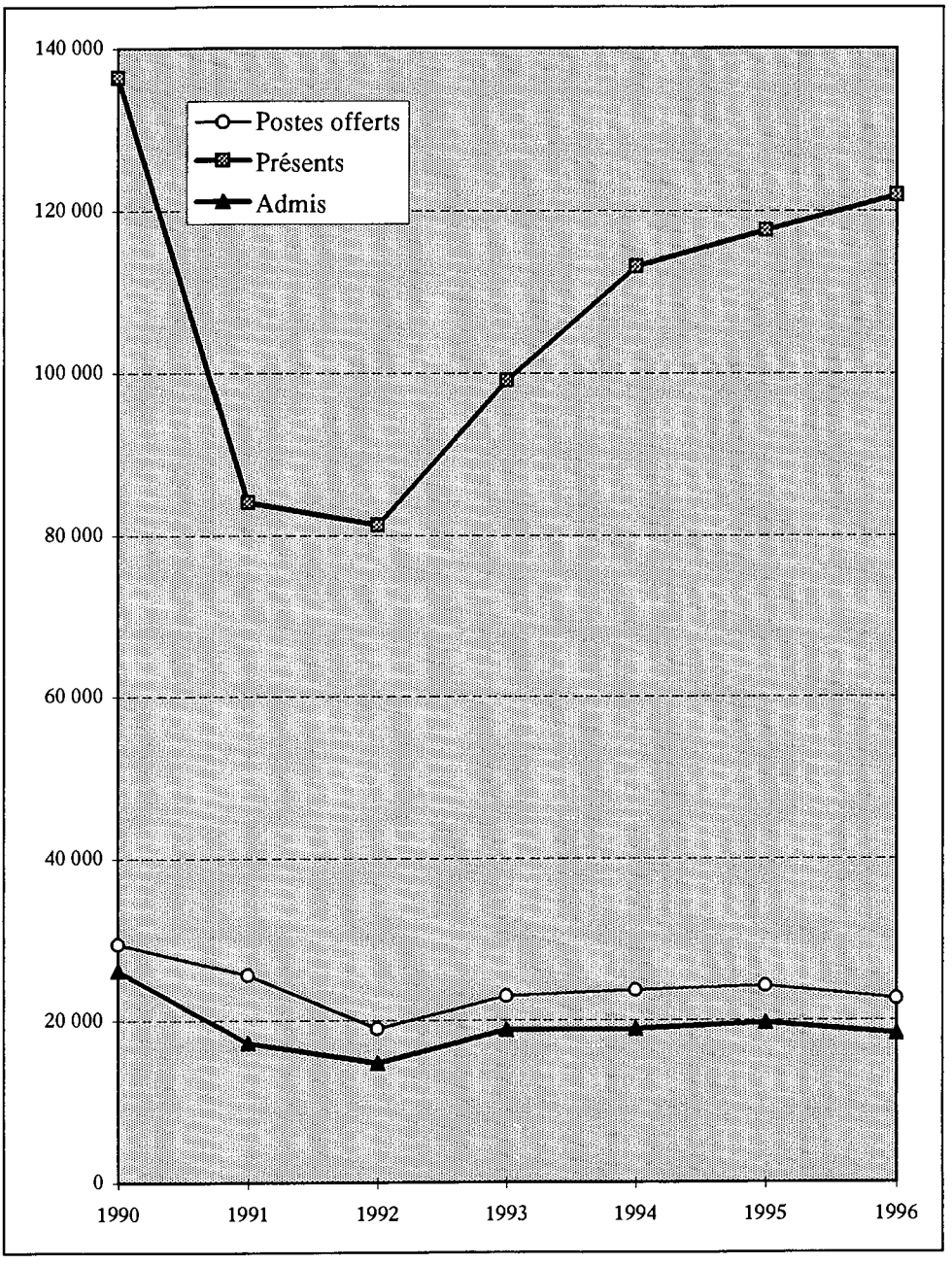

DGAFP, bureau des statistiques.
*Source : enquêtes auprès des directions de personnel.*

**Tableau IV-2 : CONCOURS EXTERNES : Évolution du nombre de postes, de candidats présents et admis sur liste principale**

| Années | Postes offerts | Présents | Admis | Sélectivité (présents/admis) |
|---|---|---|---|---|
| 1990 | 44 849 | 284 511 | 41 368 | 6,9 |
| 1991 | 30 995 | 255 507 | 30 432 | 8,4 |
| 1992 | 37 648 | 315 603 | 34 175 | 9,2 |
| 1993 | 41 508 | 465 601 | 37 266 | 12,5 |
| 1994 | 43 503 | 563 500 | 39 575 | 14,2 |
| 1995 | 43 815 | 618 817 | 43 942 | 14,1 |
| 1996 | 43 133 | 634 113 | 40 739 | 15,6 |

DGAFP, bureau des statistiques.
*Source : enquêtes auprès des directions de personnel.*

**Graphique IV-2 : CONCOURS EXTERNES : Évolution du nombre de postes, de candidats présents et admis sur liste principale**



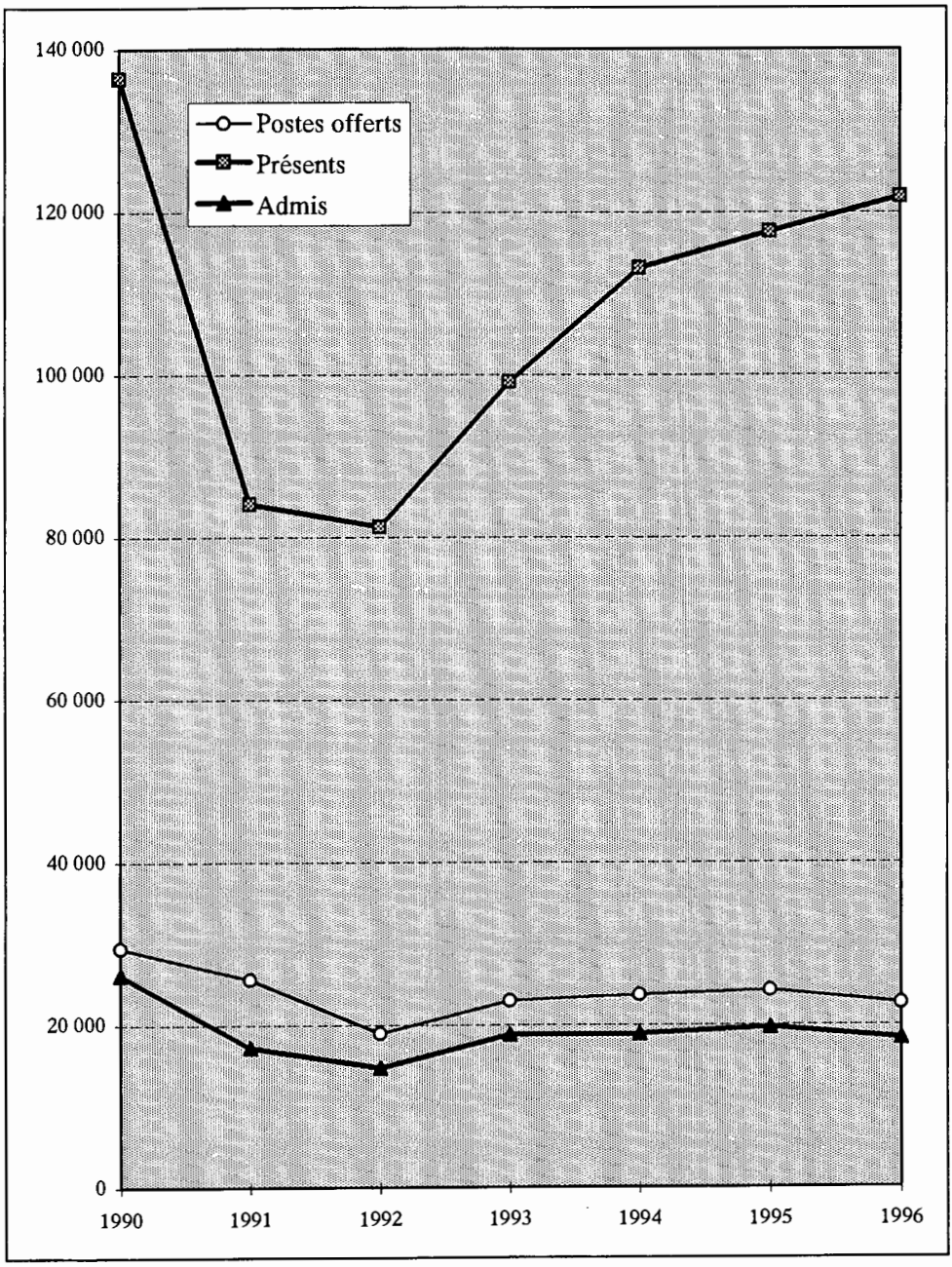

DGAFP, bureau des statistiques.
*Source : enquêtes auprès des directions de personnel.*

**Tableau IV-3 : CONCOURS INTERNES : Évolution du nombre de postes, de candidats présents et admis sur liste principale**

| Années | Postes offerts | Présents | Admis | Sélectivité (présents/admis) |
|---|---|---|---|---|
| 1990 | 29 426 | 136 427 | 26 165 | 5,2 |
| 1991 | 25 573 | 84 118 | 17 226 | 4,9 |
| 1992 | 18 964 | 81 258 | 14 682 | 5,5 |
| 1993 | 22 983 | 99 127 | 18 835 | 5,3 |
| 1994 | 23 666 | 113 118 | 18 869 | 6,0 |
| 1995 | 24 273 | 117 613 | 19 687 | 6,0 |
| 1996 | 22 638 | 121 924 | 18 355 | 6,6 |

DGAFP, bureau des statistiques.
*Source : enquêtes auprès des directions de personnel.*

**Graphique IV-3 : CONCOURS INTERNES : Évolution du nombre de postes, de candidats présents et admis sur liste principale**




DGAFP, bureau des statistiques.
*Source : enquêtes auprès des directions de personnel.*

**Tableau IV-4 : EXAMENS PROFESSIONNELS : Évolution du nombre de postes, de candidats présents et admis sur liste principale**

| Années | Postes offerts | Présents | Admis | Sélectivité (présents/admis) |
|---|---|---|---|---|
| 1990 | 1 945 | 13 152 | 1 886 | 7,0 |
| 1991 | 1 276 | 6 629 | 1 139 | 5,8 |
| 1992 | 1 179 | 9 021 | 1 095 | 8,2 |
| 1993 | 1 450 | 8 335 | 1 361 | 6,1 |
| 1994 | 1 754 | 10 855 | 1 573 | 6,9 |
| 1995 | 1 563 | 11 885 | 1 384 | 8,6 |
| 1996 | 1 907 | 13 003 | 1 731 | 7,5 |

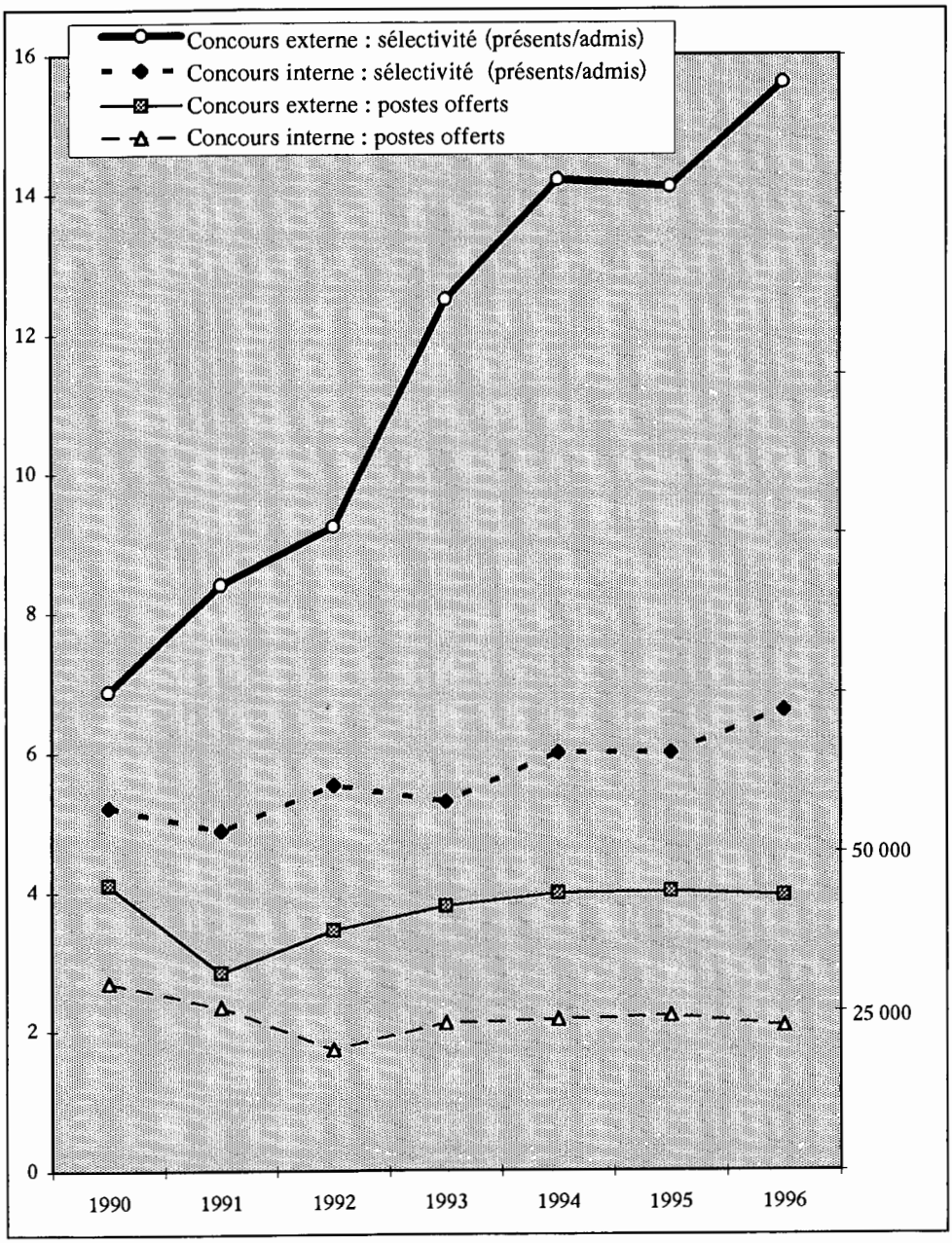
DGAFP, bureau des statistiques.
*Source : enquêtes auprès des directions de personnel.*

**Tableau IV-5 : CONCOURS UNIQUES : Évolution du nombre de postes, de candidats présents et admis sur liste principale aux concours uniques**

| Années | Postes offerts | Présents | Admis | Sélectivité (présents/admis) |
|---|---|---|---|---|
| 1990 | 2 492 | 28 465 | 3 226 | 8,8 |
| 1991 | 871 | 4 972 | 778 | 6,4 |
| 1992 | 3 361 | 53 419 | 3 202 | 16,7 |
| 1993 | 2 001 | 41 102 | 2 136 | 19,2 |
| 1994 | 2 868 | 126 588 | 2 939 | 43,1 |
| 1995 | 3 368 | 122 161 | 3 352 | 36,4 |
| 1996 | 2 819 | 115 476 | 2 878 | 40,1 |

DGAFP, bureau des statistiques.
*Source : enquêtes auprès des directions de personnel.*

**Graphique IV-4 : CONCOURS EXTERNES ET INTERNES : comparaison de l'évolution de la sélectivité et du nombre de postes offerts**




DGAFP, bureau des statistiques.
*Source : enquêtes auprès des directions de personnel.*

## B. Concours 1996

**Tableau IV-6 : ENSEMBLE DES CONCOURS (1) en 1996 : Répartition du nombre de postes, d'inscrits, de candidats présents et admis, par catégorie hiérarchique et par sexe**

| | Concours de catégorie A | | Concours de catégorie B | | Concours de catégorie C | Ensemble des concours | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Total | Dont enseignement (2) | Total | Dont enseignement (2) | | Total général | Dont enseignement (2) |
| *Postes offerts* | *50 145* | *45 532* | *6 087* | *324* | *14 396* | *70 628* | *45 856* |
| *Total inscrits* | *419 659* | *287 493* | *283 647* | *6 000* | *586 707* | *1 290 013* | *293 493* |
| - hommes | 174 346 | 112 372 | 99 246 | 1 966 | 172 600 | **446 192** | 114 338 |
| - femmes | 236 844 | 175 121 | 144 280 | 4 034 | 233 934 | **615 058** | 179 155 |
| - non renseigné | 8 469 | - | 40 121 | - | 180 173 | **228 763** | - |
| *Total présents* | *301 903* | *210 799* | *160 046* | *4 767* | *422 913* | *884 862* | *215 566* |
| - hommes | 123 247 | 79 347 | 55 471 | 1 522 | 116 644 | **295 362** | **80 869** |
| - femmes | 168 340 | 131 114 | 76 513 | 3 245 | 167 649 | **412 502** | 134 359 |
| - non renseigné | 10 316 | 338 | 28 062 | - | 138 620 | **176 998** | 338 |
| *Total admis* | *42 079* | *37 612* | *6 150* | *324* | *15 592* | *63 821* | *37 936* |
| - hommes | 16 789 | 14 302 | 2 770 | 124 | 7 570 | **27 129** | 14 426 |
| - femmes | 24 998 | 23 310 | 2 908 | 200 | 5 739 | **33 645** | 23 510 |
| - non renseigné | 292 | - | 472 | - | 2 283 | **3 047** | - |

DGAFP, bureau des statistiques.
*Source : enquêtes auprès des directions de personnel.*

(1) Concours externes, internes, uniques et examens professionnels.
(2) Enseignants stricto sensu et autres professions de l'enseignement : inspecteurs, conseillers d'orientation, conseillers d'éducation.

**Tableau IV-7 : CONCOURS EXTERNES en 1996 : Répartition du nombre de postes, d'inscrits, de candidats présents et admis, par catégorie hiérarchique et par sexe**

| | Concours de catégorie A | | Concours de catégorie B | | Concours de catégorie C | Ensemble des concours | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Total | Dont enseignement (1) | Total | Dont enseignement (1) | | Total général | Dont enseignement (1) |
| *Postes offerts* | *31 851* | *29 261* | *2 746* | *208* | *8 536* | *43 133* | *29 469* |
| *Total inscrits* | *332 797* | *218 185* | *241 365* | *5 475* | *397 120* | *971 282* | *223 660* |
| - hommes | 134 707 | 81 431 | 86 025 | 1 699 | 155 351 | **376 083** | **83 130** |
| - femmes | 191 385 | 136 754 | 123 174 | 3 776 | 197 499 | **512 058** | **140 530** |
| - non renseigné | 6 705 | - | 32 166 | - | 44 270 | **83 141** | **-** |
| *Total présents* | *240 261* | *162 936* | *126 231* | *4 306* | *267 621* | *634 113* | *167 242* |
| - hommes | 95 952 | 58 568 | 44 600 | 1 295 | 102 432 | **242 984** | **59 863** |
| - femmes | 136 371 | 104 368 | 59 897 | 3 011 | 131 763 | **328 031** | **107 379** |
| - non renseigné | 7 938 | - | 21 734 | - | 33 426 | **63 098** | **-** |
| *Total admis* | *27 778* | *25 132* | *3 028* | *266* | *9 933* | *40 739* | *25 398* |
| - hommes | 10 277 | 8 819 | 1 336 | 97 | 6 025 | **17 638** | **8 916** |
| - femmes | 17 214 | 16 313 | 1 396 | 169 | 3 391 | **22 001** | **16 482** |
| - non renseigné | 287 | - | 296 | - | 517 | **1 100** | **-** |

DGAFP, bureau des statistiques.
*Source : enquêtes auprès des directions de personnel.*

(1) Enseignants stricto sensu et autres professions de l'enseignement : inspecteurs, conseillers d'orientation, conseillers d'éducation.

**Tableau IV-8 : CONCOURS INTERNES en 1996 : Répartition du nombre de postes, d'inscrits, de candidats présents et admis, par catégorie hiérarchique et par sexe**

| | Concours de catégorie A | | Concours de catégorie B | | Concours de catégorie C | Ensemble des concours | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Total | Dont enseignement (1) | Total | Dont enseignement (1) | | Total général | Dont enseignement (1) |
| *Postes offerts* | *17 618* | *16 164* | *1 925* | *112* | *3 095* | *22 638* | *16 276* |
| *Total inscrits* | *81 310* | *68 855* | *30 000* | *503* | *46 241* | *157 551* | *69 358* |
| - hommes | 36 237 | 30 621 | 8 659 | 256 | 9 732 | **54 628** | **30 877** |
| - femmes | 43 309 | 38 234 | 13 386 | 247 | 20 221 | **76 916** | **38 481** |
| - non renseigné | 1 764 | - | 7 955 | - | 16 288 | **26 007** | - |
| *Total présents* | *57 434* | *47 515* | *23 813* | *443* | *40 677* | *121 924* | *47 958* |
| - hommes | 24 712 | 20 526 | 7 058 | 219 | 8 314 | **40 084** | **20 745** |
| - femmes | 30 344 | 26 651 | 10 427 | 224 | 24 665 | **65 436** | **26 875** |
| - non renseigné | 2 378 | 338 | 6 328 | - | 7 698 | **16 404** | **338** |
| *Total admis* | *13 675* | *12 389* | *1 858* | *54* | *2 822* | *18 355* | *12443* |
| - hommes | 6 148 | 5 417 | 731 | 25 | 943 | **7 822** | **5 442** |
| - femmes | 7 522 | 6 972 | 951 | 29 | 1 436 | **9 909** | **7 001** |
| - non renseigné | 5 | - | 176 | - | 443 | **624** | **-** |

DGAFP, bureau des statistiques.
*Source : enquêtes auprès des directions de personnel.*

(1) Enseignants stricto sensu et autres professions de l'enseignement : inspecteurs, conseillers d'orientation, conseillers d'éducation.

**Tableau IV-9 : CONCOURS UNIQUES & EXAMENS PROFESSIONNELS en 1996 : Répartition du nombre de postes, d'inscrits, de candidats présents et admis, par sexe**

| Examen professionnel | | Concours unique | |
|---|---|---|---|
| *Postes offerts* | *1 907* | *Postes offerts* | *2 819* |
| *Total inscrits* | *15 762* | *Total inscrits* | *144 910* |
| - hommes | 7 978 | - hommes | 7 220 |
| - femmes | 7 784 | - femmes | 18 075 |
| | | - non renseigné | 119 615 |
| *Total présents* | *13 003* | *Total présents* | *115 476* |
| - hommes | 6 841 | - hommes | 5 272 |
| - femmes | 6 162 | - femmes | 12 708 |
| | | - non renseigné | 97 496 |
| ***Total admis*** | ***1 731*** | ***Total admis*** | ***2 878*** |
| - hommes | 1 145 | - hommes | 489 |
| - femmes | 586 | - femmes | 1 066 |
| | | - non renseigné | 1 323 |

DGAFP, bureau des statistiques.
*Source : enquêtes auprès des directions de personnel.*

**Tableau IV-10 : Taux de présence et sélectivité par type de concours et par catégorie hiérarchique en 1996**

| Type de concours | Postes offerts | Taux de présence (1) | Sélectivité (2) |
|---|---|---|---|
| **Concours externes** | | | |
| Catégorie A | 31 851 | 0,72 | 8,6 |
| *- dont enseignement* | *29 261* | 0,75 | *6,5* |
| Catégorie B | 2 746 | 0,52 | 41,7 |
| *- dont enseignement* | *208* | 0,79 | *16,2* |
| Catégorie C | 8 536 | 0,67 | 26,9 |
| **Total** | **43 133** | **0,65** | **15,6** |
| ***- dont enseignement*** | ***29 469*** | ***0,75*** | ***6,6*** |
| **Concours internes** | | | |
| Catégorie A | 17 618 | 0,71 | 4,2 |
| *- dont enseignement* | *16 164* | *0,69* | *3,8* |
| Catégorie B | 1 925 | 0,79 | 12,8 |
| *- dont enseignement* | *112* | *0,88* | *8,2* |
| Catégorie C | 3 095 | 0,88 | 14,4 |
| **Total** | **22 638** | **0,77** | **6,6** |
| ***- dont enseignement*** | ***16 276*** | ***0,69*** | ***3,9*** |
| **Concours unique** | **2 819** | **0,80** | **40,1** |
| **Examen professionnel** | **1 907** | **0,82** | **7,5** |
| **Ensemble des concours** | | | |
| Catégorie A | 50 145 | 0,72 | 7,2 |
| *- dont enseignement* | *45 532* | *0,73* | *5,6* |
| Catégorie B | 6 087 | 0,56 | 26,0 |
| *- dont enseignement* | *324* | *0,79* | *14,7* |
| Catégorie C | 14 396 | 0,72 | 27,1 |
| **Total général** | **70 628** | **0,69** | **13,9** |
| ***- dont enseignement*** | ***45 856*** | ***0,73*** | ***5,7*** |

DGAFP, bureau des statistiques.
*Source : enquêtes auprès des directions de personnel.*

(1) Présents/inscrits
(2) Présents/admis

**Tableau IV-11 : ENSEMBLE DES CONCOURS DE LA FONCTION PUBLIQUE DE L'ÉTAT - Répartition par administration du nombre d'inscrits, de candidats présents et admis sur liste principale par sexe en 1996**

| Ministères | Inscrits | | | | Présents | | | | Admis | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Hommes | Femmes | Non renseigné | Total | Hommes | Femmes | Non renseigné | Total | Hommes | Femmes | Non renseigné | Total |
| Affaires étrangères (1) | 3 416 | 7 794 | - | 11 210 | 1 980 | 4 202 | - | 6 182 | 80 | 106 | - | 186 |
| Affaires sociales (2) | 6 363 | 18 700 | - | 25 063 | 3 341 | 9 973 | - | 13 314 | 129 | 392 | - | 521 |
| Agriculture (3) | 12 833 | 20 506 | 1 734 | 35 073 | 9 181 | 14 226 | 1 652 | 25 059 | 430 | 359 | - | 789 |
| Anciens combattants (4) | 111 | 174 | - | 285 | 87 | 129 | - | 216 | 18 | 27 | - | 45 |
| Aviation civile | 9 669 | 5 059 | - | 14 728 | 8 214 | 3 747 | - | 11 961 | 255 | 124 | - | 379 |
| Coopération | 724 | 440 | - | 1 164 | 524 | 280 | - | 804 | 7 | 4 | - | 11 |
| Culture | 3 215 | 4 544 | - | 7 759 | 2 115 | 2 580 | - | 4 695 | 211 | 138 | - | 349 |
| Défense | 2 732 | 1 889 | - | 4 621 | 1 975 | 1 227 | - | 3 202 | 152 | 51 | - | 203 |
| DOM-TOM | 235 | 609 | - | 844 | 166 | 492 | - | 658 | 1 | 4 | - | 5 |
| Économie et finances (5) | 103 086 | 148 251 | 311 | 251 648 | 63 479 | 85 034 | 148 | 148 661 | 1 749 | 1 699 | 15 | 3 463 |
| Éduc. nat., ens. sup, jeun. et sp. | 149 250 | 211 304 | 220 862 | 581 416 | 106 356 | 164 199 | 163 614 | 434 169 | 16 802 | 26 539 | 2 704 | 46 045 |
| Environnement | 7 | - | - | 7 | 7 | - | - | 7 | 3 | - | - | 3 |
| Équipement (6) | 52 637 | 37 560 | 310 | 90 507 | 38 374 | 23 900 | 288 | 62 562 | 2 044 | 770 | - | 2 814 |
| Industrie | 811 | 1 002 | - | 1 813 | 528 | 625 | - | 1 153 | 61 | 28 | - | 89 |
| Intérieur | 58 146 | 99 036 | - | 157 182 | 33 868 | 65 908 | - | 99 776 | 3 723 | 1 834 | 51 | 5 608 |
| Justice | 19 011 | 31 324 | - | 50 335 | 11 055 | 21 364 | - | 32 419 | 402 | 868 | - | 1 270 |
| Mer | 1 063 | 970 | - | 2 033 | 659 | 778 | - | 1 437 | 60 | 82 | - | 142 |
| Premier ministre | 5 987 | 8 182 | - | 14169 | 3 321 | 4 266 | - | 7 587 | 175 | 129 | 277 | 581 |
| EPST recherche (7) | 16 896 | 17 714 | 5 546 | 40 156 | 10 132 | 9 572 | 11 296 | 31 000 | 827 | 491 | - | 1 318 |
| Total | 446 192 | 615 058 | 228 763 | 1 290 013 | 295 362 | 412 502 | 176 998 | 884 862 | 27 129 | 33 645 | 3 047 | 63 821 |

DGAFP, bureau des statistiques.

*Source : enquêtes auprès des directions de personnel.*

(1) Y compris OFPRA.
(2) Y compris INJS, INJA.
(3) Y compris ONF, ONIC.
(4) Y compris INI, ONAC.
(5) Y compris CDC.
(6) Y compris IGN, Météo France.
(7) Établissements publics scientifiques et techniques : INRA, CNRS, INRIA, ORSTOM, INSERM, INED, INRETS, CEMAGREF.

**Tableau IV-12 : Répartition par administration des postes offerts et des candidats admis sur liste principale par type de concours en 1996**

| Ministères | Concours externe | | Concours interne | | Concours unique | | Sélection Professionnelle | | Autres | | Total | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Postes | Admis | Postes | Admis | Postes | Admis | Postes | Admis | Postes | Admis | Postes | Admis |
| Af. étrangères (1) | 55 | 73 | 82 | 83 | - | - | 31 | 30 | - | - | 168 | 186 |
| Af. sociales (2) | 247 | 239 | 221 | 205 | 24 | 17 | 60 | 60 | - | - | 552 | 521 |
| Agriculture (3) | 452 | 455 | 268 | 228 | 89 | 76 | 30 | 30 | - | - | 839 | 789 |
| Anc. combat.(4) | 31 | 38 | 7 | 7 | - | - | - | - | - | - | 38 | 45 |
| Aviation civile | 231 | 305 | 100 | 48 | - | - | 41 | 26 | - | - | 372 | 379 |
| Coopération | - | - | 2 | 3 | 6 | 7 | 1 | 1 | - | - | 9 | 11 |
| Culture | 127 | 124 | 226 | 222 | 4 | 1 | 2 | 2 | - | - | 359 | 349 |
| Défense | 89 | 101 | 92 | 85 | 14 | 14 | 3 | 3 | - | - | 198 | 203 |
| DOM-TOM | 2 | 2 | 3 | 3 | - | - | - | - | - | - | 5 | 5 |
| Économ & fin.(5) | 2 287 | 2 482 | 780 | 864 | 100 | 105 | 12 | 12 | - | - | 3 179 | 3 463 |
| Éducation nationale | 33 043 | 28 927 | 18 989 | 14 803 | 2 051 | 2 063 | 259 | 252 | - | - | 54 342 | 46 045 |
| Environnement | - | - | - | - | - | - | 3 | 3 | - | - | 3 | 3 |
| Équipement (6) | 1 266 | 1 263 | 553 | 504 | - | - | 1 200 | 1 045 | 2(9) | 2(9) | 3 021 | 2 814 |
| Industrie | 69 | 62 | 9 | 4 | 9 | 9 | 14 | 14 | - | - | 101 | 89 |
| Intérieur | 3 756 | 5 071 | 363 | 371 | 66 | 63 | 102 | 103 | - | - | 4 287 | 5 608 |
| Justice | 297 | 431 | 272 | 263 | 354 | 438 | 137 | 138 | - | - | 1 060 | 1 270 |
| Mer | 26 | 26 | 21 | 19 | 29 | 15 | 11 | 11 | 84(9) | 71(9) | 171 | 142 |
| Premier ministre | 343 | 343 | 200 | 200 | 6 | 6 | - | - | 32(8) | 32(8) | 581 | 581 |
| EPST recher. (7) | 812 | 797 | 450 | 443 | 67 | 64 | 1 | 1 | 13(9) | 13(9) | 1 343 | 1 318 |
| **Total** | **43 133** | **40 739** | **22 638** | **18 355** | **2 819** | **2 878** | **1 907** | **1 731** | **131** | **118** | **70 628** | **63 821** |

DGAFP, bureau des statistiques.

*Source : enquêtes auprès des directions de personnel.*

(1) Y compris OFPRA.
(2) Y compris INJS, INJA.
(3) Y compris ONF, ONIC.
(4) Y compris INI, ONAC.
(5) Y compris CDC.
(6) Y compris IGN, Météo France.
(7) Établissements publics scientifiques et techniques : INRA, CNRS, INRIA, ORSTOM, INSERM, INED, INRETS, CEMAGREF.
(8) Troisième concours
(9) Titularisation

**Tableau IV-13 : Ensemble des concours(1) 1996 dont le nombre de candidats admis sur liste principale est supérieur à 200**

| Cat. | Libellé | Postes offerts | Inscrits | Présents | Admis sur liste principale |
|---|---|---|---|---|---|
| A | Professeurs certifiés | 25 660 | 134 894 | 103 216 | 18 860 |
| | Professeurs des écoles | 12 850 | 70 986 | 53 905 | 12 843 |
| | Professeurs agrégés de l'enseignement du second degré | 5 000 | 52 786 | 33 891 | 3 950 |
| | Personnels de direction de 2ème cat. de l'Éducation nat. | 630 | 2 146 | 1 039 | 630 |
| | Conseillers principaux d'éducation | 600 | 14 200 | 9 497 | 598 |
| | Élèves des Instituts régionaux d'administration publique | 463 | 10 816 | 5 430 | 463 |
| | Inspecteurs des Impôts | 425 | 11 691 | 6 239 | 423 |
| | Chargés de recherche au C.N.R.S. | 248 | 3 704 | 3 575 | 250 |
| | Ingénieurs d'études du ministère de l'Éducation nationale | 224 | 4 320 | 4 218 | 220 |
| | Directeurs de recherche au C.N.R.S. | 207 | 1 842 | 1 827 | 212 |
| B | Secrétaires d'administration scolaire et universitaire | 584 | 41 823 | 27 359 | 598 |
| | Contrôleurs des Impôts | 512 | 37 054 | 21 489 | 526 |
| | Techniciens des travaux publics de l'État | 526 | 6 552 | 4 198 | 517 |
| | Contrôleurs du Trésor | 345 | 30 642 | 5 309 | 458 |
| | Infirmier(e)s | 376 | 3 021 | 2 453 | 373 |
| | Techniciens de recherche et de formation Éducation nationale | 393 | 2 971 | 1 721 | 358 |
| | Contrôleurs des travaux publics de l'État | 476 | 7 299 | 4 748 | 324 |
| | Secrétaires administratifs de préfecture | 178 | 20 861 | 13 440 | 208 |
| C | Gardiens de la Paix | 3 001 | 40 010 | 19 309 | 4 072 |
| | Adjoints administratifs | 2 383 | 167 485 | 120 682 | 2 569 |
| | Ouvriers d'entretien et d'accueil des Étab. d'Enseignement | 1 722 | 80 300 | 69 551 | 1 741 |
| | Ouvriers professionnels | 1 161 | 15 568 | 11 737 | 1 035 |
| | Agents administratifs | 850 | 72 901 | 52 230 | 953 |
| | Agents de recouvrement du Trésor | 785 | 49 833 | 35 037 | 756 |
| | Agents d'exploitation des travaux publics de l'État | 443 | 10 614 | 9 091 | 443 |
| | Maîtres ouvriers | 540 | 5 922 | 4 753 | 413 |
| | Agents de constatation ou d'assiette des Impôts | 294 | 32 545 | 22 979 | 306 |
| | Magasiniers spécialisés | 298 | 2 173 | 1 706 | 298 |
| | Chefs d'équipe d'exploitation des travaux publics de l'État | 304 | 2 230 | 2 139 | 294 |
| | Agents de constatation des Douanes | 184 | 37 833 | 28 450 | 290 |
| | Adjoints techniques d'accueil surveillance & magasinage | 275 | 3 226 | 2 168 | 275 |
| | Adjoints techniques de recherche et de formation Educ. nat | 307 | 2 629 | 1 745 | 270 |
| | Agents des serv techniques de recherche et de form Educ. nat | 256 | 2 430 | 1 659 | 248 |
| | Aides de laboratoire des Établissements scolaires | 206 | 2 587 | 1 874 | 204 |

DGAFP, bureau des statistiques.
*Source : enquêtes auprès des directions de personnel.*
(1) Concours externes, internes, uniques et examens professionnels.

**L'ensemble de ces concours porte sur 55 978 admis sur liste principale.**

**Tableau IV-14 : Concours externes 1996 dont le nombre de candidats admis sur liste principale est supérieur à 200**

| Cat. | Libellé | Postes offerts | Inscrits | Présents | Admis sur liste principale | Taux de sélectivité (1) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| A | Professeurs certifiés | 16 580 | 105 935 | 81 371 | 12 908 | 6,3 |
| | Professeurs des écoles | 8 900 | 55 585 | 43 225 | 8 980 | 4,8 |
| | Professeurs agrégés de l'enseignement du second degré | 3 000 | 34 204 | 23 102 | 2 480 | 9,3 |
| | Conseillers principaux d'éducation | 400 | 12 295 | 7 939 | 399 | 19,9 |
| | Élèves d'Instituts régionaux d'administration publique | 286 | 8 975 | 4 325 | 286 | 15,1 |
| | Inspecteurs des impôts | 286 | 10 085 | 5 090 | 284 | 17,9 |
| | Chargés de recherche au C.N.R.S. | 248 | 3 704 | 3 575 | 250 | 14,3 |
| B | Contrôleurs du Trésor | 207 | 28 860 | 4 108 | 279 | 14,7 |
| | Secrétaires d'administration scolaire et universitaire | 271 | 32 166 | 19 730 | 274 | 72,0 |
| | Contrôleurs des Impôts | 262 | 33 292 | 18 381 | 266 | 69,1 |
| | Techniciens de rech. et de form. Éducation nationale. | 276 | 2 516 | 1 300 | 248 | 5,2 |
| | Infirmier(e)s | 199 | 1 951 | 1 505 | 207 | 7,3 |
| C | Gardiens de la Paix | 3 001 | 40 010 | 19 309 | 4 072 | 4,7 |
| | Adjoints administratifs | 998 | 126 896 | 87 564 | 1 032 | 84,8 |
| | Agents de recouvrement du Trésor | 746 | 49 740 | 34 956 | 746 | 46,9 |
| | Ouvriers professionnels | 700 | 11 512 | 8 394 | 703 | 11,9 |
| | Agents d'exploitation des travaux publics de l'État | 443 | 10 614 | 9 091 | 443 | 20,5 |
| | Agents administratifs | 330 | 23 098 | 16 063 | 434 | 37,0 |
| | Agents de constatation ou d'assiette des Impôts | 278 | 32 467 | 22 927 | 279 | 82,2 |
| | Agents des serv. tech. de rech. et de form. Educ. nat. | 256 | 2 430 | 1 659 | 248 | 6,7 |
| | Maîtres ouvriers | 335 | 3 807 | 2 865 | 247 | 11,6 |

DGAFP, bureau des statistiques.
*Source : enquêtes auprès des directions de personnel.*

(1) Présents/admis.

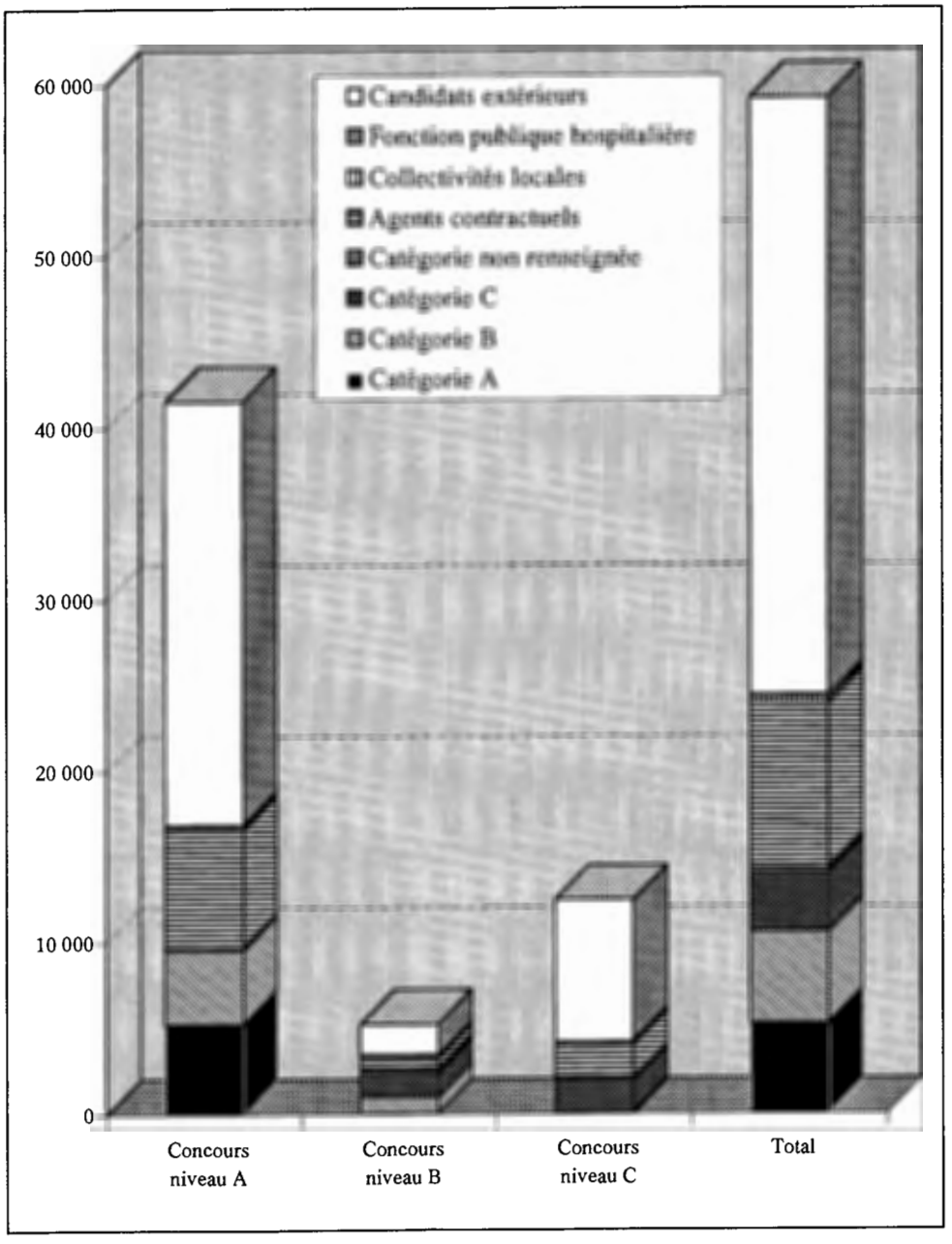
**Tableau IV-15 : Origine statutaire des candidats admis à l'ensemble des concours (1) 1996**

| Origine des candidats admis | Concours niveau A | Concours niveau B | Concours niveau C | Total |
|---|---|---|---|---|
| Catégorie A | 5 218 | 8 | 2 | 5 228 |
| Catégorie B | 4 329 | 984 | 2 | 5 315 |
| Catégorie C | 68 | 1 419 | 1 967 | 3 454 |
| Catégorie non renseignée | 54 | 215 | 38 | 307 |
| **Total titulaires de l'État** | **9 669** | **2 626** | **2 009** | **14 304** |
| Agents contractuels | 6 934 | 654 | 2 021 | 9 609 |
| Collectivités locales | 189 | 101 | 76 | 366 |
| Fonction publique hospitalière | 28 | 75 | 32 | 135 |
| Candidats extérieurs | 24 732 | 1 773 | 8 294 | 34 799 |
| *dont Union européenne* | *2* | *1* | *1* | *4* |
| Origine non renseignée | 527 | 917 | 3 160 | 4 604 |
| **Total général** | **42 079** | **6 150** | **15 592** | **63 821** |

DGAFP, bureau des statistiques.
*Source : enquêtes auprès des directions de personnel.*

(1) Concours externes, internes, uniques et examens professionnels.

**Graphique IV-5 : Origine statutaire des candidats admis à l'ensemble des concours (1) 1996**




DGAFP, bureau des statistiques.
*Source : enquêtes auprès des directions de personnel.*

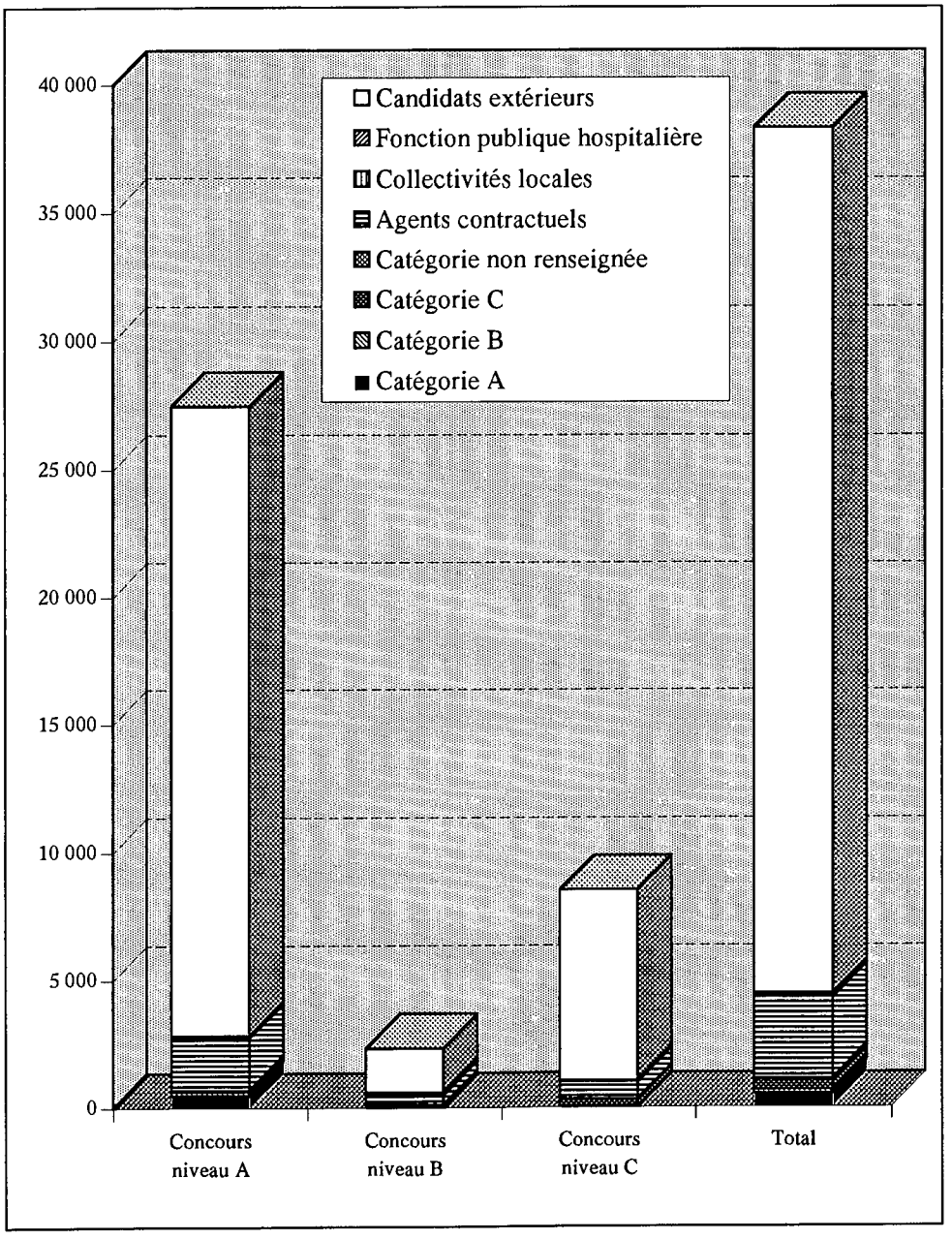
(1) Concours externes, internes, uniques et examens professionnels.

**Tableau IV-16 : Origine statutaire des candidats admis aux concours externes 1996**

| Origine des candidats admis | Concours niveau A | Concours niveau B | Concours niveau C | Total | % |
|---|---|---|---|---|---|
| Catégorie A | 504 | 4 | - | 508 | 1,2 |
| Catégorie B | 140 | 12 | 2 | 154 | 0,4 |
| Catégorie C | 19 | 87 | 297 | 403 | 1,0 |
| Catégorie non renseignée | 35 | - | 5 | 40 | 0,1 |
| **Total titulaires de l'État** | **663** | **103** | **299** | **1 105** | **2,7** |
| Agents contractuels | 2 063 | 419 | 703 | 3 185 | 7,8 |
| Collectivités locales | 46 | 18 | 15 | 79 | 0,2 |
| Fonction publique hospitalière | 14 | 45 | 2 | 61 | 0,1 |
| Candidats extérieurs | 24 648 | 1 732 | 7 498 | 33 878 | 89,1 |
| *dont Union européenne* | 2 | 1 | 1 | 4 | 0,0 |
| Origine non renseignée | 309 | 711 | 1 411 | 2 431 | 6,0 |
| **Total général** | **27 778** | **3 028** | **9 933** | **40 739** | **100,0** |

DGAFP, bureau des statistiques.
*Source : enquêtes auprès des directions de personnel.*

**Graphique IV-6 : Origine statutaire des candidats admis aux concours externes 1996**




DGAFP, bureau des statistiques.
*Source : enquêtes auprès des directions de personnel.*

## Tableau IV-17 : Origine statutaire des candidats admis aux concours internes 1996

| Origine des candidats admis | Concours niveau A | Concours niveau B | Concours niveau C | Total | % |
|---|---|---|---|---|---|
| Catégorie A | 4 285 | 4 | 1 | 4 290 | 23,4 |
| Catégorie B | 4 143 | 72 | - | 4 215 | 23,0 |
| Catégorie C | 49 | 1 107 | 1 332 | 2 488 | 13,5 |
| Catégorie non renseignée | 19 | 206 | 29 | 254 | 1,4 |
| **Total titulaires de l'État** | **8 496** | **1 389** | **1 362** | **11 247** | **61,3** |
| Agents contractuels | 4 806 | 150 | 950 | 5 906 | 32,2 |
| Collectivités locales | 142 | 83 | 38 | 263 | 1,4 |
| Fonction publique hospitalière | 13 | 30 | 24 | 67 | 0,4 |
| Origine non renseignée | 218 | 206 | 448 | 872 | 4,7 |
| **Total général** | **13 675** | **1 858** | **2 822** | **18 355** | **100,0** |

DGAFP, bureau des statistiques.
*Source : enquêtes auprès des directions de personnel.*

## Tableau IV-18 : Origine statutaire des candidats admis aux examens professionnels 1996

| Origine des candidats admis | Concours niveau A | Concours niveau B | Concours niveau C | Total | % |
|---|---|---|---|---|---|
| Catégorie A | 344 | - | - | 344 | 19,9 |
| Catégorie B | 46 | 904 | - | 946 | 54,9 |
| Catégorie C | 0 | 117 | 306 | 423 | 24,4 |
| Catégorie non renseignée | 0 | 9 | - | 9 | 0,5 |
| **Total titulaires de l'État** | **390** | **1 026** | **306** | **1 722** | **99,7** |
| Agents contractuels | - | 4 | - | 8 | 0,2 |
| Candidats extérieurs | 1 | - | - | 1 | 0,1 |
| **Total général** | **391** | **1 034** | **306** | **1 731** | **100,0** |

DGAFP, bureau des statistiques.
*Source : enquêtes auprès des directions de personnel.*

## Tableau IV-19 : Origine statutaire des candidats admis aux concours uniques 1996

| Origine des candidats admis | Concours niveau A | Concours niveau B | Concours niveau C | Total | % |
|---|---|---|---|---|---|
| Catégorie A | 85 | - | 1 | 86 | 3,0 |
| Catégorie B | - | - | - | - | 0,0 |
| Catégorie C | - | 108 | 32 | 140 | 4,9 |
| Catégorie non renseignée | - | - | 4 | 4 | 0,1 |
| **Total titulaires de l'État** | **85** | **108** | **37** | **230** | **8,0** |
| Agents contractuels | 51 | 15 | 361 | 427 | 14,8 |
| Collectivités locales | 1 | - | 23 | 24 | 0,8 |
| Fonction publique hospitalière | 1 | - | 6 | 7 | 0,2 |
| Candidats extérieurs | 56 | 37 | 796 | 889 | 30,9 |
| Origine non renseignée | | | 1 301 | 1 301 | 45,2 |
| **Total général** | **194** | **160** | **2 524** | **2 878** | **100,0** |

DGAFP, bureau des statistiques.
*Source : enquêtes auprès des directions de personnel.*

## Tableau IV-20 : Origine statutaire des candidats admis aux 3ème concours 1996

| Origine des candidats admis | Concours niveau A | Concours niveau B | Concours niveau C | Total | % |
|---|---|---|---|---|---|
| Agents contractuels | 4 | - | - | 4 | 12,5 |
| Candidats extérieurs | 28 | - | - | 28 | 87,5 |
| **Total général** | | - | - | **32** | **100,0** |

DGAFP, bureau des statistiques.
*Source : enquêtes auprès des directions de personnel.*

## Tableau IV-21 : Origine statutaire des candidats admis aux concours de titularisation 1996

| Origine des candidats admis | Concours niveau A | Concours niveau B | Concours niveau C | Total | % |
|---|---|---|---|---|---|
| Agents contractuels | 9 | 70 | 7 | 96 | 100,0 |
| **Total général** | **9** | **70** | **7** | **86** | |

DGAFP, bureau des statistiques.
*Source : enquêtes auprès des directions de personnel.*

## C. Concours des Instituts Régionaux d'Administration

**Tableau IV-22 : Évolution du nombre d'inscrits, de présents, d'admis et du taux de sélectivité**

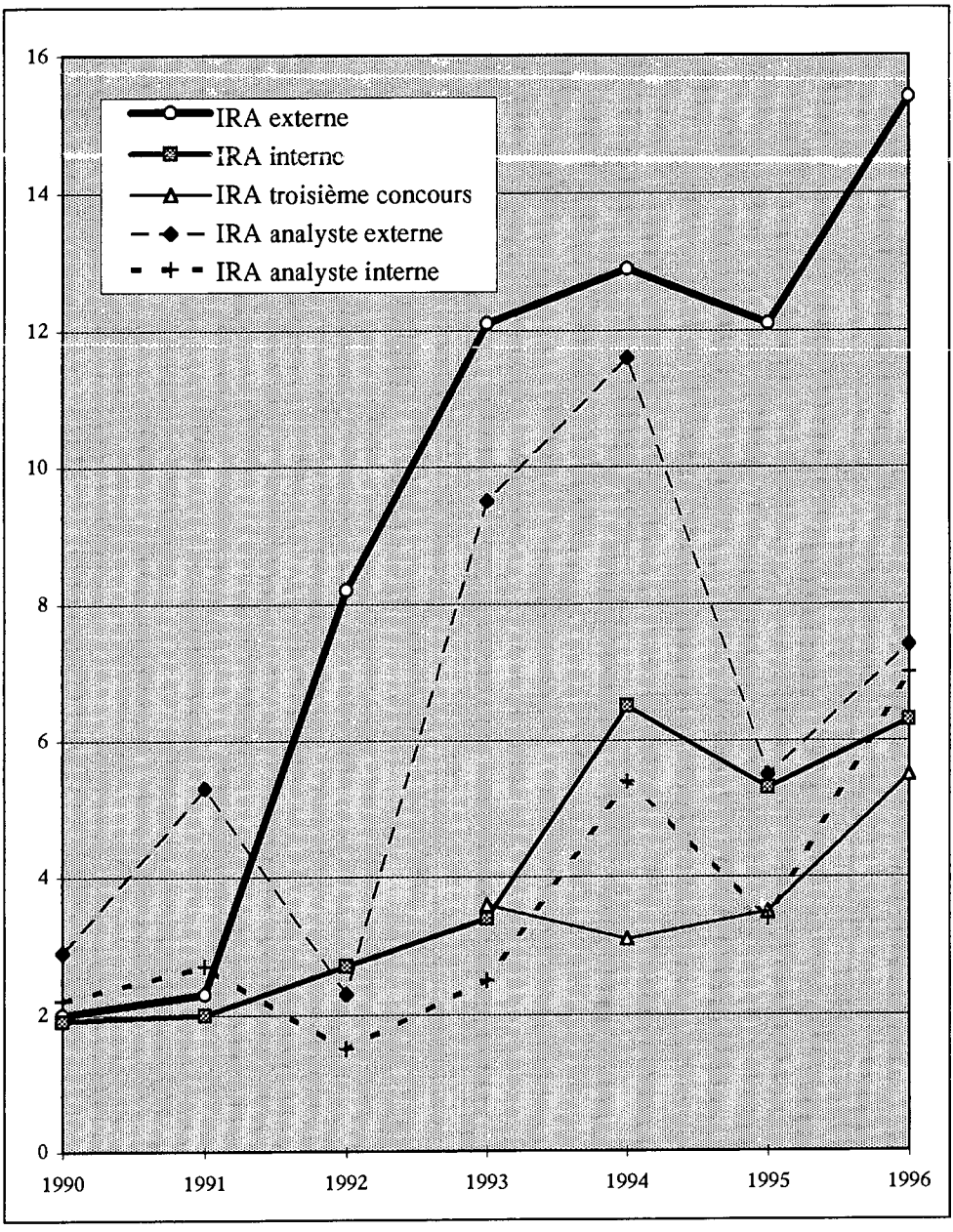
| Années | Concours | Inscrits | Présents | Admissibles | Admis | Sélectivité (présents/admis) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 1994 | IRA externe | 6 358 | 3 235 | 649 | 250 | 12,9 |
| | IRA interne | 1 220 | 823 | 300 | 126 | 6,5 |
| | IRA troisième concours (1) | 129 | 61 | 41 | 20 | 3,1 |
| | IRA analyste externe | 252 | 116 | 28 | 10 | 11,6 |
| | IRA analyste interne | 51 | 38 | 15 | 7 | 5,4 |
| | Total | 14 579 | 6 729 | 1 360 | 491 | 13,7 |
| 1995 | IRA externe | 7 417 | 3 767 | 810 | 311 | 12,1 |
| | IRA interne | 1 337 | 878 | 360 | 166 | 5,3 |
| | IRA troisième concours (1) | 198 | 91 | 56 | 26 | 3,5 |
| | IRA analyste externe | 181 | 66 | 23 | 12 | 5,5 |
| | IRA analyste interne | 48 | 24 | 12 | 7 | 3,4 |
| | Total | 12 911 | 6 275 | 1 472 | 597 | 10,5 |
| 1996 | IRA externe | 8797 | 4 258 | 677 | 277 | 15,4 |
| | IRA interne | 1657 | 942 | 361 | 149 | 6,3 |
| | IRA troisième concours (1) | 231 | 127 | 69 | 23 | 5,5 |
| | IRA analyste externe | 178 | 67 | 26 | 9 | 7,4 |
| | IRA analyste interne | 50 | 35 | 12 | 5 | 7,0 |
| | Total | 10 906 | 5 429 | 1 145 | 463 | 11,7 |

DGAFP, bureau du recrutement et de la formation.

(1) Attaché d'administration centrale.
(2) Secrétaire d'administration centrale. Concours commun à plusieurs ministères.
(3) Concours administratif crée par la loi du 27 juillet 1991, réservé aux candidats justifiant d'une activité professionnelle dans le secteur privé ou d'un mandat de membre d'une assemblée élue d'une collectivité territoriale.

**IRA = Institut Régional d'Administration**

**Graphique IV-7 : Évolution du taux de sélectivité (présents/admis) aux concours des IRA**




DGAFP, bureau du recrutement et de la formation.

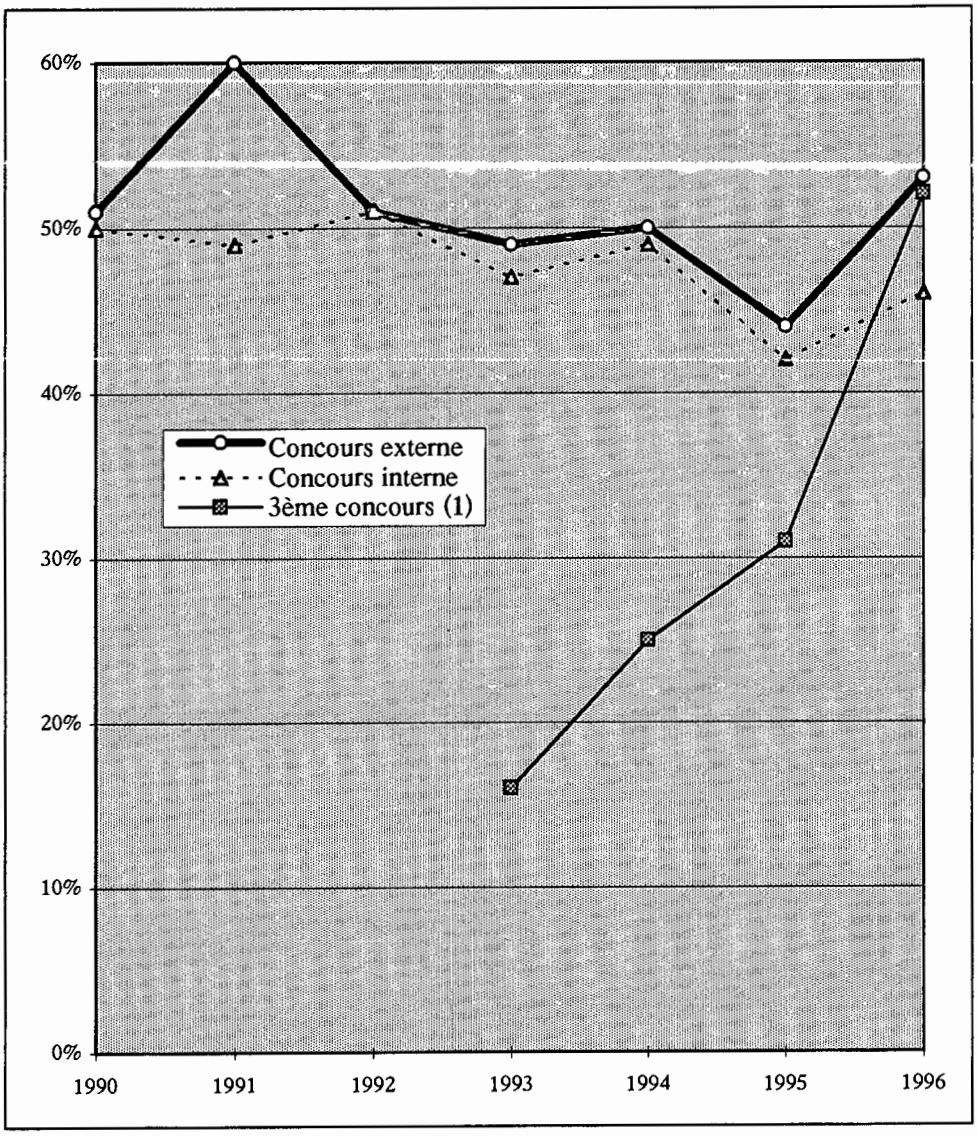
**Tableau IV-23 : Concours externes des instituts régionaux d'administration : taux de réussite selon le type de diplôme des candidats admis en 1996**

| Diplômes | | Présents | Admis | Taux de réussite en % |
|---|---|---|---|---|
| **Droit** | | **2 077** | **103** | **5** |
| dont : | DES - Doctorat | 422 | 38 | 9 |
| | Maîtrise | 1 209 | 40 | 3 |
| | Licence | 446 | 25 | 9 |
| **Sciences économiques** | | **256** | **6** | **2** |
| dont : | DES - Doctorat | 51 | 2 | 4 |
| | Maîtrise | 151 | 4 | 3 |
| | Licence | 54 | 0 | 0 |
| **AES (Administration économique et sociale)** | | **506** | **9** | **2** |
| dont : | Maîtrise | 304 | 7 | 2 |
| | Licence | 202 | 2 | 1 |
| **Lettres** | | **365** | **12** | **3** |
| dont : | Doctorat et DES | 33 | 5 | 6 |
| | Maîtrise | 149 | 5 | 3 |
| | Licence | 183 | 2 | 3 |
| **Sciences** | | **62** | **7** | **11** |
| dont : | Doctorat | 0 | 0 | 0 |
| | Maîtrise | 47 | 7 | 15 |
| | Licence | 15 | 0 | 0 |
| **Institut d'études politiques** | | **380** | **115** | **30** |
| **Licence d'administration publique** | | **267** | 12 | 4 |
| **Divers** (1) | | **345** | **13** | 4 |
| **Total** | | **4 258** | **277** | **7** |

DGAFP, bureau du recrutement et de la formation.

(1) Comprend également les personnes ne possédant pas l'un des diplômes requis mais qui ont été autorisées à concourir, en fonction de leur formation, par la commission statuant à cet effet.

**Graphique IV-8 : Évolution du pourcentage de femmes admises aux concours des instituts régionaux d'administration**




DGAFP, bureau du recrutement et de la formation.

(1) Concours crée par la loi du 27 juillet 1991, réservé aux candidats justifiant d'une activité professionnelle dans le secteur privé ou d'un mandat de membre d'une assemblée élue d'une collectivité territoriale.

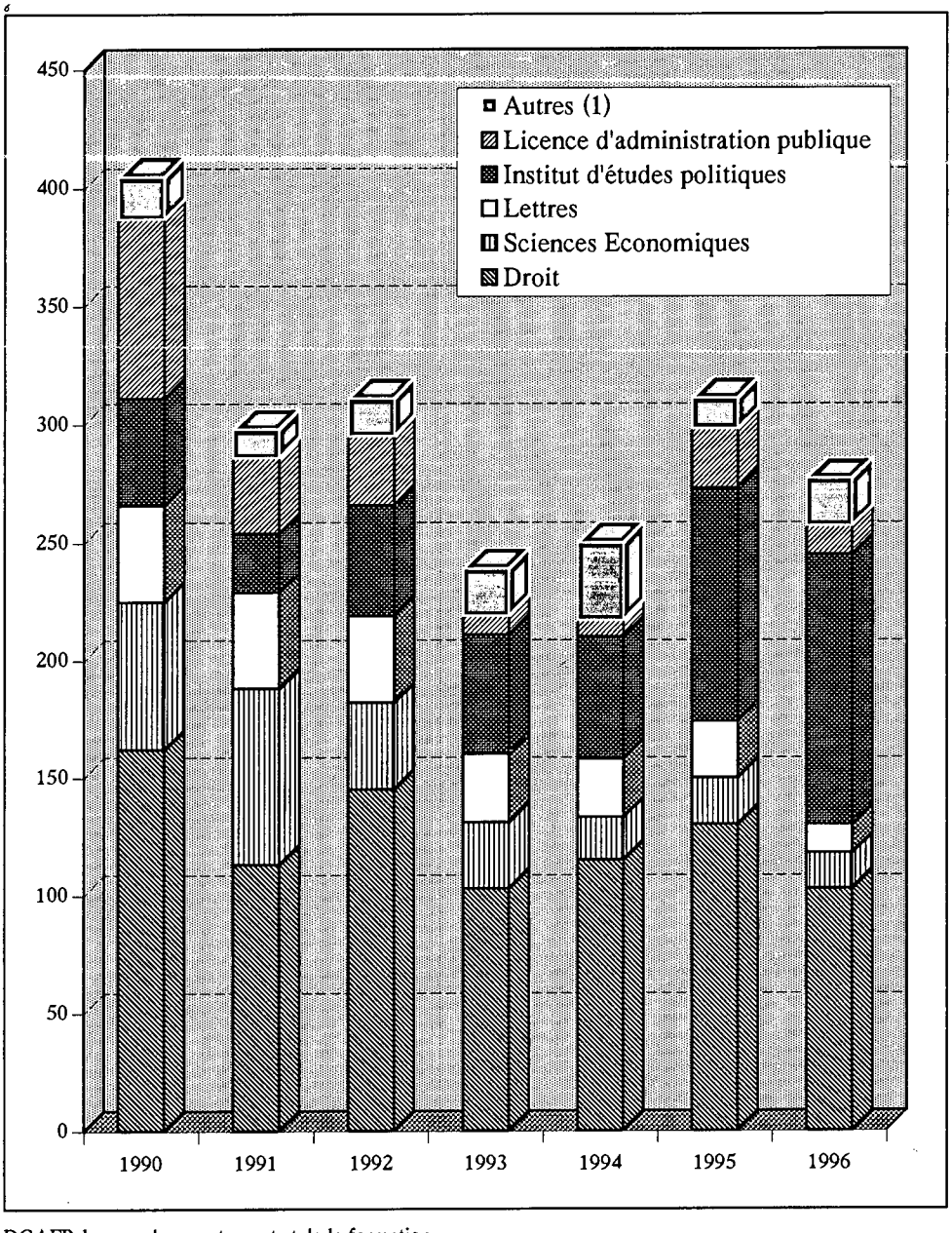
**Tableau IV-24 : Concours des instituts régionaux d'administration : part des femmes dans les candidats admis**

| Années | Concours externe | | Concours interne | | Troisième concours (1) | | Total | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Candidats admis | % de femmes | Candidats admis | % de femmes | Candidats admis | % de femmes | Candidats admis | % de femmes |
| 1990 | 405 | 51 | 267 | 50 | | | **672** | **51** |
| 1991 | 298 | 60 | 273 | 49 | | | **571** | **55** |
| 1992 | 311 | 51 | 311 | 51 | | | **622** | **51** |
| 1993 | 239 | 49 | 238 | 47 | 25 | 16 | **502** | **47** |
| 1994 | 250 | 50 | 126 | 49 | 20 | 25 | **396** | **48** |
| 1995 | 311 | 44 | 166 | 42 | 26 | 31 | **503** | **43** |
| 1996 | 277 | 53 | 149 | 46 | 23 | 52 | **449** | **50** |

DGAFP, bureau du recrutement et de la formation.

(1) Concours créé par la loi du 27 juillet 1991, réservé aux candidats justifiant d'une activité professionnelle dans le secteur privé ou d'un mandat de membre d'une assemblée élue d'une collectivité territoriale.

**Graphique IV-9 : Concours externes des instituts régionaux d'administration : niveau de formation des candidats admis**




DGAFP, bureau du recrutement et de la formation.

(1) Comprend les diplômes de Sciences, HEC ; comprend également les personnes ne possédant pas l'un des diplômes requis mais qui ont été autorisées à concourir, en fonction de leur formation, par la commission statuant à cet effet.

**Tableau IV-25: Concours externes des instituts régionaux d'administration : niveau de formation des candidats admis**

| Diplômes | | | 1990 | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Droit** | | | **162** | **113** | **145** | **103** | **115** | **130** | **103** |
| | dont : | DES - DEA - doctorat | 5 | 0 | 20 | 29 | 34 | 39 | 38 |
| | | maîtrise | 98 | 60 | 91 | 55 | 57 | 72 | 40 |
| | | licence | 59 | 53 | 34 | 19 | 24 | 19 | 25 |
| **Sciences Économiques & AES** | | | **63** | **75** | **37** | **28** | **18** | **20** | **15** |
| | dont : | DES - DEA - doctorat | 1 | 2 | 3 | 7 | 3 | 2 | 2 |
| | | maîtrise | 39 | 44 | 19 | 13 | 12 | 14 | 11 |
| | | licence | 23 | 29 | 15 | 8 | 3 | 4 | 2 |
| **Lettres** | | | **41** | **41** | **37** | **29** | **25** | **24** | **12** |
| | dont : | DES - DEA - doctorat | 0 | 0 | 2 | 10 | 2 | 3 | 2 |
| | | maîtrise | 15 | 13 | 17 | 11 | 10 | 16 | 5 |
| | | licence | 26 | 28 | 18 | 8 | 13 | 5 | 5 |
| **Sciences** | | | **10** | **1** | **0** | **1** | **2** | **7** | **7** |
| | dont : | DES - DEA - doctorat | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | | maîtrise | 6 | 0 | 0 | 0 | 2 | 7 | 7 |
| | | licence | 4 | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 |
| **Institut d'études politiques** | | | **45** | **25** | **47** | **51** | **52** | **99** | **115** |
| **Licence d'administration publique** | | | **76** | **32** | **29** | **8** | **7** | **25** | **12** |
| **HEC** | | | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** |
| **Divers** (1) | | | **8** | **11** | **16** | **19** | **31** | **6** | **13** |
| **Total** | | | **405** | **298** | **311** | **239** | **250** | **311** | **277** |

DGAFP, bureau du recrutement et de la formation.

(1) Comprend également les personnes ne possédant pas l'un des diplômes requis mais qui ont été autorisées à concourir, en fonction de leur formation, par la commission statuant à cet effet.

**Tableau IV-26 : Concours internes des instituts régionaux d'administration : répartition des candidats admis selon le niveau de formation**

| Années | Admis | Lauréats titulaires d'un diplôme de l'enseignement secondaire | Lauréats titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur |
|---|---|---|---|
| 1990 | 267 | 28% | 72% |
| 1991 | 273 | 37% | 63% |
| 1992 | 311 | 34% | 66% |
| 1993 | 238 | 49% | 51% |
| 1994 | 126 | 49% | 51% |
| 1995 | 166 | 39% | 61% |
| 1996 | 149 | 37% | 63% |

DGAFP, bureau du recrutement et de la formation.

**Tableau IV-27 : Troisième concours (1) d'accès aux instituts régionaux d'administration : niveau de diplôme des candidats admis en 1996**

| Niveau de diplôme | Nombre d'admis en 1994 | Nombre d'admis en 1995 | Nombre d'admis en 1996 |
|---|---|---|---|
| Enseignement supérieur | 9 | 19 | 14 |
| *3 ème cycle* | *0* | *2* | *4* |
| *2 ème cycle* | *8* | *12* | *9* |
| *1 er cycle* | *1* | *5* | *1* |
| Baccalauréat | 3 | 1 | 2 |
| Sans diplôme déclaré | 4 | 3 | 6 |
| Divers | 4 | 3 | 1 |
| **Total** | **20** | **26** | **23** |

DGAFP, bureau du recrutement et de la formation.

(1) Concours créé par la loi du 27 juillet 1991, réservé aux candidats justifiant d'une activité professionnelle dans le secteur privé ou d'un mandat de membre d'une assemblée élue d'une collectivité territoriale.

**Tableau IV-28 : Concours des instituts régionaux d'administration : candidats admis en 1996 selon l'origine géographique**

| Régions | Concours extrene | Concours interne | 3eme concours | Total | En % du total des admis |
|---|---|---|---|---|---|
| Alsace | 6 | 3 | 1 | 10 | 2,2 |
| Aquitaine | 19 | 2 | 2 | 23 | 5,1 |
| Auvergne | 5 | 2 | 0 | 7 | 1,6 |
| Basse-Normandie | 3 | 7 | 0 | 10 | 2,2 |
| Bourgogne | 9 | 4 | 0 | 13 | 2,9 |
| Bretagne | 23 | 6 | 2 | 31 | 6,9 |
| Centre | 10 | 2 | 1 | 13 | 2,9 |
| Champagne-Ardenne | 3 | 4 | 0 | 7 | 1,6 |
| Corse | 1 | 3 | 0 | 4 | 0,9 |
| Franche-Comté | 1 | 0 | 0 | 1 | 0,2 |
| Haute-Normandie | 2 | 2 | 1 | 5 | 1,1 |
| Île-de-France | 79 | 44 | 7 | 130 | 29,0 |
| Languedoc-Roussillon | 5 | 3 | 0 | 8 | 1,8 |
| Limousin | 6 | 1 | 0 | 7 | 1,6 |
| Lorraine | 8 | 6 | 3 | 17 | 3,8 |
| Midi-Pyrénées | 11 | 7 | 0 | 18 | 4,0 |
| Nord-Pas-de-Calais | 16 | 16 | 0 | 32 | 7,1 |
| Pays de la Loire | 19 | 3 | 1 | 23 | 5,1 |
| Picardie | 2 | 2 | 0 | 4 | 0,9 |
| Poitou-Charentes | 7 | 3 | 0 | 10 | 2,2 |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur | 17 | 12 | 1 | 30 | 6,7 |
| Rhône-Alpes | 25 | 17 | 4 | 46 | 10,2 |
| DOM-TOM | 0 | 0 | 0 | 0 | 0,0 |
| Étranger | 0 | 0 | 0 | 0 | 0,0 |
| **Total** | **277** | **149** | **23** | **449** | **100,0** |

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Âge limite (1)** | **30 ans** | **53 ans** | **40 ans** |
| **Âge moyen (2)** | **25 ans** | **36 ans** | **35 ans** |

DGAFP, bureau du recrutement et de la formation.

(1) Au 1er janvier de l'année du concours pour le concours externe et le troisième concours, à la date d'entrée en scolarité pour le concours interne.
(2) A la date des résultats.

## D. Concours de l'École nationale d'administration

**Tableau IV-29 : Évolution du nombre d'admis, du pourcentage de femmes admises et de l'âge moyen, aux concours d'entrée à l'École nationale d'administration**

| | Concours externe | | | Concours interne | | | Troisième concours | | | Total des admis |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Admis | % de femmes | Âge moyen | Admis | % de femmes | Âge moyen | Admis | % de femmes | Âge moyen | |
| 1991 | 45 | 16 | 22 | 45 | 31 | 30 | 10 | 10 | 35 | **100** |
| 1992 | 48 | 19 | 22 | 48 | 25 | 31 | 10 | 30 | 37 | **106** |
| 1993 | 49 | 24 | 22 | 49 | 24 | 33 | 8 | 50 | 35 | **106** |
| 1994 | 49 | 20 | 23 | 46 | 30 | 33 | 9 | 44 | 35 | **104** |
| 1995 | 47 | 25 | 23 | 47 | 25 | 34 | 10 | 10 | 36 | **104** |
| 1996 | 51 | 20 | 23 | 40 | 27 | 35 | 9 | 33 | 40 | **100** |
| 1997 | 51 | 25 | 24 | 41 | 34 | 34 | 9 | 33 | 36 | **101** |

DGAFP, bureau des personnels de conception et d'encadrement.
*Source : ENA.*

**Tableau IV-30 : Origine socioprofessionnelle des élèves masculins de l'École nationale d'administration - Promotion Valmy 1996/1998**

| Catégorie socioprofessionnelle du père ou de la mère | Concours externe | | Concours interne | | Troisième concours | | Total | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Nombre | % | Nombre | % | Nombre | % | Nombre | % |
| Ouvriers | - | - | 5 | 14 | 1 | 11 | 6 | 7 |
| Employés | 2 | 5 | 7 | 20 | - | - | 9 | 11 |
| Agriculteurs exploitants | - | - | - | - | 1 | 11 | 1 | 1 |
| Chefs de PME | 2 | 5 | - | - | 1 | 11 | 3 | 4 |
| Cadres moyens | 5 | 13 | 11 | 32 | - | - | 16 | 19 |
| *- dont fonctionnaires* | *3* | *8* | *10* | *29* | - | - | *13* | *15* |
| Cadres supérieurs et assimilés | 30 | 77 | 12 | 34 | 6 | 67 | 48 | 58 |
| *- dont chefs de grandes entreprises* | - | - | - | - | *1* | *11* | *1* | *1* |
| *- dont professions libérales* | *4* | *10* | *2* | *6* | - | - | *6* | *7* |
| *- dont fonctionnaires* | *11* | *28* | *6* | *17* | *2* | *22* | *19* | *23* |
| *- dont cadres entreprises privées et publiques* | *15* | *39* | *4* | *11* | *3* | *34* | *22* | *27* |
| Autres | - | - | - | - | - | - | - | - |
| **Total** | **39** | **100** | **35** | **100** | **9** | **100** | **83** | **100** |

DGAFP, bureau des personnels de conception et d'encadrement.
*Source : ENA.*

**Tableau IV-31 : Origine socioprofessionnelle des élèves féminins de l'École nationale d'administration - Promotion Valmy 1996/1998**

| Catégorie socioprofessionnelle du père ou de la mère | Concours externe | | Concours interne | | Troisième concours | | Total | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Nombre | % | Nombre | % | Nombre | % | Nombre | % |
| Ouvriers | 1 | 11 | 3 | 22 | - | - | 4 | 16 |
| Employés | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Agriculteurs exploitants | - | - | 1 | 7 | - | - | 1 | 4 |
| Chefs de PME | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Cadres moyens | 4 | 44 | 2 | 14 | - | - | 6 | 24 |
| *- dont fonctionnaires* | *3* | *33* | *2* | *14* | - | - | *5* | *20* |
| Cadres supérieurs et assimilés | 4 | 45 | 7 | 50 | 2 | 100 | 13 | 52 |
| *- dont professions libérales* | *2* | *23* | - | - | *1* | *50* | *3* | *12* |
| *- dont fonctionnaires* | *1* | *11* | *5* | *36* | - | - | *6* | *24* |
| *- dont cadres entreprises privées et publiques* | *1* | *11* | *2* | *18* | *1* | *50* | *4* | *16* |
| Autres | - | - | 1 | 7 | - | - | 1 | 4 |
| **Total** | **9** | **100** | **14** | **100** | **2** | **100** | **25** | **100** |

DGAFP, bureau des personnels de conception et d'encadrement.
*Source : ENA.*

**Tableau IV-32 : Origine socioprofessionnelle des élèves de l'École nationale d'administration - Valmy 1996/1998**

| Catégorie socioprofessionnelle du père ou de la mère | Concours externe | | Concours interne | | Troisième concours | | Total | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Nombre | % | Nombre | % | Nombre | % | Nombre | % |
| Ouvriers | 1 | 2 | 8 | 16 | 1 | 9 | 10 | 9 |
| Employés | 2 | 5 | 7 | 14 | - | - | 9 | 8 |
| Agriculteurs exploitants | - | - | 1 | 2 | 1 | 9 | 2 | 2 |
| Chefs de PME | 2 | 5 | - | - | 1 | 9 | 3 | 3 |
| Cadres moyens | 9 | 19 | 13 | 27 | - | - | 22 | 21 |
| *- dont fonctionnaires* | *6* | *13* | *12* | *25* | - | - | *18* | *17* |
| Cadres supérieurs et assimilés | 34 | 71 | 19 | 39 | 8 | 73 | 61 | 56 |
| *- dont chefs de grandes entreprises* | - | - | - | - | *1* | *9* | 1 | *1* |
| *- dont professions libérales* | *6* | *13* | *2* | *4* | *1* | *9* | 9 | *8* |
| *- dont fonctionnaires* | *12* | *24* | *11* | *23* | *2* | *18* | 25 | *23* |
| *- dont cadres entreprises privées et publiques* | *16* | *33* | *6* | *12* | *4* | *37* | 26 | *24* |
| Autres | - | - | *1* | 2 | - | - | 1 | 1 |
| Total | 48 | 100 | 49 | 100 | 11 | 100 | 108 | 100 |

DGAFP, bureau des personnels de conception et d'encadrement.
*Source : ENA.*

**Tableau IV-33 : Origine géographique des élèves reçus aux concours d'entrée à l'École nationale d'administration en 1997**

| Régions | Concours externe | | Concours interne | | Troisième concours | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Région de naissance | Région de résidence | Région de naissance | Région de résidence | Région de naissance | Région de résidence |
| Alsace | 1 | 0 | 0 | 1 | 2 | 1 |
| Aquitaine | 2 | 0 | 2 | 2 | 0 | 1 |
| Auvergne | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Basse-Normandie | 1 | 0 | 1 | 1 | 0 | 0 |
| Bourgogne | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Bretagne | 0 | 0 | 2 | 1 | 0 | 0 |
| Centre | 2 | 1 | 1 | 2 | 0 | 0 |
| Champagne-Ardenne | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Corse | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Franche-Comté | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 |
| Haute-Normandie | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 |
| Île-de-France | 26 | 44 | 8 | 26 | 4 | 4 |
| Languedoc-Roussillon | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Limousin | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Lorraine | 1 | 1 | 4 | 1 | 0 | 0 |
| Midi-Pyrénées | 0 | 0 | 1 | 0 | 1 | 1 |
| Nord-Pas-de-Calais | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 |
| Pays de la Loire | 2 | 2 | 1 | 2 | 0 | 0 |
| Picardie | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 0 |
| Poitou-Charentes | 1 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur | 2 | 1 | 3 | 1 | 0 | 0 |
| Rhône-Alpes | 5 | 1 | 7 | 1 | 1 | 2 |
| DOM-TOM | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Étranger | 5 | 0 | 8 | 0 | 1 | 0 |
| Total | 50 | 50 | 41 | 41 | 9 | 9 |

DGAFP, bureau des personnels de conception et d'encadrement.
*Source : ENA.*

# 5 - Positions statutaires

# V. Positions statutaires

Les agents de l'État peuvent bénéficier de mobilité professionnelle grâce à la possibilité d'occuper une des positions juridiques, autres que l'activité dans leur corps d'origine, fixées par le statut général. Ces positions sont la mise à disposition, le détachement, la disponibilité, la position hors cadre, le congé parental, et également le service national.

La DGAFP a mené une enquête sur les positions statutaires au 31 décembre 1992, 1994 et 1996. Les résultats de cette dernière enquête sont présentées dans ce chapitre : fin 1996, près de 87 000 agents de l'État étaient dans une de ces situations (non compris le service national).

Détachements, mises à dispositions, et positions hors cadres concernent en majorité des cadres A, alors que les congés parentaux sont le plus souvent demandés par des agents de catégorie B et C.

Pour plus d'informations

- **sur les positions statutaires :**

« Les positions statutaires dans la Fonction Publique de l'État au 31 décembre 1996 » DGAFP, bureau des statistiques, avril 1998.

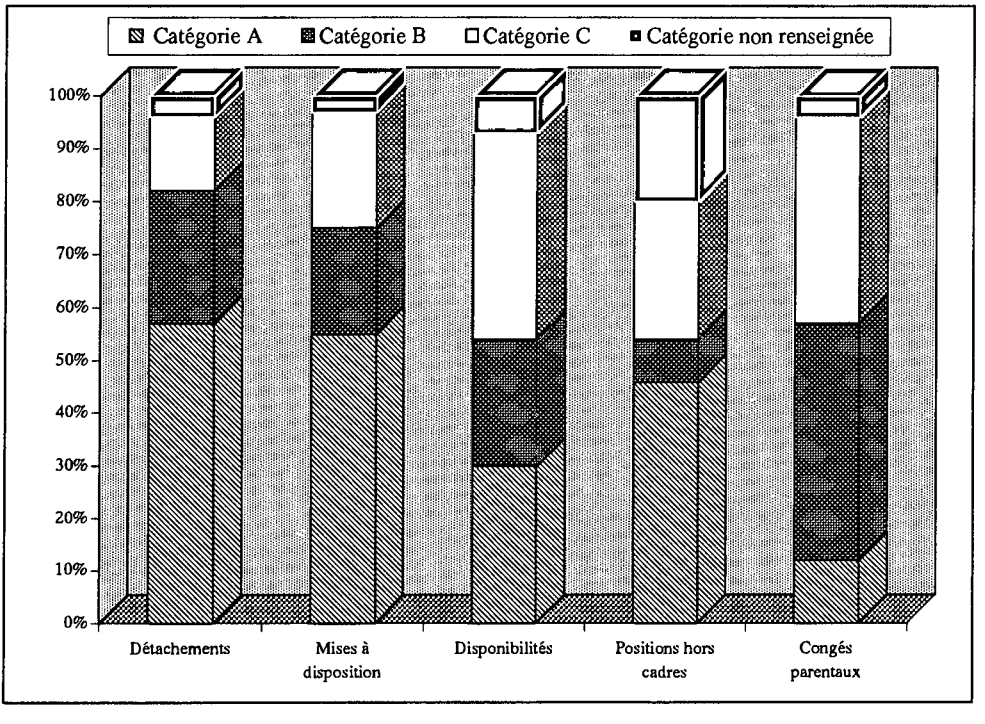
## 1. Ensemble

**Tableau V-1 : Répartition des positions statutaires par catégorie hiérarchique au 31 décembre 1996**

| Positions statutaires | Effectifs totaux | % Catégorie A | % Catégorie B | % Catégorie C | % Catégorie non renseignée |
|---|---|---|---|---|---|
| Détachements | 32 617 | 57 | 25 | 14 | 4 |
| Mises à disposition | 5 123 | 55 | 20 | 22 | 3 |
| Disponibilités | 39 589 | 30 | 24 | 39 | 7 |
| Positions hors cadres | 1 209 | 46 | 8 | 26 | 20 |
| Congés parentaux | 8 240 | 12 | 45 | 39 | 4 |
| **Total** | **86 778** | | | | |

DGAFP, bureau des statistiques.
*Source : enquête auprès des directions de personnel.*

**Graphique V-1 : Répartition des positions statutaires par catégorie hiérarchique au 31 décembre 1996**



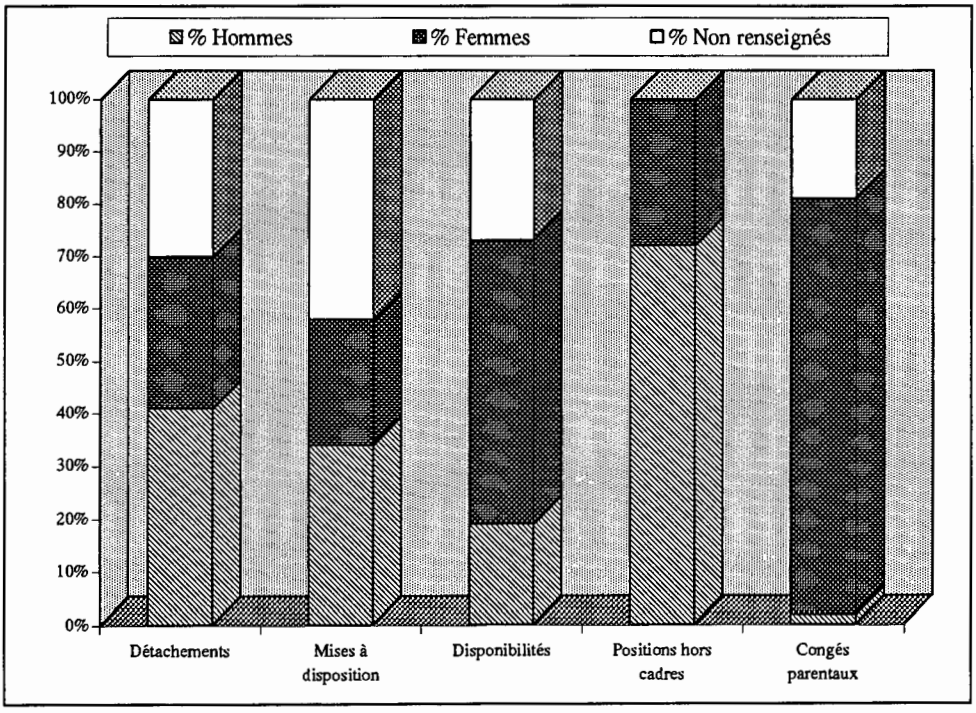

DGAFP, bureau des statistiques.
*Source : enquête auprès des directions de personnel.*

**Tableau V-2 : Répartition des positions statutaires par sexe au 31 décembre 1996**

| Positions statutaires | Effectifs totaux | % Hommes | % Femmes | % Non renseignés |
|---|---|---|---|---|
| Détachements | 32 617 | 41 | 29 | 30 |
| Mises à disposition | 5 123 | 34 | 24 | 42 |
| Disponibilités | 39 589 | 19 | 54 | 27 |
| Positions hors cadres | 1 209 | 72 | 28 | 0 |
| Congés parentaux | 8 240 | 2 | 79 | 19 |
| Total | 86 778 | | | |

DGAFP, bureau des statistiques.
*Source : enquête auprès des directions de personnel.*

**Graphique V-2 : Répartition des positions statutaires par sexe au 31 décembre 1996**




DGAFP, bureau des statistiques.
*Source : enquête auprès des directions de personnel.*

## 2. Détachements

**Tableau V-3 : Effectifs en service détaché par administration et destination (*) au 31 décembre 1996**

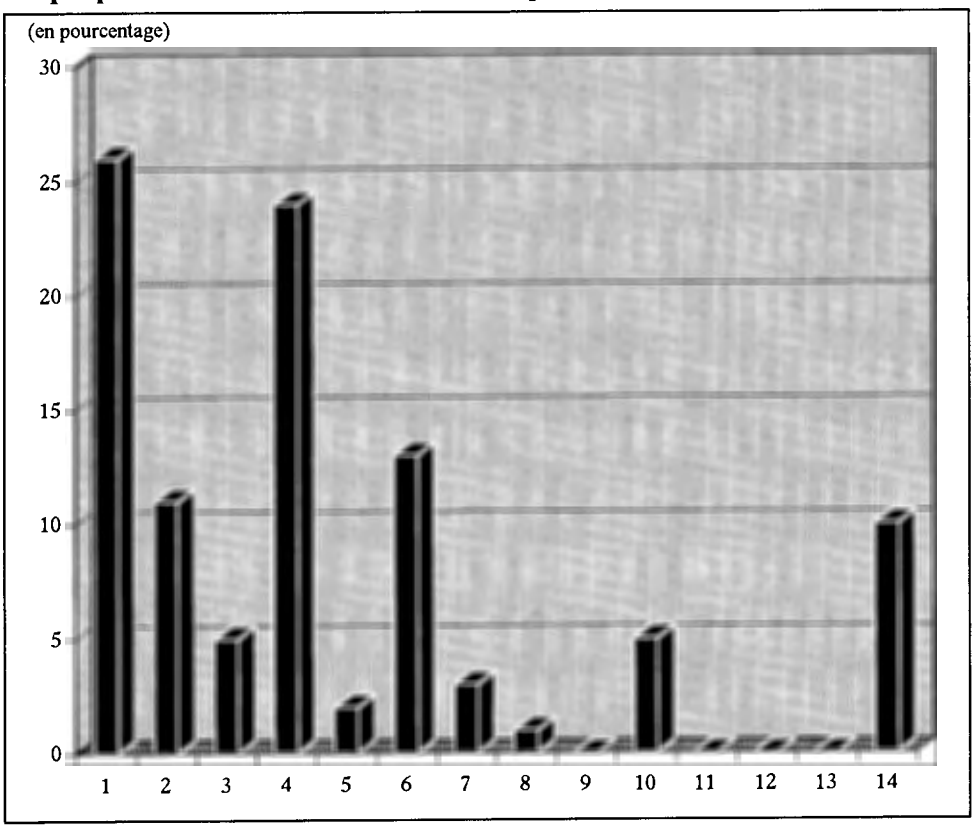
| Administrations | 1 | 2 | 3 | 4 | *4a* | 5 | *5a* | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Affaires étrangères | 39 | 7 | 2 | 14 | *7* | 0 | *0* | 0 | 29 | 3 | 0 | 10 | 0 | 0 | 0 | 0 | 104 |
| Agriculture et pêche | nc | nc | nc | nc | *nc* | nc | *nc* | nc | nc | nc | nc | nc | nc | nc | nc | nc | nc |
| Aménagement du territ. | 2 | 1 | 0 | 0 | *0* | 0 | *0* | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 |
| Anciens combattants | 131 | 13 | 1 | 5 | *0* | 2 | *0* | 0 | 0 | 0 | 0 | 6 | 0 | 1 | 0 | 0 | 159 |
| Aviation civile | 37 | 15 | 10 | 49 | *0* | 0 | *0* | 0 | 68 | 0 | 1 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 182 |
| Coopération | 10 | 3 | 1 | 30 | *0* | 5 | *0* | 0 | 2 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 53 |
| Culture et communicat. | 175 | 157 | 7 | 79 | *0* | 4 | *0* | 1 | 0 | 0 | 1 | 50 | 1 | 0 | 0 | 0 | 475 |
| Défense | 448 | 155 | 7 | 1 472 | *1 433* | 7 | *0* | 0 | 20 | 0 | 0 | 41 | 1 | 0 | 7 | 0 | 2 158 |
| Économie et finances | 568 | 401 | 101 | 1 033 | *0* | 25 | *0* | 4 | 139 | 29 | 14 | 105 | 3 | 7 | 4 | 0 | 2 433 |
| Éducation nationale, recherche et technologie | 4 346 | 1 141 | 1 313 | 3 010 | *4* | 756 | *0* | 4 247 | 473 | 134 | 34 | 717 | 16 | 34 | 8 | 3 193 | 19 422 |
| Emploi et solidarité | 240 | 298 | 10 | 191 | *2* | 11 | *1* | 0 | 16 | 2 | 1 | 29 | 0 | 1 | 0 | 0 | 799 |
| Équipement | 196 | 881 | 19 | 375 | *0* | 24 | *0* | 4 | 22 | 9 | 1 | 271 | 53 | 0 | 0 | 0 | 1 855 |
| Industrie | 163 | 37 | 0 | 126 | *71* | 8 | *0* | 0 | 16 | 4 | 3 | 20 | 0 | 0 | 1 | 0 | 378 |
| Intérieur | 401 | 223 | 101 | 123 | *17* | 5 | *0* | 4 | 22 | 3 | 8 | 114 | 0 | 4 | 0 | 0 | 1 008 |
| Jeunesse et sports | 14 | 23 | 6 | 6 | *0* | 4 | *0* | 2 | 3 | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 60 |
| Justice | 275 | 82 | 2 | 71 | *11* | 3 | *1* | 1 | 12 | 13 | 0 | 43 | 0 | 0 | 0 | 0 | 502 |
| Mer | 2 | 1 | 0 | 0 | *0* | 0 | *0* | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 |
| Outre mer | 59 | 2 | 0 | 2 | *0* | 0 | *0* | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 65 |
| Services du Premier Ministre | 112 | 23 | 0 | 75 | *4* | 1 | *0* | 0 | 8 | 0 | 0 | 20 | 0 | 0 | 0 | 0 | 239 |
| **Total hors La Poste et France Télécom** | 7 218 | 3 463 | 1 580 | 6 661 | *1 549* | 855 | *2* | 4 263 | 830 | 198 | 63 | 1 434 | 74 | 47 | 20 | 3 193 | 29 899 |
| % | 24 | 12 | 5 | 22 | | 3 | | 14 | 3 | 1 | 0 | 5 | 0 | 0 | 0 | 11 | 100 |
| La Poste | 703 | 89 | 3 | 491 | *99* | 3 | *1* | 0 | 11 | 9 | 0 | 145 | 4 | 5 | 18 | 0 | 1 481 |
| France Télécom | 447 | 87 | 4 | 595 | *0* | 0 | *0* | 0 | 34 | 4 | 0 | 64 | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 237 |
| **Total général** | 8 368 | 3 639 | 1 587 | 7 747 | *1 648* | 858 | *3* | 4 263 | 875 | 211 | 63 | 1 643 | 78 | 53 | 39 | 3 193 | 32 617 |
| % | 26 | 11 | 5 | 24 | | 2 | | 13 | 3 | 1 | 0 | 5 | 0 | 0 | 0 | 10 | 100 |

DGAFP, bureau des statistiques.

*Source : enquête auprès des directions de personnel.*

**(*) Voir nomenclature des destinations page suivante.**

**Graphique V-3 : Effectifs en service détaché par destination au 31 décembre 1996**




1 - Auprès d'une administration ou d'un établissement public de l'État dans un emploi conduisant à pension du code des pensions civiles et militaires de retraite
2 - Auprès d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public en relevant
3 - Pour participer à une mission de coopération
4 - Auprès d'une administration de l'État, d'un établissement public de l'État, d'une entreprise publique, dans un emploi de l'administration ne conduisant pas à pension du code des pensions civiles et militaires de retraite
4a - dont détachements auprès d'une entreprise publique
5 - Auprès d'une entreprise ou d'un organisme privé d'intérêt général ou de caractère associatif assurant des missions d'intérêt général
5a - dont détachements auprès d'une entreprise privée
6 - Pour dispenser un enseignement à l'étranger
7 - Pour remplir une mission d'intérêt public à l'étranger ou auprès d'organismes internationaux
8 - Pour exercer les fonctions de membre du Gouvernement ou une fonction publique élective
9 - Auprès d'une entreprise privée, d'un organisme privé ou d'un groupement d'intérêt public pour y effectuer des travaux de recherche d'intérêt national
10 - Pour l'accomplissement d'un stage ou d'une période de scolarité préalable à la titularisation ou pour suivre un cycle de préparation à un concours
11 - Pour exercer un mandat syndical
12 - Auprès d'un député à l'Assemblée nationale ou d'un sénateur ou d'un représentant de la France auprès du Parlement européen
13 - Pour contracter un engagement dans une formation militaire de l'armée française
14 - Non déterminé

DGAFP, bureau des statistiques.
*Source : enquête auprès des directions de personnel.*

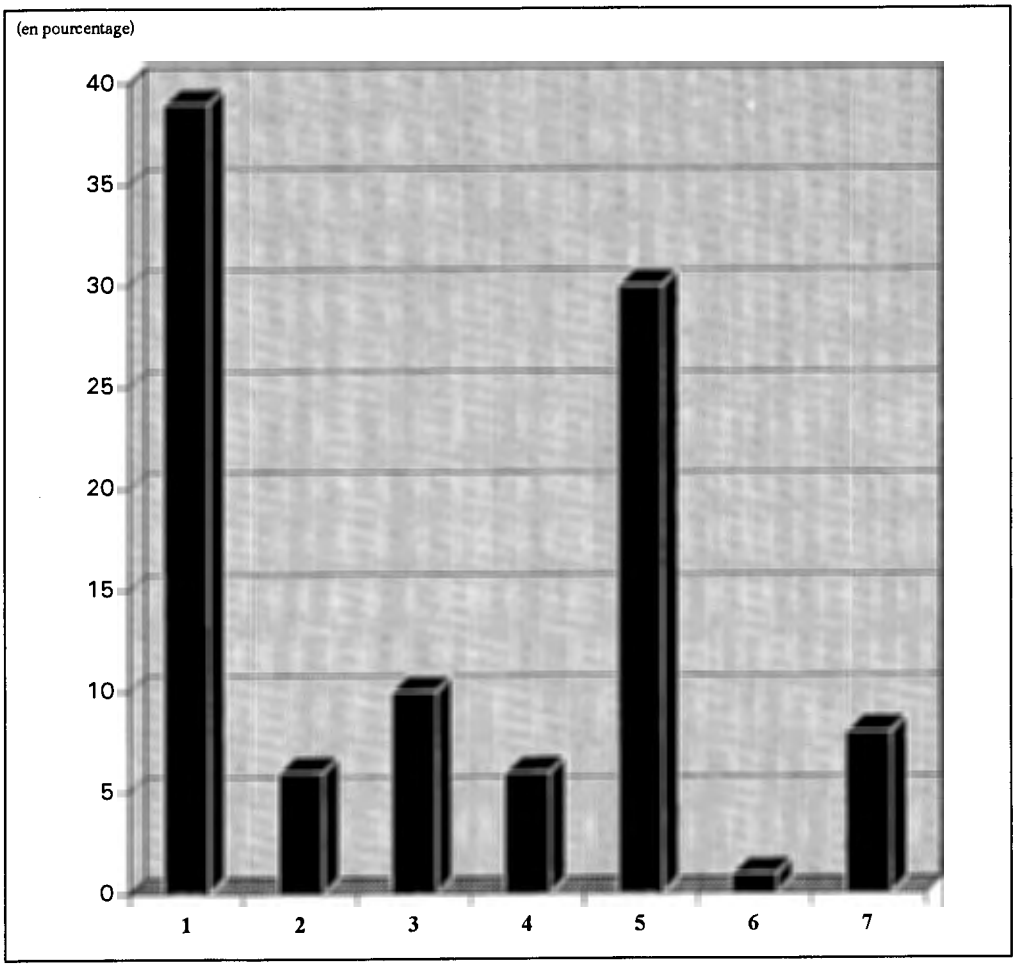
## 3. Mises à disposition

**Tableau V-4 : Effectifs mis à disposition par administration et destination au 31 décembre 1996**

| Administrations | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Affaires étrangères | 54 | 135 | 3 | 1 | 2 | 10 | 0 | **205** |
| Agriculture et pêche | nc | nc | nc | nc | nc | nc | nc | **nc** |
| Aménagement du territoire | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | **3** |
| Anciens combattants | 6 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | **8** |
| Aviation civile | 11 | 0 | 10 | 0 | 0 | 4 | 0 | **25** |
| Coopération | 6 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | **7** |
| Culture et communication | 14 | 19 | 2 | 0 | 1 | 0 | 0 | **36** |
| Défense | 38 | 12 | 4 | 0 | 6 | 6 | 0 | **66** |
| Économie et finances | 1 003 | 27 | 103 | 60 | 889 | 0 | 0 | **2 082** |
| Éducation nationale, recherche et technologie | 126 | 16 | 253 | 246 | 594 | 4 | 387 | **1 626** |
| Emploi et solidarité | 116 | 27 | 12 | 4 | 10 | 5 | 0 | **174** |
| Équipement | 194 | 65 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | **261** |
| Industrie | 79 | 3 | 1 | 3 | 11 | 4 | 0 | **101** |
| Intérieur | 166 | 7 | 78 | 11 | 23 | 3 | 0 | **288** |
| Jeunesse et sports | 7 | 0 | 1 | 1 | 1 | 1 | 0 | **11** |
| Justice | 18 | 5 | 1 | 1 | 8 | 0 | 0 | **33** |
| Mer | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | **0** |
| Outre mer | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | **1** |
| Services du Premier Ministre | 13 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | **13** |
| **Total hors La Poste et France Télécom** | **1 854** | **317** | **470** | **327** | **1 548** | **37** | **387** | **4 940** |
| **%** | **38** | **6** | **9** | **7** | **31** | **1** | **8** | **100** |
| La Poste | 38 | 0 | 4 | 0 | 3 | 1 | 0 | **46** |
| France Télécom | 95 | 0 | 12 | 0 | 0 | 0 | 30 | **137** |
| **Total général** | **1 987** | **317** | **486** | **327** | **1 551** | **38** | **417** | **5 123** |
| **%** | **39** | **6** | **10** | **6** | **30** | **1** | **8** | **100** |

DGAFP, bureau des statistiques.
*Source : enquête auprès des directions de personnel.*

**Graphique V-4 : Effectifs mis à disposition par destination au 31 décembre 1996**




DGAFP, bureau des statistiques.
*Source : enquête auprès des directions de personnel.*

**1 - Administration de l'État**
**2 - Établissement public à caractère administratif**
**3 - Organisme d'intérêt général public**
**4 - Organisme d'intérêt général privé**
**5 - Organisme associatif qui assure une mission d'intérêt général**
**6 - Organisation internationale intergouvernementale**
**7 - Indéterminé**

## 4. Disponibilités

**Tableau V-5 : Effectifs en disponibilité par administration et destination au 31 décembre 1996**

| Administrations | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Affaires étrangères | 1 | 2 | 67 | 10 | 1 | 165 | 0 | 0 | **246** |
| Agriculture et pêche | nc | nc | nc | nc | nc | nc | nc | nc | **nc** |
| Aménagement du territoire | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | **2** |
| Anciens combattants | 0 | 0 | 32 | 0 | 0 | 57 | 0 | 0 | **89** |
| Aviation civile | 0 | 0 | 121 | 7 | 0 | 48 | 0 | 0 | **176** |
| Coopération | 0 | 0 | 11 | 1 | 0 | 27 | 0 | 0 | **39** |
| Culture et communication | 1 | 6 | 244 | 3 | 2 | 62 | 0 | 0 | **318** |
| Défense | 66 | 1 | 457 | 0 | 9 | 919 | 0 | 16 | **1 468** |
| Économie et finances | 70 | 9 | 1 677 | 142 | 27 | 1 907 | 0 | 0 | **3 832** |
| Éduc. nat. recherche et technologie | 336 | 723 | 7 133 | 333 | 87 | 9 640 | 413 | 13 | **18 678** |
| Emploi et solidarité | 2 | 2 | 350 | 31 | 4 | 362 | 0 | 5 | **756** |
| Équipement | 5 | 10 | 711 | 106 | 70 | 603 | 0 | 0 | **1 505** |
| Industrie | 8 | 1 | 212 | 83 | 15 | 81 | 0 | 14 | **414** |
| Intérieur | 91 | 10 | 692 | 3 | 14 | 502 | 0 | 0 | **1 312** |
| Jeunesse et sports | 1 | 2 | 32 | 0 | 1 | 10 | 0 | 0 | **46** |
| Justice | 6 | 3 | 417 | 16 | 4 | 560 | 0 | 1 | **1 007** |
| Mer | 1 | 0 | 4 | 0 | 7 | 0 | 0 | 0 | **12** |
| Outre mer | 1 | 0 | 4 | 1 | 0 | 5 | 0 | 0 | **11** |
| Services du Premier Ministre | 7 | 0 | 44 | 2 | 0 | 24 | 0 | 0 | **77** |
| **Total hors La Poste et France Télécom** | **596** | **769** | **12 209** | **738** | **241** | **14 972** | **413** | **50** | **29 988** |
| **%** | **2** | **3** | **41** | **2** | **1** | **50** | **1** | **0** | **100** |
| La Poste | 316 | 6 | 2 686 | 17 | 52 | 3 765 | 0 | 0 | **6 842** |
| France Télécom | 118 | 6 | 1 070 | 40 | 20 | 1 505 | 0 | 0 | **2 759** |
| **Total général** | **1 030** | **781** | **15 965** | **795** | **313** | **20 242** | **413** | **50** | **39 589** |
| **%** | **3** | **2** | **40** | **2** | **1** | **51** | **1** | **0** | **100** |

DGAFP, bureau des statistiques.
*Source : enquête auprès des directions de personnel.*

**1 - Disponibilité d'office**
**2 - Disponibilité pour études ou recherches**
**3 - Disponibilité pour convenances personnelles**
**4 - Disponibilité pour exercer une activité d'intérêt public**
**5 - Disponibilité pour créer ou reprendre une entreprise**
**6 - Disponibilité de droit**
**7 - Indéterminé**
**8 - Congés non rémunérés des non titulaires**

## 5. Positions hors cadres

**Tableau V-6 : Effectifs en position hors cadres par administration et destination au 31 décembre 1996**

| Administrations | Auprès d'une administration ou d'un établissement public : | | | | Auprès d'une entreprise publique ou d'un EPIC | Auprès d'un organisme international | Indéterminé | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Service central ou déconcentré de l'État | EPA | EPST | EPSCP | | | | |
| Affaires étrangères | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | **1** |
| Agriculture et pêche | nc | nc | nc | nc | nc | nc | nc | **nc** |
| Aménagement du territoire | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | **0** |
| Anciens combattants | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | **0** |
| Aviation civile | 0 | 2 | 0 | 0 | 28 | 15 | 0 | **45** |
| Coopération | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | **2** |
| Culture et communication | 0 | 0 | 0 | 1 | 3 | 1 | 0 | **5** |
| Défense | 34 | 1 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | **37** |
| Économie et finances | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | **0** |
| Éducation nationale, recherche et technologie | 100 | 3 | 0 | 0 | 51 | 19 | 8 | **181** |
| Emploi et solidarité | 1 | 328 | 0 | 0 | 6 | 1 | 0 | **336** |
| Équipement | 34 | 36 | 0 | 0 | 167 | 1 | 0 | **238** |
| Industrie | 8 | 1 | 0 | 0 | 47 | 1 | 0 | **57** |
| Intérieur | 4 | 2 | 0 | 0 | 2 | 1 | 0 | **9** |
| Jeunesse et sports | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | **0** |
| Justice | 10 | 3 | 0 | 3 | 4 | 5 | 0 | **25** |
| Mer | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | **0** |
| Outre mer | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | **1** |
| Services du Premier Ministre | 1 | 1 | 0 | 0 | 3 | 0 | 0 | **5** |
| **Total hors La Poste et France Télécom** | **192** | **377** | **0** | **4** | **315** | **46** | **8** | **942** |
| % | 20 | 40 | 0 | 0 | 34 | 5 | 1 | 100 |
| La Poste | 5 | 5 | 2 | 0 | 18 | 0 | 0 | **30** |
| France Télécom | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 237 | **237** |
| **Total général** | **197** | **382** | **2** | **4** | **333** | **46** | **245** | **1 209** |
| % | 16 | 32 | 0 | 0 | 28 | 4 | 20 | 100 |

DGAFP, bureau des statistiques.
*Source : enquête auprès des directions de personnel.*

## 6. Congés parentaux

**Tableau V-7 : Effectifs en congé parental par administration et par catégorie statutaire au 31 décembre 1996**

| Administrations | Titulaires | Non titulaires | Total |
|---|---|---|---|
| Affaires étrangères | 36 | 0 | **36** |
| Agriculture et pêche | nc | nc | **nc** |
| Aménagement du territoire | 1 | 0 | **1** |
| Anciens combattants | 10 | 0 | **10** |
| Aviation civile | 28 | 0 | **28** |
| Coopération | 3 | 0 | **3** |
| Culture et communication | 62 | 0 | **62** |
| Défense | 269 | 33 | **302** |
| Économie et finances | 0 | 0 | **0** |
| Éducation nationale, recherche et technologie | 4 770 | 145 | **4 915** |
| Emploi et solidarité | 215 | 1 | **216** |
| Équipement | 207 | 5 | **212** |
| Industrie | 38 | 1 | **39** |
| Intérieur | 496 | 8 | **504** |
| Jeunesse et sports | 13 | 1 | **14** |
| Justice | 187 | 1 | **188** |
| Mer | 4 | 0 | **4** |
| Outre mer | 6 | 0 | **6** |
| Services du Premier Ministre | 13 | 6 | **19** |
| **Total hors La Poste et France Télécom** | **6 358** | **201** | **6 559** |
| **%** | **97** | **3** | **100** |
| La Poste | 1 361 | 0 | **1 361** |
| France Télécom | 319 | 1 | **320** |
| **Total général** | **8 038** | **202** | **8 240** |
| **%** | **98** | **2** | **100** |

DGAFP, bureau des statistiques.
*Source : enquête auprès des directions de personnel.*

# 6 - Rémunérations

# VI.Rémunérations

Les rémunérations des agents de l'État s'élèvent à un peu plus de 368 milliards de francs et constituent environ 55% des dépenses induites par la fonction publique de l'Etat (cf chapitre 1)

Pour plus d'informations

- **sur les rémunérations:**

« L'évolution des salaires jusqu'en 1996 » SYNTHESES n°16, volume réalisé par l'INSEE, la DARES et le SES, janvier 1998.

« Les salaires des agents de l'État en 1996 », Martine EENSCHOOTEN & Dominique QUARRE, INSEE-PREMIERE, n°555, novembre 1997.

« La fonction publique de l'État en 1993, 1994 et 1995 », Dominique QUARRE, INSEE-RESULTATS 120/121, mars 1997.

« Les salaires des agents de l'État au 31 décembre 1994 », Dominique QUARRE, INSEE-RESULTATS 518/519, série Emploi-Revenus, n°116-117, février 1997.

## Tableau VI-1 : Bilan des augmentations générales des fonctionnaires depuis 1982

| Années | Date | Ampleur | Valeur de l'indice 100 | Points uniformes | Prime | Observations |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **1982** | | | | | | *Année couverte par accord salarial* |
| | (cumul annuel) | 10,1% | | | | Pour les IM ≤ IM 246 |
| | (cumul annuel) | 8,1% | | | | Pour les IM > IM 246 |
| **1983** | | | | | | *Année couverte par accord salarial* |
| | (cumul annuel) | 8,0% | | | | Pour les IM ≤ IM 246 |
| | (cumul annuel) | 10,0% | | | | Pour les IM > IM 246 |
| **1984** | (cumul annuel) | 3,0% | | | 500 F | Attribution d'une prime unique et exceptionnelle au 1er mars 1984, au titre de l'année 1983 |
| **1985** | (cumul annuel) | 4,5% | | 2 (1) | | *Année couverte par accord salarial.* Attribution rétroactive de points uniformes au 1er janvier 1985, décidée en janvier 1986 |
| **1986** | | 0,0% | 26 428 F | | | |
| **1987** | 1er mars | 0,6% | 26 587 F | | | |
| | 1er mai | 1,0% | 26 851 F | | | |
| | 1er août | 0,5% | 26 983 F | | | Relèvement rétroactif décidé en novembre 1987 |
| **1988** | 1er mars | 1,0% | 27 253 F | | | *Années couvertes par accord salarial* |
| | 1er septembre | 1,0% | 27 523 F | | | |
| **et** | 1er octobre | | | 2 | | |
| **1989** | 1er février | | | 1 | | |
| | 1er mars | 1,0% | 27 798 F | | | |
| | 1er septembre | 1,2% | 28 129 F | | | |
| | 1er novembre | | | | 1 200 F | Attribution d'une prime exceptionnelle de croissance |
| | 1er janvier 1990 (1) | 0,5% | 28 270 F | 1 | | Relèvement rétroactif décidé en avril 1990 |
| **1990** | 1er avril | 1,2% | 28 607 F | | | |
| | 1er décembre | 1,3% | 28 973 F | 3 | | Attribution de points pour les agents rémunérés au minimum de traitement au 1er décembre 1990 |
| **1991** | 1er août | 0,5% | 29 118 F | 2 | | *Années couvertes par accord salarial* |
| **et** | 1er novembre | 1,0% | 29 408 F | | | Relèvement rétroactif décidé en novembre 1991 |
| **1992** | 1er février | 1,3% | 29 784 F | | | |
| | 1er octobre | 1,4% | 30 190 F | | | |

| Années | Date | Ampleur | Valeur de l'indice 100 | Points uniformes | Prime | Observations |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **1993** | 1er février | 1,7% | 30 711 F | | | (2) |
| **1994** | 1er janvier (3) | 0,7% | 30 926 F | | | *Années couvertes par l'accord salarial du 9 novembre 1993* |
| **et** | 1er août (3) | 0,5% | 31 080 F | | | |
| | 1er décembre (3) | 1,1% | 31 422 F | | | |
| **1995** | 1er mars | 1,2% | 31 799 F | | | |
| | 1er novembre | 1,4% | 32 244 F | | | |
| **1996** | | 0,0% | 32 244 F | | | |
| **1997** | 1er mars | 0,5% | 32 405 F | | | |
| | 1er octobre | 0,5% | 32 567 F | | | |
| **1998** | 1er avril | 0,8% | 32 828 F | | | *Années couvertes par l'accord salarial du 10 février 1998* |
| | 1er juillet | | | 1 à 2 | | Attribution de 2 points jusqu'à l'IM 316 et 1 point jusqu'à l'IM 412 |
| **et** | 1er novembre | 0,5% | 32 990 F | | | |
| **1999** | 1er avril | 0,5% | 33 155 F | 1 | | Attribution d'un point uniforme |
| | 1er juillet | | | 1 à 2 | | Attribution de 2 points jusqu'à l'IM 294 et 1 point jusqu'à l'IM 374 |
| | 1er décembre | 0,8% | 33 419 F | 1 | | Attribution d'un point uniforme |

DGAFP, bureau des rémunérations et des pensions.
*Source : DGAFP-Budget.*

(1) Les mesures salariales sont appréciées en exercice : l'effet des mesures d'apurement est imputé à l'année au titre de laquelle ces mesures ont été prises et non à l'année au cours de laquelle elles sont entrées en vigueur.
(2) L'année 1993 est à la fois prise en compte :
- par l'accord salarial 1991-1992 (mesure de 1,7% au 1. 2. 93)
- par l'accord salarial 1994-1995, qui prévoit un rattrapage de 1 % au titre de 1993 dont la charge est étalée sur 1994 et 1995.
(3) Sauf pour les indices majorés ≤ 275 : + 1% au 1er janvier 1994 (31 018 F), + 0,5% au 1er août 1994 (31 173 F), + 0,8% au 1er décembre 1994 (31 422 F).

## Tableau VI-2 : Valeur du traitement annuel brut afférent à l'indice 100

(en francs)

| Années | Valeur prévue en loi de finances initiale (1) | Valeur réelle moyenne (2) |
|---|---|---|
| 1991 | 29 200 | 29 081,75 |
| 1992 | 29 550 | 29 854,17 |
| 1993 | 30 670 | 30 667,58 |
| 1994 | 31 000 | 31 018,67 |
| 1995 | 31 810 | 31 810,33 |
| 1996 | 32 244 | 32 244,00 |
| 1997 | 32 244 | 32 418,67 |
| 1998 | 32 567 | 32 789,75 |

DGAFP, bureau des rémunérations et des pensions.

*Sources :* *(1) Lois de finances initiales.*
*(2) DGAFP. Cette valeur correspond à la valeur moyenne pondérée de l'année.*

**Tableau VI-3 : Évolution comparée des prix et des rémunérations publiques depuis 1982**

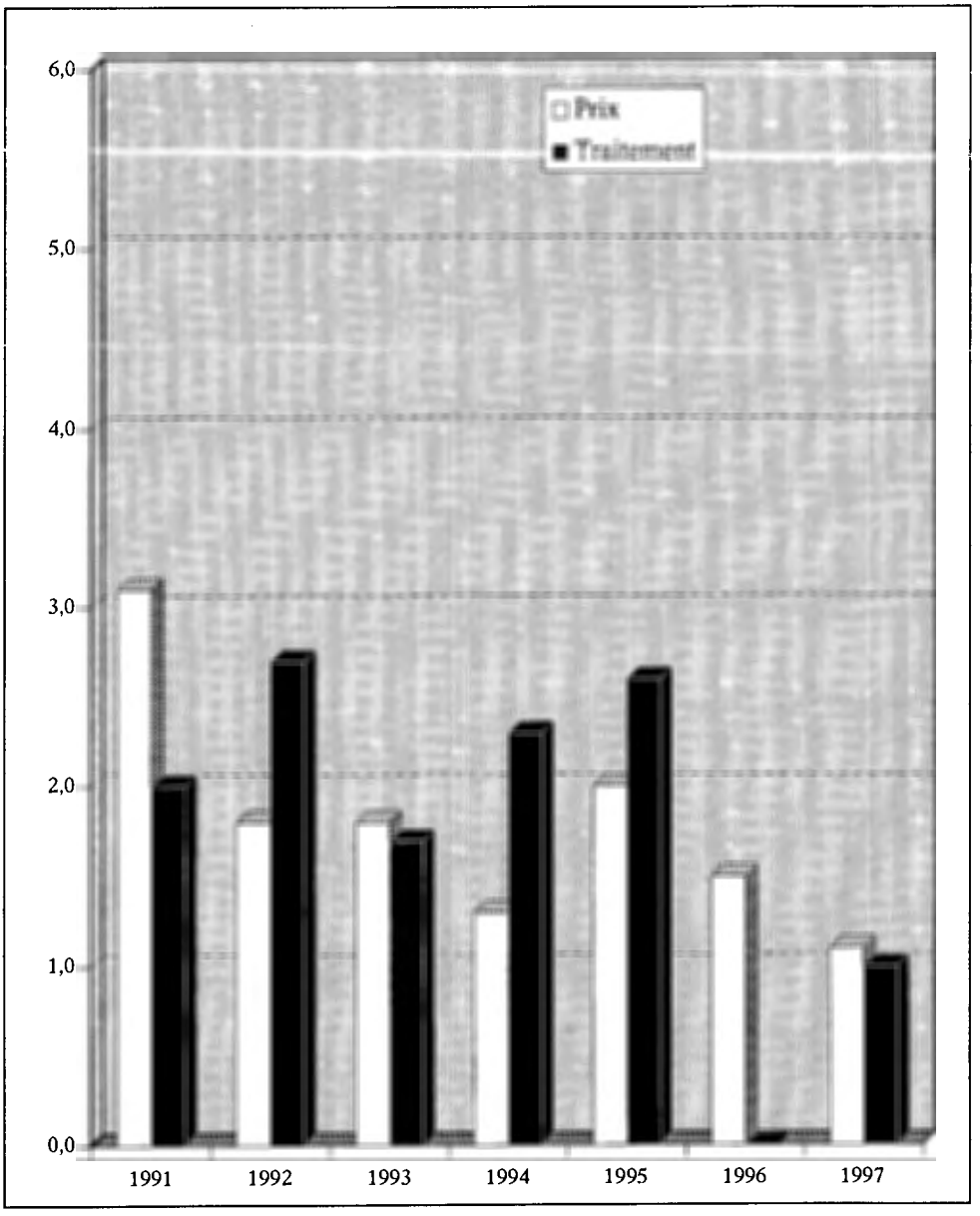
| Année | En glissement (en %) | | En moyenne (en %) | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | Rémunération | | | Traitement | |
| | Prix | Traitement (Mesures générales : valeur du point et points uniformes) | Prix | RMPP (c) | SMPT (b) | Masse Toutée (a) | Effet report + Mesures générales | Mesures générales |
| 1982 | +9,7 | +10,1 (IM ≤ 246)<br>+8,1 (IM > 246) | +11,8 | +13,5 | +12,0 | +11,7 | +11,5 | +3,1 |
| 1983 | +9,3 | +8,0 (IM ≤ 246)<br>+10,0 (IM > 246) | +9,6 | +11,5 | +9,9 | +9,7 | +9,4 | +4,2 |
| 1984 | +6,7 | +3,0 | +7,4 | +8,9 | +7,7 | +7,1 | +6,7 | +1,1 |
| 1985 | +4,7 | +5,0 | +5,8 | +7,1 | +5,9 | +5,3 | +4,9 | +3,0 |
| 1986 | +2,1 | +0,0 | +2,7 | +4,2 | +3,3 | +2,4 | +2,1 | +0,0 |
| 1987 | +3,1 | +2,2 | +3,1 | +3,7 | +2,8 | +1,9 | +1,3 | +1,3 |
| 1988 | +3,1 | +2,5 | +2,7 | +4,1 | +3,0 | +2,4 | +2,0 | +1,3 |
| 1989 | +3,6 | +3,2 | +3,6 | +7,0 | +5,9 | +5,2 | +3,7 | +2,5 |
| 1990 | +3,4 | +2,5 | +3,4 | +6,2 | +4,9 | +4,4 | +1,8 | +1,0 |
| 1991 | +3,1 | +2,0 | +3,2 | +6,0 | +4,5 | +4,2 | +2,1 | +0,6 |
| 1992 (1) | +1,8 | +2,7 | +2,3 | +6,6 | +5,4 | +4,6 | +2,9 | +1,5 |
| 1993 | +1,8 | +1,7 | +1,8 | +5,9 | +4,6 | +4,0 | +2,7 | +1,6 |
| 1994 | +1,3 | +2,3 | +1,4 | +4,1 | +2,8 | +2,1 | +1,2 | +1,0 |
| 1995 | +2,0 | +2,6 | +1,7 | +5,5 | +4,1 | +3,4 | +2,5 | +1,2 |
| 1996 | +1,5 | +0,0 | +1,9 | +4,3 | +3,0 | +2,2 | +1,4 | +0,0 |
| 1997 | +1,1 | +1,0 | +1,1 | +3,3 | +2,0 | +1,1 | +0,5 | +0,5 |

DGAFP, bureau des rémunérations et des pensions.
*Source : DGAFP-Budget.*

(a) Masse Toutée = Effet report + Mesures générales de l'année + Mesures catégorielles et ministérielles.
(b) SMPT = salaire moyen par tête = Masse Toutée + GVT solde (effet de carrière dit GVT positif + effet de flux des effectifs dit GVT négatif). La progression du SMPT mesure l'évolution de la masse salariale à effectif constant.
(c) RMPP = rémunération brute moyenne des personnes en place = Masse Toutée + GVT positif. La progression de la RMPP mesure l'évolution de la fiche de paie moyenne des agents en place deux années de suite.

(1) Les prix sont hors tabac depuis 1992.

**Graphique VI-1 : Évolution de l'indice de traitement de la Fonction Publique comparée à la hausse des prix depuis 1991 - en glissement.**




DGAFP, bureau des rémunérations et des pensions.
*Source : DGAFP-Budget.*

Les prix sont hors tabac depuis 1992.

**Tableau VI-4 : Incidence de l'évolution de la rémunération et du salaire moyens de la fonction publique sur la masse salariale de l'État**

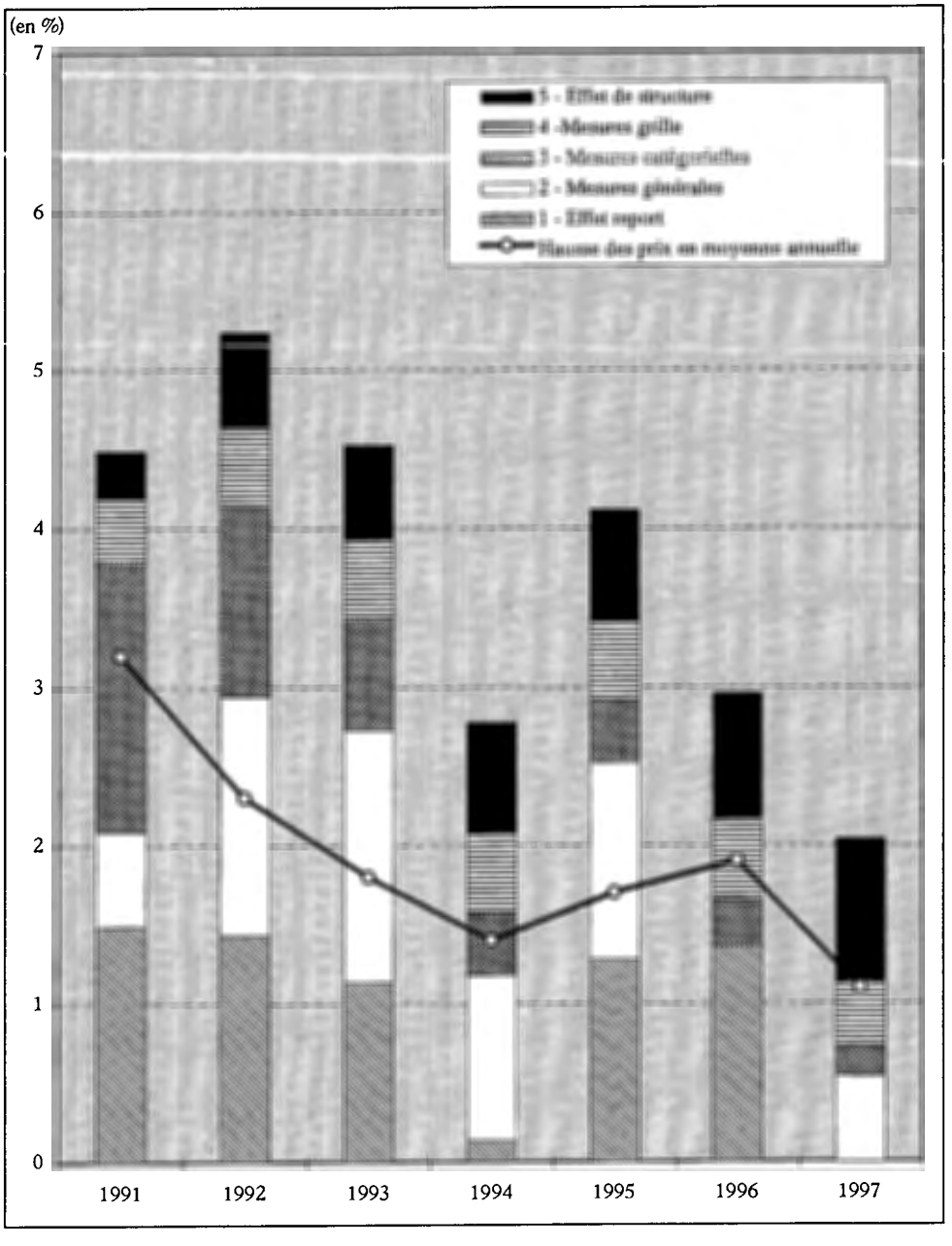
| Mesures salariales | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 - Effet report des mesures de l'année précédente | 1,49 | 1,43 | 1,14 | 0,14 | 1,28 | 1,36 | 0,00 |
| 2 - Effet courant des mesures de l'année considérée | 0,60 | 1,51 | 1,59 | 1,04 | 1,24 | 0,00 | 0,54 |
| 3 - Effet des mesures catégorielles | 1,7 | 1,2 | 0,7 | 0,4 | 0,4 | 0,3 | 0,2 |
| 4 - Effet des mesures grille | 0,4 | 0,5 | 0,5 | 0,5 | 0,5 | 0,5 | 0,4 |
| 5 - Effet des mesures individuelles (1) | 1,8 | 1,9 | 1,9 | 2,0 | 2,1 | 2,1 | 2,2 |
| **Progression de la rémunération moyenne des personnes en place RMPP (=1+2+3+4+5)** | **6,0** | **6,6** | **5,9** | **4,1** | **5,5** | **4,3** | **3,3** |
| 6 - Effet de structure (2) | 0,3 | 0,6 | 0,6 | 0,7 | 0,7 | 0,8 | 0,9 |
| **Progression du salaire moyen par tête SMPT (=1+2+3+4+6)** | **4,5** | **5,4** | **4,6** | **2,8** | **4,1** | **3,0** | **2,0** |
| Hausse des prix en moyenne annuelle (3) | 3,2 | 2,3 | 1,8 | 1,4 | 1,7 | 1,9 | 1,1 |

DGAFP, bureau des rémunérations et des pensions.
*Source : DGAFP-Budget.*

(1) Il s'agit des effets d'ancienneté et de promotion des agents continûment présents du 1er janvier au 31 décembre d'une année ; cette grandeur représente la progression moyenne des traitements due aux mesures individuelles pour les agents de l'État en service pendant la période considérée.
(2) Il s'agit du cumul de l'effet généralement positif de carrière et de l'effet généralement négatif des flux d'entrée et sortie des effectifs.
(3) Les prix sont hors tabac depuis 1992.

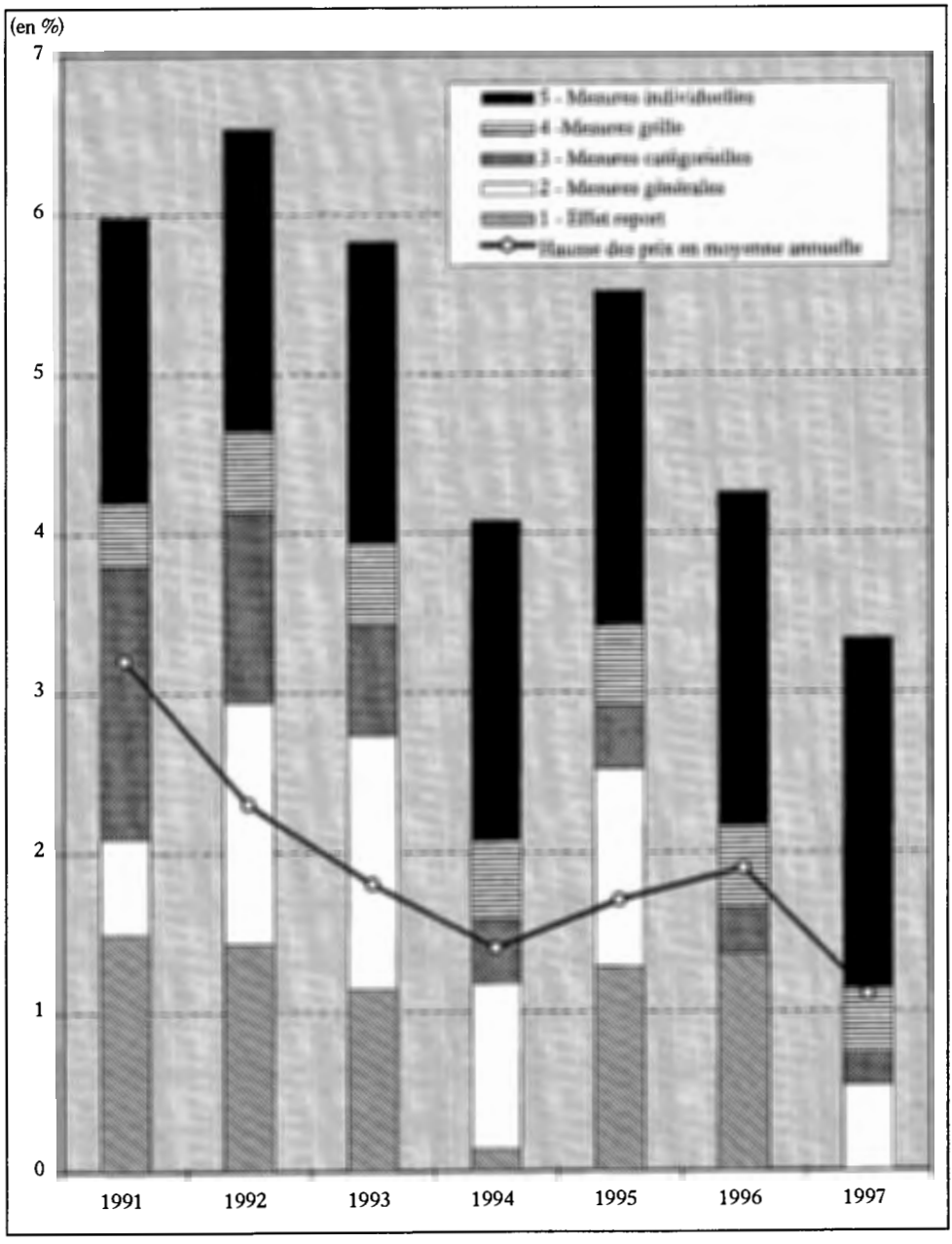
Les mesures salariales sont appréciées en exercice ; il en résulte que l'effet des mesures d'apurement intervenues durant la période est imputé à l'année au titre de laquelle ces mesures ont été prises, et non à l'année au cours de laquelle elles sont entrées en application.

**Graphique VI-2 : Facteurs d'évolution du salaire moyen par tête (SMPT) de la fonction publique de l'État depuis 1991**




DGAFP, bureau des rémunérations et des pensions.
*Source : DGAFP-Budget.*

**Graphique VI-3 : Facteurs d'évolution de la rémunération moyenne des personnes en place (RMPP) de la fonction publique de l'État depuis 1991**




DGAFP, bureau des rémunérations et des pensions.
*Source : DGAFP-Budget.*

## Tableau VI-5 : Traitements caractéristiques de la fonction publique au 1er avril 1998

| Niveaux de traitement | Indice majoré | Traitement mensuel brut | Traitement mensuel net (2) |
|---|---|---|---|
| **Niveaux indiciaires caractéristiques** | | | |
| Minimum de pension | 202 | 5 526,08 F | 5 155,80 F |
| Minimum de traitement | 247 | 6 757,08 F | 5 713,11 F |
| Sommet de grille | 818 | 22 377,75 F | 18 714,18 F |
| Début hors échelle (HE A1) | HE A1 | 24 019,16 F | 20 086,86 F |
| Sommet hors échelle (HE G) | HE G | 40 980,25 F | 34 271,17 F |
| **Indices moyens par catégorie** (1) | | | |
| Moyenne ensemble | 458 | 12 529,33 F | 10 478,09 F |
| Moyenne catégorie A | 569 | 15 565,91 F | 13 017,54 F |
| Moyenne catégorie B | 431 | 11 790,75 F | 9 860,43 F |
| Moyenne catégorie C + D | 320 | 8 754,16 F | 7 320,97 F |
| **Indice médian toutes catégories** (1) | 436 | 11 927,50 F | 9 974,79 F |
| **Niveaux de début et de fin de carrière pour des corps caractéristiques** | | | |
| Agents administratifs, agents de service technique : | | | |
| - début de carrière (E2) | 248 | 6 784,41 F | 5 736,22 F |
| - fin de carrière (E3) | 332 | 9 082,41 F | 7 595,48 F |
| Adjoints administratifs : | | | |
| - début de carrière (E4) | 256 | 7 003,33 F | 5 921,32 F |
| - fin de carrière (NEI) | 390 | 10 669,08 F | 8 922,39 F |
| Ouvriers d'État, maîtres-ouvriers : | | | |
| - début de carrière (E3) | 252 | 6 893,91 F | 5 828,80 F |
| - fin de carrière (MOP) | 412 | 11 270,91 F | 9 425,69 F |
| Secrétaires administratifs, contrôleurs : | | | |
| - début de carrière | 282 | 7 714,58 F | 6 522,68 F |
| - fin de carrière | 511 | 13 979,25 F | 11 690,64 F |
| Instituteurs : | | | |
| - début de carrière | 335 | 9 164,50 F | 7 664,13 F |
| - fin de carrière | 512 | 14 006,58 F | 11 713,49 F |
| Attachés, inspecteurs, professeurs des écoles : | | | |
| - début de carrière | 343 | 9 383,33 F | 7 847,14 F |
| - fin de carrière | 780 | 21 338,16 F | 17 844,78 F |
| Professeurs agrégés : | | | |
| - début de carrière | 374 | 10 231,41 F | 8 556,37 F |
| - fin de carrière (hors classe) | HE A3 | 26 262,41 F | 21 962,86 F |
| Administrateurs civils : | | | |
| - début de carrière | 449 | 12 283,16 F | 10 272,22 F |
| - fin de carrière (hors classe , HE A3) | HE A3 | 26 262,41 F | 21 962,86 F |

DGAFP, bureau des rémunérations et des pensions.

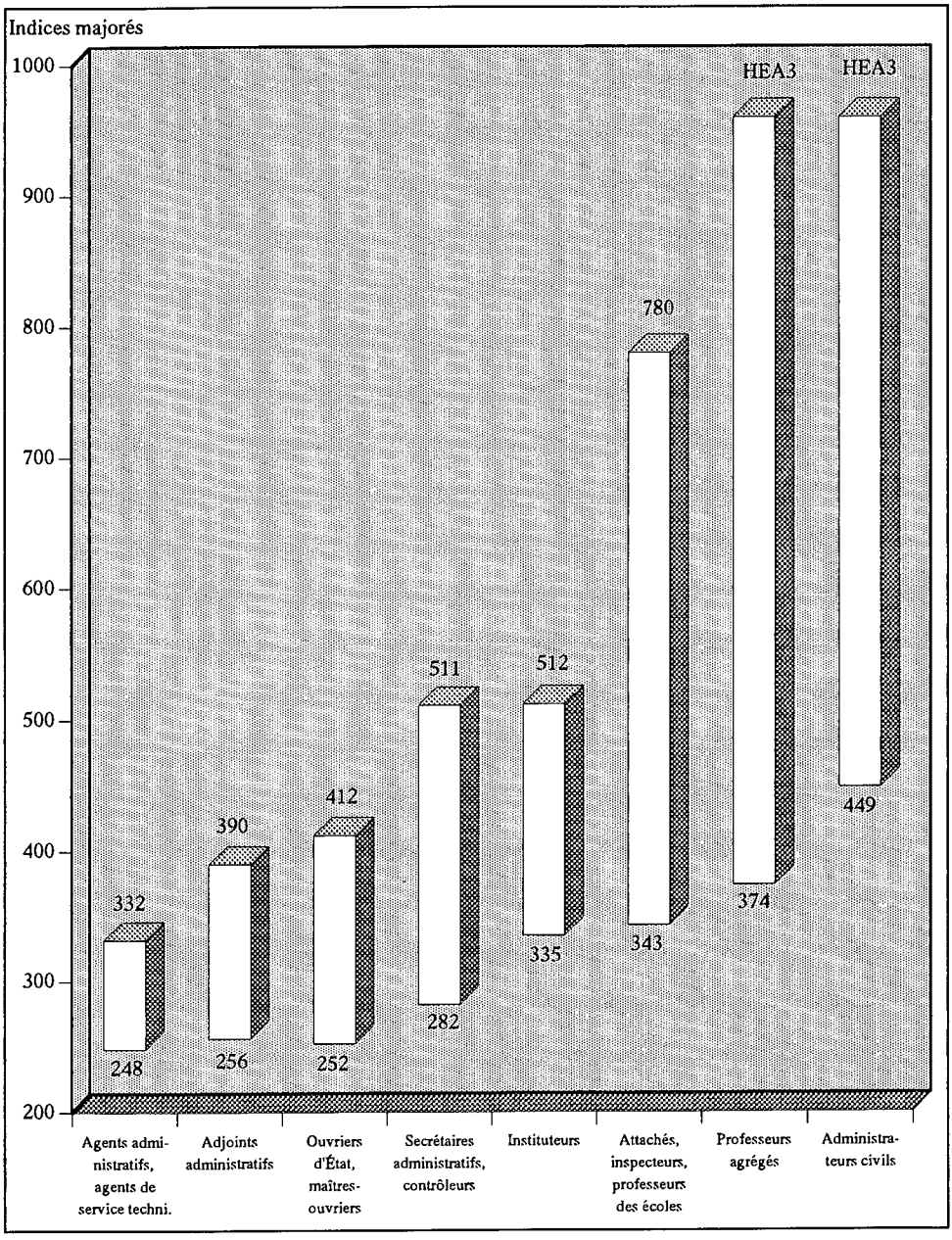
*Source : DGAFP-INSEE.*

(1) Indices moyens et médian estimés par l'INSEE à partir des fichiers de paie des titulaires des ministères civils de l'État au 31 décembre 1996, hors La Poste et France Télécom.

(2) Le traitement mensuel brut est soumis à retenue pour pension (7,85%) mais n'est plus soumis à cotisation maladie depuis le 1er janvier 1998. La CSG (7,5% pour les actifs et 6,2% pour les retraités) et la CRDS (0,5%) sont déduites selon leurs taux en vigueur depuis le 1er janvier 1998. La contribution de solidarité (1%) n'est déduite que pour les indices dont le salaire mensuel net afférent est supérieur au seuil d'assujettissement prévu pour cette cotisation (IB 296, IM 280). En conséquence, actuellement, les indices inférieurs à l'IM 304 en zone d'IR 0% ne sont pas assujettis à la CS.

NB : l'indemnité différentielle instituée par le décret n° 91-769 du 2 août 1991, et destinée à compenser l'écart avec le SMIC brut pour les indices dont le traitement de base brut afférent lui est inférieur, n'est pas prise en compte dans les présents calculs en brut et en net. Elle est de toute façon devenue sans objet depuis le 1er avril 1998.

**Graphique VI-4 : Échelonnement des indices caractéristiques de la fonction publique au 1er avril 1998**



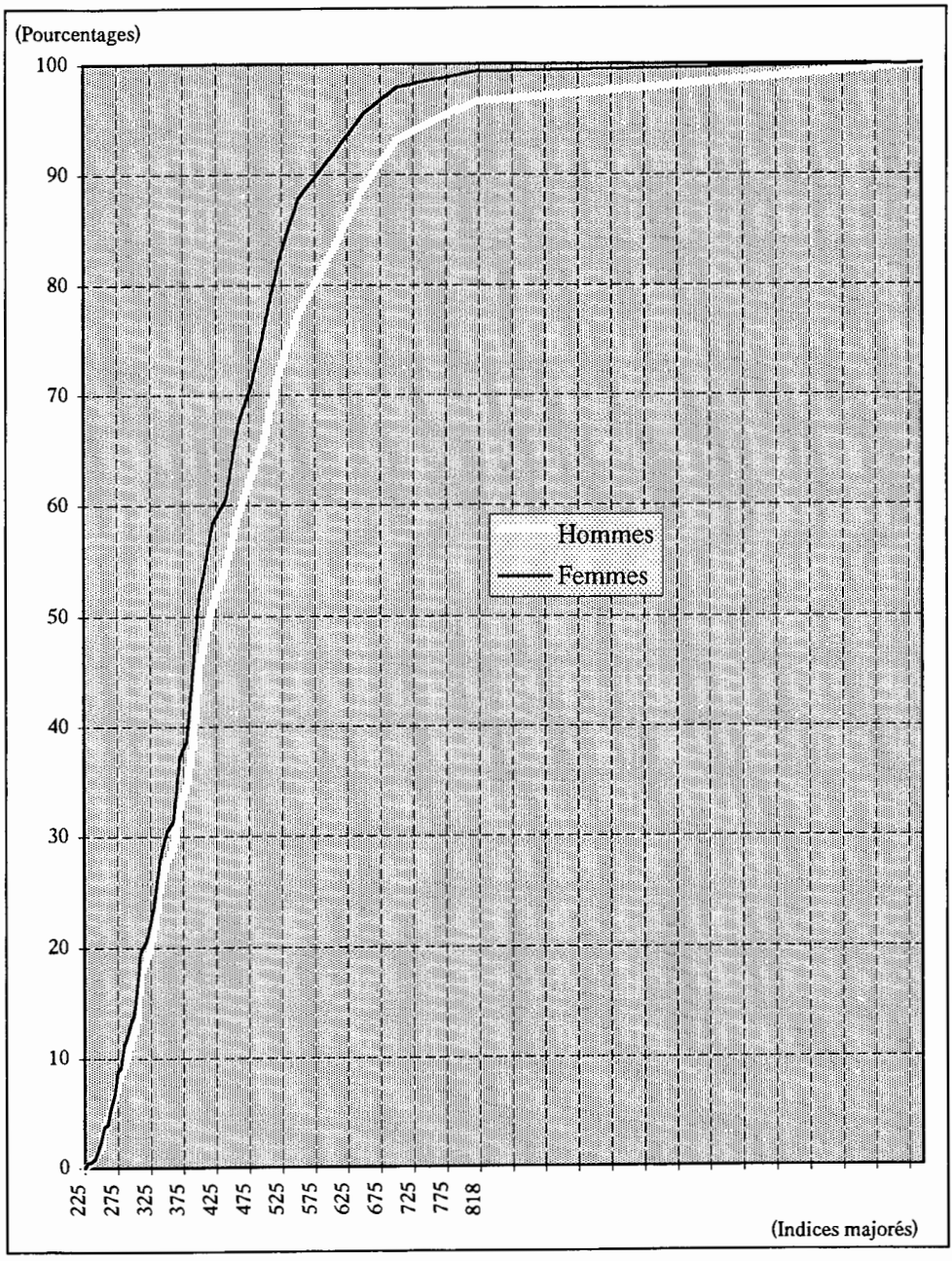

DGAFP, bureau des rémunérations et des pensions.
*Source : DGAFP-INSEE.*

**Tableau VI-6 : Répartition indiciaire des titulaires civils selon le sexe au 31 décembre 1996 (résultats provisoires hors Défense)**

| Indices majorés | Effectifs | | | Pourcentages simples | | | Pourcentages cumulés | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Hommes | Femmes | Total | Hommes | Femmes | Total | Hommes | Femmes | Total |
| 225-229 | 98 | 140 | 238 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 230-234 | 2 048 | 4 256 | 6 304 | 0,3 | 0,5 | 0,4 | 0,3 | 0,5 | 0,4 |
| 235-239 | 2 197 | 407 | 2 604 | 0,3 | 0,0 | 0,2 | 0,6 | 0,5 | 0,6 |
| 240-244 | 1 833 | 2 682 | 4 515 | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,9 | 0,8 | 0,9 |
| 245-249 | 3 894 | 7 031 | 10 925 | 0,5 | 0,8 | 0,7 | 1,4 | 1,6 | 1,5 |
| 250-254 | 3 292 | 8 066 | 11 358 | 0,5 | 0,9 | 0,7 | 1,9 | 2,5 | 2,2 |
| 255-259 | 13 966 | 11 889 | 25 855 | 2,0 | 1,3 | 1,6 | 3,9 | 3,8 | 3,8 |
| 260-264 | 4 361 | 1 517 | 5 878 | 0,6 | 0,2 | 0,4 | 4,5 | 3,9 | 4,2 |
| 265-269 | 5 737 | 14 081 | 19 818 | 0,8 | 1,5 | 1,2 | 5,3 | 5,5 | 5,4 |
| 270-274 | 7 559 | 11 093 | 18 652 | 1,1 | 1,2 | 1,1 | 6,3 | 6,7 | 6,5 |
| 275-279 | 10 574 | 19 889 | 30 463 | 1,5 | 2,2 | 1,9 | 7,8 | 8,9 | 8,4 |
| 280-284 | 4 434 | 2 847 | 7 281 | 0,6 | 0,3 | 0,4 | 8,4 | 9,2 | 8,9 |
| 285-289 | 6 564 | 18 223 | 24 787 | 0,9 | 2,0 | 1,5 | 9,4 | 11,2 | 10,4 |
| 290-294 | 5 105 | 7 556 | 12 661 | 0,7 | 0,8 | 0,8 | 10,1 | 12,0 | 11,2 |
| 295-299 | 11 549 | 12 033 | 23 582 | 1,6 | 1,3 | 1,4 | 11,7 | 13,3 | 12,6 |
| 300-304 | 4 166 | 6 682 | 10 848 | 0,6 | 0,7 | 0,7 | 12,3 | 14,0 | 13,3 |
| 305-309 | 10 911 | 22 361 | 33 272 | 1,5 | 2,4 | 2,0 | 13,8 | 16,5 | 15,3 |
| 310-319 | 28 040 | 29 079 | 57 119 | 3,9 | 3,2 | 3,5 | 17,8 | 19,6 | 18,8 |
| 320-329 | 8 388 | 9 903 | 18 291 | 1,2 | 1,1 | 1,1 | 19,0 | 20,7 | 19,9 |
| 330-339 | 17 818 | 27 546 | 45 364 | 2,5 | 3,0 | 2,8 | 21,5 | 23,7 | 22,7 |
| 340-349 | 29 152 | 38 546 | 67 698 | 4,1 | 4,2 | 4,2 | 25,6 | 27,9 | 26,9 |
| 350-359 | 15 743 | 23 633 | 39 376 | 2,2 | 2,6 | 2,4 | 27,8 | 30,5 | 29,3 |
| 360-369 | 8 844 | 8 244 | 17 088 | 1,2 | 0,9 | 1,0 | 29,0 | 31,4 | 30,3 |
| 370-379 | 26 310 | 52 737 | 79 047 | 3,7 | 5,7 | 4,9 | 32,7 | 37,1 | 35,2 |
| 380-389 | 12 923 | 14 044 | 26 967 | 1,8 | 1,5 | 1,7 | 34,5 | 38,7 | 36,9 |
| 390-399 | 28 158 | 57 930 | 86 088 | 4,0 | 6,3 | 5,3 | 38,5 | 45,0 | 42,1 |
| 400-419 | 50 645 | 62 652 | 113 297 | 7,1 | 6,8 | 7,0 | 45,6 | 51,8 | 49,1 |
| 420-439 | 37 802 | 59 755 | 97 557 | 5,3 | 6,5 | 6,0 | 50,9 | 58,3 | 55,1 |
| 440-459 | 25 402 | 20 067 | 45 469 | 3,6 | 2,2 | 2,8 | 54,5 | 60,5 | 57,9 |
| 460-479 | 34 161 | 64 835 | 98 996 | 4,8 | 7,1 | 6,1 | 59,3 | 67,6 | 64,0 |
| 480-499 | 24 073 | 30 872 | 54 945 | 3,4 | 3,4 | 3,4 | 62,7 | 70,9 | 67,3 |
| 500-519 | 24 872 | 50 346 | 75 218 | 3,5 | 5,5 | 4,6 | 66,2 | 76,4 | 72,0 |
| 520-549 | 39 867 | 51 203 | 91 070 | 5,6 | 5,6 | 5,6 | 71,8 | 82,0 | 77,5 |
| 550-599 | 38 873 | 52 679 | 91 552 | 5,5 | 5,7 | 5,6 | 77,2 | 87,8 | 83,2 |
| 600-649 | 39 022 | 34 894 | 73 916 | 5,5 | 3,8 | 4,5 | 82,7 | 91,6 | 87,7 |
| 650-699 | 43 359 | 36 059 | 79 418 | 6,1 | 3,9 | 4,9 | 88,8 | 95,5 | 92,6 |
| 700-749 | 30 170 | 22 039 | 52 209 | 4,2 | 2,4 | 3,2 | 93,1 | 97,9 | 95,8 |
| 750-817 | 10 708 | 5 524 | 16 232 | 1,5 | 0,6 | 1,0 | 94,6 | 98,5 | 96,8 |
| 818 | 13 615 | 7 065 | 20 680 | 1,9 | 0,8 | 1,3 | 96,5 | 99,3 | 98,1 |
| H E | 24 025 | 6 153 | 30 178 | 3,4 | 0,7 | 1,9 | 99,9 | 99,9 | 99,9 |
| Indéterminé | 1 045 | 751 | 1 796 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |
| **Total** | **711 303** | **917 309** | **1 628 612** | **100,0** | **100,0** | **100,0** | **100,0** | **100,0** | **100,0** |

DGAFP, bureau des rémunérations et des pensions.
*Source : enquête sur les fichiers de paie INSEE-DGAFP.*

**Graphique VI-5 : Répartition indiciaire des titulaires civils selon le sexe au 31 décembre 1996 (résultats provisoires hors Défense)**




DGAFP, bureau des rémunérations et des pensions.
*Source : enquête sur les fichiers de paie INSEE-DGAFP.*

**Tableau VI-7 : Distribution des salaires nets des agents titulaires civils de l'État en 1996**

| Centiles | Salaire annuel net en francs courants | | |
|---|---|---|---|
| | 1995 | 1996 | Évolution 1996/1995 (en %) |
| 5 | 81 600 | 81 840 | 0,3 |
| 10 | 90 720 | 91 200 | 0,5 |
| 20 | 103 200 | 104 280 | 1,0 |
| 30 | 112 920 | 114 600 | 1,5 |
| 40 | 123 360 | 125 520 | 1,8 |
| 50 | 134 400 | 135 960 | 1,2 |
| 60 | 144 600 | 147 000 | 1,7 |
| 70 | 157 800 | 160 800 | 1,9 |
| 80 | 178 920 | 182 160 | 1,8 |
| 90 | 213 960 | 217 200 | 1,5 |
| 95 | 247 920 | 253 200 | 2,1 |
| C90/C10 | 2,36 | 2,38 | |

DGAFP, bureau des rémunérations et des pensions.
*Source : fichiers de paie des agents de l'État (« INSEE première n° 555 »)*

Lecture : en 1996, 10 % des agents titulaires ont perçu un salaire net inférieur à 91 200 F ; le salaire net médian (C 50) s'est élevé à 135 960 F.
L'évolution du salaire net moyen reflète à la fois l'augmentation de l'indice de salaire à structure constante et les modifications de structure qui affectent les effectifs (GVT solde).
Le « salaire » comprend le traitement, les compléments de traitement, les primes et indemnités. Sont déduites les cotisations sociales « salariés », ainsi que la CSG et la CRDS.

**Tableau VI-8 : Rémunération nette annuelle moyenne par catégorie socioprofessionnelle en 1996 (agents titulaires des ministères civils employés à temps complet en métropole)**

| Catégorie socioprofessionnelle | Traitement brut de base (1) | Primes | | Rémunération nette globale (4) |
|---|---|---|---|---|
| | | Montant (2) | Taux (3) | |
| **Cadres et professions intellectuelles supérieures** | **187 903 F** | **32 621 F** | **17%** | **190 294 F** |
| ***Cadres*** | ***194 059 F*** | ***71 269 F*** | ***37%*** | ***233 661 F*** |
| Personnel de direction | 322 785 F | 123 162 F | 38% | 394 391 F |
| dont : directeurs hors échelle | 346 792 F | 134 863 F | 39% | 426 227 F |
| Magistrats | 228 787 F | 87 447 F | 38% | 280 187 F |
| Administrateurs et assimilés | 237 673 F | 107 483 F | 45% | 307 210 F |
| dont : administrateurs hors-classe | 270 134 F | 117 998 F | 44% | 342 877 F |
| Attachés et inspecteurs principaux | 209 909 F | 84 673 F | 40% | 259 774 F |
| Attachés et inspecteurs | 166 257 F | 50 425 F | 30% | 189 096 F |
| Ingénieurs des grands corps techniques | 225 404 F | 87 849 F | 39% | 279 027 F |
| dont : ingénieurs en chef | 271 775 F | 112 987 F | 42% | 342 153 F |
| Ingénieurs des travaux | 171 243 F | 73 464 F | 43% | 216 895 F |
| ***Professeurs, professions scientifiques et culturelles*** | ***186 674 F*** | ***24 910 F*** | ***13%*** | ***181 641 F*** |
| Professeurs d'université et assimilés | 317 900 F | 30 829 F | 10% | 299 241 F |
| Maîtres de conférences et maîtres assistants | 212 697 F | 27 268 F | 13% | 207 305 F |
| Assistants non agrégés | 170 266 F | 28 055 F | 16% | 171 329 F |
| Professeurs agrégés | 217 015 F | 51 789 F | 24% | 234 386 F |
| Professeurs certifiés et assimilés | 170 471 F | 20 844 F | 12% | 163 702 F |
| **Professions intermédiaires** | **139 223 F** | **19 551 F** | **14%** | **136 671 F** |
| Professeurs de collège titulaires | 154 707 F | 23 701 F | 15% | 153 606 F |
| Instituteurs et assimilés | 144 121 F | 12 530 F | 9% | 134 212 F |
| Secrétaires administratifs et contrôleurs | 123 184 F | 28 785 F | 23% | 132 011 F |
| Professions intermédiaires de la police et des prisons (5) | 150 698 F | 39 803 F | 26% | 162 089 F |
| Agents techniques | 107 275 F | 15 059 F | 14% | 106 166 F |
| Maîtrise ouvrière | 110 892 F | 13 721 F | 12% | 107 590 F |
| **Employés et ouvriers** | **102 930 F** | **21 308 F** | **21%** | **107 665 F** |
| Personnels de la police et des prisons (6) | 117 899 F | 39 084 F | 33% | 134 942 F |
| Employés à partir de l'échelle 4 de catégorie C | 103 621 F | 22 074 F | 21% | 109 382 F |
| Autres employés de catégorie C | 90 588 F | 11 872 F | 13% | 89 704 F |
| Employés de catégorie D | 77 276 F | 8 756 F | 11% | 75 889 F |
| Personnels de service de catégorie C | 89 337 F | 5 693 F | 6% | 82 602 F |
| Personnels de service de catégorie D | 78 808 F | 14 848 F | 19% | 84 661 F |
| Ouvriers qualifiés de catégorie C échelle 3-4 | 96 470 F | 9 772 F | 10% | 92 385 F |
| Ouvriers non qualifiés de catégorie C échelle 2 | 86 787 F | 12 079 F | 14% | 87 499 F |
| **Ensemble** | **149 236 F** | **25 496 F** | **17%** | **150 807 F** |

DGAFP, bureau des rémunérations et des pensions.
*Source : enquête sur les fichiers de paie INSEE-DGAFP.*

(1) Traitement indiciaire brut de base.
(2) Rémunérations imposables (autres que le traitement, l'indemnité de résidence et le supplément familial de traitement), soit les primes et indemnités diverses et les rémunérations d'activité accessoires.
(3) Le taux de primes est égal au quotient des primes par le traitement brut.
(4) Rémunération nette totale, soit le traitement de base, l'indemnité de résidence, le supplément familial de traitement et les primes et indemnités, moins le total des cotisations sociales obligatoires, la CSG et la CRDS.
(5) Inspecteurs de police, secrétaires administratifs des prisons...
(6) Gardiens de la paix, surveillants...

# 7 - Formation

# VII.Formation



Les résultats sur la formation des agents de l'État présentés dans ce chapitre sont issus d'une enquête auprès des directions de personnel.

Ces résultats portent sur les années 1995 et 1996: les indicateurs sont ceux suivis par l'accord cadre sur la formation continue du 22 février 1996, lequel concerne les années 1996 à 1998.

Pour plus d'informations

- **juridiques:**

« L'accord-cadre sur la formation professionnelle continue dans la Fonction publique de l'État », DGAFP, Bureau du recrutement et de la formation, 22 février 1996

- **statistiques:**

« La formation des agents de l'État: résultats 1995 et 1996 » Véronique CORNUAU, DGAFP, Bureau des statistiques, document présenté à la Commission de suivi de l'accord cadre, février 1998

« La formation des agents de l'État en 1995 » Véronique CORNUAU, DGAFP, Bureau des statistiques, décembre 1997

« Bilan de la formation professionnelle en 1995-1996 », G. OSBERT, B. FOURNIER, A. CHANUT, Les dossiers de la DARES, n°2,octobre 1997.

« Les chiffres 1996 de la formation professionnelle continue », Thérèse BRODU, Dossier Info Flash, Centre INFO, n°486, novembre 1997.

« Le compte économique de la formation professionnelle en 1996 : des dépenses en hausse », Annie CHANUT, DARES, Premières Synthèses, 98-05, n°21-2.

## Tableau VII-1: La formation initiale et continue par administration (1)

| | Effectifs en formation (2) | | | Nombre de jours de formation (3) | | | Dépenses totales de formation | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1995 | 1996 | Evolution 95-96 | 1995 | 1996 | Evolution 95-96 | 1995 (en milliers de francs) | 1996 (en milliers de francs) | Evolution 95-96 |
| Affaires étrangères | nc | nc | | nc | nc | | nc | nc | |
| Agriculture | 29 082 | 29 701 | 2,1% | 232 655 | 194 840 | -16,3% | 421 | 357 | -15,1% |
| Anciens combattants | 2 212 | 2 659 | 20,2% | 13 160 | 7 644 | -41,9% | 11 | 11 | 6,6% |
| Aviation civile | 15 928 | 17 423 | 9,4% | 187 529 | 176 129 | -6,1% | 441 | 498 | 12,8% |
| Coopération | 1 054 | nc | | 4 114 | nc | | 8 | nc | |
| Culture et communication | 20 849 | 21 271 | 2,0% | 99 384 | 107 700 | 8,4% | 169 | 183 | 8,6% |
| Défense | 64 915 | 69 129 | 6,5% | 462 646 | 404 527 | -12,6% | 643 | 615 | -4,3% |
| Économie et finances | 360 908 | 338 008 | -6,3% | 1 516 576 | 1 490 720 | -1,7% | 1 956 | 2 045 | 4,5% |
| Industrie | 14 902 | 15 868 | 6,5% | 56 521 | 55 029 | -2,6% | 90 | 91 | 0,6% |
| Intérieur | 289 627 | 322 780 | 11,4% | 1 250 490 | 1 505 384 | 20,4% | 1 532 | 1 703 | 11,2% |
| Jeunesse et sports | 9 971 | nc | | 80 566 | nc | | 75 | nc | |
| Justice | 51 987 | 52 762 | 1,5% | 487 719 | 513 148 | 5,2% | 521 | 610 | 17,2% |
| Mer | 1 285 | 940 | -26,8% | 5 745 | 6 578 | 14,5% | 13 | 25 | 87,6% |
| Outre-Mer | 484 | 317 | -34,5% | 1 909 | 1 212 | -36,5% | 2 | 2 | -20,7% |
| Santé | 21 141 | 23 094 | 9,2% | 85 976 | 91 182 | 6,1% | 138 | 108 | -21,4% |
| Services du Premier Ministre | 1 449 | 1 446 | -0,2% | 5 378 | 5 489 | 2,1% | 9 | 10 | 6,0% |
| Tourisme | 298 | 275 | -7,7% | 865 | 767 | -11,3% | 4 | 2 | -56,0% |
| Travail | 13 405 | 13 350 | -0,4% | 89 278 | 71 423 | -20,0% | 114 | 99 | -12,7% |
| Équipement | 112 972 | 116 263 | 2,9% | 661 434 | 638 696 | -3,4% | 998 | 1 054 | 5,6% |
| *Formation interministérielle* | *10 632* | *nc* | | *257 275* | *nc* | | *332* | *nc* | |
| **Total Champ constant 95-96 (4)** | **1 001 444** | **1 025 286** | **2,4%** | **5 157 265** | **5 270 468** | **2,2%** | **7 063** | **7 415** | **5,0%** |
| **Total hors Éducation** | **1 023 101** | **ns** | | **5 499 220** | **ns** | | **7 477** | **ns** | |
| Éducation nationale | 764 860 | nc | | 11 034 129 | nc | | 12 157 | nc | |
| **Total y compris Éducation** | **1 787 961** | **ns** | | **16 533 349** | **ns** | | **19 634** | **ns** | |

DGAFP, bureau des statistiques.
*Source : enquêtes auprès des directions de personnel.*

Les résultats 1996 sont provisoires.
(1) Afin de pouvoir comparer les résultats 1995 et 1996, établis sur des nomenclatures différentes, la DGAFP a adopté un partage entre la formation initiale et la formation continue, qui n'est pas compatible avec celle utilisée dans quelques ministères. Ceci n'affecte pas les résultats globaux.
(2) Un même agent est compté autant de fois qu'il a suivi de formations.
(3) Nombre de jours-agents.
(4) Tous ministères hors Affaires étrangères, Coopération, Éducation nationale, Jeunesse et sports et Formation interministérielle.

**ns : non significatif**
**nc : non communiqué.**

## Tableau VII-2: La formation initiale par administration

| | Effectifs en formation (1) | | | Nombre de jours de formation (2) | | | Dépenses totales de formation (en milliers de francs) | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1995 | 1996 | Evolution 95-96 | 1995 | 1996 | Evolution 95-96 | 1995 | 1996 | Evolution 95-96 |
| Affaires étrangères | nc | nc | | nc | nc | | nc | nc | |
| Agriculture | 851 | 975 | 14,6% | 150 750 | 109 092 | -27,6% | 277 831 | 170 266 | -38,7% |
| Anciens combattants | 46 | - | | 710 | - | | 551 | - | |
| Aviation civile | 1 108 | 1 156 | 4,3% | 97 515 | 98 430 | 0,9% | 175 233 | 226 208 | 29,1% |
| Coopération | 57 | nc | | 505 | nc | | 986 | nc | |
| Culture et communication | 1 573 | 1 674 | 6,4% | 17 380 | 20 641 | 18,8% | 27 486 | 30 034 | 9,3% |
| Défense | 10 907 | 839 | -92,3% | 110 370 | 71 605 | -35,1% | 74 277 | 86 812 | 16,9% |
| Économie et finances | 11 287 | 8 595 | -23,9% | 700 570 | 653 657 | -6,7% | 747 033 | 713 545 | -4,5% |
| Industrie | 418 | 391 | -6,5% | 14 940 | 14 760 | -1,2% | 14 789 | 14 820 | 0,2% |
| Intérieur | 8 801 | 8 353 | -5,1% | 767 750 | 925 502 | 20,5% | 865 998 | 742 368 | -14,3% |
| Jeunesse et sports | 118 | nc | | 26 550 | nc | | 13 763 | nc | |
| Justice | 3 381 | 3 095 | -8,5% | 297 140 | 283 500 | -4,6% | 255 157 | 286 944 | 12,5% |
| Mer | 92 | 105 | 14,1% | 1 825 | 2 217 | 21,5% | 5 392 | 7 957 | 47,6% |
| Outre-Mer | - | - | | - | - | | - | - | |
| Santé | 556 | 418 | -24,8% | 2 610 | 15 009 | 475,1% | 4 747 | 16 132 | 239,9% |
| Services du Premier Ministre | - | - | | - | - | | - | - | |
| Tourisme | - | 3 | | - | 6 | | - | 12 | |
| Travail | 610 | 346 | -43,3% | 33 040 | 20 621 | -37,6% | 43 142 | 28 220 | -34,6% |
| Équipement | 5 155 | 4 252 | -17,5% | 284 920 | 230 925 | -19,0% | 442 848 | 296 045 | -33,1% |
| *Formation interministérielle* | *1 251* | *nc* | | *164 195* | *nc* | | *193 314* | *nc* | |
| **Total Champ constant 95-96 (3)** | **44 785** | **30 202** | **-32,6%** | **2 479 520** | **2 445 965** | **-1,4%** | **2 934 484** | **2 619 363** | **-10,7%** |
| **Total hors Éducation nat.** | **46 211** | **ns** | | **2 670 770** | **ns** | | **3 142 548** | **ns** | |
| Éducation nat. | 68 564 | nc | | 6 926 720 | nc | | 6 327 930 | nc | |
| **Total y compris Éducation nat.** | **114 775** | **ns** | | **9 597 490** | **ns** | | **9 470 477** | **ns** | |

DGAFP, bureau des statistiques.

*Source : enquêtes auprès des directions de personnel.*

Les résultats 1996 sont provisoires.
(1) Un même agent est compté autant de fois qu'il a suivi de formations.
(2) Nombre de jours-agents.
(3) Tous ministères hors Affaires étrangères, Coopération, Éducation nationale, Jeunesse et sports et Formation interministérielle.

**ns : non significatif**
**nc : non communiqué.**

## Tableau VII-3: La formation continue (congés spécifiques compris) par administration

| | Effectifs en formation (1) | | | Nombre de jours de formation (2) | | | Dépenses totales de formation (en milliers de francs) | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1995 | 1996 | Évolution 95-96 | 1995 | 1996 | Évolution 95-96 | 1995 | 1996 | Évolution 95-96 |
| Affaires étrangères | nc | nc | | nc | nc | | nc | nc | |
| Agriculture | 28 231 | 28 726 | 1,8% | 81 905 | 85 748 | 4,7% | 143 081 | 187 106 | 30,8% |
| Anciens combattants | 2 166 | 2 659 | 22,8% | 12 450 | 7 644 | -38,6% | 10 199 | 11 463 | 12,4% |
| Aviation civile | 14 820 | 16 267 | 9,8% | 90 014 | 77 699 | -13,7% | 265 887 | 271 503 | 2,1% |
| Coopération | 997 | nc | | 3 609 | nc | | 6 608 | nc | |
| Culture et communication | 19 276 | 19 597 | 1,7% | 82 004 | 87 059 | 6,2% | 141 469 | 153 403 | 8,4% |
| Défense | 54 008 | 68 290 | 26,4% | 352 276 | 332 922 | -5,5% | 568 628 | 528 629 | -7,0% |
| Économie et finances | 349 621 | 329 413 | -5,8% | 816 006 | 837 063 | 2,6% | 1 209 353 | 1 331 607 | 10,1% |
| Industrie | 14 484 | 15 477 | 6,9% | 41 581 | 40 269 | -3,2% | 75 543 | 76 025 | 0,6% |
| Intérieur | 280 826 | 314 427 | 12,0% | 482 740 | 579 882 | 20,1% | 665 846 | 960 485 | 44,3% |
| Jeunesse et sports | 9 853 | nc | | 54 016 | nc | | 61 221 | nc | |
| Justice | 48 606 | 49 667 | 2,2% | 190 579 | 229 648 | 20,5% | 265 687 | 323 523 | 21,8% |
| Mer | 1 193 | 835 | -30,0% | 3 920 | 4 361 | 11,3% | 7 821 | 16 830 | 115,2% |
| Outre-Mer | 484 | 317 | -34,5% | 1 909 | 1 212 | -36,5% | 2 445 | 1 938 | -20,7% |
| Santé | 20 585 | 22 676 | 10,2% | 83 366 | 76 173 | -8,6% | 132 985 | 92 108 | -30,7% |
| Services du Premier Ministre | 1 449 | 1 446 | -0,2% | 5 378 | 5 489 | 2,1% | 9 237 | 9 789 | 6,0% |
| Tourisme | 298 | 272 | -8,7% | 865 | 761 | -12,0% | 3 673 | 1 603 | -56,4% |
| Travail | 12 795 | 13 004 | 1,6% | 56 238 | 50 802 | -9,7% | 70 708 | 71 223 | 0,7% |
| Équipement | 107 817 | 112 011 | 3,9% | 376 514 | 407 771 | 8,3% | 555 601 | 758 163 | 36,5% |
| *Formation interministérielle* | *9 381* | *nc* | | *93 080* | *nc* | | *138 255* | *nc* | |
| **Total Champ constant 95-96 (3)** | **956 659** | **995 084** | **4,0%** | **2 677 745** | **2 824 503** | **5,5%** | **4 128 163** | **4 795 398** | **16,2%** |
| **Total hors Éducation nat.** | **976 890** | **ns** | | **2 828 450** | **ns** | | **4 334 247** | **ns** | |
| Éducation nat. | 696 296 | nc | | 4 107 409 | nc | | 5 829 409 | nc | |
| **Total y compris Éducation nat.** | **1 673 186** | **ns** | | **6 935 859** | **ns** | | **10 163 656** | **ns** | |

DGAFP, bureau des statistiques.

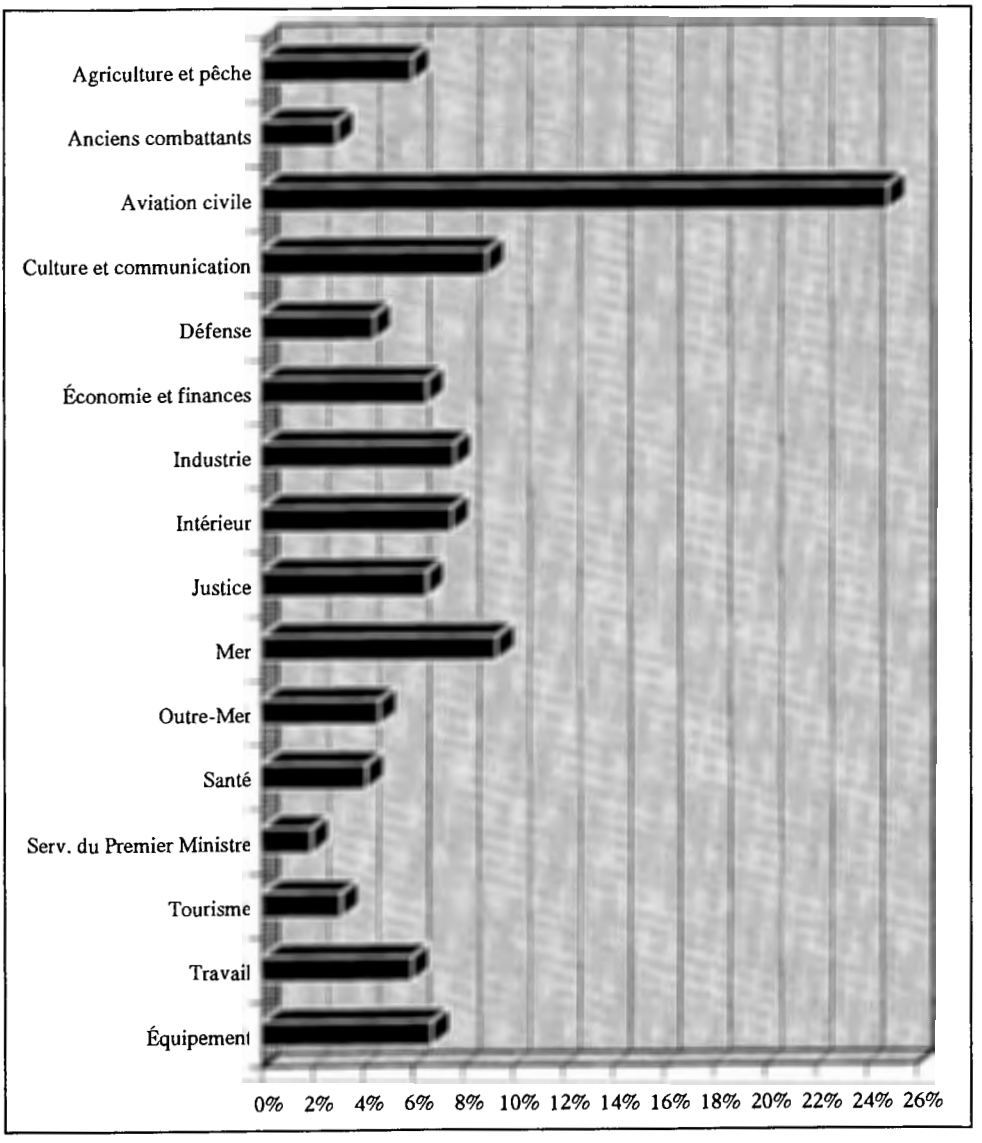
*Source : enquêtes auprès des directions de personnel.*

Les résultats 1996 sont provisoires.
(1) Un même agent est compté autant de fois qu'il a suivi de formations.
(2) Nombre de jours-agents.
(3) Tous ministères hors Affaires étrangères, Coopération, Éducation nationale, Jeunesse et sports et Formation interministérielle.

**ns : non significatif**

**nc : non communiqué.**

**Graphique VII-1: Dépenses de formation par rapport à la masse salariale par administration** (1)




DGAFP, bureau des statistiques.
*Source : enquêtes auprès des directions de personnel.*

Les résultats 1996 sont provisoires.
(1) Tous ministères hors Affaires étrangères, Coopération, Éducation nationale, Jeunesse et sports.

## Tableau VII-4: Dépenses totales de formation par rapport à la masse salariale

(en pourcentage)

| | Formation initiale | | Formation continue hors congés spécifiques | | Congés spécifiques | | Formation continue y compris congés spécifiques | | Total général | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | (a) | | (b) | | (c) | | (b) + (c) | | (a) + (b) + (c) | |
| | 1995 | 1996 | 1995 | 1996 | 1995 | 1996 | 1995 | 1996 | 1995 | 1996 |
| Affaires étrangères | nc | nc | nc | nc | nc | nc | nc | nc | **nc** | **nc** |
| Agriculture et pêche | 5,0 | 2,9 | 2,6 | 3,1 | - | - | 2,6 | 3,1 | **7,6** | **6,0** |
| Anciens combattants | 0,2 | - | 2,9 | 3,0 | - | - | 2,9 | 3,0 | **3,1** | **3,0** |
| Aviation civile | 9,7 | 11,3 | 14,7 | 13,6 | - | - | 14,7 | 13,6 | **24,4** | **24,9** |
| Coopération | 0,5 | nc | 3,2 | nc | - | nc | 3,2 | nc | **3,7** | **nc** |
| Culture et communication | 1,5 | 1,5 | 7,9 | 7,5 | - | - | 7,9 | 7,5 | **9,4** | **9,0** |
| Défense | 0,6 | 0,6 | 4,4 | 3,9 | - | - | 4,4 | 3,9 | **5,0** | **4,5** |
| Économie et finances | 2,7 | 2,3 | 4,4 | 4,3 | - | - | 4,4 | 4,3 | **7,1** | **6,6** |
| Industrie | 1,4 | 1,3 | 7,1 | 6,4 | - | - | 7,1 | 6,4 | **8,5** | **7,7** |
| Intérieur | 4,2 | 3,3 | 3,3 | 4,3 | - | - | 3,3 | 4,3 | **7,5** | **7,6** |
| Jeunesse et sports | 0,9 | nc | 4,0 | nc | - | nc | 4,0 | nc | **4,9** | **nc** |
| Justice | 3,1 | 3,1 | 3,2 | 3,5 | - | - | 3,2 | 3,5 | **6,3** | **6,6** |
| Mer | 2,4 | 3,0 | 3,5 | 6,4 | - | - | 3,5 | 6,4 | **5,9** | **9,4** |
| Outre-Mer | - | - | 6,7 | 4,7 | - | - | 6,7 | 4,7 | **6,7** | **4,7** |
| Santé | 0,2 | 0,6 | 5,9 | 3,6 | - | - | 5,9 | 3,6 | **6,1** | **4,2** |
| Services du Premier Ministre | - | - | 2,2 | 2,0 | - | - | 2,2 | 2,0 | **2,2** | **2,0** |
| Tourisme | - | - | 3,1 | 3,2 | - | - | 3,1 | 3,2 | **3,1** | **3,2** |
| Travail | 3,0 | 1,7 | 4,9 | 4,3 | - | - | 4,9 | 4,3 | **7,9** | **6,0** |
| Équipement | 3,1 | 1,9 | 3,9 | 4,9 | - | - | 3,9 | 4,9 | **7,0** | **6,8** |
| **Total Champ constant 95/96 (1)** | **3,2** | **2,4** | **4,3** | **4,4** | **0,0** | **0,0** | **4,3** | **4,4** | **7,5** | **6,8** |
| **Total hors Éducation** | **3,1** | **2,4** | **4,3** | **4,4** | **0,0** | **0,0** | **4,3** | **4,4** | **7,4** | **6,8** |
| Éducation nationale, recherche et technologie | 3,3 | nc | 2,9 | nc | 0,1 | nc | 3,0 | nc | **6,3** | **nc** |
| **Total y compris Éducation** | **3,2** | | **3,4** | | **0,1** | | **3,5** | | **6,7** | |

DGAFP, bureau des statistiques.

*Source : enquêtes auprès des directions de personnel.*

Les résultats 1996 sont provisoires.

(1) Tous ministères hors Affaires étrangères, Coopération, Éducation nationale, Jeunesse et sports.

## Tableau VII-5: Nombre de jours de formation par agent en fonction (1)

| | Formation initiale (a) | | Formation continue hors congés spécifiques (b) | | Congés spécifiques (c) | | Formation continue y compris congés spécifiques (b) + (c) | | Total général (a) + (b) + (c) | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1995 | 1996 | 1995 | 1996 | 1995 | 1996 | 1995 | 1996 | 1995 | 1996 |
| Affaires étrangères | nc | nc | nc | nc | nc | nc | nc | nc | nc | nc |
| Agriculture et pêche | 4,3 | 3,2 | 2,3 | 2,5 | - | - | 2,3 | 2,5 | 6,6 | 5,7 |
| Anciens combattants | 0,3 | - | 4,4 | 2,8 | - | - | 4,4 | 2,8 | 4,7 | 2,8 |
| Aviation civile | 9,2 | 9,1 | 8,5 | 7,2 | - | - | 8,5 | 7,2 | 17,7 | 16,3 |
| Coopération | 0,4 | nc | 2,5 | nc | - | nc | 2,5 | nc | 2,9 | nc |
| Culture et communication | 1,4 | 1,7 | 6,8 | 7,1 | - | - | 6,8 | 7,1 | 8,2 | 8,8 |
| Défense | 1,1 | 0,7 | 3,6 | 3,4 | - | - | 3,6 | 3,4 | 4,7 | 4,1 |
| Économie et finances | 3,5 | 3,2 | 4,1 | 4,1 | - | - | 4,1 | 4,1 | 7,6 | 7,3 |
| Industrie | 2,2 | 2,1 | 6,0 | 5,7 | - | - | 6,0 | 5,7 | 8,2 | 7,8 |
| Intérieur | 4,6 | 5,6 | 2,9 | 3,5 | - | - | 2,9 | 3,5 | 7,5 | 9,1 |
| Jeunesse et sports | 2,9 | nc | 5,9 | nc | - | nc | 5,9 | nc | 8,8 | nc |
| Justice | 4,9 | 4,6 | 3,2 | 3,7 | - | - | 3,2 | 3,7 | 8,1 | 8,3 |
| Mer | 1,1 | 1,3 | 2,3 | 2,5 | - | - | 2,3 | 2,5 | 3,4 | 3,8 |
| Outre-Mer | - | - | 7,5 | 4,6 | - | - | 7,5 | 4,6 | 7,5 | 4,6 |
| Santé | 0,2 | 0,9 | 5,3 | 4,7 | - | - | 5,3 | 4,7 | 5,5 | 5,6 |
| Services du Premier Ministre | - | - | 1,9 | 1,9 | - | - | 1,9 | 1,9 | 1,9 | 1,9 |
| Tourisme | - | - | 4,8 | 2,6 | - | - | 4,8 | 2,6 | 4,8 | 2,6 |
| Travail | 3,2 | 1,9 | 5,4 | 4,8 | - | - | 5,4 | 4,8 | 8,6 | 6,7 |
| Équipement | 2,7 | 2,2 | 3,5 | 3,8 | - | - | 3,5 | 3,8 | 6,2 | 6,0 |
| **Total Champ constant 95/96 (2)** | **3,6** | **3,3** | **3,8** | **3,8** | **0,0** | **0,0** | **3,8** | **3,8** | **7,4** | **7,1** |
| **Total hors Éducation** | **3,6** | **3,3** | **3,8** | **3,8** | **0,0** | **0,0** | **3,8** | **3,8** | **7,4** | **7,1** |
| Éducation nationale, recherche et technologie | 6,0 | nc | 3,4 | nc | 0,2 | nc | 3,6 | nc | 9,6 | nc |
| **Total y compris Éducation** | **5,1** | | **3,6** | | **0,1** | | **3,7** | | **8,8** | |

DGAFP, bureau des statistiques.

*Source : enquêtes auprès des directions de personnel.*

Les résultats 1996 sont provisoires.

(1) Afin de pouvoir comparer les résultats 1995 et 1996, établis sur des nomenclatures différentes, la DGAFP a adopté un partage entre la formation initiale et la formation continue, qui n'est pas compatible avec celle utilisée dans quelques ministères. Ceci n'affecte pas les résultats globaux.

(2) Tous ministères hors Affaires étrangères, Coopération, Éducation nationale, Jeunesse et sports.

# 8 - Relations professionnelles

# VIII.Relations professionnelles

Le présent chapitre recense les principaux résultats des élections aux commissions administratives paritaires centrales (CAP) des fonctionnaires pendant la période triennale du 1er janvier 1995 au 31 décembre 1997. Cette période de trois ans est retenue dans la mesure où les élections aux CAP, pour un corps donné, ont lieu généralement tous les trois ans.

Chaque élection conduit à la rédaction d'un procès verbal dont une copie est adressée à la Direction générale de l'administration et de la fonction publique. Seuls les tableaux de synthèse sont repris ici.

Par ailleurs un tableau recense les sanctions disciplinaires et mesures prises pour insuffisance professionnelle en 1996. Rappelons que les CAP sont consultées pour les sanctions des deuxième, troisième et quatrième groupes (cf tableau).

L'évolution de l'activité de la commission de recours du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat, qui est saisie de recours formés, à certaines conditions, par les fonctionnaires qui ont fait l'objet de sanctions disciplinaires, est également présentée sous la forme d'un tableau et d'un graphique.

Enfin, un tableau et un graphique retracent l'évolution des cessations collectives et concertées du travail des agents de l'Etat.

Pour plus d'informations

- **sur les élections professionnelles:**

« Les élections aux C.A.P. période du 01.01.95 au 31.12.97. Résultats définitifs », Josette WERTHEIM, Thierry AURAN, Eric TROESTLER, DGAFP, Bureau des statistiques, mars 1998

« Les élections aux C.A.P: le vote des fonctionnaires par catégorie socio professionnelle », Josette WERTHEIM, POINT STAT 97-01, DGAFP, mai 1997.

- **sur les grèves :**

« En 1996, recul des conflits du travail à un niveau proche de celui de 1994 », Bureau NC1 (DRT), Roselyne MERLIER (DARES), Premières Synthèses 98.01, n°01.1.

## A. *Élections aux Commissions administratives paritaires centrales*
## *Période du 1er janvier 1995 au 31 décembre 1997*

**Tableau VIII-1 : Ensemble des trois fonctions publiques : Résultats des élections professionnelles**

| | Fonction publique de l'État | | Fonction publique Territoriale | | Fonction publique Hospitalière | | Total des trois Fonctions publiques | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1995/96/97 | | 23.11.1995 | | 24.10.1996 | | | |
| Inscrits | 2 022 867 | | 832 663 | | 696 786 | | 3 552 316 | |
| Votants | 1 530 249 | 75,6% | 578 784 | 69,5% | 441 309 | 63,3% | 2 550 342 | 71,8% |
| Suffrages exprimés | 1 457 685 | | 547 865 | | 421 936 | | 2 427 486 | |
| Par fédération syndicale | | % | | % | | % | | % |
| FSU | 261 987 | 18,0 | | | | | 261 987 | 10,8 |
| UNSA | 239 614 | 16,4 | 42 896 | 7,8 | 15 293 | 3,6 | 297 803 | 12,3 |
| CGT | 234 920 | 16,1 | 181 910 | 33,2 | 131 557 | 31,2 | 548 387 | 22,6 |
| CFDT | 209 216 | 14,4 | 140 673 | 25,7 | 118 547 | 28,2 | 468 436 | 19,3 |
| FO | 200 918 | 13,8 | 130 778 | 23,9 | 101 786 | 24,1 | 433 482 | 17,9 |
| CFTC | 35 663 | 2,4 | 27 230 | 5,0 | 16 186 | 3,8 | 79 079 | 3,3 |
| CGC | 28 176 | 1,9 | 4 173 | 0,8 | 2 467 | 0,6 | 34 816 | 1,4 |
| Divers | 247 192 | 17,0 | 20 205 | 3,7 | 36 100 | 8,6 | 303 497 | 12,5 |

DGAFP, bureau des statistiques.
*Source : DGAFP, DGCL, Direction des hôpitaux.*

## Tableau VIII-2: Résultats d'ensemble

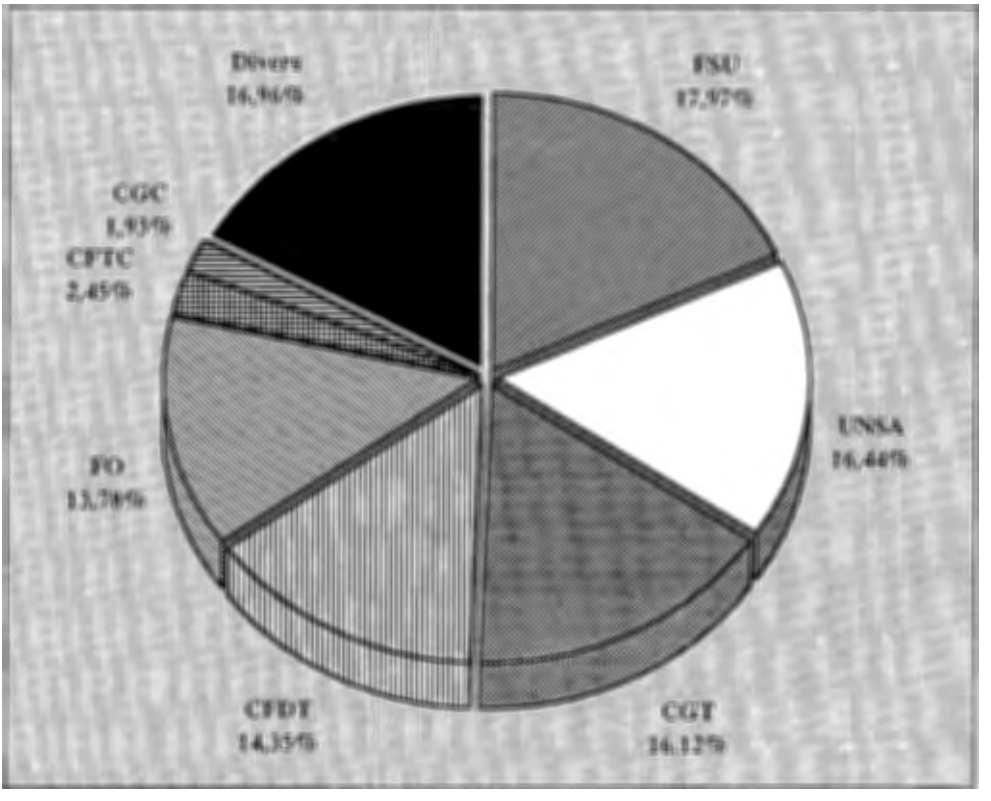
PARTICIPATION ÉLECTORALE

| Inscrits | Votants | Pourcentage | Suffrages exprimés |
|---|---|---|---|
| 2 022 867 | 1 530 249 | 75,65 | 1 457 685 |

PAR FÉDÉRATION SYNDICALE

| | FSU | UNSA | CGT | CFDT | FO | CFTC | CGC | Divers | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Nombre d'électeurs | 261 987 | 239 614 | 234 920 | 209 216 | 200 918 | 35 663 | 28 176 | 247 192 | 1 457 685 |
| Pourcentage | 17,97 | 16,44 | 16,12 | 14,35 | 13,78 | 2,45 | 1,93 | 16,96 | 100,00 |

## Graphique VIII-1: Pourcentage d'électeurs par fédération syndicale




DGAFP, bureau des statistiques.

**Tableau VIII-3 : Résultat des élections des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires centrales**
**Période du 01-01-95 au 31-12-97**
***Participation électorale par catégorie hiérarchique***

| | Catégorie A | | | Catégorie B | | | Catégorie C | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Inscrits | Votants | % | Inscrits | Votants | % | Inscrits | Votants | % |
| Affaires étrangères | 1 059 | 647 | 61,1 | 948 | 623 | 65,7 | 3 211 | 1 939 | 60,4 |
| Affaires sociales et Emploi | 5 574 | 3 960 | 71,0 | 6 227 | 4 198 | 67,4 | 11 609 | 6 596 | 56,8 |
| Agriculture | 10 804 | 7 761 | 71,8 | 6 511 | 4 710 | 72,3 | 10 351 | 7 440 | 71,9 |
| Anciens combattants | 202 | 170 | 84,2 | 515 | 396 | 76,9 | 2 074 | 1 578 | 76,1 |
| Coopération | 122 | 94 | 77,0 | 114 | 89 | 78,1 | 340 | 254 | 74,7 |
| Culture | 2 389 | 1 530 | 64,0 | 1 735 | 1 186 | 68,4 | 5 534 | 2 720 | 49,2 |
| Défense | 3 374 | 2 556 | 75,8 | 9 360 | 6 622 | 70,7 | 19 822 | 14 569 | 73,5 |
| DOM-TOM | 49 | 44 | 89,8 | 226 | 187 | 82,7 | 292 | 223 | 76,4 |
| Économie et finances | 37 022 | 30 764 | 83,1 | 55 178 | 48 499 | 87,9 | 91 394 | 78 717 | 86,1 |
| Éducation nat. (administration) | 22 215 | 15 431 | 69,5 | 32 200 | 23 313 | 72,4 | 151 322 | 118 011 | 78,0 |
| Éducation nat. (enseignement) | 427 825 | 297 107 | 69,4 | 337 930 | 238 869 | 70,7 | 0 | 0 | 0,0 |
| Équipement | 7 700 | 5 529 | 71,8 | 20 111 | 16 393 | 81,5 | 63 023 | 53 099 | 84,3 |
| Industrie Postes et Télécom. | 3 130 | 1 825 | 58,3 | 1 476 | 1 065 | 72,2 | 2 382 | 1 382 | 58,0 |
| Intérieur (police) | 2 280 | 1 713 | 75,1 | 18 522 | 13 903 | 75,1 | 97 636 | 72 488 | 74,2 |
| Intérieur (services autres) | 5 505 | 4 033 | 73,3 | 6 700 | 5 390 | 80,4 | 23 627 | 16 996 | 71,9 |
| Jeunesse et sports | 3 094 | 1 708 | 55,2 | 0 | 0 | 0,0 | 0 | 0 | 0,0 |
| Justice | 4 022 | 3 350 | 83,3 | 11 831 | 9 276 | 78,4 | 33 029 | 25 781 | 78,1 |
| Mer | 156 | 145 | 92,9 | 629 | 525 | 83,5 | 953 | 769 | 80,7 |
| Services du Premier ministre | 230 | 151 | 65,7 | 159 | 101 | 63,5 | 789 | 355 | 45,0 |
| Transports | 5 467 | 4 530 | 82,9 | 1 679 | 1 504 | 89,6 | 1 315 | 1 086 | 82,6 |
| **Total ministères** | **542 219** | **383 048** | **70,6** | **512 051** | **376 849** | **73,6** | **518 703** | **404 003** | **77,9** |
| CDC | 473 | 269 | 56,9 | 1 748 | 1 209 | 69,2 | 3 130 | 1 883 | 60,2 |
| CEMAGREF | 308 | 233 | 75,6 | 95 | 78 | 82,1 | 0 | 0 | 0,0 |
| CNAM | 0 | 0 | 0,0 | 0 | 0 | 0,0 | 0 | 0 | 0,0 |
| CNCA | 165 | 98 | 59,4 | 119 | 62 | 52,1 | 212 | 111 | 52,4 |
| CNMSS | 0 | 0 | 0,0 | 227 | 185 | 81,5 | 965 | 663 | 68,7 |
| CNRS | 19 648 | 10 452 | 53,2 | 4 846 | 2 492 | 51,4 | 1 352 | 472 | 34,9 |
| ENA | 10 | 8 | 80,0 | 9 | 9 | 100,0 | 97 | 79 | 81,4 |
| ENM | 0 | 0 | 0,0 | 9 | 8 | 88,9 | 60 | 51 | 85,0 |
| France Télécom | 25 039 | 20 363 | 81,3 | 104 236 | 85 678 | 82,2 | 14 739 | 11 924 | 80,9 |
| IFREMER | 81 | 55 | 67,9 | 62 | 42 | 67,7 | 25 | 17 | 68,0 |
| IGN | 403 | 279 | 69,2 | 264 | 170 | 64,4 | 91 | 59 | 64,8 |
| INED | 85 | 58 | 68,2 | 27 | 23 | 85,2 | 25 | 17 | 68,0 |
| INJSJA | 185 | 124 | 67,0 | 151 | 103 | 68,2 | 0 | 0 | 0,0 |
| INRA | 3 625 | 2 603 | 71,8 | 2 211 | 1 691 | 76,5 | 2 573 | 1 840 | 71,5 |
| INRETS | 274 | 164 | 59,9 | 93 | 76 | 81,7 | 28 | 19 | 67,9 |
| INRIA | 497 | 286 | 57,5 | 112 | 89 | 79,5 | 38 | 26 | 68,4 |
| INSERM | 3 085 | 1 904 | 61,7 | 998 | 634 | 63,5 | 520 | 255 | 49,0 |
| La Poste | 24 844 | 21 990 | 88,5 | 115 383 | 99 185 | 86,0 | 103 912 | 88 092 | 84,8 |
| Météo France | 919 | 802 | 87,3 | 1 730 | 1 558 | 90,1 | 0 | 0 | 0,0 |
| Office des PTT en Polynésie | 0 | 0 | 0,0 | 83 | 73 | 88,0 | 107 | 76 | 71,0 |
| ONAC | 259 | 216 | 83,4 | 155 | 141 | 91,0 | 957 | 851 | 88,9 |
| ONF | 118 | 96 | 81,4 | 1 687 | 1 412 | 83,7 | 4 585 | 3 477 | 75,8 |
| ONIC | 189 | 133 | 70,4 | 170 | 139 | 81,8 | 278 | 215 | 77,3 |
| ORSTOM | 1 155 | 766 | 66,3 | 309 | 204 | 66,0 | 114 | 62 | 54,4 |
| **Total général** | **623 581** | **443 947** | **71,2** | **746 775** | **572 110** | **76,6** | **652 511** | **514 192** | **78,8** |

DGAFP, bureau des statistiques.

Attention : les cadres d'emplois des exploitants publics ne recoupent pas strictement les catégories statutaires A, B, C ; ils ont dû être reclassés par approximation.

**Tableau VIII-4 : Résultat des élections des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires centrales**
**Période du 01-01-95 au 31-12-97**
***Participation électorale toutes catégories***

| | Inscrits | Votants | % |
|---|---|---|---|
| Affaires étrangères | 5 218 | 3 209 | 61,5 |
| Affaires sociales et Emploi | 23 410 | 14 754 | 63,0 |
| Agriculture | 27 666 | 19 911 | 72,0 |
| Anciens combattants | 2 791 | 2 144 | 76,8 |
| Coopération | 576 | 437 | 75,9 |
| Culture | 9 658 | 5 436 | 56,3 |
| Défense | 32 556 | 23 747 | 72,9 |
| DOM-TOM | 567 | 454 | 80,1 |
| Économie et finances | 183 594 | 157 980 | 86,0 |
| Éducation nationale (administration) | 205 737 | 156 755 | 76,2 |
| Éducation nationale (enseignement) | 765 755 | 535 976 | 70,0 |
| Équipement | 90 834 | 75 021 | 82,6 |
| Industrie Postes et Télécommunications | 6 988 | 4 272 | 61,1 |
| Intérieur (police) | 118 438 | 88 104 | 74,4 |
| Intérieur (services autres) | 35 832 | 26 419 | 73,7 |
| Jeunesse et sports | 3 094 | 1 708 | 55,2 |
| Justice | 48 882 | 38 407 | 78,6 |
| Mer | 1 738 | 1 439 | 82,8 |
| Services du Premier ministre | 1 178 | 607 | 51,5 |
| Transports | 8 461 | 7 120 | 84,2 |
| **Total ministères** | **1 572 973** | **1 163 900** | **74,0** |
| CDC | 5 351 | 3 361 | 62,8 |
| CEMAGREF | 403 | 311 | 77,2 |
| CNAM | 0 | 0 | 0,0 |
| CNCA | 496 | 271 | 54,6 |
| CNMSS | 1 192 | 848 | 71,1 |
| CNRS | 25 846 | 13 416 | 51,9 |
| ENA | 116 | 96 | 82,8 |
| ENM | 69 | 59 | 85,5 |
| France Télécom | 144 014 | 117 965 | 81,9 |
| IFREMER | 168 | 114 | 67,9 |
| IGN | 758 | 508 | 67,0 |
| INED | 137 | 98 | 71,5 |
| INJSJA | 336 | 227 | 67,6 |
| INRA | 8 409 | 6 134 | 72,9 |
| INRETS | 395 | 259 | 65,6 |
| INRIA | 647 | 401 | 62,0 |
| INSERM | 4 603 | 2 793 | 60,7 |
| La Poste | 244 139 | 209 267 | 85,7 |
| Météo France | 2 649 | 2 360 | 89,1 |
| Office des PTT en Polynésie | 190 | 149 | 78,4 |
| ONAC | 1 371 | 1 208 | 88,1 |
| ONF | 6 390 | 4 985 | 78,0 |
| ONIC | 637 | 487 | 76,5 |
| ORSTOM | 1 578 | 1 032 | 65,4 |
| **Total général** | **2 022 867** | **1 530 249** | **75,6** |

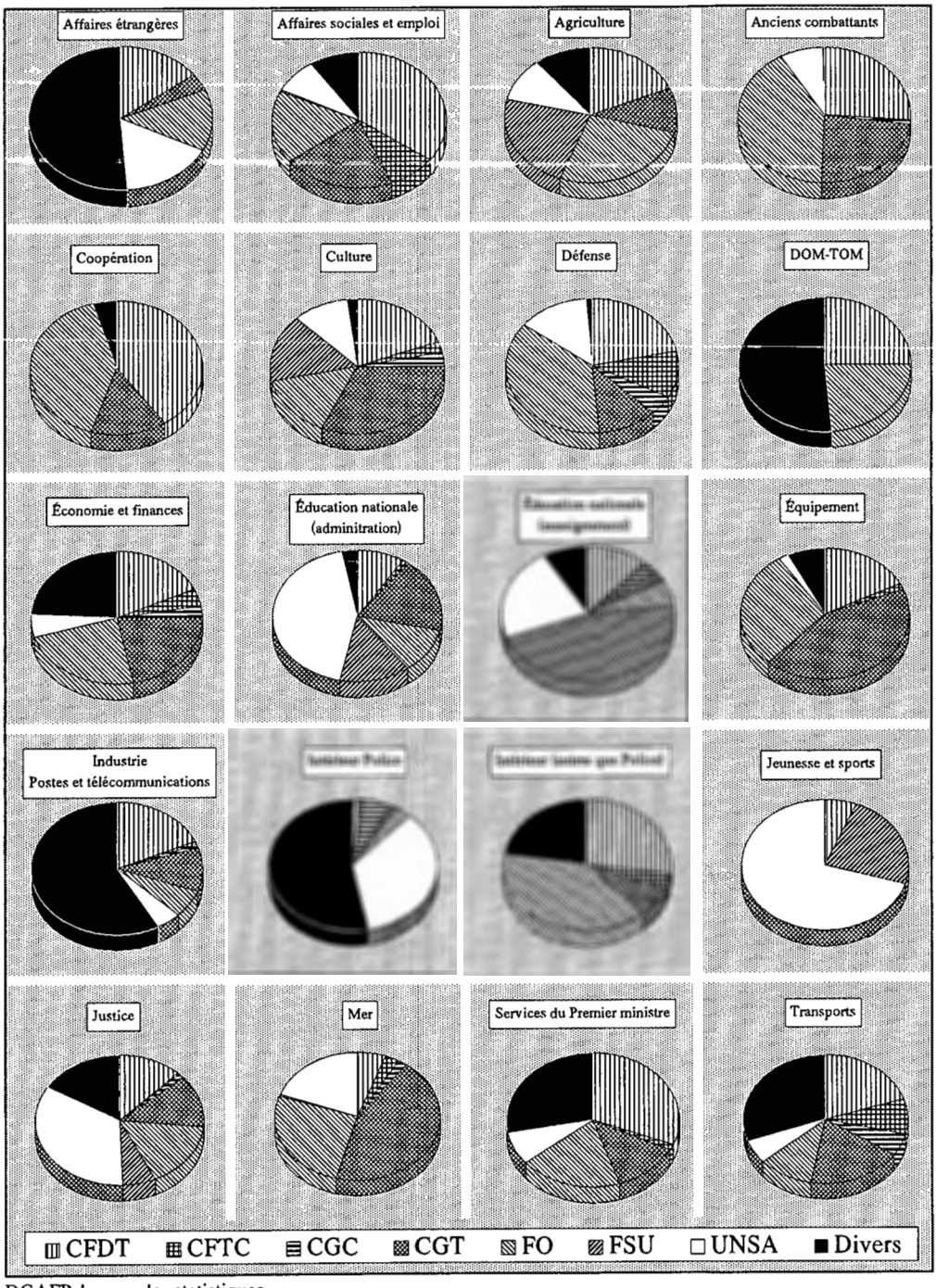
DGAFP, bureau des statistiques.

**Tableau VIII-5 : Résultat des élections des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires centrales**
**Période du 01-01-95 au 31-12-97**
***Nombre d'électeurs - Toutes catégories***

| | CFDT | CFTC | CGC | CGT | FO | FSU | UNSA | Divers | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Affaires étrangères | 467 | 0 | 0 | 124 | 434 | 0 | 524 | 1 613 | 3 160 |
| Af. sociales et emploi | 4 983 | 1 298 | 0 | 2 971 | 2 434 | 85 | 1 154 | 1 357 | 14 283 |
| Agriculture | 3 618 | 0 | 0 | 2 050 | 5 147 | 4 457 | 1 981 | 2 106 | 19 358 |
| Anciens combattants | 543 | 0 | 23 | 485 | 858 | 0 | 165 | 8 | 2 082 |
| Coopération | 172 | 0 | 0 | 59 | 173 | 0 | 0 | 19 | 422 |
| Culture | 1 004 | 120 | 173 | 1 655 | 773 | 837 | 539 | 103 | 5 205 |
| Défense | 5 041 | 2 556 | 1 128 | 2 557 | 8 602 | 0 | 3 073 | 263 | 23 220 |
| DOM-TOM | 111 | 0 | 0 | 0 | 106 | 0 | 0 | 229 | 446 |
| Économie et finances | 27 405 | 6 687 | 4 225 | 33 568 | 35 458 | 0 | 8 357 | 37 080 | 152 779 |
| Éduc. nat. (administ.) | 13 515 | 1 167 | 527 | 26 302 | 16 222 | 19 932 | 63 455 | 4 321 | 145 441 |
| Éduc. nat. (enseigne.) | 58 379 | 3 787 | 10 637 | 14 902 | 31 264 | 233 608 | 113 098 | 44 276 | 509 951 |
| Équipement | 12 607 | 932 | 45 | 30 506 | 20 875 | 0 | 1 321 | 5 203 | 71 489 |
| Industrie Postes Télécom | 764 | 32 | 38 | 434 | 280 | 0 | 197 | 2 422 | 4 167 |
| Intérieur (police) | 1 075 | 626 | 4 486 | 1 105 | 3 030 | 0 | 29 922 | 45 526 | 85 769 |
| Intérieur (autres) | 6 882 | 875 | 0 | 1 926 | 9 749 | 0 | 21 | 5 620 | 25 073 |
| Jeunesse et sports | 102 | 0 | 0 | 0 | 0 | 389 | 1 156 | 0 | 1 647 |
| Justice | 4 497 | 120 | 432 | 4 772 | 6 012 | 2 404 | 12 517 | 6 050 | 36 804 |
| Mer | 76 | 40 | 26 | 610 | 362 | 9 | 266 | 0 | 1 389 |
| Serv.premier ministre | 199 | 9 | 0 | 80 | 124 | 0 | 50 | 179 | 640 |
| Transports | 1 377 | 619 | 384 | 1 257 | 744 | 0 | 402 | 2 101 | 6 884 |
| **Total ministères** | **142 815** | **18 868** | **22 124** | **125 362** | **142 647** | **261 721** | **238 198** | **158 474** | **1 110 209** |
| CDC | 781 | 94 | 30 | 952 | 318 | 0 | 0 | 1 072 | 3 247 |
| CEMAGREF | 179 | 0 | 0 | 22 | 49 | 0 | 49 | 0 | 299 |
| CNAM | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| CNCA | 138 | 0 | 0 | 106 | 0 | 0 | 0 | 23 | 267 |
| CNMSS | 487 | 0 | 0 | 0 | 130 | 0 | 0 | 225 | 842 |
| CNRS | 4 399 | 0 | 2 085 | 2 478 | 955 | 233 | 801 | 2 320 | 13 271 |
| ENA | 31 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 55 | 86 |
| ENM | 34 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 21 | 0 | 55 |
| France Télécom | 19 688 | 5 873 | 1 189 | 33 089 | 16 007 | 0 | 0 | 36 803 | 112 649 |
| IFREMER | 65 | 0 | 0 | 0 | 42 | 0 | 0 | 0 | 107 |
| IGN | 309 | 57 | 0 | 71 | 57 | 0 | 0 | 0 | 495 |
| INED | 43 | 0 | 0 | 43 | 0 | 0 | 0 | 0 | 85 |
| INJSJA | 0 | 0 | 0 | 12 | 13 | 0 | 188 | 0 | 213 |
| INRA | 2 810 | 1 110 | 0 | 1 823 | 0 | 0 | 0 | 0 | 5 743 |
| INRETS | 91 | 0 | 0 | 91 | 0 | 0 | 0 | 59 | 240 |
| INRIA | 126 | 0 | 0 | 140 | 0 | 0 | 0 | 125 | 391 |
| INSERM | 893 | 167 | 591 | 496 | 0 | 0 | 0 | 554 | 2 701 |
| La Poste | 32 573 | 9 397 | 2 157 | 68 513 | 38 525 | 0 | 0 | 45 825 | 196 990 |
| Météo France | 1 229 | 0 | 0 | 383 | 632 | 0 | 0 | 0 | 2 244 |
| Office PTT en Polynésie | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 143 | 143 |
| ONAC | 331 | 0 | 0 | 205 | 429 | 33 | 158 | 0 | 1 156 |
| ONF | 1 640 | 0 | 0 | 728 | 708 | 0 | 199 | 1 514 | 4 789 |
| ONIC | 23 | 97 | 0 | 247 | 97 | 0 | 0 | 0 | 464 |
| ORSTOM | 531 | 0 | 0 | 160 | 308 | 0 | 0 | 0 | 999 |
| **Total général** | **209 216** | **35 663** | **28 176** | **234 920** | **200 918** | **261 987** | **239 614** | **247 192** | **1 457 685** |

DGAFP, bureau des statistiques.

**Graphique VIII-2 : Résultat des élections des représentants du personnel aux CAP - Période du 01-01-95 au 31-12-97 - *Nombre d'électeurs - Toutes catégories***




DGAFP, bureau des statistiques.

**Tableau VIII-6 : Résultat des élections des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires centrales**
**Période du 01-01-95 au 31-12-97**
***Pourcentage du nombre d'électeurs - Toutes catégories***

| | CFDT | CFTC | CGC | CGT | FO | FSU | UNSA | Divers | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Affaires étrangères | 14,8 | 0,0 | 0,0 | 3,9 | 13,7 | 0,0 | 16,6 | 51,0 | 100,0 |
| Af. sociales et emploi | 34,9 | 9,1 | 0,0 | 20,8 | 17,0 | 0,6 | 8,1 | 9,5 | 100,0 |
| Agriculture | 18,7 | 0,0 | 0,0 | 10,6 | 26,6 | 23,0 | 10,2 | 10,9 | 100,0 |
| Anciens combattants | 26,1 | 0,0 | 1,1 | 23,3 | 41,2 | 0,0 | 7,9 | 0,4 | 100,0 |
| Coopération | 40,6 | 0,0 | 0,0 | 13,9 | 41,0 | 0,0 | 0,0 | 4,5 | 100,0 |
| Culture | 19,3 | 2,3 | 3,3 | 31,8 | 14,9 | 16,1 | 10,4 | 2,0 | 100,0 |
| Défense | 21,7 | 11,0 | 4,9 | 11,0 | 37,0 | 0,0 | 13,2 | 1,1 | 100,0 |
| DOM-TOM | 24,9 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 23,8 | 0,0 | 0,0 | 51,3 | 100,0 |
| Économie et finances | 17,9 | 4,4 | 2,8 | 22,0 | 23,2 | 0,0 | 5,5 | 24,3 | 100,0 |
| Éduc. nat. (administ.) | 9,3 | 0,8 | 0,4 | 18,1 | 11,2 | 13,7 | 43,6 | 3,0 | 100,0 |
| Éduc. nat. (enseigne.) | 11,4 | 0,7 | 2,1 | 2,9 | 6,1 | 45,8 | 22,2 | 8,7 | 100,0 |
| Équipement | 17,6 | 1,3 | 0,1 | 42,7 | 29,2 | 0,0 | 1,8 | 7,3 | 100,0 |
| Industrie Postes Télécom | 18,3 | 0,8 | 0,9 | 10,4 | 6,7 | 0,0 | 4,7 | 58,1 | 100,0 |
| Intérieur (police) | 1,3 | 0,7 | 5,2 | 1,3 | 3,5 | 0,0 | 34,9 | 53,1 | 100,0 |
| Intérieur (autres) | 27,4 | 3,5 | 0,0 | 7,7 | 38,9 | 0,0 | 0,1 | 22,4 | 100,0 |
| Jeunesse et sports | 6,2 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 23,6 | 70,2 | 0,0 | 100,0 |
| Justice | 12,2 | 0,3 | 1,2 | 13,0 | 16,3 | 6,5 | 34,0 | 16,4 | 100,0 |
| Mer | 5,5 | 2,9 | 1,9 | 43,9 | 26,1 | 0,6 | 19,2 | 0,0 | 100,0 |
| Serv.premier ministre | 31,0 | 1,4 | 0,0 | 12,4 | 19,4 | 0,0 | 7,8 | 28,0 | 100,0 |
| Transports | 20,0 | 9,0 | 5,6 | 18,3 | 10,8 | 0,0 | 5,8 | 30,5 | 100,0 |
| **Total ministères** | **12,9** | **1,7** | **2,0** | **11,3** | **12,9** | **23,6** | **21,5** | **14,3** | **100,0** |
| CDC | 24,1 | 2,9 | 0,9 | 29,3 | 9,8 | 0,0 | 0,0 | 33,0 | 100,0 |
| CEMAGREF | 59,9 | 0,0 | 0,0 | 7,4 | 16,4 | 0,0 | 16,4 | 0,0 | 100,0 |
| CNAM | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | |
| CNCA | 51,7 | 0,0 | 0,0 | 39,7 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 8,6 | 100,0 |
| CNMSS | 57,8 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 15,4 | 0,0 | 0,0 | 26,7 | 100,0 |
| CNRS | 33,1 | 0,0 | 15,7 | 18,7 | 7,2 | 1,8 | 6,0 | 17,5 | 100,0 |
| ENA | 36,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 64,0 | 100,0 |
| ENM | 61,8 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 38,2 | 0,0 | 100,0 |
| France Télécom | 17,5 | 5,2 | 1,1 | 29,4 | 14,2 | 0,0 | 0,0 | 32,7 | 100,0 |
| IFREMER | 60,7 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 39,3 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 |
| IGN | 62,5 | 11,6 | 0,0 | 14,3 | 11,6 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 |
| INED | 50,0 | 0,0 | 0,0 | 50,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 |
| INJSJA | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 5,6 | 6,1 | 0,0 | 88,3 | 0,0 | 100,0 |
| INRA | 48,9 | 19,3 | 0,0 | 31,7 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 |
| INRETS | 37,7 | 0,0 | 0,0 | 37,7 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 24,6 | 100,0 |
| INRIA | 32,2 | 0,0 | 0,0 | 35,8 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 32,0 | 100,0 |
| INSERM | 33,1 | 6,2 | 21,9 | 18,4 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 20,5 | 100,0 |
| La Poste | 16,5 | 4,8 | 1,1 | 34,8 | 19,6 | 0,0 | 0,0 | 23,3 | 100,0 |
| Météo France | 54,8 | 0,0 | 0,0 | 17,1 | 28,2 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 |
| Office PTT en Polynésie | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 | 100,0 |
| ONAC | 28,6 | 0,0 | 0,0 | 17,7 | 37,1 | 2,9 | 13,7 | 0,0 | 100,0 |
| ONF | 34,2 | 0,0 | 0,0 | 15,2 | 14,8 | 0,0 | 4,2 | 31,6 | 100,0 |
| ONIC | 5,0 | 20,9 | 0,0 | 53,2 | 20,9 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 |
| ORSTOM | 53,2 | 0,0 | 0,0 | 16,0 | 30,8 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 |
| **Total général** | **14,4** | **2,5** | **1,9** | **16,1** | **13,8** | **18,0** | **16,4** | **17,0** | **100,0** |

DGAFP, bureau des statistiques.

**Tableau VIII-7 : Résultat des élections des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires centrales**
**Période du 01-01-95 au 31-12-97**
***Nombre d'électeurs - Catégorie A***

| | CFDT | CFTC | CGC | CGT | FO | FSU | UNSA | Divers | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Affaires étrangères | 130 | 0 | 0 | 0 | 122 | 0 | 9 | 380 | 640 |
| Af. sociales et emploi | 1 413 | 186 | 0 | 416 | 366 | 0 | 203 | 1 248 | 3 831 |
| Agriculture | 1 106 | 0 | 0 | 131 | 1 681 | 2 611 | 155 | 1 903 | 7 586 |
| Anciens combattants | 46 | 0 | 0 | 26 | 64 | 0 | 19 | 8 | 163 |
| Coopération | 41 | 0 | 0 | 12 | 20 | 0 | 0 | 19 | 92 |
| Culture | 489 | 86 | 173 | 149 | 71 | 221 | 181 | 103 | 1 474 |
| Défense | 534 | 316 | 566 | 128 | 383 | 0 | 322 | 263 | 2 511 |
| DOM-TOM | 25 | 0 | 0 | 0 | 19 | 0 | 0 | 0 | 44 |
| Économie et finances | 5 949 | 1 071 | 3 519 | 4 302 | 6 156 | 0 | 622 | 8 319 | 29 936 |
| Éduc. nat. (administ.) | 2 220 | 201 | 0 | 846 | 867 | 1 716 | 8 099 | 865 | 14 814 |
| Éduc. nat. (enseigne.) | 34 517 | 1 439 | 2 566 | 11 527 | 16 072 | 144 968 | 37 578 | 34 913 | 283 580 |
| Équipement | 1 313 | 13 | 45 | 342 | 2 633 | 0 | 0 | 1 095 | 5 441 |
| Industrie Postes Télécom | 266 | 32 | 38 | 89 | 73 | 0 | 0 | 1 277 | 1 774 |
| Intérieur (police) | 0 | 0 | 0 | 0 | 17 | 0 | 160 | 1 468 | 1 645 |
| Intérieur (autres) | 1 436 | 186 | 0 | 183 | 1 320 | 0 | 0 | 757 | 3 882 |
| Jeunesse et sports | 102 | 0 | 0 | 0 | 0 | 389 | 1 156 | 0 | 1 647 |
| Justice | 622 | 0 | 85 | 319 | 455 | 452 | 1 090 | 145 | 3 167 |
| Mer | 0 | 0 | 26 | 51 | 48 | 9 | 7 | 0 | 141 |
| Serv.premier ministre | 44 | 9 | 0 | 21 | 0 | 0 | 14 | 60 | 147 |
| Transports | 799 | 176 | 384 | 858 | 125 | 0 | 402 | 1 649 | 4 393 |
| **Total ministères** | **51 050** | **3 715** | **7 402** | **19 399** | **30 490** | **150 366** | **50 017** | **54 470** | **366 908** |
| CDC | 103 | 0 | 17 | 26 | 14 | 0 | 0 | 97 | 257 |
| CEMAGREF | 144 | 0 | 0 | 8 | 36 | 0 | 36 | 0 | 224 |
| CNAM | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| CNCA | 54 | 0 | 0 | 18 | 0 | 0 | 0 | 23 | 95 |
| CNMSS | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| CNRS | 3 557 | 0 | 1 706 | 1 606 | 622 | 117 | 419 | 2 320 | 10 347 |
| ENA | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 | 7 |
| ENM | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| France Télécom | 5 998 | 1 667 | 1 041 | 2 673 | 3 048 | 0 | 0 | 5 241 | 19 668 |
| IFREMER | 34 | 0 | 0 | 0 | 19 | 0 | 0 | 0 | 53 |
| IGN | 148 | 46 | 0 | 32 | 46 | 0 | 0 | 0 | 273 |
| INED | 25 | 0 | 0 | 25 | 0 | 0 | 0 | 0 | 49 |
| INJSJA | 0 | 0 | 0 | 0 | 13 | 0 | 103 | 0 | 116 |
| INRA | 1 318 | 564 | 0 | 601 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 483 |
| INRETS | 70 | 0 | 0 | 70 | 0 | 0 | 0 | 9 | 149 |
| INRIA | 87 | 0 | 0 | 66 | 0 | 0 | 0 | 125 | 278 |
| INSERM | 563 | 63 | 380 | 294 | 0 | 0 | 0 | 554 | 1 854 |
| La Poste | 6 122 | 1 505 | 2 157 | 3 289 | 5 027 | 0 | 0 | 2 885 | 20 985 |
| Météo France | 376 | 0 | 0 | 92 | 296 | 0 | 0 | 0 | 764 |
| Office PTT en Polynésie | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| ONAC | 95 | 0 | 0 | 9 | 68 | 33 | 0 | 0 | 205 |
| ONF | 21 | 0 | 0 | 0 | 26 | 0 | 4 | 40 | 91 |
| ONIC | 0 | 28 | 0 | 67 | 28 | 0 | 0 | 0 | 122 |
| ORSTOM | 436 | 0 | 0 | 81 | 224 | 0 | 0 | 0 | 741 |
| **Total général** | **70 204** | **7 588** | **12 703** | **28 356** | **39 957** | **150 516** | **50 579** | **65 768** | **425 669** |

DGAFP, bureau des statistiques.

**Tableau VIII-8 : Résultat des élections des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires centrales**
**Période du 01-01-95 au 31-12-97**
***Pourcentage du nombre d'électeurs - Catégorie A***

| | CFDT | CFTC | CGC | CGT | FO | FSU | UNSA | Divers | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Affaires étrangères | 20,3 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 19,0 | 0,0 | 1,4 | 59,3 | 100,0 |
| Af. sociales et emploi | 36,9 | 4,9 | 0,0 | 10,9 | 9,5 | 0,0 | 5,3 | 32,6 | 100,0 |
| Agriculture | 14,6 | 0,0 | 0,0 | 1,7 | 22,2 | 34,4 | 2,0 | 25,1 | 100,0 |
| Anciens combattants | 28,2 | 0,0 | 0,0 | 16,0 | 39,3 | 0,0 | 11,7 | 4,9 | 100,0 |
| Coopération | 44,6 | 0,0 | 0,0 | 13,0 | 21,7 | 0,0 | 0,0 | 20,7 | 100,0 |
| Culture | 33,2 | 5,8 | 11,7 | 10,1 | 4,8 | 15,0 | 12,3 | 7,0 | 100,0 |
| Défense | 21,3 | 12,6 | 22,5 | 5,1 | 15,3 | 0,0 | 12,8 | 10,5 | 100,0 |
| DOM-TOM | 56,8 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 43,2 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 |
| Économie et finances | 19,9 | 3,6 | 11,8 | 14,4 | 20,6 | 0,0 | 2,1 | 27,8 | 100,0 |
| Éduc. nat. (administ.) | 15,0 | 1,4 | 0,0 | 5,7 | 5,9 | 11,6 | 54,7 | 5,8 | 100,0 |
| Éduc. nat. (enseigne.) | 12,2 | 0,5 | 0,9 | 4,1 | 5,7 | 51,1 | 13,3 | 12,3 | 100,0 |
| Équipement | 24,1 | 0,2 | 0,8 | 6,3 | 48,4 | 0,0 | 0,0 | 20,1 | 100,0 |
| Industrie Postes Télécom | 15,0 | 1,8 | 2,1 | 5,0 | 4,1 | 0,0 | 0,0 | 72,0 | 100,0 |
| Intérieur (police) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 1,0 | 0,0 | 9,7 | 89,2 | 100,0 |
| Intérieur (autres) | 37,0 | 4,8 | 0,0 | 4,7 | 34,0 | 0,0 | 0,0 | 19,5 | 100,0 |
| Jeunesse et sports | 6,2 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 23,6 | 70,2 | 0,0 | 100,0 |
| Justice | 19,6 | 0,0 | 2,7 | 10,1 | 14,4 | 14,3 | 34,4 | 4,6 | 100,0 |
| Mer | 0,0 | 0,0 | 18,4 | 36,2 | 34,0 | 6,4 | 5,0 | 0,0 | 100,0 |
| Serv.premier ministre | 29,6 | 6,1 | 0,0 | 13,9 | 0,0 | 0,0 | 9,5 | 40,8 | 100,0 |
| Transports | 18,2 | 4,0 | 8,7 | 19,5 | 2,8 | 0,0 | 9,2 | 37,5 | 100,0 |
| **Total ministères** | **13,9** | **1,0** | **2,0** | **5,3** | **8,3** | **41,0** | **13,6** | **14,8** | **100,0** |
| CDC | 40,1 | 0,0 | 6,6 | 10,1 | 5,4 | 0,0 | 0,0 | 37,7 | 100,0 |
| CEMAGREF | 64,3 | 0,0 | 0,0 | 3,6 | 16,1 | 0,0 | 16,1 | 0,0 | 100,0 |
| CNAM | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | |
| CNCA | 56,8 | 0,0 | 0,0 | 18,9 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 24,2 | 100,0 |
| CNMSS | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | |
| CNRS | 34,4 | 0,0 | 16,5 | 15,5 | 6,0 | 1,1 | 4,0 | 22,4 | 100,0 |
| ENA | 42,9 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 57,1 | 100,0 |
| ENM | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | |
| France Télécom | 30,5 | 8,5 | 5,3 | 13,6 | 15,5 | 0,0 | 0,0 | 26,6 | 100,0 |
| IFREMER | 64,2 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 35,8 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 |
| IGN | 54,3 | 17,0 | 0,0 | 11,7 | 17,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 |
| INED | 50,0 | 0,0 | 0,0 | 50,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 |
| INJSJA | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 11,2 | 0,0 | 88,8 | 0,0 | 100,0 |
| INRA | 53,1 | 22,7 | 0,0 | 24,2 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 |
| INRETS | 47,0 | 0,0 | 0,0 | 47,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 6,0 | 100,0 |
| INRIA | 31,3 | 0,0 | 0,0 | 23,7 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 45,0 | 100,0 |
| INSERM | 30,4 | 3,4 | 20,5 | 15,9 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 29,9 | 100,0 |
| La Poste | 29,2 | 7,2 | 10,3 | 15,7 | 24,0 | 0,0 | 0,0 | 13,7 | 100,0 |
| Météo France | 49,2 | 0,0 | 0,0 | 12,0 | 38,7 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 |
| Office PTT en Polynésie | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | |
| ONAC | 46,3 | 0,0 | 0,0 | 4,4 | 33,2 | 16,1 | 0,0 | 0,0 | 100,0 |
| ONF | 23,1 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 28,6 | 0,0 | 4,4 | 44,0 | 100,0 |
| ONIC | 0,0 | 22,5 | 0,0 | 54,9 | 22,5 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 |
| ORSTOM | 58,8 | 0,0 | 0,0 | 10,9 | 30,2 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 |
| **Total général** | **16,5** | **1,8** | **3,0** | **6,7** | **9,4** | **35,4** | **11,9** | **15,5** | **100,0** |

DGAFP, bureau des statistiques.

**Tableau VIII-9 : Résultat des élections des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires centrales**
**Période du 01-01-95 au 31-12-97**
***Nombre d'électeurs - Catégorie B***

| | CFDT | CFTC | CGC | CGT | FO | FSU | UNSA | Divers | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Affaires étrangères | 134 | 0 | 0 | 3 | 131 | 0 | 0 | 342 | 609 |
| Af. sociales et emploi | 1 561 | 387 | 0 | 805 | 791 | 85 | 406 | 47 | 4 083 |
| Agriculture | 1 121 | 0 | 0 | 533 | 1 815 | 366 | 549 | 203 | 4 587 |
| Anciens combattants | 149 | 0 | 23 | 77 | 131 | 0 | 9 | 0 | 389 |
| Coopération | 24 | 0 | 0 | 24 | 39 | 0 | 0 | 0 | 86 |
| Culture | 199 | 8 | 0 | 448 | 157 | 228 | 117 | 0 | 1 157 |
| Défense | 1 834 | 615 | 563 | 741 | 1 792 | 0 | 948 | 0 | 6 492 |
| DOM-TOM | 16 | 0 | 0 | 0 | 37 | 0 | 0 | 129 | 182 |
| Économie et finances | 8 944 | 2 209 | 706 | 10 601 | 11 195 | 0 | 2 918 | 10 557 | 47 129 |
| Éduc. nat. (administ.) | 2 519 | 159 | 62 | 1 555 | 1 812 | 4 994 | 10 489 | 826 | 22 416 |
| Éduc. nat. (enseigne.) | 23 862 | 2 348 | 8 071 | 3 375 | 15 192 | 88 640 | 75 520 | 9 363 | 226 371 |
| Équipement | 2 754 | 231 | 0 | 3 675 | 4 754 | 0 | 259 | 4 061 | 15 734 |
| Industrie Postes Télécom | 174 | 0 | 0 | 129 | 88 | 0 | 29 | 635 | 1 055 |
| Intérieur (police) | 195 | 169 | 1 624 | 117 | 519 | 0 | 1 270 | 9 772 | 13 666 |
| Intérieur (autres) | 1 405 | 142 | 0 | 486 | 2 158 | 0 | 0 | 999 | 5 190 |
| Jeunesse et sports | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Justice | 1 634 | 0 | 177 | 976 | 707 | 1 247 | 2 395 | 1 833 | 8 969 |
| Mer | 27 | 18 | 0 | 232 | 172 | 0 | 61 | 0 | 510 |
| Serv.premier ministre | 34 | 0 | 0 | 8 | 19 | 0 | 10 | 28 | 99 |
| Transports | 226 | 362 | 0 | 149 | 337 | 0 | 0 | 380 | 1 454 |
| **Total ministères** | **46 812** | **6 648** | **11 226** | **23 933** | **41 846** | **95 560** | **94 979** | **39 175** | **360 178** |
| CDC | 292 | 39 | 13 | 318 | 132 | 0 | 0 | 377 | 1 171 |
| CEMAGREF | 35 | 0 | 0 | 14 | 13 | 0 | 13 | 0 | 75 |
| CNAM | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| CNCA | 35 | 0 | 0 | 26 | 0 | 0 | 0 | 0 | 61 |
| CNMSS | 78 | 0 | 0 | 0 | 39 | 0 | 0 | 66 | 183 |
| CNRS | 733 | 0 | 308 | 788 | 237 | 116 | 283 | 0 | 2 465 |
| ENA | 4 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 | 8 |
| ENM | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 8 | 0 | 8 |
| France Télécom | 12 724 | 3 879 | 148 | 24 867 | 11 629 | 0 | 0 | 28 568 | 81 815 |
| IFREMER | 31 | 0 | 0 | 0 | 9 | 0 | 0 | 0 | 40 |
| IGN | 112 | 11 | 0 | 33 | 11 | 0 | 0 | 0 | 167 |
| INED | 11 | 0 | 0 | 11 | 0 | 0 | 0 | 0 | 22 |
| INJSJA | 0 | 0 | 0 | 12 | 0 | 0 | 85 | 0 | 97 |
| INRA | 751 | 348 | 0 | 499 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 598 |
| INRETS | 20 | 0 | 0 | 20 | 0 | 0 | 0 | 34 | 73 |
| INRIA | 33 | 0 | 0 | 55 | 0 | 0 | 0 | 0 | 88 |
| INSERM | 232 | 30 | 146 | 202 | 0 | 0 | 0 | 0 | 610 |
| La Poste | 16 481 | 4 552 | 0 | 29 190 | 19 113 | 0 | 0 | 24 413 | 93 749 |
| Météo France | 853 | 0 | 0 | 291 | 336 | 0 | 0 | 0 | 1 480 |
| Office PTT en Polynésie | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 70 | 70 |
| ONAC | 37 | 0 | 0 | 18 | 57 | 0 | 21 | 0 | 133 |
| ONF | 288 | 0 | 0 | 164 | 183 | 0 | 58 | 671 | 1 364 |
| ONIC | 23 | 22 | 0 | 71 | 22 | 0 | 0 | 0 | 137 |
| ORSTOM | 69 | 0 | 0 | 64 | 66 | 0 | 0 | 0 | 199 |
| **Total général** | **79 653** | **15 528** | **11 841** | **80 576** | **73 692** | **95 676** | **95 447** | **93 378** | **545 791** |

DGAFP, bureau des statistiques.

**Tableau VIII-10 : Résultat des élections des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires centrales**
**Période du 01-01-95 au 31-12-97**
***Pourcentage du nombre d'électeurs - Catégorie B***

| | CFDT | CFTC | CGC | CGT | FO | FSU | UNSA | Divers | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Affaires étrangères | 21,9 | 0,0 | 0,0 | 0,4 | 21,5 | 0,0 | 0,0 | 56,2 | 100,0 |
| Af. sociales et emploi | 38,2 | 9,5 | 0,0 | 19,7 | 19,4 | 2,1 | 9,9 | 1,2 | 100,0 |
| Agriculture | 24,4 | 0,0 | 0,0 | 11,6 | 39,6 | 8,0 | 12,0 | 4,4 | 100,0 |
| Anciens combattants | 38,3 | 0,0 | 5,9 | 19,8 | 33,7 | 0,0 | 2,3 | 0,0 | 100,0 |
| Coopération | 27,3 | 0,0 | 0,0 | 27,3 | 45,3 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 |
| Culture | 17,2 | 0,7 | 0,0 | 38,7 | 13,6 | 19,7 | 10,1 | 0,0 | 100,0 |
| Défense | 28,3 | 9,5 | 8,7 | 11,4 | 27,6 | 0,0 | 14,6 | 0,0 | 100,0 |
| DOM-TOM | 8,8 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 20,3 | 0,0 | 0,0 | 70,9 | 100,0 |
| Économie et finances | 19,0 | 4,7 | 1,5 | 22,5 | 23,8 | 0,0 | 6,2 | 22,4 | 100,0 |
| Éduc. nat. (administ.) | 11,2 | 0,7 | 0,3 | 6,9 | 8,1 | 22,3 | 46,8 | 3,7 | 100,0 |
| Éduc. nat. (enseigne.) | 10,5 | 1,0 | 3,6 | 1,5 | 6,7 | 39,2 | 33,4 | 4,1 | 100,0 |
| Équipement | 17,5 | 1,5 | 0,0 | 23,4 | 30,2 | 0,0 | 1,6 | 25,8 | 100,0 |
| Industrie Postes Télécom | 16,5 | 0,0 | 0,0 | 12,3 | 8,3 | 0,0 | 2,7 | 60,2 | 100,0 |
| Intérieur (police) | 1,4 | 1,2 | 11,9 | 0,9 | 3,8 | 0,0 | 9,3 | 71,5 | 100,0 |
| Intérieur (autres) | 27,1 | 2,7 | 0,0 | 9,4 | 41,6 | 0,0 | 0,0 | 19,2 | 100,0 |
| Jeunesse et sports | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | |
| Justice | 18,2 | 0,0 | 2,0 | 10,9 | 7,9 | 13,9 | 26,7 | 20,4 | 100,0 |
| Mer | 5,3 | 3,5 | 0,0 | 45,5 | 33,7 | 0,0 | 12,0 | 0,0 | 100,0 |
| Serv.premier ministre | 34,3 | 0,0 | 0,0 | 8,1 | 19,2 | 0,0 | 10,1 | 28,3 | 100,0 |
| Transports | 15,5 | 24,9 | 0,0 | 10,2 | 23,2 | 0,0 | 0,0 | 26,1 | 100,0 |
| **Total ministères** | **13,0** | **1,9** | **3,1** | **6,6** | **11,6** | **26,5** | **26,4** | **10,9** | **100,0** |
| CDC | 24,9 | 3,3 | 1,1 | 27,2 | 11,3 | 0,0 | 0,0 | 32,2 | 100,0 |
| CEMAGREF | 46,7 | 0,0 | 0,0 | 18,7 | 17,3 | 0,0 | 17,3 | 0,0 | 100,0 |
| CNAM | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | |
| CNCA | 57,4 | 0,0 | 0,0 | 42,6 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 |
| CNMSS | 42,6 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 21,3 | 0,0 | 0,0 | 36,1 | 100,0 |
| CNRS | 29,7 | 0,0 | 12,5 | 32,0 | 9,6 | 4,7 | 11,5 | 0,0 | 100,0 |
| ENA | 50,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 50,0 | 100,0 |
| ENM | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 | 0,0 | 100,0 |
| France Télécom | 15,6 | 4,7 | 0,2 | 30,4 | 14,2 | 0,0 | 0,0 | 34,9 | 100,0 |
| IFREMER | 77,5 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 22,5 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 |
| IGN | 67,1 | 6,6 | 0,0 | 19,8 | 6,6 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 |
| INED | 50,0 | 0,0 | 0,0 | 50,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 |
| INJSJA | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 12,4 | 0,0 | 0,0 | 87,6 | 0,0 | 100,0 |
| INRA | 47,0 | 21,8 | 0,0 | 31,2 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 |
| INRETS | 26,7 | 0,0 | 0,0 | 26,7 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 46,6 | 100,0 |
| INRIA | 37,5 | 0,0 | 0,0 | 62,5 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 |
| INSERM | 38,0 | 4,9 | 23,9 | 33,1 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 |
| La Poste | 17,6 | 4,9 | 0,0 | 31,1 | 20,4 | 0,0 | 0,0 | 26,0 | 100,0 |
| Météo France | 57,6 | 0,0 | 0,0 | 19,7 | 22,7 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 |
| Office PTT en Polynésie | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 | 100,0 |
| ONAC | 27,8 | 0,0 | 0,0 | 13,5 | 42,9 | 0,0 | 15,8 | 0,0 | 100,0 |
| ONF | 21,1 | 0,0 | 0,0 | 12,0 | 13,4 | 0,0 | 4,3 | 49,2 | 100,0 |
| ONIC | 16,8 | 15,7 | 0,0 | 51,8 | 15,7 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 |
| ORSTOM | 34,7 | 0,0 | 0,0 | 32,2 | 33,2 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 |
| **Total général** | **14,6** | **2,9** | **2,2** | **14,8** | **13,5** | **17,5** | **17,5** | **17,1** | **100,0** |

DGAFP, bureau des statistiques.

**Tableau VIII-11 : Résultat des élections des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires centrales**
**Période du 01-01-95 au 31-12-97**
*Nombre d'électeurs - Catégorie C*

| | CFDT | CFTC | CGC | CGT | FO | FSU | UNSA | Divers | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Affaires étrangères | 203 | 0 | 0 | 121 | 181 | 0 | 515 | 891 | 1 911 |
| Af. sociales et emploi | 2 009 | 725 | 0 | 1 750 | 1 277 | 0 | 545 | 62 | 6 369 |
| Agriculture | 1 391 | 0 | 0 | 1 386 | 1 651 | 1 480 | 1 277 | 0 | 7 185 |
| Anciens combattants | 348 | 0 | 0 | 382 | 663 | 0 | 137 | 0 | 1 530 |
| Coopération | 107 | 0 | 0 | 23 | 114 | 0 | 0 | 0 | 244 |
| Culture | 316 | 26 | 0 | 1 058 | 545 | 388 | 241 | 0 | 2 574 |
| Défense | 2 673 | 1 626 | 0 | 1 688 | 6 427 | 0 | 1 804 | 0 | 14 217 |
| DOM-TOM | 70 | 0 | 0 | 0 | 50 | 0 | 0 | 100 | 220 |
| Économie et finances | 12 513 | 3 407 | 0 | 18 666 | 18 108 | 0 | 4 817 | 18 204 | 75 714 |
| Éduc. nat. (administ.) | 8 776 | 807 | 465 | 23 901 | 13 543 | 13 222 | 44 867 | 2 630 | 108 211 |
| Éduc. nat. (enseigne.) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Équipement | 8 540 | 688 | 0 | 26 489 | 13 488 | 0 | 1 062 | 47 | 50 314 |
| Industrie Postes Télécom | 324 | 0 | 0 | 216 | 120 | 0 | 169 | 510 | 1 338 |
| Intérieur (police) | 880 | 457 | 2 862 | 988 | 2 494 | 0 | 28 492 | 34 286 | 70 458 |
| Intérieur (autres) | 4 041 | 547 | 0 | 1 257 | 6 271 | 0 | 21 | 3 864 | 16 001 |
| Jeunesse et sports | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Justice | 2 241 | 120 | 170 | 3 477 | 4 851 | 705 | 9 032 | 4 073 | 24 668 |
| Mer | 49 | 22 | 0 | 327 | 142 | 0 | 198 | 0 | 738 |
| Serv.premier ministre | 121 | 0 | 0 | 51 | 105 | 0 | 26 | 91 | 394 |
| Transports | 352 | 81 | 0 | 250 | 282 | 0 | 0 | 72 | 1 037 |
| Total ministères | 44 954 | 8 506 | 3 497 | 82 030 | 70 311 | 15 795 | 93 202 | 64 829 | 383 123 |
| CDC | 386 | 55 | 0 | 608 | 172 | 0 | 0 | 598 | 1 819 |
| CEMAGREF | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| CNAM | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| CNCA | 49 | 0 | 0 | 62 | 0 | 0 | 0 | 0 | 111 |
| CNMSS | 409 | 0 | 0 | 0 | 91 | 0 | 0 | 159 | 659 |
| CNRS | 109 | 0 | 71 | 84 | 96 | 0 | 99 | 0 | 459 |
| ENA | 24 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 47 | 71 |
| ENM | 34 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 13 | 0 | 47 |
| France Télécom | 966 | 327 | 0 | 5 549 | 1 330 | 0 | 0 | 2 994 | 11 166 |
| IFREMER | 0 | 0 | 0 | 0 | 14 | 0 | 0 | 0 | 14 |
| IGN | 49 | 0 | 0 | 6 | 0 | 0 | 0 | 0 | 55 |
| INED | 7 | 0 | 0 | 7 | 0 | 0 | 0 | 0 | 14 |
| INJSJA | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| INRA | 741 | 198 | 0 | 723 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 662 |
| INRETS | 1 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 16 | 18 |
| INRIA | 6 | 0 | 0 | 19 | 0 | 0 | 0 | 0 | 25 |
| INSERM | 98 | 74 | 65 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 237 |
| La Poste | 9 970 | 3 340 | 0 | 36 034 | 14 385 | 0 | 0 | 18 527 | 82 256 |
| Météo France | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Office PTT en Polynésie | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 73 | 73 |
| ONAC | 199 | 0 | 0 | 178 | 304 | 0 | 137 | 0 | 818 |
| ONF | 1 331 | 0 | 0 | 564 | 499 | 0 | 137 | 803 | 3 334 |
| ONIC | 0 | 48 | 0 | 109 | 48 | 0 | 0 | 0 | 205 |
| ORSTOM | 26 | 0 | 0 | 15 | 18 | 0 | 0 | 0 | 59 |
| Total général | 59 359 | 12 548 | 3 633 | 125 989 | 87 268 | 15 795 | 93 588 | 88 046 | 486 225 |

DGAFP, bureau des statistiques.

**Tableau VIII-12 : Résultat des élections des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires centrales**
**Période du 01-01-95 au 31-12-97**
***Pourcentage du nombre d'électeurs - Catégorie C***

| | CFDT | CFTC | CGC | CGT | FO | FSU | UNSA | Divers | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Affaires étrangères | 10,6 | 0,0 | 0,0 | 6,3 | 9,5 | 0,0 | 26,9 | 46,6 | 100,0 |
| Af. sociales et emploi | 31,5 | 11,4 | 0,0 | 27,5 | 20,1 | 0,0 | 8,6 | 1,0 | 100,0 |
| Agriculture | 19,4 | 0,0 | 0,0 | 19,3 | 23,0 | 20,6 | 17,8 | 0,0 | 100,0 |
| Anciens combattants | 22,7 | 0,0 | 0,0 | 25,0 | 43,3 | 0,0 | 9,0 | 0,0 | 100,0 |
| Coopération | 43,9 | 0,0 | 0,0 | 9,4 | 46,7 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 |
| Culture | 12,3 | 1,0 | 0,0 | 41,1 | 21,2 | 15,1 | 9,4 | 0,0 | 100,0 |
| Défense | 18,8 | 11,4 | 0,0 | 11,9 | 45,2 | 0,0 | 12,7 | 0,0 | 100,0 |
| DOM-TOM | 31,8 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 22,7 | 0,0 | 0,0 | 45,5 | 100,0 |
| Économie et finances | 16,5 | 4,5 | 0,0 | 24,7 | 23,9 | 0,0 | 6,4 | 24,0 | 100,0 |
| Éduc. nat. (administ.) | 8,1 | 0,7 | 0,4 | 22,1 | 12,5 | 12,2 | 41,5 | 2,4 | 100,0 |
| Éduc. nat. (enseigne.) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | |
| Équipement | 17,0 | 1,4 | 0,0 | 52,6 | 26,8 | 0,0 | 2,1 | 0,1 | 100,0 |
| Industrie Postes Télécom | 24,2 | 0,0 | 0,0 | 16,1 | 8,9 | 0,0 | 12,6 | 38,1 | 100,0 |
| Intérieur (police) | 1,2 | 0,6 | 4,1 | 1,4 | 3,5 | 0,0 | 40,4 | 48,7 | 100,0 |
| Intérieur (autres) | 25,3 | 3,4 | 0,0 | 7,9 | 39,2 | 0,0 | 0,1 | 24,1 | 100,0 |
| Jeunesse et sports | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | |
| Justice | 9,1 | 0,5 | 0,7 | 14,1 | 19,7 | 2,9 | 36,6 | 16,5 | 100,0 |
| Mer | 6,6 | 3,0 | 0,0 | 44,3 | 19,2 | 0,0 | 26,8 | 0,0 | 100,0 |
| Serv.premier ministre | 30,7 | 0,0 | 0,0 | 12,9 | 26,6 | 0,0 | 6,6 | 23,1 | 100,0 |
| Transports | 33,9 | 7,8 | 0,0 | 24,1 | 27,2 | 0,0 | 0,0 | 6,9 | 100,0 |
| **Total ministères** | **11,7** | **2,2** | **0,9** | **21,4** | **18,4** | **4,1** | **24,3** | **16,9** | **100,0** |
| CDC | 21,2 | 3,0 | 0,0 | 33,4 | 9,5 | 0,0 | 0,0 | 32,9 | 100,0 |
| CEMAGREF | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | |
| CNAM | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | |
| CNCA | 44,1 | 0,0 | 0,0 | 55,9 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 |
| CNMSS | 62,1 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 13,8 | 0,0 | 0,0 | 24,1 | 100,0 |
| CNRS | 23,7 | 0,0 | 15,5 | 18,3 | 20,9 | 0,0 | 21,6 | 0,0 | 100,0 |
| ENA | 33,8 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 66,2 | 100,0 |
| ENM | 72,3 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 27,7 | 0,0 | 100,0 |
| France Télécom | 8,7 | 2,9 | 0,0 | 49,7 | 11,9 | 0,0 | 0,0 | 26,8 | 100,0 |
| IFREMER | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 |
| IGN | 89,1 | 0,0 | 0,0 | 10,9 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 |
| INED | 50,0 | 0,0 | 0,0 | 50,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 |
| INJSJA | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | |
| INRA | 44,6 | 11,9 | 0,0 | 43,5 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 |
| INRETS | 5,6 | 0,0 | 0,0 | 5,6 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 88,9 | 100,0 |
| INRIA | 24,0 | 0,0 | 0,0 | 76,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 |
| INSERM | 41,4 | 31,2 | 27,4 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 |
| La Poste | 12,1 | 4,1 | 0,0 | 43,8 | 17,5 | 0,0 | 0,0 | 22,5 | 100,0 |
| Météo France | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | |
| Office PTT en Polynésie | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 | 100,0 |
| ONAC | 24,3 | 0,0 | 0,0 | 21,8 | 37,2 | 0,0 | 16,7 | 0,0 | 100,0 |
| ONF | 39,9 | 0,0 | 0,0 | 16,9 | 15,0 | 0,0 | 4,1 | 24,1 | 100,0 |
| ONIC | 0,0 | 23,4 | 0,0 | 53,2 | 23,4 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 |
| ORSTOM | 44,1 | 0,0 | 0,0 | 25,4 | 30,5 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 |
| **Total général** | **12,2** | **2,6** | **0,8** | **25,9** | **18,0** | **3,3** | **19,3** | **18,1** | **100,0** |

DGAFP, bureau des statistiques.

**Tableau VIII-13 : Résultat des élections des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires centrales**
**Période du 01-01-95 au 31-12-97**
***Nombre de sièges - Toutes catégories***

| | CFDT | CFTC | CGC | CGT | FO | FSU | UNSA | Divers | Tirage au sort | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Affaires étrangères | 13 | 0 | 0 | 4 | 15 | 0 | 17 | 32 | 1 | 81 |
| Af. sociales et emploi | 66 | 12 | 0 | 32 | 18 | 2 | 12 | 33 | 3 | 179 |
| Agriculture | 58 | 0 | 0 | 26 | 42 | 57 | 12 | 30 | 5 | 230 |
| Anciens combattants | 16 | 0 | 0 | 21 | 35 | 0 | 5 | 2 | 4 | 83 |
| Coopération | 12 | 0 | 0 | 3 | 12 | 0 | 0 | 2 | 3 | 31 |
| Culture | 31 | 1 | 3 | 43 | 20 | 24 | 11 | 7 | 2 | 143 |
| Défense | 15 | 16 | 5 | 8 | 38 | 0 | 9 | 14 | 0 | 105 |
| DOM-TOM | 7 | 0 | 0 | 0 | 10 | 0 | 0 | 21 | 1 | 39 |
| Économie et finances | 76 | 3 | 25 | 58 | 96 | 0 | 23 | 62 | 1 | 342 |
| Éduc. nat. (administ.) | 27 | 1 | 0 | 34 | 23 | 19 | 113 | 19 | 5 | 239 |
| Éduc. nat. (enseigne.) | 8 | 0 | 1 | 2 | 1 | 56 | 16 | 22 | 0 | 105 |
| Équipement | 39 | 0 | 3 | 32 | 38 | 0 | 2 | 26 | 0 | 139 |
| Industrie Postes Télécom | 18 | 0 | 0 | 8 | 3 | 0 | 3 | 46 | 23 | 100 |
| Intérieur (police) | 0 | 0 | 1 | 1 | 1 | 0 | 7 | 38 | 0 | 48 |
| Intérieur (autres) | 35 | 0 | 0 | 8 | 45 | 0 | 1 | 33 | 4 | 126 |
| Jeunesse et sports | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 | 16 | 0 | 0 | 21 |
| Justice | 38 | 0 | 3 | 9 | 40 | 43 | 36 | 22 | 6 | 197 |
| Mer | 1 | 0 | 2 | 24 | 13 | 1 | 8 | 0 | 0 | 49 |
| Serv.premier ministre | 20 | 1 | 0 | 5 | 9 | 0 | 5 | 12 | 7 | 58 |
| Transports | 17 | 2 | 3 | 7 | 10 | 0 | 2 | 23 | 0 | 64 |
| **Total ministères** | **495** | **35** | **46** | **322** | **469** | **206** | **298** | **443** | **65** | **2 379** |
| CDC | 14 | 0 | 0 | 10 | 1 | 0 | 0 | 15 | 3 | 43 |
| CEMAGREF | 13 | 0 | 0 | 1 | 3 | 0 | 3 | 0 | 0 | 19 |
| CNAM | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 |
| CNCA | 11 | 0 | 0 | 6 | 0 | 0 | 0 | 3 | 0 | 20 |
| CNMSS | 10 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 4 | 0 | 16 |
| CNRS | 20 | 0 | 7 | 8 | 3 | 14 | 4 | 5 | 7 | 68 |
| ENA | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 7 | 2 | 10 |
| ENM | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 3 |
| France Télécom | 8 | 0 | 0 | 7 | 3 | 0 | 0 | 6 | 0 | 24 |
| IFREMER | 8 | 0 | 0 | 0 | 5 | 0 | 0 | 0 | 1 | 14 |
| IGN | 16 | 3 | 0 | 2 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 23 |
| INED | 7 | 0 | 0 | 7 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 13 |
| INJSJA | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 14 | 0 | 0 | 14 |
| INRA | 23 | 8 | 0 | 13 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 46 |
| INRETS | 8 | 0 | 0 | 8 | 0 | 0 | 0 | 6 | 0 | 22 |
| INRIA | 9 | 0 | 0 | 8 | 0 | 0 | 0 | 8 | 0 | 25 |
| INSERM | 15 | 3 | 11 | 8 | 0 | 0 | 0 | 4 | 0 | 41 |
| La Poste | 5 | 0 | 1 | 8 | 5 | 0 | 0 | 3 | 0 | 22 |
| Météo France | 10 | 0 | 0 | 1 | 5 | 0 | 0 | 0 | 1 | 17 |
| Office PTT en Polynésie | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 7 | 0 | 7 |
| ONAC | 15 | 0 | 0 | 9 | 20 | 1 | 5 | 0 | 3 | 53 |
| ONF | 11 | 0 | 0 | 3 | 13 | 0 | 3 | 10 | 0 | 40 |
| ONIC | 1 | 6 | 0 | 15 | 6 | 0 | 0 | 0 | 1 | 28 |
| ORSTOM | 17 | 0 | 0 | 4 | 11 | 0 | 0 | 0 | 7 | 39 |
| **Total général** | **718** | **54** | **65** | **440** | **547** | **221** | **327** | **521** | **93** | **2 987** |

DGAFP, bureau des statistiques.

**Tableau VIII-14 : Résultat des élections des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires centrales**
**Période du 01-01-95 au 31-12-97**
***Pourcentage du nombre de sièges - Toutes catégories***

| | CFDT | CFTC | CGC | CGT | FO | FSU | UNSA | Divers | Tirage au sort | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Affaires étrangères | 15,4 | 0,0 | 0,0 | 4,3 | 18,1 | 0,0 | 21,0 | 39,9 | 1,2 | 100,0 |
| Af. sociales et emploi | 37,1 | 6,7 | 0,0 | 18,0 | 10,2 | 1,1 | 6,7 | 18,5 | 1,7 | 100,0 |
| Agriculture | 25,2 | 0,0 | 0,0 | 11,3 | 18,3 | 24,8 | 5,2 | 13,0 | 2,2 | 100,0 |
| Anciens combattants | 19,3 | 0,0 | 0,0 | 25,3 | 42,2 | 0,0 | 6,0 | 2,4 | 4,8 | 100,0 |
| Coopération | 37,1 | 0,0 | 0,0 | 8,1 | 38,7 | 0,0 | 0,0 | 6,5 | 9,7 | 100,0 |
| Culture | 21,9 | 0,7 | 2,1 | 30,3 | 14,0 | 17,0 | 7,7 | 4,9 | 1,4 | 100,0 |
| Défense | 14,3 | 15,1 | 5,1 | 7,6 | 36,2 | 0,0 | 8,9 | 12,9 | 0,0 | 100,0 |
| DOM-TOM | 17,9 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 25,6 | 0,0 | 0,0 | 53,8 | 2,6 | 100,0 |
| Économie et finances | 22,1 | 0,9 | 7,3 | 16,8 | 28,1 | 0,0 | 6,6 | 18,0 | 0,3 | 100,0 |
| Éduc. nat. (administ.) | 11,1 | 0,2 | 0,0 | 14,0 | 9,6 | 7,9 | 47,3 | 7,7 | 2,1 | 100,0 |
| Éduc. nat. (enseigne.) | 7,6 | 0,0 | 1,0 | 1,9 | 1,0 | 52,9 | 15,2 | 20,5 | 0,0 | 100,0 |
| Équipement | 27,7 | 0,0 | 2,2 | 22,7 | 27,3 | 0,0 | 1,4 | 18,7 | 0,0 | 100,0 |
| Industrie Postes Télécom | 17,6 | 0,0 | 0,0 | 7,6 | 2,7 | 0,0 | 3,0 | 46,0 | 23,0 | 100,0 |
| Intérieur (police) | 0,0 | 0,0 | 1,4 | 2,1 | 2,1 | 0,0 | 14,6 | 79,9 | 0,0 | 100,0 |
| Intérieur (autres) | 27,8 | 0,0 | 0,0 | 6,3 | 35,7 | 0,0 | 0,8 | 26,2 | 3,2 | 100,0 |
| Jeunesse et sports | 4,8 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 19,0 | 76,2 | 0,0 | 0,0 | 100,0 |
| Justice | 19,3 | 0,0 | 1,5 | 4,6 | 20,3 | 21,8 | 18,3 | 11,2 | 3,0 | 100,0 |
| Mer | 2,0 | 0,0 | 4,1 | 49,0 | 26,5 | 2,0 | 16,3 | 0,0 | 0,0 | 100,0 |
| Serv.premier ministre | 33,6 | 1,7 | 0,0 | 7,8 | 15,5 | 0,0 | 8,6 | 20,7 | 12,1 | 100,0 |
| Transports | 26,6 | 3,1 | 4,7 | 10,9 | 15,6 | 0,0 | 3,1 | 35,9 | 0,0 | 100,0 |
| **Total ministères** | **20,8** | **1,5** | **1,9** | **13,6** | **19,7** | **8,7** | **12,5** | **18,6** | **2,7** | **100,0** |
| CDC | 32,6 | 0,0 | 0,0 | 23,3 | 2,3 | 0,0 | 0,0 | 34,9 | 7,0 | 100,0 |
| CEMAGREF | 68,4 | 0,0 | 0,0 | 5,3 | 13,2 | 0,0 | 13,2 | 0,0 | 0,0 | 100,0 |
| CNAM | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 | 100,0 |
| CNCA | 55,0 | 0,0 | 0,0 | 30,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 15,0 | 0,0 | 100,0 |
| CNMSS | 62,5 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 12,5 | 0,0 | 0,0 | 25,0 | 0,0 | 100,0 |
| CNRS | 29,4 | 0,0 | 10,3 | 11,8 | 4,4 | 20,6 | 5,9 | 7,4 | 10,3 | 100,0 |
| ENA | 10,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 70,0 | 20,0 | 100,0 |
| ENM | 66,7 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 33,3 | 0,0 | 0,0 | 100,0 |
| France Télécom | 33,3 | 0,0 | 0,0 | 29,2 | 12,5 | 0,0 | 0,0 | 25,0 | 0,0 | 100,0 |
| IFREMER | 57,1 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 35,7 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 7,1 | 100,0 |
| IGN | 67,8 | 11,3 | 0,0 | 8,7 | 12,2 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 |
| INED | 50,0 | 0,0 | 0,0 | 50,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 |
| INJSJA | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 |
| INRA | 50,0 | 17,4 | 0,0 | 28,3 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 4,3 | 100,0 |
| INRETS | 36,4 | 0,0 | 0,0 | 36,4 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 27,3 | 0,0 | 100,0 |
| INRIA | 36,0 | 0,0 | 0,0 | 32,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 32,0 | 0,0 | 100,0 |
| INSERM | 36,6 | 7,3 | 26,8 | 19,5 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 9,8 | 0,0 | 100,0 |
| La Poste | 22,7 | 0,0 | 4,5 | 36,4 | 22,7 | 0,0 | 0,0 | 13,6 | 0,0 | 100,0 |
| Météo France | 58,8 | 0,0 | 0,0 | 5,9 | 29,4 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 5,9 | 100,0 |
| Office PTT en Polynésie | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 | 0,0 | 100,0 |
| ONAC | 28,3 | 0,0 | 0,0 | 17,0 | 37,7 | 1,9 | 9,4 | 0,0 | 5,7 | 100,0 |
| ONF | 27,5 | 0,0 | 0,0 | 7,5 | 32,5 | 0,0 | 7,5 | 25,0 | 0,0 | 100,0 |
| ONIC | 3,6 | 19,6 | 0,0 | 53,6 | 19,6 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 3,6 | 100,0 |
| ORSTOM | 43,6 | 0,0 | 0,0 | 10,3 | 28,2 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 17,9 | 100,0 |
| **Total général** | **24,1** | **1,8** | **2,2** | **14,7** | **18,3** | **7,4** | **11,0** | **17,4** | **3,1** | **100,0** |

DGAFP, bureau des statistiques.

**Tableau VIII-15 : Résultat des élections des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires centrales**
**Période du 01-01-95 au 31-12-97**
***Nombre de sièges - Catégorie A***

| | CFDT | CFTC | CGC | CGT | FO | FSU | UNSA | Divers | Tirage au sort | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Affaires étrangères | 3 | 0 | 0 | 0 | 6 | 0 | 1 | 11 | 0 | 21 |
| Af. sociales et emploi | 24 | 1 | 0 | 5 | 6 | 0 | 6 | 27 | 2 | 71 |
| Agriculture | 15 | 0 | 0 | 2 | 13 | 21 | 3 | 30 | 5 | 89 |
| Anciens combattants | 3 | 0 | 0 | 1 | 5 | 0 | 1 | 2 | 2 | 14 |
| Coopération | 3 | 0 | 0 | 1 | 2 | 0 | 0 | 2 | 0 | 8 |
| Culture | 20 | 1 | 3 | 5 | 5 | 7 | 8 | 7 | 0 | 57 |
| Défense | 4 | 2 | 2 | 0 | 7 | 0 | 3 | 14 | 0 | 31 |
| DOM-TOM | 2 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 |
| Économie et finances | 26 | 1 | 25 | 15 | 52 | 0 | 2 | 37 | 1 | 157 |
| Éduc. nat. (administ.) | 15 | 1 | 0 | 4 | 1 | 2 | 35 | 10 | 0 | 67 |
| Éduc. nat. (enseigne.) | 7 | 0 | 1 | 2 | 1 | 51 | 8 | 20 | 0 | 89 |
| Équipement | 15 | 0 | 3 | 3 | 7 | 0 | 0 | 17 | 0 | 44 |
| Industrie Postes Télécom | 4 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 0 | 31 | 10 | 47 |
| Intérieur (police) | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 11 | 0 | 12 |
| Intérieur (autres) | 13 | 0 | 0 | 2 | 10 | 0 | 0 | 12 | 1 | 38 |
| Jeunesse et sports | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 | 16 | 0 | 0 | 21 |
| Justice | 10 | 0 | 2 | 1 | 13 | 5 | 10 | 7 | 2 | 50 |
| Mer | 0 | 0 | 2 | 3 | 3 | 1 | 0 | 0 | 0 | 9 |
| Serv.premier ministre | 5 | 1 | 0 | 2 | 0 | 0 | 1 | 4 | 3 | 15 |
| Transports | 7 | 0 | 3 | 3 | 1 | 0 | 2 | 20 | 0 | 36 |
| **Total ministères** | **176** | **6** | **41** | **49** | **134** | **91** | **96** | **260** | **26** | **879** |
| CDC | 6 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 6 | 3 | 15 |
| CEMAGREF | 11 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 2 | 0 | 0 | 15 |
| CNAM | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| CNCA | 5 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 3 | 0 | 9 |
| CNMSS | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| CNRS | 13 | 0 | 4 | 4 | 0 | 8 | 0 | 5 | 1 | 35 |
| ENA | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 1 |
| ENM | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| France Télécom | 5 | 0 | 0 | 1 | 2 | 0 | 0 | 2 | 0 | 10 |
| IFREMER | 5 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 | 7 |
| IGN | 5 | 2 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 9 |
| INED | 4 | 0 | 0 | 4 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 8 |
| INJSJA | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 9 | 0 | 0 | 9 |
| INRA | 13 | 5 | 0 | 4 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 22 |
| INRETS | 7 | 0 | 0 | 7 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 14 |
| INRIA | 6 | 0 | 0 | 3 | 0 | 0 | 0 | 8 | 0 | 17 |
| INSERM | 8 | 0 | 5 | 4 | 0 | 0 | 0 | 4 | 0 | 21 |
| La Poste | 4 | 0 | 1 | 1 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 8 |
| Météo France | 6 | 0 | 0 | 0 | 4 | 0 | 0 | 0 | 1 | 11 |
| Office PTT en Polynésie | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| ONAC | 5 | 0 | 0 | 0 | 4 | 1 | 0 | 0 | 0 | 10 |
| ONF | 1 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 3 | 0 | 6 |
| ONIC | 0 | 2 | 0 | 6 | 2 | 0 | 0 | 0 | 1 | 11 |
| ORSTOM | 11 | 0 | 0 | 0 | 6 | 0 | 0 | 0 | 6 | 23 |
| **Total général** | **290** | **15** | **51** | **83** | **162** | **100** | **107** | **293** | **39** | **1 140** |

DGAFP, bureau des statistiques.

**Tableau VIII-16 : Résultat des élections des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires centrales**
**Période du 01-01-95 au 31-12-97**
***Pourcentage du nombre de sièges - Catégorie A***

| | CFDT | CFTC | CGC | CGT | FO | FSU | UNSA | Divers | Tirage au sort | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Affaires étrangères | 14,3 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 27,1 | 0,0 | 4,8 | 53,8 | 0,0 | 100,0 |
| Af. sociales et emploi | 33,8 | 1,4 | 0,0 | 7,0 | 8,5 | 0,0 | 8,5 | 38,0 | 2,8 | 100,0 |
| Agriculture | 16,9 | 0,0 | 0,0 | 2,2 | 14,6 | 23,6 | 3,4 | 33,7 | 5,6 | 100,0 |
| Anciens combattants | 21,4 | 0,0 | 0,0 | 7,1 | 35,7 | 0,0 | 7,1 | 14,3 | 14,3 | 100,0 |
| Coopération | 37,5 | 0,0 | 0,0 | 12,5 | 25,0 | 0,0 | 0,0 | 25,0 | 0,0 | 100,0 |
| Culture | 35,7 | 1,8 | 5,3 | 9,4 | 8,8 | 12,9 | 14,0 | 12,3 | 0,0 | 100,0 |
| Défense | 12,9 | 4,8 | 6,5 | 0,0 | 22,6 | 0,0 | 9,7 | 43,5 | 0,0 | 100,0 |
| DOM-TOM | 66,7 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 33,3 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 |
| Économie et finances | 16,6 | 0,6 | 15,9 | 9,2 | 32,8 | 0,0 | 1,0 | 23,2 | 0,6 | 100,0 |
| Éduc. nat. (administ.) | 22,4 | 0,7 | 0,0 | 6,0 | 1,5 | 3,0 | 52,2 | 14,2 | 0,0 | 100,0 |
| Éduc. nat. (enseigne.) | 7,9 | 0,0 | 1,1 | 2,2 | 1,1 | 56,7 | 9,0 | 21,9 | 0,0 | 100,0 |
| Équipement | 33,0 | 0,0 | 6,8 | 5,7 | 15,9 | 0,0 | 0,0 | 38,6 | 0,0 | 100,0 |
| Industrie Postes Télécom | 8,5 | 0,0 | 0,0 | 2,1 | 2,1 | 0,0 | 0,0 | 66,0 | 21,3 | 100,0 |
| Intérieur (police) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 8,3 | 0,0 | 0,0 | 91,7 | 0,0 | 100,0 |
| Intérieur (autres) | 34,2 | 0,0 | 0,0 | 5,3 | 26,3 | 0,0 | 0,0 | 31,6 | 2,6 | 100,0 |
| Jeunesse et sports | 4,8 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 19,0 | 76,2 | 0,0 | 0,0 | 100,0 |
| Justice | 20,0 | 0,0 | 4,0 | 2,0 | 26,0 | 10,0 | 20,0 | 14,0 | 4,0 | 100,0 |
| Mer | 0,0 | 0,0 | 22,2 | 33,3 | 33,3 | 11,1 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 |
| Serv.premier ministre | 30,0 | 6,7 | 0,0 | 10,0 | 0,0 | 0,0 | 6,7 | 26,7 | 20,0 | 100,0 |
| Transports | 19,4 | 0,0 | 8,3 | 8,3 | 2,8 | 0,0 | 5,6 | 55,6 | 0,0 | 100,0 |
| **Total ministères** | **20,1** | **0,7** | **4,7** | **5,6** | **15,3** | **10,3** | **10,9** | **29,6** | **3,0** | **100,0** |
| CDC | 40,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 40,0 | 20,0 | 100,0 |
| CEMAGREF | 73,3 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 13,3 | 0,0 | 13,3 | 0,0 | 0,0 | 100,0 |
| CNAM | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| CNCA | 55,6 | 0,0 | 0,0 | 11,1 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 33,3 | 0,0 | 100,0 |
| CNMSS | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| CNRS | 37,1 | 0,0 | 11,4 | 11,4 | 0,0 | 22,9 | 0,0 | 14,3 | 2,9 | 100,0 |
| ENA | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 | 0,0 | 100,0 |
| ENM | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| France Télécom | 50,0 | 0,0 | 0,0 | 10,0 | 20,0 | 0,0 | 0,0 | 20,0 | 0,0 | 100,0 |
| IFREMER | 71,4 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 14,3 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 14,3 | 100,0 |
| IGN | 51,1 | 23,3 | 0,0 | 0,0 | 25,6 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 |
| INED | 50,0 | 0,0 | 0,0 | 50,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 |
| INJSJA | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 |
| INRA | 59,1 | 22,7 | 0,0 | 18,2 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 |
| INRETS | 46,4 | 0,0 | 0,0 | 46,4 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 7,1 | 0,0 | 100,0 |
| INRIA | 35,3 | 0,0 | 0,0 | 17,6 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 47,1 | 0,0 | 100,0 |
| INSERM | 38,1 | 0,0 | 23,8 | 19,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 19,0 | 0,0 | 100,0 |
| La Poste | 50,0 | 0,0 | 12,5 | 12,5 | 25,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 |
| Météo France | 54,5 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 36,4 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 9,1 | 100,0 |
| Office PTT en Polynésie | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| ONAC | 50,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 40,0 | 10,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 |
| ONF | 16,7 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 33,3 | 0,0 | 0,0 | 50,0 | 0,0 | 100,0 |
| ONIC | 0,0 | 18,2 | 0,0 | 54,5 | 18,2 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 9,1 | 100,0 |
| ORSTOM | 47,8 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 26,1 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 26,1 | 100,0 |
| **Total général** | **25,5** | **1,3** | **4,5** | **7,3** | **14,2** | **8,8** | **9,3** | **25,7** | **3,4** | **100,0** |

DGAFP, bureau des statistiques.

**Tableau VIII-17 : Résultat des élections des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires centrales**
**Période du 01-01-95 au 31-12-97**
***Nombre de sièges - Catégorie B***

| | CFDT | CFTC | CGC | CGT | FO | FSU | UNSA | Divers | Tirage au sort | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Affaires étrangères | 5 | 0 | 0 | 1 | 5 | 0 | 0 | 9 | 0 | 19 |
| Af. sociales et emploi | 19 | 3 | 0 | 6 | 6 | 2 | 2 | 3 | 0 | 40 |
| Agriculture | 16 | 0 | 0 | 5 | 13 | 12 | 3 | 0 | 0 | 49 |
| Anciens combattants | 8 | 0 | 0 | 4 | 6 | 0 | 1 | 0 | 2 | 21 |
| Coopération | 2 | 0 | 0 | 2 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 6 |
| Culture | 6 | 0 | 0 | 13 | 5 | 9 | 2 | 0 | 1 | 36 |
| Défense | 9 | 5 | 3 | 1 | 14 | 0 | 5 | 0 | 0 | 38 |
| DOM-TOM | 1 | 0 | 0 | 0 | 4 | 0 | 0 | 11 | 0 | 16 |
| Économie et finances | 21 | 1 | 0 | 21 | 17 | 0 | 8 | 13 | 0 | 80 |
| Éduc. nat. (administ.) | 8 | 0 | 0 | 5 | 2 | 11 | 31 | 4 | 2 | 62 |
| Éduc. nat. (enseigne.) | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 5 | 8 | 2 | 0 | 16 |
| Équipement | 12 | 0 | 0 | 6 | 15 | 0 | 0 | 9 | 0 | 42 |
| Industrie Postes Télécom | 6 | 0 | 0 | 2 | 1 | 0 | 1 | 10 | 1 | 20 |
| Intérieur (police) | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 14 | 0 | 15 |
| Intérieur (autres) | 8 | 0 | 0 | 3 | 14 | 0 | 0 | 5 | 3 | 33 |
| Jeunesse et sports | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Justice | 7 | 0 | 1 | 3 | 10 | 9 | 7 | 5 | 0 | 42 |
| Mer | 1 | 0 | 0 | 8 | 5 | 0 | 2 | 0 | 0 | 16 |
| Serv.premier ministre | 5 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 2 | 3 | 0 | 11 |
| Transports | 4 | 2 | 0 | 1 | 4 | 0 | 0 | 3 | 0 | 14 |
| **Total ministères** | **137** | **11** | **5** | **78** | **124** | **48** | **72** | **91** | **9** | **576** |
| CDC | 4 | 0 | 0 | 4 | 0 | 0 | 0 | 4 | 0 | 12 |
| CEMAGREF | 2 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 4 |
| CNAM | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| CNCA | 3 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 5 |
| CNMSS | 3 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 2 | 0 | 6 |
| CNRS | 5 | 0 | 2 | 3 | 0 | 6 | 1 | 0 | 2 | 19 |
| ENA | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 |
| ENM | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 |
| France Télécom | 2 | 0 | 0 | 2 | 1 | 0 | 0 | 3 | 0 | 8 |
| IFREMER | 3 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 |
| IGN | 6 | 1 | 0 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 8 |
| INED | 2 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 |
| INJSJA | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 5 | 0 | 0 | 5 |
| INRA | 5 | 3 | 0 | 4 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 12 |
| INRETS | 2 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 3 | 0 | 6 |
| INRIA | 2 | 0 | 0 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 5 |
| INSERM | 5 | 0 | 3 | 4 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 12 |
| La Poste | 1 | 0 | 0 | 3 | 2 | 0 | 0 | 2 | 0 | 8 |
| Météo France | 4 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 6 |
| Office PTT en Polynésie | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | 0 | 3 |
| ONAC | 3 | 0 | 0 | 1 | 6 | 0 | 2 | 0 | 0 | 12 |
| ONF | 2 | 0 | 0 | 1 | 4 | 0 | 1 | 4 | 0 | 12 |
| ONIC | 1 | 1 | 0 | 3 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 6 |
| ORSTOM | 4 | 0 | 0 | 3 | 4 | 0 | 0 | 0 | 0 | 11 |
| **Total général** | **195** | **16** | **10** | **117** | **146** | **54** | **82** | **112** | **12** | **745** |

DGAFP, bureau des statistiques.

**Tableau VIII-18 : Résultat des élections des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires centrales**
**Période du 01-01-95 au 31-12-97**
***Pourcentage du nombre de sièges - Catégorie B***

| | CFDT | CFTC | CGC | CGT | FO | FSU | UNSA | Divers | Tirage au sort | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Affaires étrangères | 23,7 | 0,0 | 0,0 | 2,6 | 26,3 | 0,0 | 0,0 | 47,4 | 0,0 | 100,0 |
| Af. sociales et emploi | 46,7 | 7,5 | 0,0 | 14,1 | 14,1 | 5,0 | 5,0 | 7,5 | 0,0 | 100,0 |
| Agriculture | 32,7 | 0,0 | 0,0 | 10,2 | 26,5 | 24,5 | 6,1 | 0,0 | 0,0 | 100,0 |
| Anciens combattants | 38,1 | 0,0 | 0,0 | 19,0 | 28,6 | 0,0 | 4,8 | 0,0 | 9,5 | 100,0 |
| Coopération | 25,0 | 0,0 | 0,0 | 25,0 | 50,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 |
| Culture | 16,7 | 0,0 | 0,0 | 36,1 | 13,9 | 25,0 | 5,6 | 0,0 | 2,8 | 100,0 |
| Défense | 23,7 | 14,0 | 8,7 | 2,6 | 36,9 | 0,0 | 14,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 |
| DOM-TOM | 6,3 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 25,0 | 0,0 | 0,0 | 68,8 | 0,0 | 100,0 |
| Économie et finances | 26,3 | 1,3 | 0,0 | 25,6 | 20,6 | 0,0 | 10,0 | 16,3 | 0,0 | 100,0 |
| Éduc. nat. (administ.) | 12,1 | 0,0 | 0,0 | 7,3 | 3,2 | 17,7 | 50,0 | 6,5 | 3,2 | 100,0 |
| Éduc. nat. (enseigne.) | 6,3 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 31,3 | 50,0 | 12,5 | 0,0 | 100,0 |
| Équipement | 28,6 | 0,0 | 0,0 | 14,3 | 35,7 | 0,0 | 0,0 | 21,4 | 0,0 | 100,0 |
| Industrie Postes Télécom | 28,2 | 0,0 | 0,0 | 8,2 | 6,2 | 0,0 | 2,5 | 50,0 | 5,0 | 100,0 |
| Intérieur (police) | 0,0 | 0,0 | 4,5 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 95,5 | 0,0 | 100,0 |
| Intérieur (autres) | 24,2 | 0,0 | 0,0 | 9,1 | 42,4 | 0,0 | 0,0 | 15,2 | 9,1 | 100,0 |
| Jeunesse et sports | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Justice | 16,7 | 0,0 | 2,4 | 7,1 | 23,8 | 21,4 | 16,7 | 11,9 | 0,0 | 100,0 |
| Mer | 6,3 | 0,0 | 0,0 | 50,0 | 31,3 | 0,0 | 12,5 | 0,0 | 0,0 | 100,0 |
| Serv.premier ministre | 45,5 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 9,1 | 0,0 | 18,2 | 27,3 | 0,0 | 100,0 |
| Transports | 28,6 | 14,3 | 0,0 | 7,1 | 28,6 | 0,0 | 0,0 | 21,4 | 0,0 | 100,0 |
| **Total ministères** | **23,8** | **2,0** | **0,9** | **13,6** | **21,6** | **8,3** | **12,5** | **15,9** | **1,6** | **100,0** |
| CDC | 0,0 | 0,0 | 33,3 | 0,0 | 0,0 | 33,3 | 0,0 | 33,3 | 0,0 | 100,0 |
| CEMAGREF | 0,0 | 0,0 | 25,0 | 12,5 | 12,5 | 0,0 | 0,0 | 50,0 | 0,0 | 100,0 |
| CNAM | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| CNCA | 0,0 | 0,0 | 40,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 60,0 | 0,0 | 100,0 |
| CNMSS | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 16,7 | 0,0 | 33,3 | 0,0 | 50,0 | 0,0 | 100,0 |
| CNRS | 0,0 | 10,5 | 15,8 | 0,0 | 5,3 | 0,0 | 10,5 | 26,3 | 31,6 | 100,0 |
| ENA | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 |
| ENM | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 |
| France Télécom | 0,0 | 0,0 | 25,0 | 12,5 | 0,0 | 37,5 | 0,0 | 25,0 | 0,0 | 100,0 |
| IFREMER | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 25,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 75,0 | 0,0 | 100,0 |
| IGN | 6,3 | 0,0 | 12,5 | 6,3 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 75,0 | 0,0 | 100,0 |
| INED | 0,0 | 0,0 | 50,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 50,0 | 0,0 | 100,0 |
| INJSJA | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 |
| INRA | 25,0 | 0,0 | 33,3 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 41,7 | 0,0 | 100,0 |
| INRETS | 0,0 | 0,0 | 25,0 | 0,0 | 0,0 | 50,0 | 0,0 | 25,0 | 0,0 | 100,0 |
| INRIA | 0,0 | 0,0 | 60,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 40,0 | 0,0 | 100,0 |
| INSERM | 0,0 | 25,0 | 33,3 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 41,7 | 0,0 | 100,0 |
| La Poste | 0,0 | 0,0 | 37,5 | 25,0 | 0,0 | 25,0 | 0,0 | 12,5 | 0,0 | 100,0 |
| Météo France | 0,0 | 0,0 | 16,7 | 16,7 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 66,7 | 0,0 | 100,0 |
| Office PTT en Polynésie | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 |
| ONAC | 0,0 | 0,0 | 8,3 | 50,0 | 16,7 | 0,0 | 0,0 | 25,0 | 0,0 | 100,0 |
| ONF | 0,0 | 0,0 | 8,3 | 33,3 | 8,3 | 33,3 | 0,0 | 16,7 | 0,0 | 100,0 |
| ONIC | 16,7 | 0,0 | 50,0 | 16,7 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 16,7 | 0,0 | 100,0 |
| ORSTOM | 0,0 | 0,0 | 27,3 | 36,4 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 36,4 | 0,0 | 100,0 |
| **Total général** | **26,2** | **2,1** | **1,3** | **15,7** | **19,7** | **7,3** | **11,1** | **15,1** | **1,6** | **100,0** |

DGAFP, bureau des statistiques.

**Tableau VIII-19 : Résultat des élections des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires centrales**
**Période du 01-01-95 au 31-12-97**
***Nombre de sièges - Catégorie C***

| | CFDT | CFTC | CGC | CGT | FO | FSU | UNSA | Divers | Tirage au sort | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Affaires étrangères | 5 | 0 | 0 | 3 | 4 | 0 | 16 | 12 | 1 | 41 |
| Af. sociales et emploi | 24 | 8 | 0 | 22 | 7 | 0 | 4 | 3 | 1 | 68 |
| Agriculture | 27 | 0 | 0 | 19 | 16 | 24 | 6 | 0 | 0 | 92 |
| Anciens combattants | 5 | 0 | 0 | 16 | 24 | 0 | 3 | 0 | 0 | 48 |
| Coopération | 7 | 0 | 0 | 0 | 7 | 0 | 0 | 0 | 3 | 17 |
| Culture | 5 | 0 | 0 | 25 | 10 | 8 | 1 | 0 | 1 | 50 |
| Défense | 2 | 9 | 0 | 7 | 17 | 0 | 1 | 0 | 0 | 36 |
| DOM-TOM | 4 | 0 | 0 | 0 | 5 | 0 | 0 | 10 | 1 | 20 |
| Économie et finances | 29 | 1 | 0 | 23 | 28 | 0 | 13 | 12 | 0 | 105 |
| Éduc. nat. (administ.) | 4 | 0 | 0 | 25 | 20 | 6 | 47 | 5 | 3 | 110 |
| Éduc. nat. (enseigne.) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Équipement | 12 | 0 | 0 | 23 | 16 | 0 | 2 | 0 | 0 | 53 |
| Industrie Postes Télécom | 8 | 0 | 0 | 5 | 1 | 0 | 3 | 5 | 12 | 33 |
| Intérieur (police) | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 7 | 13 | 0 | 21 |
| Intérieur (autres) | 14 | 0 | 0 | 3 | 21 | 0 | 1 | 16 | 0 | 55 |
| Jeunesse et sports | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Justice | 21 | 0 | 0 | 5 | 17 | 29 | 19 | 10 | 4 | 105 |
| Mer | 0 | 0 | 0 | 13 | 5 | 0 | 6 | 0 | 0 | 24 |
| Serv.premier ministre | 10 | 0 | 0 | 3 | 8 | 0 | 2 | 5 | 4 | 32 |
| Transports | 6 | 0 | 0 | 3 | 5 | 0 | 0 | 0 | 0 | 14 |
| **Total ministères** | **182** | **18** | **0** | **195** | **210** | **67** | **131** | **91** | **30** | **924** |
| CDC | 4 | 0 | 0 | 6 | 1 | 0 | 0 | 5 | 0 | 16 |
| CEMAGREF | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| CNAM | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 |
| CNCA | 3 | 0 | 0 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 6 |
| CNMSS | 7 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 2 | 0 | 10 |
| CNRS | 2 | 0 | 1 | 1 | 3 | 0 | 3 | 0 | 4 | 14 |
| ENA | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 6 | 1 | 8 |
| ENM | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 |
| France Télécom | 1 | 0 | 0 | 4 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 6 |
| IFREMER | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 |
| IGN | 5 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 6 |
| INED | 1 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 |
| INJSJA | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| INRA | 5 | 0 | 0 | 5 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 12 |
| INRETS | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 2 |
| INRIA | 1 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 |
| INSERM | 2 | 3 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 8 |
| La Poste | 0 | 0 | 0 | 4 | 1 | 0 | 0 | 1 | 0 | 6 |
| Météo France | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Office PTT en Polynésie | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 | 0 | 4 |
| ONAC | 7 | 0 | 0 | 8 | 10 | 0 | 3 | 0 | 3 | 31 |
| ONF | 8 | 0 | 0 | 2 | 7 | 0 | 2 | 3 | 0 | 22 |
| ONIC | 0 | 3 | 0 | 6 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 11 |
| ORSTOM | 2 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 | 5 |
| **Total général** | **233** | **24** | **4** | **239** | **240** | **67** | **139** | **115** | **42** | **1 102** |

DGAFP, bureau des statistiques.

**Tableau VIII-20 : Résultat des élections des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires centrales**
**Période du 01-01-95 au 31-12-97**
***Pourcentage du nombre de sièges - Catégorie C***

| | CFDT | CFTC | CGC | CGT | FO | FSU | UNSA | Divers | Tirage au sort | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Affaires étrangères | 12,2 | 0,0 | 0,0 | 7,3 | 9,8 | 0,0 | 39,0 | 29,3 | 2,4 | 100,0 |
| Af. sociales et emploi | 34,8 | 11,8 | 0,0 | 31,9 | 9,8 | 0,0 | 5,9 | 4,4 | 1,5 | 100,0 |
| Agriculture | 29,3 | 0,0 | 0,0 | 20,7 | 17,4 | 26,1 | 6,5 | 0,0 | 0,0 | 100,0 |
| Anciens combattants | 10,4 | 0,0 | 0,0 | 33,3 | 50,0 | 0,0 | 6,3 | 0,0 | 0,0 | 100,0 |
| Coopération | 41,2 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 41,2 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 17,6 | 100,0 |
| Culture | 10,0 | 0,0 | 0,0 | 50,0 | 20,0 | 16,0 | 2,0 | 0,0 | 2,0 | 100,0 |
| Défense | 5,6 | 25,0 | 0,0 | 19,4 | 47,2 | 0,0 | 2,8 | 0,0 | 0,0 | 100,0 |
| DOM-TOM | 20,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 25,0 | 0,0 | 0,0 | 50,0 | 5,0 | 100,0 |
| Économie et finances | 27,1 | 1,0 | 0,0 | 21,4 | 26,7 | 0,0 | 12,4 | 11,4 | 0,0 | 100,0 |
| Éduc. nat. (administ.) | 3,6 | 0,0 | 0,0 | 22,7 | 18,2 | 5,5 | 42,7 | 4,5 | 2,7 | 100,0 |
| Éduc. nat. (enseigne.) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Équipement | 22,6 | 0,0 | 0,0 | 43,4 | 30,2 | 0,0 | 3,8 | 0,0 | 0,0 | 100,0 |
| Industrie Postes Télécom | 24,2 | 0,0 | 0,0 | 15,2 | 1,5 | 0,0 | 7,6 | 15,2 | 36,4 | 100,0 |
| Intérieur (police) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 4,8 | 0,0 | 0,0 | 33,3 | 61,9 | 0,0 | 100,0 |
| Intérieur (autres) | 25,5 | 0,0 | 0,0 | 5,5 | 38,2 | 0,0 | 1,8 | 29,1 | 0,0 | 100,0 |
| Jeunesse et sports | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Justice | 20,0 | 0,0 | 0,0 | 4,8 | 16,2 | 27,6 | 18,1 | 9,5 | 3,8 | 100,0 |
| Mer | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 54,2 | 20,8 | 0,0 | 25,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 |
| Serv.premier ministre | 31,3 | 0,0 | 0,0 | 9,4 | 25,0 | 0,0 | 6,3 | 15,6 | 12,5 | 100,0 |
| Transports | 42,9 | 0,0 | 0,0 | 21,4 | 35,7 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 |
| **Total ministères** | **19,7** | **2,0** | **0,0** | **21,1** | **22,7** | **7,3** | **14,1** | **9,9** | **3,3** | **100,0** |
| CDC | 25,0 | 0,0 | 0,0 | 37,5 | 6,3 | 0,0 | 0,0 | 31,3 | 0,0 | 100,0 |
| CEMAGREF | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| CNAM | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 | 100,0 |
| CNCA | 50,0 | 0,0 | 0,0 | 50,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 |
| CNMSS | 70,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 10,0 | 0,0 | 0,0 | 20,0 | 0,0 | 100,0 |
| CNRS | 14,3 | 0,0 | 7,1 | 7,1 | 21,4 | 0,0 | 21,4 | 0,0 | 28,6 | 100,0 |
| ENA | 12,5 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 75,0 | 12,5 | 100,0 |
| ENM | 100,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 |
| France Télécom | 16,7 | 0,0 | 0,0 | 66,7 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 16,7 | 0,0 | 100,0 |
| IFREMER | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 |
| IGN | 83,3 | 0,0 | 0,0 | 16,7 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 |
| INED | 50,0 | 0,0 | 0,0 | 50,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 |
| INJSJA | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| INRA | 41,7 | 0,0 | 0,0 | 41,7 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 16,7 | 100,0 |
| INRETS | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 | 0,0 | 100,0 |
| INRIA | 33,3 | 0,0 | 0,0 | 66,7 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 |
| INSERM | 25,0 | 37,5 | 37,5 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 |
| La Poste | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 66,7 | 16,7 | 0,0 | 0,0 | 16,7 | 0,0 | 100,0 |
| Météo France | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Office PTT en Polynésie | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 | 0,0 | 100,0 |
| ONAC | 22,6 | 0,0 | 0,0 | 25,8 | 32,3 | 0,0 | 9,7 | 0,0 | 9,7 | 100,0 |
| ONF | 36,4 | 0,0 | 0,0 | 9,1 | 31,8 | 0,0 | 9,1 | 13,6 | 0,0 | 100,0 |
| ONIC | 0,0 | 22,7 | 0,0 | 54,5 | 22,7 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 |
| ORSTOM | 40,0 | 0,0 | 0,0 | 20,0 | 20,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 20,0 | 100,0 |
| **Total général** | **21,2** | **2,1** | **0,4** | **21,7** | **21,8** | **6,1** | **12,6** | **10,4** | **3,8** | **100,0** |

DGAFP, bureau des statistiques.

## B. Commission de recours du CSFPE

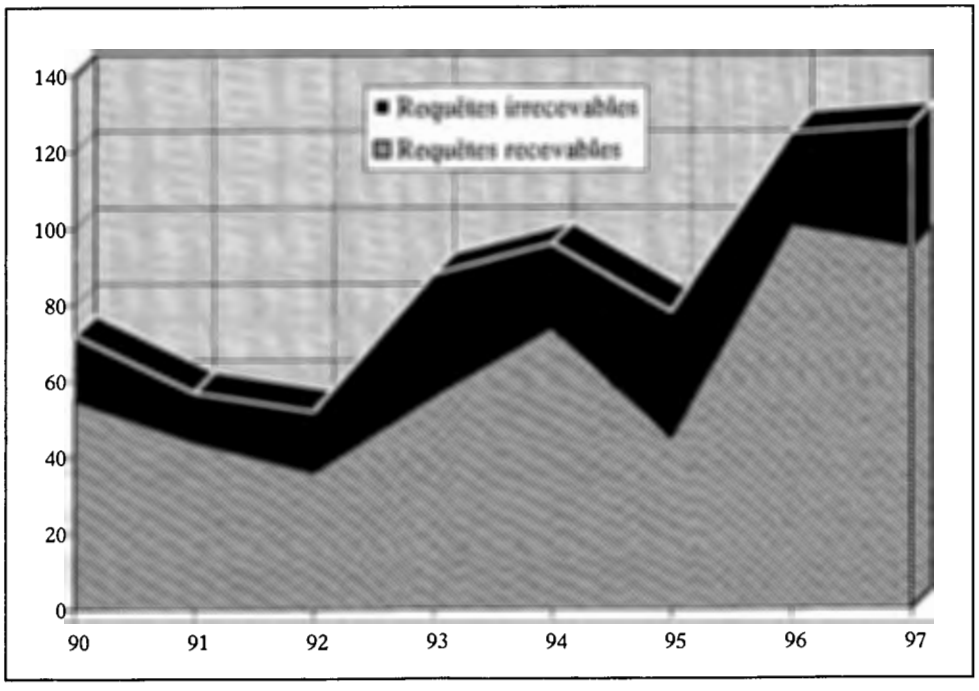
**Tableau VIII-21 : Évolution de l'activité de la commission de recours du conseil supérieur de la fonction publique de l'État**

| Années | Requêtes déposées | Requêtes recevables | Requêtes irrecevables | Réunions de la commission | Affaires traitées | Avis de rejet | Recommandations | Recommandations suivies |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1990 | 72 | 55 | 17 | 8 | 29 | 14 | 15 | 5 |
| 1991 | 57 | 44 | 13 | 9 | 21 | 9 | 12 | 6 |
| 1992 | 52 | 36 | 16 | 8 | 80 | 35 | 45 | 5 |
| 1993 | 88 | 56 | 32 | 7 | 58 | 34 | 24 | 3 |
| 1994 | 96 | 74 | 22 | 9 | 68 | 36 | 32 | 2 |
| 1995 | 78 | 45 | 33 | 5 | 37 | 19 | 18 | 1 |
| 1996 | 125 | 101 | 24 | 11 | 74 | 36 | 38 | 3 |
| 1997 | 127 | 95 | 32 | 18 | 107 | 53 | 54 | 20 |

DGAFP, bureau du statut général.

**Pour 1997 : 17 recommandations n'ont pas été suivies et 17 décisions finales ne sont pas encore connues.**

**Graphique VIII-3 : Évolution du nombre de recours déposés auprès de la commission de recours du conseil supérieur de la fonction publique de l'État**




DGAFP, bureau du statut général.

## Tableau VIII-22 : Sanctions disciplinaires et mesures prises pour insuffisance professionnelle en 1997

### a) Sanctions disciplinaires

| Fautes | Sanctions prononcées | | | | | | | | | | | | | | Total général |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1er groupe | | | | 2ème groupe | | | | | | 3ème groupe | | 4ème groupe | | |
| | Avertissement | | Blâme | | Radiation du tableau d'avancement | | Abaissement d'échelon | Exclusion temporaire pour une durée de 15 jours maximum | Déplacement d'office | | Rétrogradation | Exclusion temporaire de fonctions pour un durée de 3 mois à 2 ans | Mise à la retraite d'office | Révocation | |
| | (1) | (2) | (1) | (2) | (3) | (4) | | | (5) | (6) | | | | | |
| Détournement, conservation de fonds, malversations | 17 | 1 | 20 | 2 | 1 | | 10 | 17 | 3 | 10 | 20 | 125 | 2 | 129 | 357 |
| Absences irrégulières, abandon de fonction | 101 | 42 | 77 | 7 | | | 1 | 10 | 1 | 1 | | 18 | | 6 | 264 |
| Mauvais service, indiscipline, fautes professionnelles | 1 112 | 98 | 974 | 62 | | 2 | 6 | 162 | 9 | 42 | 12 | 106 | 3 | 20 | 2 608 |
| Vol de matériel de l'administration | 4 | | 1 | 2 | | | | 2 | 1 | 1 | | 2 | | 3 | 16 |
| Détournement, ouverture d'objets de correspondance | 23 | 1 | 31 | 1 | | | | 9 | 1 | | 3 | 59 | | 36 | 164 |
| Comportement privé affectant le renom du service | 26 | 3 | 83 | 5 | | | 1 | 25 | 1 | 9 | 2 | 39 | 5 | 34 | 233 |
| Ivresse | 45 | 8 | 96 | 11 | | | 3 | 119 | 2 | 4 | 5 | 62 | 7 | 5 | 367 |
| Moeurs | 5 | 1 | 3 | 1 | | | | 4 | | 5 | | 20 | 11 | 47 | 97 |
| Condamnations pénales | 11 | 1 | 23 | 2 | | | | 11 | 3 | 6 | | 17 | 1 | 15 | 90 |
| Dettes et chèques sans provision | 10 | 1 | 10 | 1 | | | | 8 | | 1 | | 1 | 1 | 2 | 35 |
| Incorrections, violences, insultes | 98 | 35 | 95 | 19 | | 1 | 3 | 48 | 6 | 22 | 2 | 44 | 2 | 7 | 382 |
| Activité privée rémunérée | 2 | 1 | 18 | | | | 3 | 2 | | 2 | | 6 | 1 | 6 | 41 |
| Divers | 192 | 7 | 269 | 3 | | | 5 | 6 | 1 | 6 | 1 | 16 | | 3 | 509 |
| **Total** | **1 646** | **199** | **1 700** | **116** | **1** | **3** | **32** | **423** | **28** | **109** | **45** | **515** | **33** | **313** | **5 163** |

(1) Sanction prise sans consultation de l'organisme paritaire
(2) Sanction prise après consultation de l'organisme paritaire
(3) Sanction infligée à titre de sanction complémentaire d'une des sanctions des 2e et 3e groupes
(4) Sanction à titre principal
(5) Déplacement d'office dans la résidence
(6) Déplacement d'office hors la résidence

### b) Mesures prises pour insuffisance professionnelle

| | |
|---|---|
| Reclassement | 1 |
| Mise à la retraite | 2 |
| Licenciement pour insuffisance professionnelle | 14 |

DGAFP, bureau du statut général.

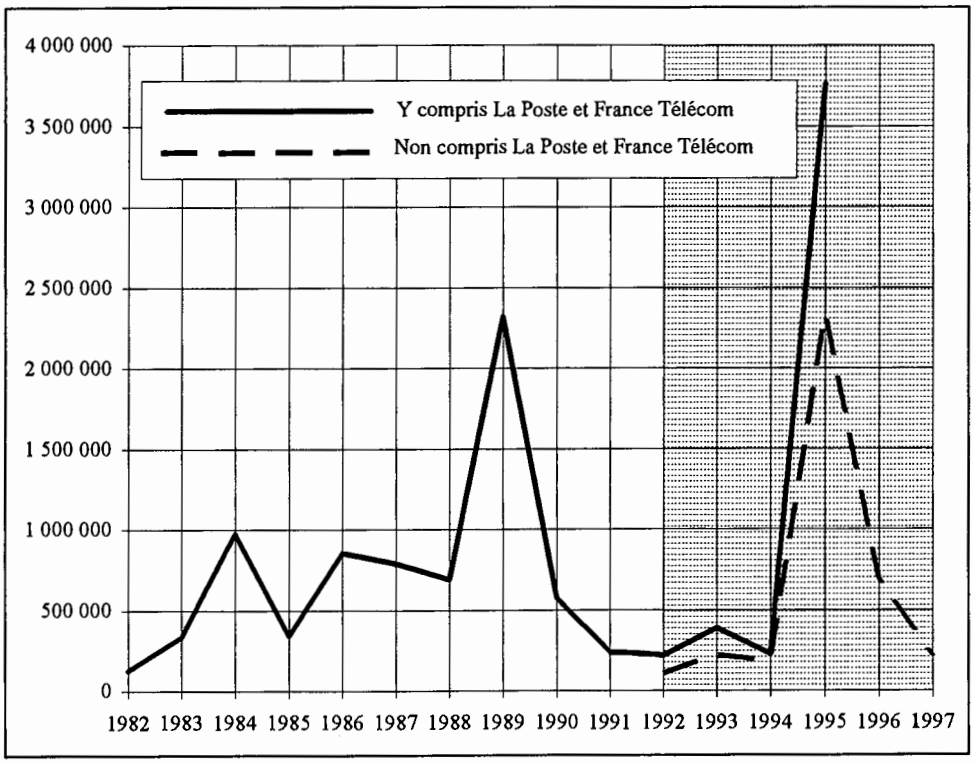
## C. Grèves

**Tableau VIII-23 : Cessations collectives et concertées du travail des agents de l'État depuis 1992**

| Années | Nombre de journées de grève (y c La Poste et France Télécom) | Nombre de journées de grève (hors La Poste et France Télécom) |
|---|---|---|
| 1992 | 218 016 | 105 313 |
| 1993 | 388 487 | 219 546 |
| 1994 | 226 615 | 183 528 |
| 1995 | 3 762 647 | 2 333 628 |
| 1996 | NR | 685 916 |
| 1997 | 382 916 | 209 978 |

DGAFP, bureau du statut général.

**Graphique VIII-4 : Évolution du nombre de journées perdues pour fait de grève** (1)




DGAFP, bureau du statut général.

(1) En équivalent jours.

# 9 - Politique sociale

# IX.Politique sociale



Ce chapitre fournit d'une part des informations sur les bénéficiaires de la loi relative à l'emploi des handicapés dans la fonction publique et, d'autre part, des données sur les crédits consacrés à l'action sociale.

La loi du 10 juillet 1987 impose à tous les employeurs privés ou publics, dont l'effectif est supérieur à 20, un quota d'emploi de travailleurs handicapés de 6 %. Dans la fonction publique de l'État, un bilan de l'emploi des travailleurs handicapés est réalisé tous les ans et présenté devant le Conseil supérieur de la fonction publique de l'État

L'article 9 du statut général (Loi 83.364 du 13 juillet 1983) prévoit que les fonctionnaires participent à la définition et à la gestion de l'action sociale, culturelle, sportive et de loisirs dont ils bénéficient ou qu'ils organisent. Cette participation s'exerce au sein du Comité interministériel d'action sociale placé auprès du ministère de la fonction publique ainsi que dans les différents comités nationaux ou locaux d'action sociale des administrations.

L'action sociale présente, soit un caractère interministériel, financée sur le budget du Premier ministre, soit un caractère ministériel à l'initiative des différents départements, et est alors financée sur leur budget propre.

Pour plus d'informations

- **Sur les handicapés (dans la fonction publique)**

« Politique d'emploi et d'insertion des travailleurs handicapés dans la fonction Publique de l'État en 1995 », Rapport sur l'exécution de la loi n°87-157 du 10 juillet 1987 en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés, DGAFP, M.DELPECH, Bureau de l'action sociale.

- **Sur l'emploi des handicapés**

« L'insertion professionnelle des travailleurs handicapés dans les établissements assujettis à l'obligation d'emploi en 1995 », A. RAMARE, Premières Synthèses 97.04 n°17.01, DARES, Ministère du travail et des affaires sociales.

« Les personnes handicapées et l'emploi » Catherine BORREL et Elisabeth GOSSELIN, in Solidarité-Santé, Etudes Statistiques, n°4 octobre-décembre 1997, Ministère de l'emploi et de la solidarité.

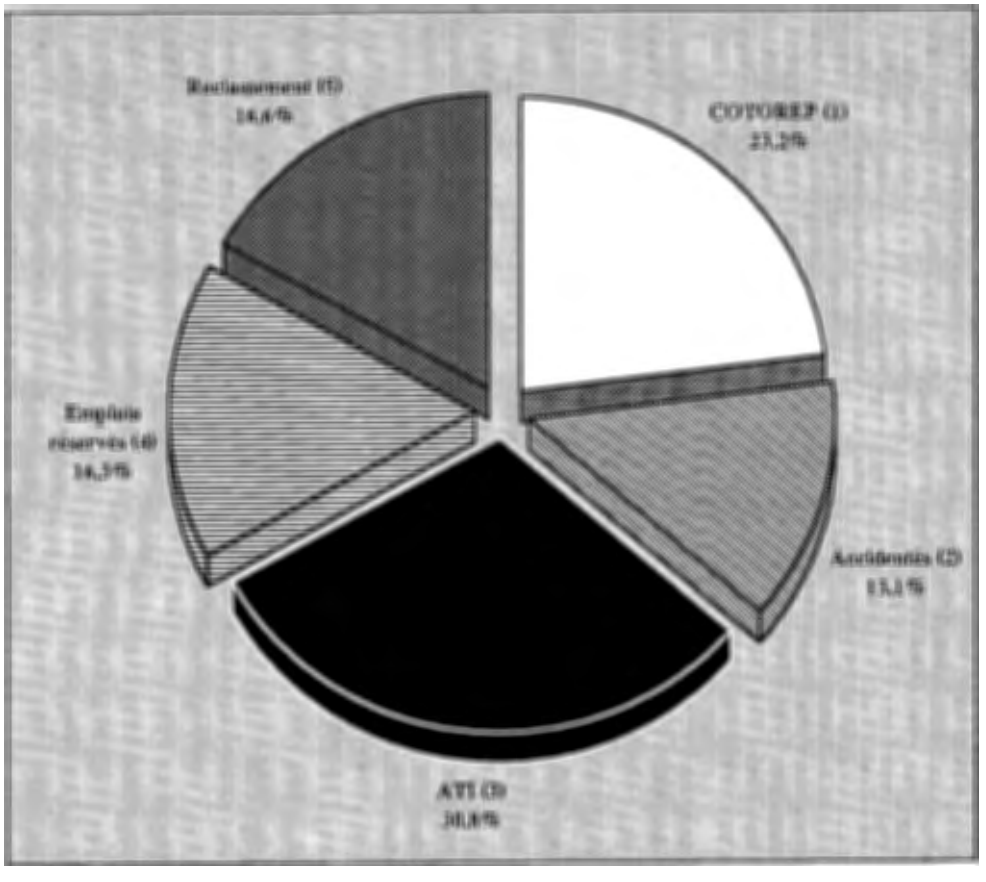
## A. Travailleurs handicapés

**Tableau IX-1 : Bénéficiaires de la loi "handicapés" par ministère et par catégorie de bénéficiaires (y compris quelques établissements publics) au 31 décembre 1996**

| 1996 Stock | Handicapés COTOREP | | | Emplois réservés hors COTOREP | | Accidentés du travail | A T I | Fonctionnaires inaptes et reclassés | Non classés | Total des bénéficiaires |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Total | *dont recrutés sur contrat art 3 loi du 10 juillet 1987* | *dont sur emplois réservés* | Total | *dont anciens militaires non titulaires d'une pension d'invalidité* | | | | | |
| Affaires étrangères | 33 | *32* | *0* | 175 | *0* | 24 | 31 | 0 | 0 | 263 |
| Affaires sociales et santé | 251 | *46* | *155* | 204 | *108* | 90 | 175 | 9 | 0 | 729 |
| Travail, emploi | 210 | *23* | *124* | 245 | *175* | 3 | 79 | 3 | 0 | 540 |
| Agriculture et pêche | 144 | *15* | *39* | 58 | *43* | 20 | 376 | 3 | 0 | 601 |
| Anciens combattants | 71 | *0* | *11* | 115 | *27* | 3 | 81 | 1 | 0 | 271 |
| Aviation civile | 26 | *0* | *26* | 429 | *419* | 61 | 81 | 8 | 0 | 605 |
| Coopération | 10 | *0* | *3* | 2 | *0* | 0 | 3 | 1 | 0 | 16 |
| Culture | 43 | *0* | *19* | 52 | *43* | 142 | 254 | 4 | 0 | 495 |
| Défense | 571 | *0* | *0* | 713 | *0* | 1 229 | 343 | 12 | 0 | 2 868 |
| Économie et finances | 1 537 | *22* | *1 205* | 2 415 | *1 402* | 19 | 1 501 | 181 | 0 | 5 653 |
| Équipement | 709 | *120* | *392* | 673 | *545* | 475 | 1 551 | 393 | 0 | 3 801 |
| Environnement | 23 | *4* | *9* | 7 | *2* | 4 | 1 | 0 | 0 | 35 |
| Industrie et Pet T | 73 | *0* | *0* | 16 | *2* | 0 | 43 | 0 | 0 | 132 |
| Intérieur | 886 | *24* | *462* | 930 | *648* | 0 | 189 | 3 | 0 | 2 008 |
| Police | 73 | *42* | *0* | 203 | *94* | 0 | 7 151 | 21 | 0 | 7 448 |
| Jeunesse et sports | 23 | *3* | *2* | 11 | *4* | 16 | 58 | 0 | 0 | 108 |
| Justice | 16 | *3* | *4* | 215 | *23* | 3 | 742 | 10 | 0 | 986 |
| Mer | 4 | *1* | *0* | 1 | *1* | 0 | 34 | 0 | 0 | 39 |
| Outre-Mer | 4 | *1* | *0* | 0 | *0* | 0 | 1 | 6 | 0 | 11 |
| Premier ministre | 1 | *0* | *0* | 0 | *0* | 0 | 23 | 0 | 0 | 24 |
| CDC | 35 | *1* | *29* | 40 | *0* | 2 | 60 | 2 | 0 | 139 |
| CEMAGREF | 9 | *0* | *0* | 1 | *0* | 2 | 16 | 0 | 0 | 28 |
| FRANCE TÉLÉCOM | 1 265 | *0* | *0* | 173 | *0* | 204 | 1 663 | 793 | 125 | 4 223 |
| INSERM | 86 | *45* | *0* | 23 | *0* | 14 | 23 | 6 | 0 | 152 |
| INRIA | 2 | *1* | *0* | 0 | *0* | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 |
| INRETS | 5 | *0* | *0* | 0 | *0* | 0 | 1 | 0 | 0 | 6 |
| INRA | 65 | *44* | *0* | 0 | *0* | 1 | 81 | 13 | 0 | 160 |
| LA POSTE | 1 385 | *0* | *0* | 543 | *258* | 296 | 2 249 | 5 155 | 0 | 9 628 |
| MÉTÉO FRANCE | 2 | *0* | *0* | 248 | *248* | 0 | 0 | 0 | 0 | 250 |
| ONF | 25 | *0* | *20* | 672 | *671* | 0 | 202 | 11 | 0 | 910 |
| ONIC | 12 | *0* | *0* | 24 | *18* | 1 | 1 | 7 | 0 | 45 |
| ORSTOM | 8 | *0* | *1* | 0 | *0* | 0 | 7 | 3 | 0 | 18 |
| **Total** | **7 607** | ***427*** | ***2 501*** | **8 188** | ***4 731*** | **2 609** | **17 020** | **6 645** | **125** | **42 194** |
| Éduc. nat. chiffres 1994 | 8 230 | | | 2 929 | | 6 128 | 3 933 | 4 437 | | 25 657 |
| CNRS chiffres 1994 | 69 | | | 97 | | 276 | 171 | 300 | | 913 |
| **Total EN & CNRS** | **8 299** | | | **3 026** | | **6 404** | **4 104** | **4 737** | | **26 570** |
| **Total général** | **15 906** | ***427*** | ***2 501*** | **11 214** | ***4 731*** | **9 013** | **21 124** | **11 382** | **125** | **68 764** |

DGAFP, bureau des statistiques.
*Source : enquêtes auprès des directions de personnel.*

**Graphique IX-1 : Répartition par catégorie des bénéficiaires de la loi "handicapés" au 31 décembre 1996**




DGAFP, bureau des statistiques.
*Source : enquêtes auprès des directions de personnel.*

(1) Personnes reconnues handicapées par la COTOREP : Commission Technique d'Orientation et de Reclassement Professionnel. Hors emplois réservés.
(2) Accidents du travail ; victimes de maladies professionnelles.
(3) Agents titulaires de l'allocation temporaire d'invalidité.
(4) Emplois réservés y compris COTOREP.
(5) Fonctionnaires inaptes et reclassés; article 63 de la loi n° 84.616 du 11 janvier 1984.

## Tableau IX-1 : Flux de nouveaux bénéficiaires par ministère en 1996

| 1996 Flux | Handicapés COTOREP | | | Emplois réservés hors COTOREP | | Accidentés du travail | ATI | Fonctionnaires inaptes et reclassés | Total des bénéficiaires |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Total | *dont recrutés sur contrat art 3 loi du 10 juillet 1987* | *dont sur emplois réservés* | Total | *dont anciens militaires non titulaires d'une pension d'invalidité* | | | | |
| Affaires étrangères | 2 | *1* | *0* | 5 | *5* | 0 | 2 | 0 | 9 |
| Affaires sociales et santé | 12 | *5* | *5* | 0 | *0* | 24 | 0 | 0 | 36 |
| Travail, emploi | 0 | *0* | *0* | 0 | *0* | 0 | 2 | 0 | 2 |
| Anciens combattants | 5 | *0* | *2* | 6 | *3* | 2 | 3 | 0 | 16 |
| Aviation civile | 6 | *0* | *0* | 22 | *0* | 0 | 6 | 0 | 34 |
| Coopération | 1 | *1* | *0* | 0 | *0* | 0 | 0 | 0 | 1 |
| Culture | 10 | *0* | *7* | 2 | *2* | 0 | 9 | 0 | 21 |
| Défense | 2 | *0* | *0* | 0 | *0* | 75 | 16 | 2 | 95 |
| Économie et finances | 115 | *3* | *107* | 108 | *38* | 0 | 65 | 4 | 292 |
| Équipement | 27 | *13* | *10* | 21 | *16* | 0 | 120 | 0 | 168 |
| Intérieur | 42 | *2* | *27* | 35 | *26* | 0 | 18 | 3 | 98 |
| Police | 21 | *10* | *6* | 18 | *18* | 0 | 360 | 0 | 399 |
| Jeunesse et sports | 1 | *0* | *0* | 0 | *0* | 0 | 13 | 0 | 14 |
| Justice | 1 | *0* | *0* | 11 | *0* | 0 | 12 | 1 | 25 |
| Mer | | | | | | | | | |
| Premier ministre | 0 | *0* | *0* | 0 | *0* | 0 | 2 | 0 | 2 |
| CDC | 4 | *0* | *0* | 0 | *0* | 0 | 4 | 0 | 8 |
| CNRS | 28 | *9* | *0* | 0 | *0* | 0 | 0 | 13 | 41 |
| CEMAGREF | 2 | *0* | *0* | 0 | *0* | 0 | 0 | 0 | 2 |
| INSERM | 13 | *9* | *0* | 0 | *0* | 0 | 4 | 0 | 17 |
| INRETS | 2 | *0* | *0* | 0 | *0* | 0 | 0 | 0 | 2 |
| INRA | 0 | *0* | *0* | 0 | *0* | 0 | 13 | 0 | 13 |
| FRANCE TÉLÉCOM | 64 | *0* | *0* | 0 | *0* | 0 | 0 | 0 | 64 |
| LA POSTE | 12 | *8* | *0* | 8 | *8* | 0 | 24 | 774 | 818 |
| MÉTÉO FRANCE | 0 | *0* | *0* | 7 | *7* | 0 | 0 | 0 | 7 |
| ONF | 1 | *0* | *0* | 9 | *0* | 0 | 12 | 0 | 22 |
| ORSTOM | 5 | *0* | *0* | 0 | *0* | 1 | 0 | 3 | 9 |
| **Total** | **376** | ***61*** | ***164*** | **252** | ***123*** | **102** | **685** | **800** | **2 215** |

DGAFP, bureau des statistiques.
*Source : enquêtes auprès des directions de personnel.*

**Tableau IX-2 : Montant des achats et des marchés passés avec des établissements de travail protégé, équivalences en effectifs en 1996**

| Ministères et certains établissements publics | Montant total des achats et marchés | Equivalent effectifs |
|---|---|---|
| Affaires étrangères | 53 474 F | 1 |
| Affaires sociales | 1 304 408 F | 17 |
| Travail et emploi | 257 960 F | 3 |
| Agriculture | 862 853 F | 11 |
| Aviation civile | 1 107 391 F | 15 |
| Culture | 241 842 F | 3 |
| Défense | 10 571 546 F | 141 |
| Économie et budget | 3 160 416 F | 42 |
| Environnement | 457 355 F | 6 |
| Équipement | 4 100 117 F | 55 |
| Industrie | 74 746 F | 1 |
| Intérieur | 1 175 873 F | 16 |
| Jeunesse et sports | 155 645 F | 2 |
| Justice | 180 656 F | 2 |
| Premier ministre | 5 994 F | 0 |
| *CEMAGREF* | *36 902 F* | *0* |
| *CNRS* | *468 766 F* | *6* |
| *France Télécom* | *72 797 000 F* | *969* |
| *INRA* | *620 587 F* | *8* |
| *INRETS* | *9 700 F* | *0* |
| *INSERM* | *100 614 F* | *1* |
| *La Poste* | *22 963 174 F* | *306* |
| *ONIC* | *7 262 F* | *0* |
| *ONF* | *192 280 F* | *3* |
| *ORSTOM* | *61 662 F* | *1* |
| **Total** | **120 968 223 F** | **1 609** |

DGAFP, bureau des statistiques.
*Source : enquêtes auprès des directions de personnel.*

**Tableau IX-3 : Bénéficiaires de la loi "handicapés" par types de bénéficiaires, par catégorie statutaire et par sexe au 31 décembre 1996**

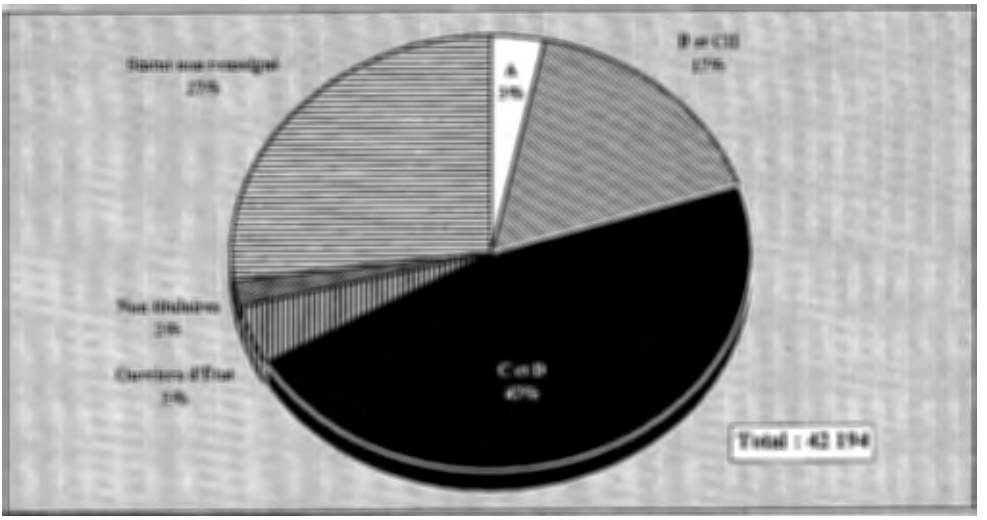
| 1996 Stock | Titulaires | | | Ouvriers d'État | Non titulaires | Statut non renseigné | Total général |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | A | B et CII | C et D | | | | |
| **Handicapés COTOREP** | | | | | | | |
| Hommes | 110 | 825 | 2 82 | 191 | 74 | 0 | 4 027 |
| Femmes | 49 | 471 | 1 70 | 33 | 55 | 0 | 2 315 |
| Sexe non renseigné | 0 | 0 | | 0 | 0 | 1 265 (1) | 1 265 |
| **Total** | **159** | **1 296** | **4 53** | **224** | **129** | **1 265 (1)** | **7 607** |
| ***Dont recrutés sur contrat (art. 3 loi du 10 juillet 1987)*** | | | | | | | |
| *Hommes* | *4* | *18* | *20* | *0* | *0* | *0* | *223* |
| *Femmes* | *2* | *19* | *18* | *0* | *0* | *0* | *204* |
| ***Total*** | ***6*** | *37* | *38* | *0* | *0* | *0* | *427* |
| ***Dont recrutés sur emplois réservés*** | | | | | | | |
| *Hommes* | *5* | *226* | *1 30* | *3* | *7* | *0* | *1 548* |
| *Femmes* | *1* | *85* | *85* | *1* | *8* | *0* | *953* |
| ***Total*** | *6* | *311* | *2 16* | *4* | *15* | *0* | *2 501* |
| **Emplois réservés hors COTOREP** | | | | | | | |
| Hommes | 132 | 1 970 | 5 17 | 43 | 30 | 0 | 7 347 |
| Femmes | 9 | 93 | 56 | 1 | 1 | 0 | 668 |
| Sexe non renseigné | 0 | 0 | | 0 | 0 | 173 (1) | 173 |
| **Total** | **141** | **2 063** | **5 73** | **44** | **31** | **173 (1)** | **8 188** |
| ***Dont anciens militaires non titulaires d'une pension d'invalidité*** | | | | | | | |
| *Hommes* | *55* | *1 495* | *2 99* | *3* | *1* | *0* | *4 553* |
| *Femmes* | *1* | *24* | *15* | *0* | *0* | *0* | *178* |
| ***Total*** | *56* | *1 519* | *3 15* | *3* | *1* | *0* | *4 731* |
| **Accidentés du travail** | | | | | | | |
| Hommes | 12 | 60 | 15 | 1 579 | 165 | 0 | 1 967 |
| Femmes | 10 | 56 | 3 | 126 | 210 | 0 | 438 |
| Sexe non renseigné | 0 | 0 | | 0 | 204 (1) | 0 | 204 (1) |
| **Total** | **22** | **116** | **18** | **1 705** | **579** | **0** | **2 609** |
| **Agents titulaires d'une allocation temporaire d'invalidité** | | | | | | | |
| Hommes | 675 | 1 136 | 3 47 | 0 | 0 | 7 213 | 12 501 |
| Femmes | 248 | 806 | 1 62 | 0 | 0 | 168 | 2 849 |
| Sexe non renseigné | 0 | 0 | | 0 | 0 | 1 670 (2) | 1 670 (2) |
| **Total** | **923** | **1 942** | **5 10** | **0** | **0** | **9 051** | **17 020** |
| **Fonctionnaires inaptes et reclassés** | | | | | | | |
| Hommes | 73 | 700 | 2 57 | 0 | 0 | 0 | 3 351 |
| Femmes | 34 | 955 | 1 51 | 1 | 0 | 0 | 2 501 |
| Sexe non renseigné | 0 | 0 | | 0 | 0 | 793 (1) | 793 |
| **Total** | **107** | **1 655** | **4 08** | **1** | **0** | **793 (1)** | **6 645** |
| **Type de bénéficiaire non renseigné** | | | | | | | |
| Sexe non renseigné | 0 | 0 | | 0 | 0 | 125 (1) | 125 (1) |
| **Total hommes** | **1 002** | **4 691** | **14 20** | **1 813** | **269** | **7 213** | **29 193** |
| **Total femmes** | **350** | **2 381** | **5 44** | **161** | **266** | **168** | **8 771** |
| **Sexe non renseigné** | **0** | **0** | | **0** | **204** | **4 026** | **4 230** |
| **Total général** | **1 352** | **7 072** | **19 65** | **1 974** | **739** | **11 407** | **42 194** |

DGAFP, bureau des statistiques.

*Source : enquêtes auprès des directions de personnel.*

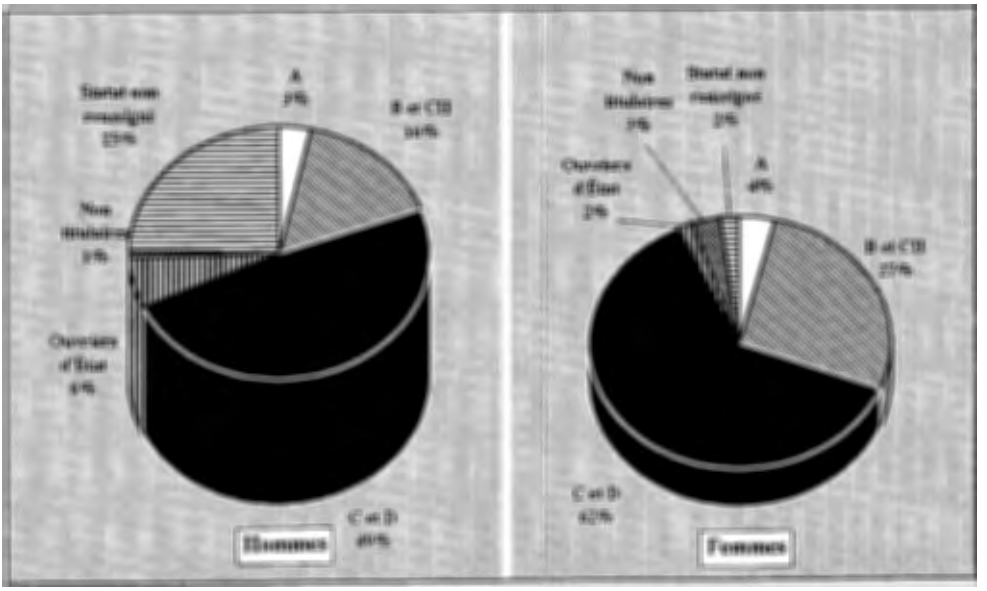
France Télécom S.A. établit un bilan social qui ne comprend pas toutes les informations requises.
(1) France Télécom.
(2) Dont 1 663 France Télécom.

**Graphique IX-2 : Bénéficiaires de la loi "handicapés", par catégorie statutaire au 31 décembre 1996**



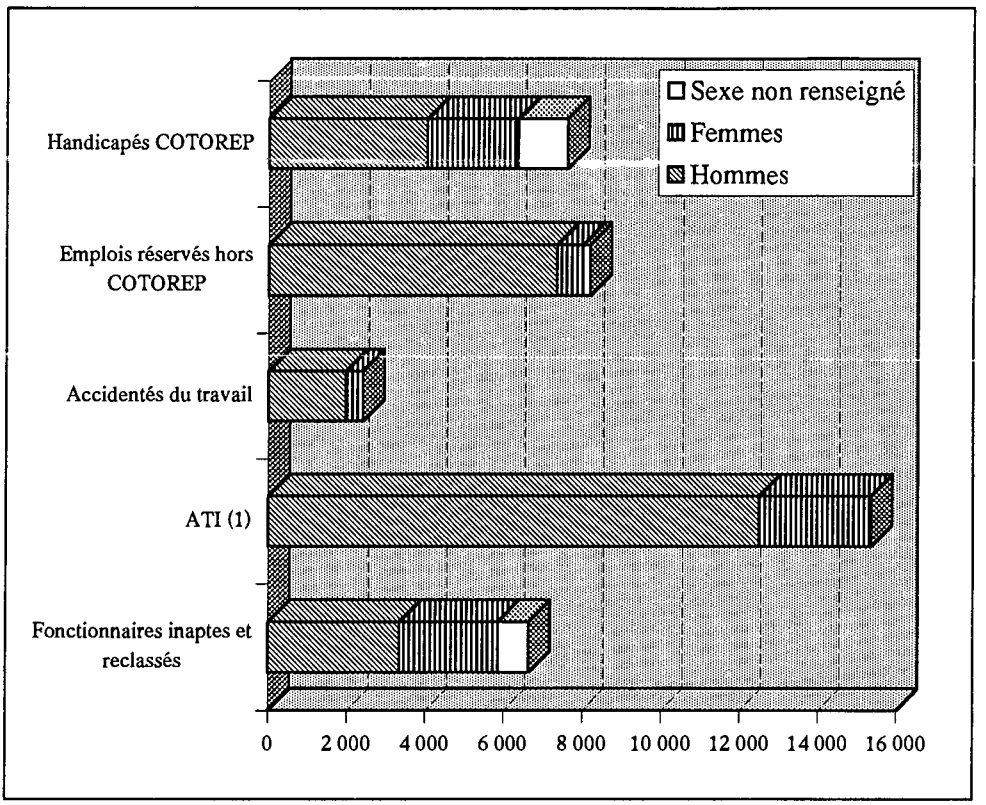

DGAFP, bureau des statistiques.
*Source : enquêtes auprès des directions de personnel.*

**Graphique IX-3 : Bénéficiaires de la loi "handicapés" par catégorie statutaire et par sexe au 31 décembre 1996**




DGAFP, bureau des statistiques.
*Source : enquêtes auprès des directions de personnel.*

**Graphique IX-4 : Répartition entre hommes et femmes des bénéficiaires de la loi "handicapés" par catégorie de bénéficiaires au 31 décembre 1996**




DGAFP, bureau des statistiques.
*Source : enquêtes auprès des directions de personnel.*

(1) Agents titulaires d'une allocation temporaire d'invalidité.

## Tableau IX-4 : Flux de nouveaux bénéficiaires en 1996 selon le statut

| 1996 Flux | Titulaires | | | Ouvriers d'État | Non titulaires | Statut non renseigné | Total général |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | A | B et CII | C et D | | | | |
| **Handicapés COTOREP** | | | | | | | |
| Hommes | 6 | 35 | 129 | 0 | 13 | 0 | 183 |
| Femmes | 7 | 13 | 98 | 0 | 3 | 0 | 121 |
| Sexe non renseigné | 0 | 0 | 0 | 0 | 8 | 64 | 72 |
| **Total** | **13** | **48** | **227** | **0** | **24** | **64** | **376** |
| ***Dont recrutés sur contrat (art. 3 loi du 10 juillet 1987)*** | | | | | | | |
| *Hommes* | *1* | *8* | *30* | *0* | *0* | *0* | *39* |
| *Femmes* | *3* | *4* | *15* | *0* | *0* | *0* | *22* |
| ***Total*** | ***4*** | ***12*** | ***45*** | ***0*** | ***0*** | ***0*** | ***61*** |
| ***Dont recrutés sur emplois réservés*** | | | | | | | |
| *Hommes* | *0* | *10* | *85* | *0* | *1* | *0* | *96* |
| *Femmes* | *0* | *5* | *62* | *0* | *1* | *0* | *68* |
| ***Total*** | ***0*** | ***15*** | ***147*** | ***0*** | ***2*** | ***0*** | ***164*** |
| **Emplois réservés hors COTOREP** | | | | | | | |
| Hommes | 2 | 97 | 131 | 0 | 0 | 0 | 230 |
| Femmes | 0 | 5 | 16 | 0 | 1 | 0 | 22 |
| **Total** | **2** | **102** | **147** | **0** | **1** | **0** | **252** |
| ***Dont anciens militaires non titulaires d'une pension d'invalidité*** | | | | | | | |
| *Hommes* | *0* | *55* | *61* | *0* | *0* | *0* | *116* |
| *Femmes* | *0* | *3* | *4* | *0* | *0* | *0* | *7* |
| ***Total*** | ***0*** | ***58*** | ***65*** | ***0*** | ***0*** | ***0*** | ***123*** |
| **Accidentés du travail** | | | | | | | |
| Hommes | 3 | 0 | 0 | 42 | 2 | 0 | 47 |
| Femmes | 0 | 1 | 20 | 34 | 0 | 0 | 55 |
| **Total** | **3** | **1** | **20** | **76** | **2** | **0** | **102** |
| **Agents titulaires d'une allocation temporaire d'invalidité** | | | | | | | |
| Hommes | 34 | 38 | 145 | 0 | 0 | 326 | 543 |
| Femmes | 25 | 25 | 74 | 0 | 0 | 18 | 142 |
| **Total** | **59** | **63** | **219** | **0** | **0** | **344** | **685** |
| **Fonctionnaires inaptes et reclassés** | | | | | | | |
| Hommes | 12 | 93 | 329 | 0 | 0 | 0 | 434 |
| Femmes | 3 | 113 | 237 | 0 | 0 | 0 | 353 |
| Sexe non renseigné | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 13 | 13 |
| **Total** | **15** | **206** | **566** | **0** | **0** | **13** | **800** |
| **Total général** | **92** | **420** | **1 179** | **76** | **27** | **421** | **2 215** |

DGAFP, bureau des statistiques.
*Source : enquêtes auprès des directions de personnel.*

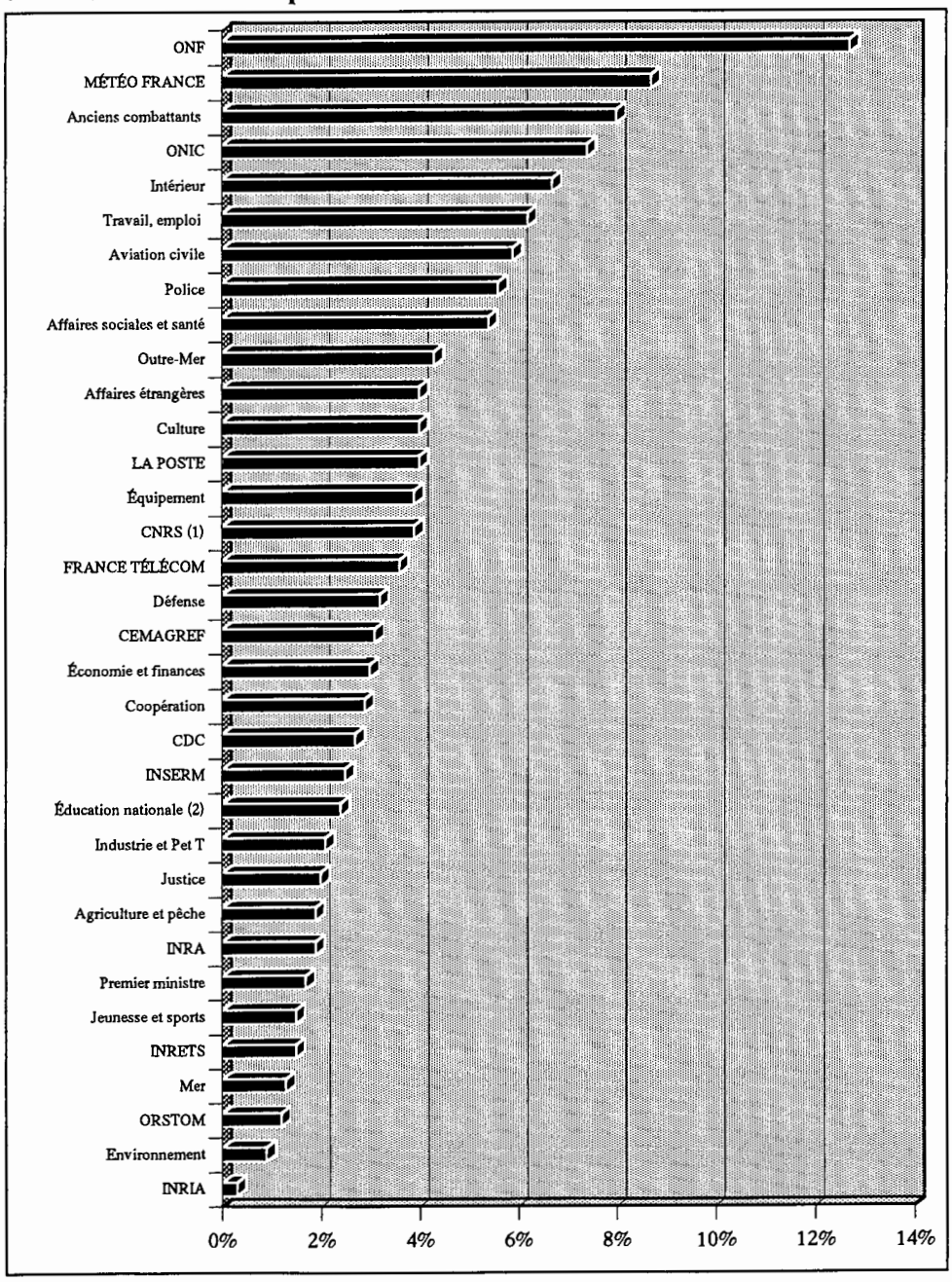
**Tableau IX-5 : Bénéficiaires de la loi "handicapés" par ministère (y compris quelques établissements publics) au 31 décembre 1996**

| 1996 Stock | Total des bénéficiaires directs | Équivalent effectifs des marchés | Total général | Effectifs civils 1996 | Pourcentage |
|---|---|---|---|---|---|
| Affaires étrangères | 263 | 1 | 264 | 6 565 | 4,0% |
| Affaires sociales et santé | 729 | 17 | 746 | 13 911 | 5,4% |
| Travail, emploi | 540 | 3 | 543 | 8 829 | 6,2% |
| Agriculture et pêche | 601 | 11 | 612 | 31 716 | 1,9% |
| Anciens combattants | 271 | | 271 | 3 390 | 8,0% |
| Aviation civile | 605 | 15 | 620 | 10 464 | 5,9% |
| Coopération | 16 | | 16 | 560 | 2,9% |
| Culture | 495 | 3 | 498 | 12 566 | 4,0% |
| Défense | 2 868 | 141 | 3 009 | 94 412 | 3,2% |
| Économie et finances | 5 653 | 42 | 5 695 | 188 061 | 3,0% |
| Équipement | 3 801 | 55 | 3 856 | 98 152 | 3,9% |
| Environnement | 35 | 6 | 41 | 4 416 | 0,9% |
| Industrie et Pet T | 132 | 1 | 133 | 6 392 | 2,1% |
| Intérieur | 2 008 | 16 | 2 024 | 30 337 | 6,7% |
| Police | 7 448 | | 7 448 | 133 920 | 5,6% |
| Jeunesse et sports | 108 | 2 | 110 | 7 419 | 1,5% |
| Justice | 986 | 2 | 988 | 50 647 | 2,0% |
| Mer | 39 | | 39 | 2 976 | 1,3% |
| Outre-Mer | 11 | | 11 | 258 | 4,3% |
| Premier ministre | 24 | | 24 | 1 450 | 1,7% |
| CDC | 139 | | 139 | 5 079 | 2,7% |
| CEMAGREF | 28 | | 28 | 904 | 3,1% |
| FRANCE TÉLÉCOM | 4 223 | 969 | 5 192 | 143 564 | 3,6% |
| INSERM | 152 | 1 | 153 | 6 090 | 2,5% |
| INRIA | 2 | | 2 | 683 | 0,3% |
| INRETS | 6 | | 6 | 393 | 1,5% |
| INRA | 160 | 8 | 168 | 8 622 | 1,9% |
| LA POSTE | 9 628 | 306 | 9 934 | 249 207 | 4,0% |
| MÉTÉO FRANCE | 250 | | 250 | 2 866 | 8,7% |
| ONF | 910 | 3 | 913 | 7 197 | 12,7% |
| ONIC | 45 | | 45 | 609 | 7,4% |
| ORSTOM | 18 | 1 | 19 | 1 586 | 1,2% |
| **Total** | **42 194** | **1 603** | **43 797** | **1 133 241** | **3,9%** |
| Éducation nationale chiffres 1994 | 25 657 | | 25 657 | 1 082 540 | 2,4% |
| CNRS chiffres 1994 sauf équivalents bénéficiaires | 913 | 6 | 919 | 25 986 | 3,5% |
| **Total Éducation nationale et CNRS** | **26 570** | **6** | **26 576** | **1 108 526** | **2,4%** |
| **Total général** | **68 764** | **1 609** | **70 373** | **2 241 767** | **3,1%** |

DGAFP, bureau des statistiques.

*Source : enquêtes auprès des directions de personnel.*

**Graphique IX-5 : Pourcentage par ministère ou établissement public des bénéficiaires de la loi "handicapés" au 31 décembre 1996**




DGAFP, bureau des statistiques.
*Source : enquêtes auprès des directions de personnel.*

(1) Chiffres 1994 sauf équivalents bénéficiaires.
(2) Chiffres 1994.

## B. Crédits sociaux

**Tableau IX-6 : Taux des prestations d'action sociale à réglementation commune en 1998**

(en francs)

| Nature des prestations | Taux 1997 |
|---|---|
| Prestation - repas | 5,85 par repas |
| Allocation de garde d'enfants | 16,40 par jour |
| Aide aux mères séjournant en maison de repos accompagnées de leurs enfants de moins de 5 ans | 122,80 par jour et par enfant |
| **Subventions pour séjours d'enfants** | |
| - en colonies de vacances | |
| . enfants de moins de 13 ans | 39,35 par jour |
| . enfants de 13 à 18 ans | 59,70 par jour |
| - en centres aérés | 28,50 par jour |
| - en maisons familiales de vacances et gîtes | |
| . séjours en pension complète | 41,45 par jour |
| . autre formule | 39,35 par jour |
| - dans le cadre éducatif | |
| . forfait pour 21 jours et plus | 408,60 |
| . pour un séjour au moins égal à 5 jours et inférieur à 21 jours | 19, 50 par jour |
| - séjours linguistiques | |
| . enfants de moins de 13 ans | 39,35 par jour |
| enfants de 13 à 18 ans | 59,70 par jour |
| **Prestations en faveur des handicapés** | |
| - allocation aux parents d'enfants handicapés de moins de 20 ans | 859, 45 par mois |
| - séjours en centres de vacances spécialisés | 112,50 par jour |
| - allocation pour les enfants infirmes poursuivant des études ou un apprentissage entre 20 et 27 ans | |
| . à partir du 1er janvier 1998 | 640,00 par mois |

DGAFP, bureau des affaires sociales.

## Tableau IX-7 : Répartition des crédits sociaux par type d'action en 1998

(en millions de francs)

| Nature des prestations | Montant |
|---|---|
| **I - Crédits gérés par les administrations** (1) | |
| A - Prestations revalorisables à titre interministériel (1 088 + 32) | **1 120** |
| - subventions - repas | 393 |
| - aide aux familles (2) | 136 |
| - colonies et centres de vacances | 158 |
| - subventions aux mutuelles | 267 |
| - secours | 166 |
| B - Crédits non concernés par la revalorisation interministérielle | **1 228** |
| **Total I** | **2 348** |
| **II - Crédits gérés par la direction générale de l'administration et de la fonction publique** (3) | |
| **Prestations interministérielles** | |
| - aides au logement | 23 |
| - aide ménagère à domicile en faveur des retraités | 135 |
| - chèques - vacances | 223 |
| - prestations de service "crèches" | 254 |
| - équipement, logement, CIAS déconcentrés | 35 |
| - crédits interministériels de revalorisation des prestations sociales à réglementation commune | 0 |
| - crédits exceptionnels pour 1998 (4) | 198 |
| **Total II (900 - 32)** | **868** |
| **Total (I + II)** | **3 216** |

DGAFP, bureau des affaires sociales.

(1) Chapitres 33-92 et assimilés des budgets annexes (hors budgets annexes).
(2) Y compris les prestations pour enfants handicapés.
(3) Chapitre 33-94 du budget des services généraux du Premier ministre.
(4) Le montant inscrit au budget des services généraux du premier ministre en 1998 s'élève à 230 MF. Sur ce montant, près de 32 M.F. sont affectés à la revalorisation des prestations à réglementation commune ( partie IA du tableau)

**Tableau IX-8 : Évolution par ministère des crédits budgétaires consacrés à l'action sociale**

(en millions de francs)

| Ministères | 1990 | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Affaires étrangères | 14,47 | 19,13 | 19,65 | 21,11 | 22,43 | 23,79 | 23,75 | 24,05 | 24,84 |
| Af sociales (serv com) | 32,50 | 37,75 | 54,03 | 59,86 | - | - | - | - | - |
| Santé | - | - | - | - | 36,20 | 36,47 | 37,26 | 36,46 | 38,83 |
| Travail | - | - | - | - | 26,69 | 28,50 | 34,04 | 32,77 | 35,50 |
| Agriculture et pêche | 26,08 | 35,73 | 38,92 | 42,42 | 44,81 | 48,03 | 49,98 | 51,16 | 53,67 |
| Aménag du territoire | 0,28 | 0,28 | 0,28 | 0,28 | 0,29 | 0,29 | 0,29 | 0,29 | 0,29 |
| Anciens combattants | 6,65 | 7,12 | 7,23 | 7,61 | 4,55 | 4,63 | 5,02 | 4,76 | 4,69 |
| Coopération | 2,74 | 2,77 | 3,18 | 3,32 | 3,80 | 3,81 | 3,82 | 3,96 | 3,83 |
| Culture | 12,39 | 14,14 | 14,64 | 14,89 | 14,99 | 17,99 | 19,32 | 20,16 | 23,16 |
| Défense | 510,98 | 563,49 | 598,71 | 656,47 | 685,70 | 697,81 | 669,12 | 674,75 | 668,60 |
| Outre-Mer | 1,81 | 1,85 | 1,79 | 1,89 | 1,92 | 1,94 | 1,94 | 1,95 | 1,95 |
| Services financiers | 341,89 | 564,64 | 594,99 | 614,63 | 635,21 | 645,30 | 658,36 | 619,49 | 618,87 |
| Éducation nationale | 308,41 | 320,06 | 328,02 | 350,12 | 360,36 | 370,77 | 373,66 | 378,90 | 378,90 |
| Environnement | - | - | - | - | 2,83 | 2,83 | 2,85 | 2,97 | 3,08 |
| Équipement, logement, transports et tourisme | 92,98 | 104,39 | 114,53 | 122,65 | 128,17 | 138,05 | 138,87 | 141,14 | 144,82 |
| Industrie | 10,38 | 11,53 | 10,60 | 13,75 | 16,43 | 18,85 | 19,96 | 19,83 | 19,54 |
| Intérieur et décentralisation | 116,07 | 118,94 | 123,68 | 135,12 | 145,30 | 155,03 | 160,56 | 162,60 | 197,60 |
| Jeunesse et sports | 2,84 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3,34 | 3,34 | 3,34 | 3,49 | 3,49 |
| Justice | 44,87 | 58,51 | 59,69 | 61,58 | 63,43 | 67,71 | 75,21 | 80,11 | 87,11 |
| Mer | 1,39 | 1,41 | 1,51 | 1,51 | 1,53 | 1,55 | 1,57 | 1,17 | 1,23 |
| Premier ministre | | | | | | | | | |
| - services généraux | 3,02 | 3,10 | 3,17 | 3,24 | 3,32 | 3,38 | 3,40 | 3,46 | 3,46 |
| - SGDN | 0,04 | 0,05 | 0,05 | 0,05 | 0,05 | 0,05 | 0,05 | 0,05 | 0,05 |
| - plan | 0,24 | 0,24 | 0,25 | 0,51 | 0,52 | 0,53 | 0,54 | 0,55 | 0,50 |
| Enseig sup, recherche | 0,79 | 0,81 | 0,90 | 1,07 | 1,40 | 1,51 | 1,52 | 1,62 | 1,78 |
| Tourisme | 0,75 | 0,76 | 0,77 | 0,78 | 0,80 | 0,89 | 0,89 | 0,90 | 0,90 |
| Aviation civile | 12,13(1) | 15,67(1) | 18,09(1) | 20,65(2) | 24,51 | - | - | - | - |
| PTE (3) | 538,75 | 1,15 | 1,15 | 2,15 | - | - | - | - | - |
| Autres budgets annexes | 3,51 | 4,33 | 4,79 | 4,92 | 4,89 | - | - | - | - |
| Action sociale interministérielle | 255,08 | 240,74 | 320,74 | 675,64(4) | 680,00 | 650,00 | 608,26 | 636,33 | 900,00 |
| - crédits de revalorisation | 137,60 | 136,00 | 129,00 | - | - | - | - | - | - |
| - prestation de service "crèches" | 148,40 | 172,40 | 198,40 | - | - | - | - | - | - |
| **Total** | **2 626,99** | **2 436,99** | **2 648,75** | **2 816,20** | **2 913,46** | **2 923,05** | **2 893,58** | **2 761,82** | **3 216,19** |

DGAFP, bureau des affaires sociales.

(1) Y compris budget annexe de la navigation aérienne.
(2) Budget annexe de l'aviation civile (y compris navigation aérienne).
(3) Chapitre 64-08, y compris revalorisation.
(4) Chapitre 33-94 du budget des services généraux du Premier ministre.

## Tableau IX-9 : Financement des opérations d'action sociale interministérielle (1)

(en millions de francs)

| Nature des opérations | Montant |
|---|---|
| **RESTAURANTS - études préalables et acquisitions foncières** | |
| Agen Préfecture | 0,070 |
| Bourges Condé | 0,200 |
| Charleville-Mézières | 0,033 |
| La Rochelle Fétilly | 0,500 |
| Le Mans | 0,500 |
| Libourne | 0,450 |
| Montpellier Aiguillerie | 0,500 |
| Nanterre Préfecture | 0,367 |
| Nantes Man | 0,070 |
| Orléans Coligny | 0,050 |
| Perpignan Verdun | 0,070 |
| Saint-Étienne Jacquard | 0,030 |
| Vesoul Rialto | 0,300 |
| **RESTAURANTS - travaux urgents et actualisation** | |
| Agen Ancien hôpital | 0,500 |
| La Rochelle Fétilly | 0,010 |
| Melun Pré Chamblain | 0,030 |
| **RESTAURANTS - rénovation et extension** | |
| Paris Miollis | 1,365 |
| Paris Ségur | 2,800 |
| Ploufragan | 0,422 |
| **RESTAURANTS - construction** | |
| Libourne Montaigne | 1,827 |
| **LOGEMENTS-réservations** | |
| Clamart.(92) | 0,082 |
| Courbevoie Sébastopol (92) | 2,860 |
| Courbevoie Armand Sylvestre (92) | 2,400 |
| Paris | 7,740 |
| Paris IIIème Michel Lecomte | 2,940 |
| Paris XIème Cité des trois bornes | 7,430 |
| Paris XIIème Charenton | 0,43 |
| **TOTAL GÉNÉRAL** | **33,590** |

DGAFP, bureau des affaires sociales

(1) participation financière sur crédits interministériels (budget 1997).

# 10 - Retraites

# X. Retraites

Un peu plus de 49 000 fonctionnaires civils et 8 000 militaires ont été mis à la retraite au cours de l'année 1996.

Environ 1,7 millions de pensions civiles ont été versées fin 1996.

Pour plus d'informations

- **sur les retraites:**

« Le suivi annuel des retraites. résultats 1995 », SYNTHESES n°9, document INSEE & SESI, avril 1997

## Tableau X-1 : Évolution du nombre de pensions en paiement

| | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Pensions militaires** | | | | | | |
| - droits directs | 391 615 | 390 030 | 379 811 | 377 330 | 374 572 | 371 818 |
| - droits dérivés | 187 962 | 189 024 | 187 674 | 188 745 | 189 317 | 189 686 |
| **Total** | **579 577** | **579 054** | **567 485** | **566 075** | **563 889** | **561 504** |
| **Pensions civiles** | | | | | | |
| - droits directs | 728 650 | 752 302 | 778 101 | 802 523 | 828 192 | 854 083 |
| - droits dérivés | 242 772 | 246 239 | 249 895 | 252 701 | 255 721 | 259 981 |
| **Total** | **971 422** | **998 541** | **1 027 996** | **1 055 224** | **1 083 913** | **1 114 064** |
| **Total général** | **1 550 999** | **1 577 595** | **1 595 481** | **1 621 299** | **1 647 802** | **1 675 568** |

DGAFP, bureau des rémunérations, pensions et durée de travail.

*Source : service des pensions, situation de la dette viagère au 31 décembre de chacune des années.*

**Tableau X-2 : Pensions civiles de retraite - Répartition par administration au 31 décembre 1996**

| Administrations | Fonctionnaires | | Ayants cause | |
|---|---|---|---|---|
| | Nombre | Pourcentage | Nombre | Pourcentage |
| Affaires étrangères | 2 072 | 0,2 | 1 171 | 0,5 |
| Agriculture | 13 503 | 1,6 | 6 882 | 2,6 |
| Anciens combattants et victimes de guerre | 4 417 | 0,5 | 1 428 | 0,5 |
| Coopération et développement | 151 | ε | 18 | ε |
| Culture | 2 198 | 0,3 | 1 077 | 0,4 |
| Défense | 21 337 | 2,5 | 7 328 | 2,8 |
| DOM-TOM | 348 | ε | 190 | 0,1 |
| Économie, finances et budget | 76 969 | 9,0 | 31 918 | 12,3 |
| Éducation nationale | 397 480 | 46,5 | 69 693 | 26,8 |
| Industrie | 1 880 | 0,2 | 716 | 0,3 |
| Intérieur | 79 070 | 9,3 | 41 531 | 16,0 |
| Justice | 14 189 | 1,7 | 7 360 | 2,8 |
| Premier ministre | 1 050 | 0,1 | 920 | 0,4 |
| P et T (1) | 127 962 | 15,0 | 54 509 | 21,0 |
| La Poste (2) | 31 790 | 3,7 | 2 399 | 0,9 |
| France Télécom (2) | 16 881 | 2,0 | 1 299 | 0,5 |
| Recherche | 3 833 | 0,4 | 751 | 0,3 |
| Affaires sociales et travail | 12 317 | 1,4 | 3 677 | 1,4 |
| Équipement, logement | 41 290 | 4,8 | 24 617 | 9,5 |
| Transports - Aviation civile (3) | 4 364 | 0,5 | 1 929 | 0,7 |
| Transports - Mer | 982 | 0,1 | 568 | 0,2 |
| **Total** | **854 083** | **100,0** | **259 981** | **100,0** |

DGAFP, bureau des rémunérations, pensions et durée de travail.

*Source : service des pensions. Ne sont pas comprises dans le tableau ci-dessus les pensions à jouissance différée et les allocations diverses.*

(1) Pensions concédées avant le 31-12-1991.
(2) Pensions concédées à compter du 01-01-1992.
(3) Sont incluses les pensions de la Météorologie.

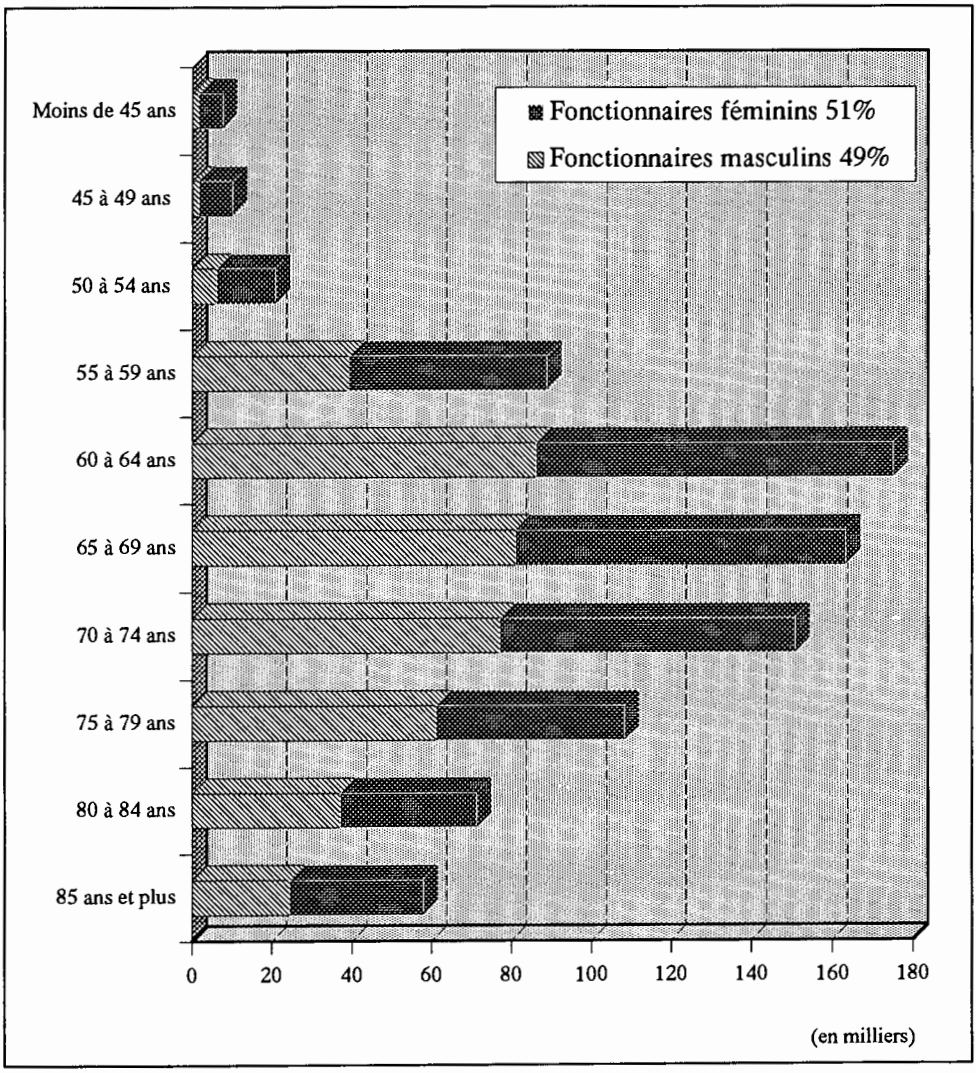
**Tableau X-3 : Pensions civiles de retraite - Ventilation par tranche d'âge des fonctionnaires retraités et leurs ayants cause au 31 décembre 1996**

| Tranche d'âge | Fonctionnaires | | | | | | Ayants cause (1) | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Nombre | | | (en %) | | | Nombre | (en %) |
| | Hommes | Femmes | Total | Hommes | Femmes | Total | | |
| Moins de 45 ans | 1 522 | 6 097 | 7 619 | 0,4 | 1,4 | 0,9 | 4 510 | 1,8 |
| 45 à 49 ans | 1 679 | 8 503 | 10 182 | 0,4 | 1,9 | 1,2 | 5 707 | 2,3 |
| 50 à 54 ans | 5 995 | 14 987 | 20 982 | 1,4 | 3,4 | 2,5 | 7 452 | 3,0 |
| 55 à 59 ans | 39 183 | 49 581 | 88 764 | 9,5 | 11,3 | 10,4 | 9 806 | 3,9 |
| 60 à 64 ans | 85 912 | 89 192 | 175 104 | 20,7 | 20,3 | 20,5 | 17 173 | 6,9 |
| 65 à 69 ans | 80 848 | 82 532 | 163 380 | 19,5 | 18,8 | 19,1 | 27 295 | 11,0 |
| 70 à 74 ans | 76 911 | 73 836 | 150 747 | 18,6 | 16,8 | 17,6 | 42 480 | 17,1 |
| 75 à 79 ans | 61 048 | 47 219 | 108 267 | 14,7 | 10,7 | 12,7 | 43 059 | 17,3 |
| 80 à 84 ans | 37 041 | 34 176 | 71 217 | 8,9 | 7,8 | 8,3 | 40 138 | 16,1 |
| 85 ans et plus | 24 392 | 33 429 | 57 821 | 5,9 | 7,6 | 6,8 | 51 237 | 20,6 |
| **Total** | **414 531** | **439 552** | **854 083** | **100,0** | **100,0** | **100,0** | **248 857** | **100,0** |
| **Âge moyen** | **70 ans 1 mois** | **68 ans 11 mois** | **69 ans 6 mois** | | | | **75 ans 3 mois** | |

DGAFP, bureau des rémunérations, pensions et durée de travail.
*Source : service des pensions.*

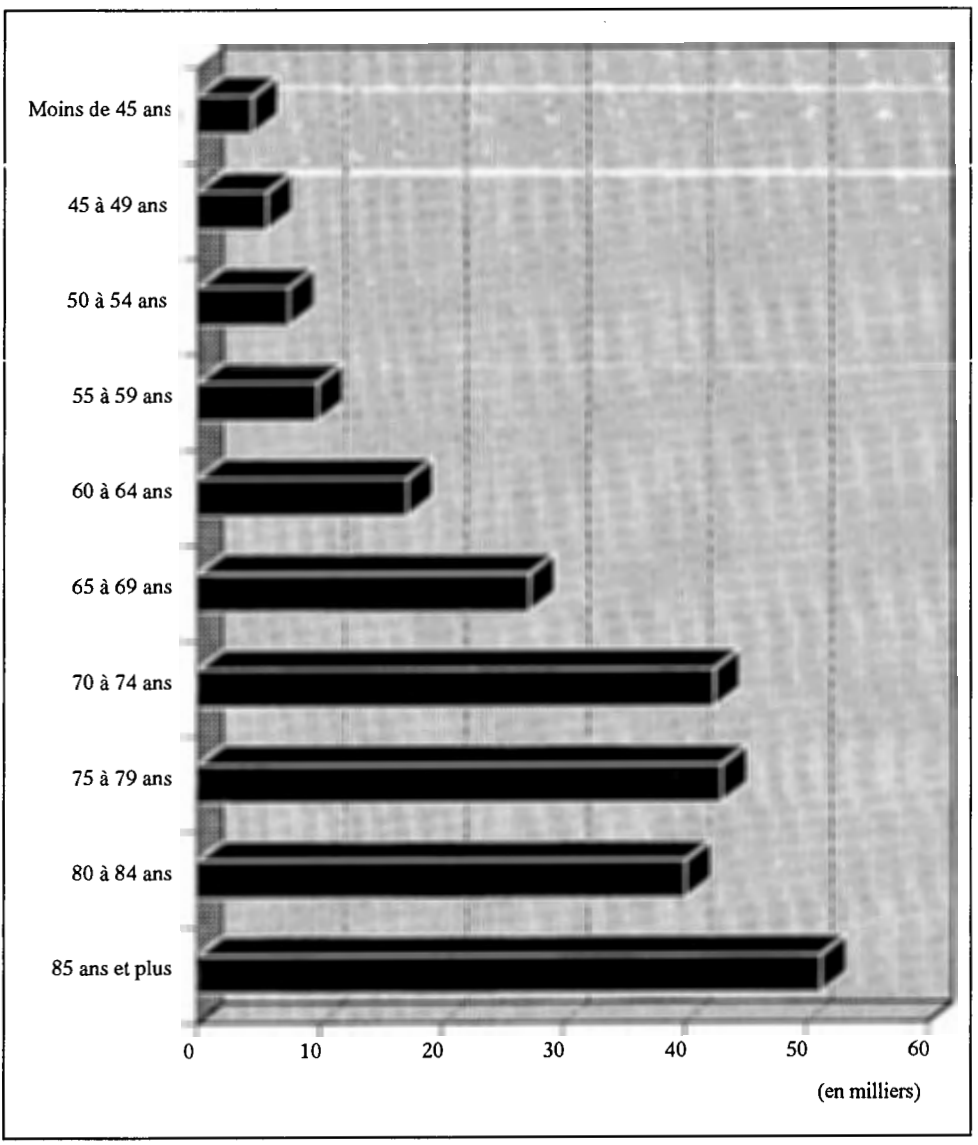
(1) Ne sont pas compris 11 124 orphelins titulaires d'une pension principale

**Graphique X-1 : Ayants droits titulaires de pensions civiles de retraite en paiement au 31 décembre 1996 : ventilation par tranche d'âge et par sexe**




DGAFP, bureau des rémunérations, pensions et durée de travail.
*Source : service des pensions.*

**Graphique X-2 : Ayants cause (1) des titulaires de pensions civiles de retraite en paiement au 31 décembre 1996 : ventilation par tranche d'âge**




DGAFP, bureau des rémunérations, pensions et durée de travail.
*Source : service des pensions.*

(1) Ne sont pas compris 11 124 orphelins titulaires d'une pension principale

**Tableau X-4 : Évolution du nombre de mises à la retraite (ayants droit)** (1)

| Années | Fonctionnaires civils | Militaires |
|---|---|---|
| 1991 | 43 607 | 11 923 |
| 1992 | 44 881 | 10 364 |
| 1993 | 47 590 | 8 836 |
| 1994 | 47 272 | 8 139 |
| 1995 | 47 625 | 8 054 |
| 1996 | 49 115 | 8 147 |

DGAFP, bureau des rémunérations, pensions et durée de travail.
*Source : service des pensions, situation de la dette viagère au 31 décembre de chacune des années.*

(1) Pensions à jouissance immédiate de l'année et pensions à jouissance différée arrivant à échéance dans l'année.

**Tableau X-5 : Pensions civiles de retraite - Ventilation des pensions attribuées aux fonctionnaires admis à la retraite en 1996 par administration, par catégorie statutaire et par sexe**

| Administrations | Catégories statutaires | | | | | | | | | | Total général | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | A | | B | | C | | D | | Hors catégories | | | | |
| | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Total |
| Affaires étrangères | 25 | 2 | 6 | 10 | 25 | 54 | - | - | - | - | 56 | 66 | **122** |
| Agriculture | 188 | 47 | 108 | 38 | 122 | 140 | - | | 1 | - | 419 | 225 | **644** |
| Anciens combattants et victimes de guerre | 6 | 1 | 5 | 9 | 35 | 105 | - | - | - | - | 46 | 115 | **161** |
| Coopération et développement | 1 | - | - | 3 | 1 | 7 | - | - | - | - | 2 | 10 | **12** |
| Culture | 19 | 16 | 20 | 13 | 48 | 48 | - | - | 1 | - | 88 | 77 | **165** |
| Défense | 94 | 21 | 99 | 75 | 103 | 407 | - | | - | - | 296 | 503 | **799** |
| DOM-TOM | - | - | - | 1 | 2 | 4 | - | - | - | - | 2 | 5 | **7** |
| Économie, finances et budget | 636 | 182 | 373 | 746 | 403 | 1 072 | - | - | 88 | 6 | 1 500 | 2 006 | **3 506** |
| Éducation nationale | 7 951 | 10798 | 432 | 2 314 | 1 583 | 3 220 | 3 | 1 | - | 2 | 9 969 | 16 335 | **26 304** |
| Industrie | 15 | 6 | 6 | 5 | 16 | 35 | - | - | - | - | 37 | 46 | **83** |
| Intérieur | 73 | 51 | 36 | 104 | 124 | 396 | 1 | 1 | 2 978 | 66 | 3 212 | 618 | **3 830** |
| Justice | 122 | 59 | 15 | 83 | 36 | 141 | - | - | 289 | 19 | 462 | 302 | **764** |
| Premier ministre | - | 3 | 1 | 3 | 9 | 12 | - | - | - | - | 10 | 18 | **28** |
| P. & T. (1) | 1 | 1 | - | - | - | - | - | - | 17 | 8 | 18 | 9 | **27** |
| La Poste | 13 | | - | - | - | - | - | - | 3 736 | 2 505 | 3 749 | 2 505 | **6 254** |
| France Télécom | 39 | - | - | - | - | - | - | - | 1 966 | 1 570 | 2 005 | 1 570 | **3 575** |
| Recherche | 270 | 160 | 87 | 74 | 44 | 49 | - | - | - | - | 401 | 283 | **684** |
| Affaires sociales et travail | 40 | 49 | 33 | 100 | 57 | 154 | - | 3 | - | - | 130 | 306 | **436** |
| Équipement, logement | 145 | 7 | 272 | 43 | 849 | 241 | 1 | - | 2 | - | 1 269 | 291 | **1 560** |
| Transports - Aviation civile (2) | 38 | 1 | 30 | 4 | 3 | 17 | - | - | 8 | - | 79 | 22 | **101** |
| Transports - Mer | 3 | - | 21 | 2 | 13 | 14 | - | - | - | - | 37 | 16 | **53** |
| **Total** | 9 679 | 11404 | 1 544 | 3 627 | 3 473 | 6 116 | 5 | 5 | 9 086 | 4 176 | 23 787 | 25 328 | **49 115** |
| | **21 083** | | **5 171** | | **9 589** | | **10** | | **13 262** | | **49 115** | | |

DGAFP, bureau des rémunérations, pensions et durée de travail.

*Source : service des pensions. Ne sont pas comprises dans le tableau ci-dessus les pensions à jouissance différée et les allocations diverses.*

(1) Dossiers de pensions en cours de régularisation.
(2) Sont incluses les pensions de la Météorologie.

**Tableau X-6 : Pensions civiles de retraite : ventilation par âge, par sexe et par catégorie de services des fonctionnaires admis à la retraite en 1996 (en distinguant les pensions d'ancienneté et les pensions attribuées pour invalidité)**

| Âge de départ à la la retraite | Pensions d'ancienneté | | | | | Pensions civiles d'invalidité | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Actifs | | Sédentaires | | Total | Actifs | | Sédentaires | | Total |
| | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | |
| < 55 ans | 1 854 | 666 | 192 | 3 224 | 5 936 | 466 | 279 | 548 | 971 | 2 264 |
| 55 ans | 1 488 | 369 | 2 572 | 3 088 | 7 517 | 56 | 37 | 94 | 124 | 311 |
| 56 ans | 302 | 94 | 870 | 1 208 | 2 474 | 29 | 25 | 121 | 159 | 334 |
| 57 ans | 164 | 59 | 627 | 847 | 1 697 | 22 | 12 | 107 | 142 | 283 |
| 58 ans | 117 | 41 | 403 | 587 | 1 148 | 14 | 12 | 126 | 168 | 320 |
| 59 ans | 123 | 32 | 338 | 469 | 962 | 20 | 12 | 138 | 174 | 344 |
| 60 ans | 201 | 48 | 8 541 | 8 668 | 17 458 | 16 | 5 | 246 | 291 | 558 |
| 61 ans | 42 | 13 | 1 008 | 891 | 1 954 | 3 | 1 | 44 | 65 | 113 |
| 62 ans | 18 | 4 | 624 | 585 | 1 231 | 4 | 0 | 35 | 60 | 99 |
| 63 ans | 7 | 1 | 445 | 429 | 882 | 0 | 0 | 22 | 39 | 61 |
| 64 ans | 0 | 2 | 399 | 389 | 790 | 0 | 0 | 19 | 47 | 66 |
| 65 ans | 0 | 5 | 938 | 847 | 1 790 | 0 | 0 | 15 | 35 | 50 |
| > 65 ans | 1 | 0 | 368 | 103 | 472 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 |
| **Total** | **4 317** | **1 334** | **17 325** | **21 335** | **44 311** | **630** | **383** | **1 515** | **2 276** | **4 804** |
| **Âge moyen** | **54 ans 5 mois** | **52 ans 9 mois (1)** | **59 ans 9 mois (2)** | **58 ans 1 mois (1) (2)** | **58 ans 3 mois** | **50 ans 6 mois** | **50 ans 10 mois** | **55 ans 2 mois** | **54 ans 5 mois** | **53 ans 10 mois** |

| Âge de départ à la la retraite | Total des pensions de retraite | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | Actifs | | Sédentaires | | Total |
| | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | |
| < 55 ans | 2 320 | 945 | 740 | 4 195 | 8 200 |
| 55 ans | 1 544 | 406 | 2 666 | 3 212 | 7 828 |
| 56 ans | 331 | 119 | 991 | 1 367 | 2 808 |
| 57 ans | 186 | 71 | 734 | 989 | 1 980 |
| 58 ans | 131 | 53 | 529 | 755 | 1 468 |
| 59 ans | 143 | 44 | 476 | 643 | 1 306 |
| 60 ans | 217 | 53 | 8 787 | 8 959 | 18 016 |
| 61 ans | 45 | 14 | 1 052 | 956 | 2 067 |
| 62 ans | 22 | 4 | 659 | 645 | 1 330 |
| 63 ans | 7 | 1 | 467 | 468 | 943 |
| 64 ans | 0 | 2 | 418 | 436 | 856 |
| 65 ans | 0 | 5 | 953 | 882 | 1 840 |
| > 65 ans | 1 | 0 | 368 | 104 | 473 |
| **Total** | **4 947** | **1 717** | **18 840** | **23 611** | **49 115** |
| | **53 ans 10 mois** | **52 ans 4 mois** | **59 ans 4 mois** | **57 ans 9 mois** | **57 ans 10 mois** |

DGAFP, bureau des rémunérations, pensions et durée de travail.

*Source : service des pensions, ne sont pas comprises dans le tableau ci-dessus les pensions à jouissance différée et les allocations diverses.*

(1) Sont prises en compte les femmes fonctionnaires mères de 3 enfants radiées des cadres au titre de l'article L 24-1-3° du code des P.C.M.R.
(2) La distinction entre actifs et sédentaires est effectuée sur la base des derniers services rendus. Sont ainsi classés en catégorie sédentaire les ex-instituteurs radiés des cadres en tant que professeurs des écoles et qui, comptant plus de 15 ans de services actifs, partent entre 55 ans et 59 ans avec une pension à jouissance immédiate. L'âge moyen de départ à la retraite pour les fonctionnaires classés sédentaires s'en trouve abaissé.

## Tableau X-7 : Évolution des effectifs gérés par l'IRCANTEC

(en milliers)

| | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Actifs** | | | | | | | |
| Agents de l'État | 739,1 | 757,7 | 759,2 | 735,0 | 742,3 | 720,0 | |
| Agents des collectivités territoriales | 1 021,7 | 1 029,3 | 1 024,1 | 1 045,0 | 1 107,4 | 1 118,0 | |
| - dont médecins hospitaliers | 134,0 | 137,6 | 138,0 | 135,0 | 126,9 | 125,0 | |
| Élus et autres | 167,5 | 170,8 | 171,0 | 171,0 | 240,5 | 183,0 | |
| Total | 1 928,3 | 1 957,8 | 1 954,3 | 1 951,0 | 2 090,2 | 2 021,0 | |
| **Retraités** | | | | | | | |
| Payés au 31/12 de l'exercice | 1 124,9 | 1 166,8 | 1 194,2 | 1 231,0 | 1 270,5 | 1 325,2 | 1 357,1 |
| - droits directs | 940,7 | 974,5 | 995,4 | 1 022,8 | 1 053,3 | 1 095,7 | 1 117,9 |
| - droits indirects | 184,2 | 192,3 | 198,8 | 208,2 | 217,2 | 229,5 | 239,2 |
| Entrés au cours de l'exercice | 80,6 | 83,1 | 77,5 | 74,2 | 79,5 | 83,9 | 73,2 |
| - droits directs | 76,5 | 78,8 | 73,5 | 70,3 | 75,6 | 80,1 | 69,7 |
| - droits indirects | 4,1 | 4,3 | 4,0 | 3,9 | 3,9 | 3,8 | 3,5 |

DGAFP, bureau des rémunérations, pensions et durée de travail.
*Source : IRCANTEC.*

**NB : - Certains agents actifs ont des employeurs multiples appartenant à deux types de collectivités différentes (par exemple État et collectivités territoriales) ; ils sont alors comptabilisés deux fois. Ainsi en éliminant ces doubles comptes les effectifs totaux 1997 sont de 1 960 000.**

**- La répartition 1997 des actifs cotisants entre collectivités publiques n'est pas connue.**

**Tableau X-8 : Le Congé de Fin d'Activité en 1997**

| Ministères | Nombre de départs en CFA en 1997 |
|---|---|
| Affaires étrangères | 21 |
| Agriculture | 165 |
| Anciens combattants | 64 |
| Culture | 41 |
| Défense | 337 |
| Divers (Premier ministre, Conseil d'État, Outre-Mer...) | 6 |
| Économie et Finances | 1 592 |
| Éducation nationale | 7 446 |
| Emploi et Solidarité | 118 |
| Équipement, Logement, Mer, Transport, Tourisme | 611 |
| Industrie | 27 |
| Intérieur | 283 |
| Jeunesse et Sports | 45 |
| Justice | 90 |
| La Poste | 1 633 |
| Total | 12 479 |

DGAFP, bureau des rémunérations, pensions et durée de travail.
*Source : enquêtes auprès des directions de personnel.*

**56% des agents étaient en CPA avant d'accéder au CFA.**

# Table des matières

**Sommaire** ..... 3

**Avant-propos** ..... 5

**Présentation de la fonction publique** ..... 7
La fonction publique : un débouché important pour les jeunes diplômés ..... 7
La fonction publique au sein des dépenses publiques ..... 9
• Les masses budgétaires ..... 11

**Première partie**
LA POLITIQUE DES EFFECTIFS ..... 13

La stabilisation globale des effectifs dans la fonction publique de l'État ..... 15
La politique de recrutement, la gestion prévisionnelle des emplois (suites des rapports Join Lambert et Weiss) ..... 15
L'apprentissage ..... 16
• L'information des jeunes ..... 17
L'insertion des handicapés (recrutement contractuel) ..... 18

**Deuxième partie**
LE DIALOGUE SOCIAL DANS LA FONCTION PUBLIQUE ..... 19

Chapitre I
La négociation salariale ..... 21

Mesure de l'augmentation moyenne des rémunérations des fonctionnaires ..... 21
L'accord salarial du 10 février 1998 ..... 22

Chapitre II
Le dialogue social dans le cadre des organismes représentatifs ..... 25

Le Conseil supérieur de la fonction publique de l'État et ses formations ..... 25
• La formation plénière ..... 25
• Les formations spécialisées ..... 27
*La commission des statuts* ..... 27
*La commission centrale de l'hygiène et de la sécurité* ..... 28
*La commission de la formation* ..... 28
*La commission de modernisation des services publics* ..... 28
*La commission de recours* ..... 29

L'évolution des règles de représentativité syndicale dans la fonction publique ..... 30
• Les commissions administratives paritaires (CAP) ..... 30
• Les comités techniques paritaires (CTP) ..... 31
*La refonte des circulaires du 18 novembre 1982 relatives aux CAP et aux CTP* ..... 32
*Élaboration d'un guide sur les critères de représentativité* ..... 32
*Diffusion d'une circulaire sur la généralisation des commissions consultatives paritaires* ..... 32
*Poursuite de la réflexion sur l'évolution des textes réglementaires relatifs aux instances paritaires de concertation de la fonction publique de l'État* ..... 32

Chapitre III
La mise en œuvre des accords passés ..... 33

Les mesures restant à prendre dans le cadre des accords « Durafour » ..... 33
Le bilan des accords « Durafour » ..... 34
• Les faibles qualifications ..... 34
• L'amélioration des déroulements de carrière ..... 34
• La revalorisation des statuts ..... 34
• La suppression des obstacles à la mobilité ..... 35
• La nouvelle bonification indiciaire ..... 35
• Au total ..... 35
• La transposition du protocole ..... 36
*Aux agents non titulaires* ..... 36
*Aux personnels enseignants et assimilés* ..... 36
La mise en œuvre des autres accords ..... 37
• L'accord cadre sur la formation continue ..... 37
• Le protocole relatif à la résorption de l'emploi précaire ..... 37
• L'hygiène, la sécurité et la médecine de prévention : accord du 28 juillet 1994 ..... 39
• Le protocole de départ anticipé pour l'emploi des jeunes dans la fonction publique du 16 juillet 1996 : le congé de fin d'activité ..... 39

Chapitre IV
La réflexion relative au temps de travail ..... 41

Chapitre V
L'action sociale interministérielle ..... 43

Les travaux du Comité interministériel d'action sociale (CIAS) ..... 43
Le fonctionnement des sections régionales interadministratives d'action sociale (SRIAS) ..... 44
Développement de l'action sociale dans le cadre de l'accord salarial pour 1998-1999 ..... 44

**Troisième partie**
LA MODERNISATION DE LA FONCTION PUBLIQUE AU SERVICE DES USAGERS ..... 45
Le programme de réforme de l'État ..... 47

Chapitre I
Déconcentration, transparence et proximité ..... 49

Les mesures de déconcentration ..... 49
• La déconcentration du dialogue social ..... 49
• La déconcentration de la gestion du personnel ..... 49
• La déconcentration des décisions individuelles ..... 50
Les mesures de transparence et de simplification ..... 50
• La simplification des formalités incombant aux usagers ..... 50
• Le projet de code de la fonction publique ..... 51
• Le projet de banque de données juridiques inter-fonctions publiques ..... 51
• La transparence et la modernisation des rémunérations ..... 52
• La rénovation du système de notation et d'évaluation ..... 52
• Les droits sociaux des fonctionnaires ..... 53
• La réforme de la réglementation du cumul d'activités et de rémunérations ..... 53
La proximité et l'accessibilité du service public ..... 54
• Les points publics en milieu rural et Maisons des services publics ..... 54
• L'accueil des usagers ..... 54
• Le télétravail ..... 55
• La politique de la ville ..... 55
La déontologie ..... 55

Chapitre II
Une gestion des ressources humaines rénovée ..... 57

La mobilité des fonctionnaires ..... 57
L'égalité entre les hommes et les femmes ..... 59
La formation des cadres (à la gestion des ressources humaines notamment) . 60
• Les actions prévues en 1998 ..... 61
Les autres aspects de la politique de l'encadrement ..... 61
• La mobilité statutaire des membres des corps recrutés par la voie de l'ENA et des administrateurs des postes et télécommunications ..... 62
• La gestion prévisionnelle de l'encadrement supérieur de l'État ..... 62
• L'adaptation de la formation dispensée à l'ENA ..... 63
• Un groupe de travail sur les inspections générales ministérielles ..... 63
• L'amélioration de la gestion du corps des administrateurs civils, des emplois d'encadrement et de direction et de la connaissance des corps d'attachés d'administration centrale ..... 64
Les systèmes de gestion informatisée des personnels ..... 64

Chapitre III
Communication interne et communication externe ..... 67

Les nouvelles technologies de l'information et de la communication ..... 67
• La mise en œuvre du programme d'action gouvernemental : Préparer l'entrée de la France dans la société de l'information (PAGSI) ..... 67
*La numérisation et la mise en ligne sur Internet des données publiques essentielles* ..... 67
*La migration des services télématiques vers Internet* ..... 68
*Rendre l'administration accessible par voie électronique* ..... 68
• Les nouvelles technologies et leurs applications ..... 68
*L'ouverture d'une rubrique « logements sociaux » sur le 36.16 Fonctionnaire* ..... 68

*L'outil de réorientation des usagers* ..... 68
Les publications ..... 69
• La revue « Service public » ..... 69
• Les autres publications ..... 70
• Les actions de communication ..... 70
*Les journées d'études de la DGAFP* ..... 70
Les études et les recherches ..... 71
• Les études réalisées en 1997 ..... 71
• La réunion bisannuelle « Université DGAFP » ..... 71
• La recomposition du comité de recherche et de prospective (CRP) ..... 71
La DGAFP et ses réseaux ..... 71
• La réunion mensuelle des directeurs de l'administration générale et du personnel ..... 72
• La journée des chefs de corps d'inspection générale ..... 72
• Le réseau des modernisateurs ..... 72

**Quatrième partie**
LA COOPÉRATION ADMINISTRATIVE INTERNATIONALE ..... 75

Chapitre I
L'action internationale de la DGAFP ..... 77

Les échanges de fonctionnaires ..... 77
L'accueil de délégations étrangères ..... 77
Présence de la DGAFP à l'étranger ..... 78

Chapitre II
L'action internationale des écoles administratives ..... 79

La coopération bilatérale ..... 79
La coopération multilatérale sur programmes européens ..... 80

Chapitre III
L'action interministérielle de la DGAFP en matière internationale ..... 81

Le groupe permanent pour le développement de la coopération administrative internationale ..... 81
• Le statut des experts ..... 81
• Le développement de la coopération administrative internationale ..... 82
La réunion sur la coopération administrative internationale présidée par le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'État et de la décentralisation ..... 82

Chapitre IV
L'Europe ..... 83

La libre circulation ..... 83
• Poursuite de l'ouverture de la fonction publique à l'Europe ..... 83
La formation : le CEES ..... 84

Chapitre V
L'OCDE ..... 85

Travaux menés au sein du comité de la gestion publique de l'OCDE (comité Puma) ..... 85
• Observatoire des fonctions publiques des pays de l'OCDE ..... 86
• Comité interministériel des moyens de l'État à l'étranger ..... 86

**ANNEXES** ..... 87

Annexe 1
Communiqués du conseil des ministres ..... 89

Conseil des ministres du 20 mars 1997 ..... 89
• Mobilité des fonctionnaires issus de l'ENA ..... 89
Conseil des ministres du 9 avril 1997 ..... 89
• Formation des fonctionnaires ..... 89
*La mise en œuvre de l'acccord-cadre de février 1996* ..... 89
*La formation permanente des hauts fonctionnaires* ..... 90
*Le congé de formation-mobilité* ..... 90
Conseil des ministres du 7 mai 1997 ..... 90
• Services à compétence nationale ..... 90
Conseil des ministres du 21 mai 1997 ..... 90
• Simplifications administratives ..... 90
Conseil des ministres du 24 septembre 1997 ..... 91
• Revalorisation des traitements des personnels de l'État, des collectivités locales et des hôpitaux ..... 91
Conseil des ministres du 5 novembre 1997 ..... 91
• La réforme de l'État ..... 91
*La concertation et la transparence* ..... 92
*L'amélioration du service rendu* ..... 92
*La déconcentration des décisions* ..... 92
*La modernisation de la gestion publique* ..... 92
*La gestion des ressources humaines* ..... 92
*L'ouverture de l'État sur l'Europe et le monde* ..... 92
Conseil des ministres du 17 décembre 1997 ..... 93
• Déconcentration des décisions administratives individuelles ..... 93
Conseil des ministres du 11 février 1998 ..... 93
• Déconcentration des décisions administratives individuelles ..... 93
Conseil des ministres du 18 février 1998 ..... 93
• Accord salarial dans la fonction publique ..... 93
Conseil des ministres du 4 mars 1998 ..... 94
• Revalorisation des traitements des personnels de l'État, des collectivités locales et des hôpitaux ..... 94

Annexe 2
Liste des réunions des organismes consultatifs ..... 95

Conseil supérieur de la fonction publique ..... 95

• Ordre du jour des réunions plénières du Conseil supérieur de la fonction publique tenues de mars 1997 à mars 1998 ..... 95
*Session du 8 juillet 1997* ..... 95
*Session du 14 octobre 1997* ..... 96
*Session du 16 décembre 1997* ..... 97
*Session du 24 février 1998* ..... 98

Commission des statuts ..... 99
• Ordre du jour des réunions de la commission des statuts du Conseil supérieur de la fonction publique tenues de mars 1997 à mars 1998 ..... 99
*Session du 1er juillet 1997* ..... 99
*Session du 17 juillet 1997* ..... 99
*Session du 22 octobre 1997* ..... 99
*Session du 3 mars 1998* ..... 99
• Comité interministériel d'action sociale (CIAS) ..... 100
*Session du 2 avril 1997* ..... 100
*Session du 21 mai 1997* ..... 100
*Session du 8 janvier 1998* ..... 100
*Session du 25 février 1998* ..... 100
*Session du 9 mars 1998* ..... 100

Annexe 3
Publications, études et réseaux de la DGAFP ..... 101

Les publications ..... 101
• Les fiches « Points forts » ..... 101
• Les comptes rendus des journées d'études de la DGAFP ..... 101
• Les rapports de la DGAFP (diffusés par la Documentation française) ..... 101
• Brochures, guides et plaquettes ..... 102
*Articles de chercheurs travaillant avec la DGAFP* ..... 102

Les études et les recherches ..... 102
• Les études terminées en 1997 ..... 102

Les réseaux de la DGAFP ..... 103

Annexe 4
Relevé de conclusions sur le dispositif salarial applicable jusqu'au 31 décembre 1999 (1998-1999) ..... 105

Dispositions relatives aux bas salaires ..... 105

Mesures générales ..... 106

Temps de travail ..... 106

Autres mesures ..... 107

Dispositions finales ..... 107

Nouvelle grille indiciaire de la catégorie C ..... 108

Annexe 5
Texte de la lettre de mission relative au temps de travail du 18 février 1998 ..... 111

**Bilan social** ..... 113

**I. LA FONCTION PUBLIQUE DANS LE BUDGET DE L'ÉTAT** ..... 117

**A. Le budget de l'État** ..... 118

Tableau I-1 : Les grandes masses du budget de l'État d'après les lois de finances initiales (yc budgets annexes) ..... 118

Graphique I-1 : Évolution du budget de l'État et des budgets annexes ..... 119

Tableau I-2 : Évolution des grandes catégories de dépenses du budget général de l'État ..... 120

Graphique I-2 : Évolution des grandes catégories de dépenses du budget général de l'État ..... 121

**B. Dépenses induites par la fonction publique de l'État** ..... 122

Tableau I-3 : Évolution des principales composantes des dépenses induites par la fonction publique de l'État ..... 122

Graphique I-3 : Dépenses induites en pourcentage du PIB ..... 123

Tableau I-4 : Les principales composantes des dépenses induites par la fonction publique de l'État pour 1997 ..... 124

Graphique I-4 : La part des dépenses de fonction publique dans le budget de l'État en 1997 ..... 125

Tableau I-5 : Répartition des crédits votés et des fonds de concours par éléments de rémunération d'activité (1) en 1997 ..... 126

Tableau I-6 : Répartition des rémunérations d'activité (1) par ministère en 1997 ..... 127

Tableau I-7 : Répartition par nature des primes et indemnités (1) en 1997 ..... 128

Graphique I-5 : Répartition par nature des primes et indemnités (1) en 1997 129

**C. Emplois budgétaires** ..... 130

Graphique I-6 : Évolution des emplois budgétaires par statut (indice base 100 en 1991) ..... 130

Tableau I-8 : Les emplois budgétaires par statut de 1991 à 1997 ..... 131

Tableau I-9 : Variation des emplois budgétaires entre 1996 et 1997 ..... 132

Tableau I-10 : Évolution 1998/1997 des emplois budgétaires ..... 133

Tableau I-11 : Répartition des emplois budgétaires par section budgétaire et par catégorie statutaire en 1997 ..... 134

Tableau I-12 : Emplois budgétaires d'administration centrale y compris les emplois d'inspection générale en 1997 (1) ..... 135

Graphique I-7 : Répartition des emplois budgétaires de titulaires civils par catégorie hiérarchique en 1997 ..... 136

Tableau I-13 : Répartition des emplois budgétaires de titulaires civils par section budgétaire et par catégorie hiérarchique en 1997 ..... 137

Graphique I-8 : Emplois budgétaires de titulaires civils des principaux corps en 1997 ..... 138

Tableau I-14 : Emplois budgétaires de titulaires civils dans les principaux corps en 1997 ..... 139

## II. EFFECTIFS RÉELS ET STRUCTURE DES EMPLOIS 143


**A. La fonction publique au sens large** ... 145

Tableau II-1 : Effectifs réels de la fonction publique de l'État, territoriale et hospitalière ... 145

Tableau II-2 : Effectifs réels dans la fonction publique de l'État depuis le 31.12.90 par sexe ... 146

Tableau II-3 : Effectifs réels dans la fonction publique de l'État depuis le 31.12.90 par statut ... 147

Tableau II-4 : Les agents de l'État par statut et par sexe ... 148

Tableau II-5 : Effectifs des établissements publics nationaux au 31 décembre 1994 par nature juridique d'établissement et par statut et niveau hiérarchique des agents ... 149

Tableau II-6 : Établissements publics nationaux les plus importants ... 150

**B. Les agents des ministères : structure des emplois** ... 151

Tableau II-7 : Effectifs réels par catégorie ... 151

Graphique II-1 : Niveau des effectifs réels des titulaires civils des ministères selon la catégorie hiérarchique ... 152

Graphique II-2 : Évolution des effectifs réels des principaux ministères civils-Base 100 au 31.12.90 ... 153

Tableau II-8 : Effectifs réels des agents de l'État par ministère et par statut au 31 décembre 1996 ... 154

Tableau II-9 : Effectifs réels des titulaires civils par ministère et par catégorie hiérarchique au 31 décembre 1996 ... 155

Tableau II-10 : Effectifs réels des non-titulaires par ministère et par catégorie hiérarchique au 31 décembre 1996 ... 156

Tableau II-11 : Répartition des agents de l'État selon la catégorie statutaire et le sexe au 31 décembre 1996 ... 157

Graphique II-3 : Les agents civils de l'État au 31 décembre 1996 : part des femmes ... 158

Tableau II-12 : Taux de féminisation des ministères au 31 décembre 1996 ... 159

Tableau II-13 : Les titulaires civils de l'État selon l'âge et le sexe ... 160

Graphique II-4 : Les titulaires civils de l'État par catégorie hiérarchique et par âge au 31 décembre 1996 ... 161

Graphique II-5 : Les agents des ministères civils selon la catégorie socioprofessionnelle au 31 décembre 1996 : part des femmes ... 162

Tableau II-14 : Répartition des agents des ministères civils selon la catégorie socioprofessionnelle et le sexe au 31 décembre 1996 ... 163

Graphique II-6 : Pyramide des âges des titulaires civils de l'État de catégorie A. Âge révolu au 31 décembre 1996 ... 164

Graphique II-7 : Pyramide des âges des titulaires civils de l'État de catégorie B. Âge révolu au 31 décembre 1996 ... 164

Graphique II-8 : Pyramide des âges des titulaires civils de l'État de catégorie C, D. Âge révolu au 31 décembre 1996 ... 165

Graphique II-9 : Pyramide des âges des titulaires civils de l'État ... 166

**C. Répartition géographique** ..... 167
Tableau II-15 : Effectifs réels des agents civils de l'État par région et par ministère au 31 décembre 1996 ..... 167
Tableau II-16 : Effectifs des agents civils de l'État par région et par département au 31 décembre 1996 ..... 168
Figure II.1 : Les agents civils de l'État par région au 31 décembre 1996 ..... 169
Tableau II-17 : Répartition par âge et par région des agents civils de l'État au 31 décembre 1996 ..... 170
Figure II.2 : Âge médian des agents civils de l'État par région au 31 décembre 1996 ..... 171

**D. Emplois de direction et d'inspection générale** ..... 173
Tableau II-18 : Répartition entre hommes et femmes des principaux emplois d'encadrement au 1er juin 1997 ..... 173
Tableau II-19 : Les effectifs des grands corps de l'État au 1er juin 1997 ..... 174
Tableau II-20 : Répartition entre hommes et femmes, selon les ministères, des emplois de direction d'administration centrale au 1er juin 1997 ..... 175
Tableau II-21 : Répartition entre hommes et femmes, par ministère, des emplois de chef de service déconcentré au 1er juin 1997 ..... 176
Tableau II-22 : Répartition entre hommes et femmes des emplois en inspection générale au 1er juin 1997 ..... 177

**III. TEMPS DE TRAVAIL** ..... 181
Tableau III-1 : Emploi à temps partiel (1) et cessation progressive d'activité (CPA) par statut, par sexe et selon la quotité de travail au 31 décembre 1996 182
Graphique III-1 : Emploi à temps partiel par statut selon la quotité de travail au 31 décembre 1996 ..... 183
Graphique III-2 : Emploi à temps partiel (1) et CPA par statut, par sexe et selon la quotité de travail au 31 décembre 1996 ..... 184
Tableau III-2 : Temps partiel et cessation progressive d'activité des agents titulaires par sexe, par ministère et selon la quotité de travail au 31 décembre 1996 ..... 185
Tableau III-3 : Temps partiel et cessation progressive d'activité des agents titulaires par sexe et selon la quotité de travail depuis 1990 ..... 186
Graphique III-3 : Temps partiel et cessation progressive d'activité des agents titulaires par sexe et selon la quotité de travail depuis 1990 ..... 187
Graphique III-4 : Temps partiel des agents titulaires par catégorie hiérarchique et selon la quotité de travail au 31 décembre 1996 ..... 188
Tableau III-4 : Temps partiel et cessation progressive d'activité des agents titulaires par sexe, par catégorie hiérarchique et selon la quotité de travail au 31 décembre 1996 ..... 189
Graphique III-5 : Temps partiel des agents titulaires par catégorie hiérarchique et selon la quotité de travail au 31 décembre 1996 (Ministères hors Éducation nationale) ..... 190
Tableau III-5 : Temps partiel ou incomplet des agents non titulaires et des ouvriers d'État par sexe, par ministère et selon la quotité de travail au 31 décembre 1996 ..... 191
Tableau III-6 : Répartition par catégorie statutaire et par sexe des bénéficiaires de la cessation progressive d'activité au 31 décembre 1997 ..... 192

Graphique III-6 : Répartition par catégorie statutaire et par sexe des bénéficiaires de la cessation progressive d'activité au 31 décembre 1997 ..... 193
Graphique III-7 : Évolution du nombre de bénéficiaires du régime de la cessation progressive d'activité ..... 194

**IV. CONCOURS** ..... 197

**A. Sélectivité des concours depuis 1990** ..... 198
Tableau IV-1 : Ensemble des concours de la fonction publique de l'État : Évolution du nombre de postes, de candidats présents et admis sur liste principale ..... 198
Graphique IV-1 : Ensemble des concours de la fonction publique d'État : Évolution du nombre de postes, de candidats présents et admis sur liste principale ..... 199
Tableau IV-2 : Concours externes : Évolution du nombre de postes, de candidats présents et admis sur liste principale ..... 200
Graphique IV-2 : Concours externes : Évolution du nombre de postes, de candidats présents et admis sur liste principale ..... 201
Tableau IV-3 : Concours internes : Évolution du nombre de postes, de candidats présents et admis sur liste principale ..... 202
Graphique IV-3 : Concours internes : Évolution du nombre de postes, de candidats présents et admis sur liste principale ..... 203
Tableau IV-4 : Examens professionnels : Évolution du nombre de postes, de candidats présents et admis sur liste principale ..... 204
Tableau IV-5 : Concours uniques : Évolution du nombre de postes, de candidats présents et admis sur liste principale aux concours uniques ..... 204
Graphique IV-4 : Concours externes et internes : comparaison de l'évolution de la sélectivité et du nombre de postes offerts ..... 205

**B. Concours 1996** ..... 207
Tableau IV-6 : Ensemble des concours (1) en 1996 : Répartition du nombre de postes, d'inscrits, de candidats présents et admis, par catégorie hiérarchique et par sexe ..... 207
Tableau IV-7 : Concours externes en 1996 : Répartition du nombre de postes, d'inscrits, de candidats présents et admis, par catégorie hiérarchique et par sexe ..... 208
Tableau IV-8 : Concours internes en 1996 : Répartition du nombre de postes, d'inscrits, de candidats présents et admis, par catégorie hiérarchique et par sexe ..... 209
Tableau IV-9 : Concours uniques & examens professionnels en 1996 : Répartition du nombre de postes, d'inscrits, de candidats présents et admis, par sexe ..... 210
Tableau IV-10 : Taux de présence et sélectivité par type de concours et par catégorie hiérarchique en 1996 ..... 211
Tableau IV-11 : Ensemble des concours de la fonction publique de l'État – Répartition par administration du nombre d'inscrits, de candidats présents et admis sur liste principale par sexe en 1996 ..... 212
Tableau IV-12 : Répartition par administration des postes offerts et des candidats admis sur liste principale par type de concours en 1996 ..... 213

Tableau IV-13 : Ensemble des concours (1) 1996 dont le nombre de candidats admis sur liste principale est supérieur à200 ..... 214
Tableau IV-14 : Concours externes 1996 dont le nombre de candidats admis sur liste principale est supérieur à 200 ..... 215
Tableau IV-15 : Origine statutaire des candidats admis à l'ensemble des concours (1) 1996 ..... 216
Graphique IV-5 : Origine statutaire des candidats admis à l'ensemble des concours (1) 1996 ..... 217
Tableau IV-16 : Origine statutaire des candidats admis aux concours externes 1996 ..... 218
Graphique IV-6 : Origine statutaire des candidats admis aux concours externes 1996 ..... 219
Tableau IV-17 : Origine statutaire des candidats admis aux concours internes 1996 ..... 220
Tableau IV-18 : Origine statutaire des candidats admis aux examens professionnels 1996 ..... 220
Tableau IV-19 : Origine statutaire des candidats admis aux concours uniques 1996 ..... 221
Tableau IV-20 : Origine statutaire des candidats admis aux 3ème concours 1996 ..... 221
Tableau IV-21 : Origine statutaire des candidats admis aux concours de titularisation 1996 ..... 221

**C. Concours des Instituts Régionaux d'Administration** ..... 223
Tableau IV-22 : Évolution du nombre d'inscrits, de présents, d'admis et du taux de sélectivité ..... 223
Graphique IV-7 : Évolution du taux de sélectivité (présents/admis) aux concours des IRA ..... 224
Tableau IV-23 : Concours externes des instituts régionaux d'administration : taux de réussite selon le type de diplôme des candidats admis en 1996 ..... 225
Graphique IV-8 : Évolution du pourcentage de femmes admises aux concours des instituts régionaux d'administration ..... 226
Tableau IV-24 : Concours des instituts régionaux d'administration : part des femmes dans les candidats admis ..... 227
Graphique IV-9 : Concours externes des instituts régionaux d'administration : niveau de formation des candidats admis ..... 228
Tableau IV-25 : Concours externes des instituts régionaux d'administration : niveau de formation des candidats admis ..... 229
Tableau IV-26 : Concours internes des instituts régionaux d'administration : répartition des candidats admis selon le niveau de formation ..... 230
Tableau IV-27 : Troisième concours (1) d'accès aux instituts régionaux d'administration : niveau de diplôme des candidats admis en 1996 ..... 230
Tableau IV-28 : Concours des instituts régionaux d'administration : candidats admis en 1996 selon l'origine géographique ..... 231

**D. Concours de l'École nationale d'administration** ..... 233
Tableau IV-29 : Évolution du nombre d'admis, du pourcentage de femmes admises et de l'âge moyen, aux concours d'entrée à l'École nationale d'administration ..... 233

Tableau IV-30 : Origine socioprofessionnelle des élèves masculins de l'École nationale d'administration – Promotion Valmy 1996/1998 ..... 234
Tableau IV-31 : Origine socioprofessionnelle des élèves féminins de l'École nationale d'administration – Promotion Valmy 1996/1998 ..... 235
Tableau IV-32 : Origine socioprofessionnelle des élèves de l'École nationale d'administration – Valmy 1996/1998 ..... 236
Tableau IV-33 : Origine géographique des élèves reçus aux concours d'entrée à l'École nationale d'administration en 1997 ..... 237

V. POSITIONS STATUTAIRES ..... 241

**1. Ensemble** ..... 242
Tableau V-1 : Répartition des positions statutaires par catégorie hiérarchique au 31 décembre 1996 ..... 242
Graphique V-1 : Répartition des positions statutaires par catégorie hiérarchique au 31 décembre 1996 ..... 242
Tableau V-2 : Répartition des positions statutaires par sexe au 31 décembre 1996 ..... 243
Graphique V-2 : Répartition des positions statutaires par sexe au 31 décembre 1996 ..... 243

**2. Détachements** ..... 244
Tableau V-3 : Effectifs en service détaché par administration et destination (*) au 31 décembre 1996 ..... 244
Graphique V-3 : Effectifs en service détaché par destination au 31 décembre 1996 ..... 245

**3. Mises à disposition** ..... 246
Tableau V-4 : Effectifs mis à disposition par administration et destination au 31 décembre 1996 ..... 246
Graphique V-4 : Effectifs mis à disposition par destination au 31 décembre 1996 ..... 247

**4. Disponibilités** ..... 248
Tableau V-5 : Effectifs en disponibilité par administration et destination au 31 décembre 1996 ..... 248

**5. Positions hors cadres** ..... 249
Tableau V-6 : Effectifs en position hors cadres par administration et destination au 31 décembre 1996 ..... 249

**6. Congés parentaux** ..... 250
Tableau V-7 : Effectifs en congé parental par administration et par catégorie statutaire au 31 décembre 1996 ..... 250

VI. RÉMUNÉRATIONS ..... 253
Tableau VI-1 : Bilan des augmentations générales des fonctionnaires depuis 1982 ..... 254
Tableau VI-2 : Valeur du traitement annuel brut afférent à l'indice 100 ..... 256
Tableau VI-3 : Évolution comparée des prix et des rémunérations publiques depuis 1982 ..... 257

Graphique VI-1 : Évolution de l'indice de traitement de la Fonction Publique comparée à la hausse des prix depuis 1991 – en glissement. 258
Tableau VI-4 : Incidence de l'évolution de la rémunération et du salaire moyens de la fonction publique sur la masse salariale de l'État 259
Graphique VI-2 : Facteurs d'évolution du salaire moyen par tête (SMPT) de la fonction publique de l'État depuis 1991 260
Graphique VI-3 : Facteurs d'évolution de la rémunération moyenne des personnes en place (RMPP) de la fonction publique de l'État depuis 1991 ... 261
Tableau VI-5 : Traitements caractéristiques de la fonction publique au 1er avril 1998 262
Graphique VI-4 : Échelonnement des indices caractéristiques de la fonction publique au 1er avril 1998 263
Tableau VI-6 : Répartition indiciaire des titulaires civils selon le sexe au 31 décembre 1996 (résultats provisoires hors Défense) 264
Graphique VI-5 : Répartition indiciaire des titulaires civils selon le sexe au 31 décembre 1996 (résultats provisoires hors Défense) 265
Tableau VI-7 : Distribution des salaires nets des agents titulaires civils de l'État en 1996 266
Tableau VI-8 : Rémunération nette annuelle moyenne par catégorie socioprofessionnelle en 1996 (agents titulaires des ministères civils employés à temps complet en métropole) 267

**VII. FORMATION** 271
Tableau VII-1 : La formation initiale et continue par administration (1) 272
Tableau VII-2 : La formation initiale par administration 273
Tableau VII-3 : La formation continue (congés spécifiques compris) par administration 274
Graphique VII-1 : Dépenses de formation par rapport à la masse salariale par administration (1) 275
Tableau VII-4 : Dépenses totales de formation par rapport à la masse salariale 276
Tableau VII-5 : Nombre de jours de formation par agent en fonction (1) 277

**VIII. RELATIONS PROFESSIONNELLES** 281

**A. Élections aux Commissions administratives paritaires centrales – Période du 1er janvier 1995 au 31 décembre 1997** 283
Tableau VIII-1 : Ensemble des trois fonctions publiques : Résultats des élections professionnelles 283
Tableau VIII-2 : Résultats d'ensemble 284
Graphique VIII-1 : Pourcentage d'électeurs par fédération syndicale 284
Tableau VIII-3 : Résultat des élections des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires centrales – Période du 01-01-95 au 31-12-97
*Participation électorale par catégorie hiérarchique* 285
Tableau VIII-4 : Résultat des élections des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires centrales – Période du 01-01-95 au 31-12-97
*Participation électorale toutes catégories* 286

Tableau VIII-5 : Résultat des élections des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires centrales – Période du 01-01-95 au 31-12-97
*Nombre d'électeurs – Toutes catégories* ..... 287

Graphique VIII-2 : Résultat des élections des représentants du personnel aux CAP – Période du 01-01-95 au 31-12-97
*Nombre d'électeurs– Toutes catégories* ..... 288

Tableau VIII-6 : Résultat des élections des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires centrales – Période du 01-01-95 au 31-12-97
*Pourcentage du nombre d'électeurs – Toutes catégories* ..... 289

Tableau VIII-7 : Résultat des élections des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires centrales – Période du 01-01-95 au 31-12-97
*Nombre d'électeurs – Catégorie A* ..... 290

Tableau VIII-8 : Résultat des élections des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires centrales – Période du 01-01-95 au 31-12-97
*Pourcentage du nombre d'électeurs – Catégorie A* ..... 291

Tableau VIII-9 : Résultat des élections des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires centrales – Période du 01-01-95 au 31-12-97
*Nombre d'électeurs – Catégorie B* ..... 292

Tableau VIII-10 : Résultat des élections des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires centrales – Période du 01-01-95 au 31-12-97
*Pourcentage du nombre d'électeurs – Catégorie B* ..... 293

Tableau VIII-11 : Résultat des élections des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires centrales – Période du 01-01-95 au 31-12-97
*Nombre d'électeurs – Catégorie C* ..... 294

Tableau VIII-12 : Résultat des élections des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires centrales – Période du 01-01-95 au 31-12-97
*Pourcentage du nombre d'électeurs – Catégorie C* ..... 295

Tableau VIII-13 : Résultat des élections des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires centrales – Période du 01-01-95 au 31-12-97
*Nombre de sièges – Toutes catégories* ..... 296

Tableau VIII-14 : Résultat des élections des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires centrales – Période du 01-01-95 au 31-12-97
*Pourcentage du nombre de sièges – Toutes catégories* ..... 297

Tableau VIII-15 : Résultat des élections des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires centrales – Période du 01-01-95 au 31-12-97
*Nombre de sièges – Catégorie A* ..... 298

Tableau VIII-16 : Résultat des élections des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires centrales – Période du 01-01-95 au 31-12-97
*Pourcentage du nombre de sièges – Catégorie A* ..... 299

Tableau VIII-17 : Résultat des élections des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires centrales – Période du 01-01-95 au 31-12-97
*Nombre de sièges – Catégorie B* ..... 300
Tableau VIII-18 : Résultat des élections des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires centrales – Période du 01-01-95 au 31-12-97
*Pourcentage du nombre de sièges – Catégorie B* ..... 301
Tableau VIII-19 : Résultat des élections des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires centrales – Période du 01-01-95 au 31-12-97
*Nombre de sièges – Catégorie C* ..... 302
Tableau VIII-20 : Résultat des élections des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires centrales – Période du 01-01-95 au 31-12-97
*Pourcentage du nombre de sièges – Catégorie C* ..... 303

**B. Commission de recours du CSFPE** ..... 305
Tableau VIII-21 : Évolution de l'activité de la commission de recours du conseil supérieur de la fonction publique de l'État ..... 305
Graphique VIII-3 : Évolution du nombre de recours déposés auprès de la commission de recours du conseil supérieur de la fonction publique de l'État 305
Tableau VIII-22 : Sanctions disciplinaires et mesures prises pour insuffisance professionnelle en 1997 ..... 306

**C. Grèves** ..... 307
Tableau VIII-23 : Cessations collectives et concertées du travail des agents de l'État depuis 1992 ..... 307
Graphique VIII-4 : Évolution du nombre de journées perdues pour fait de grève (1) ..... 307

**IX. POLITIQUE SOCIALE** ..... 311

**A. Travailleurs handicapés** ..... 312
Tableau IX-1 : Bénéficiaires de la loi "handicapés" par ministère et par catégorie de bénéficiaires (y compris quelques établissements publics) au 31 décembre 1996 ..... 312
Graphique IX-1 : Répartition par catégorie des bénéficiaires de la loi "handicapés" au 31 décembre 1996 ..... 313
Tableau IX-1 : Flux de nouveaux bénéficiaires par ministère en 1996 ..... 314
Tableau IX-2 : Montant des achats et des marchés passés avec des établissements de travail protégé, équivalences en effectifs en 1996 ..... 315
Tableau IX-3 : Bénéficiaires de la loi "handicapés" par types de bénéficiaires, par catégorie statutaire et par sexe au 31 décembre 1996 ..... 316
Graphique IX-2 : Bénéficiaires de la loi "handicapés", par catégorie statutaire au 31 décembre 1996 ..... 317
Graphique IX-3 : Bénéficiaires de la loi "handicapés" par catégorie statutaire et par sexe au 31 décembre 1996 ..... 317
Graphique IX-4 : Répartition entre hommes et femmes des bénéficiaires de la loi "handicapés" par catégorie de bénéficiaires au 31 décembre 1996 ..... 318

Tableau IX-4 : Flux de nouveaux bénéficiaires en 1996 selon le statut ..... 319
Tableau IX-5 : Bénéficiaires de la loi "handicapés" par ministère (y compris quelques établissements publics) au 31 décembre 1996 ..... 320
Graphique IX-5 : Pourcentage par ministère ou établissement public des bénéficiaires de la loi "handicapés" au 31 décembre 1996 ..... 321

**B. Crédits sociaux** ..... 323
Tableau IX-6 : Taux des prestations d'action sociale à réglementation commune en 1998 ..... 323
Tableau IX-7 : Répartition des crédits sociaux par type d'action en 1998 ..... 324
Tableau IX-8 : Évolution par ministère des crédits budgétaires consacrés à l'action sociale ..... 325
Tableau IX-9 : Financement des opérations d'action sociale interministérielle (1) ..... 326

**X. RETRAITES** ..... 329
Tableau X-1 : Évolution du nombre de pensions en paiement ..... 330
Tableau X-2 : Pensions civiles de retraite – Répartition par administration au 31 décembre 1996 ..... 331
Tableau X-3 : Pensions civiles de retraite – Ventilation par tranche d'âge des fonctionnaires retraités et leurs ayants cause au 31 décembre 1996 ..... 332
Graphique X-1 : Ayants droits titulaires de pensions civiles de retraite en paiement au 31 décembre 1996 : ventilation par tranche d'âge et par sexe... 333
Graphique X-2 : Ayants cause (1) des titulaires de pensions civiles de retraite en paiement au 31 décembre 1996 : ventilation par tranche d'âge ..... 334
Tableau X-4 : Évolution du nombre de mises à la retraite (ayants droit) (1) 335
Tableau X-5 : Pensions civiles de retraite – Ventilation des pensions attribuées aux fonctionnaires admis à la retraite en 1996 par administration, par catégorie statutaire et par sexe ..... 336
Tableau X-6 : Pensions civiles de retraite : ventilation par âge, par sexe et par catégorie de services des fonctionnaires admis à la retraite en 1996 (en distinguant les pensions d'ancienneté et les pensions attribuées pour invalidité) ..... 337
Tableau X-7 : Évolution des effectifs gérés par l'IRCANTEC ..... 338
Tableau X-8 : Le Congé de Fin d'Activité en 1997 ..... 339

Cet ouvrage a été achevé d'imprimer en juillet 1998 par Normandie Roto Impression s.a.
Z.I. de Montperthuis, 61250 Lonrai. N° d'imprim. : 981493. Dépôt légal : juillet 1998. *Imprimé en France*

DGAFP
Direction Générale de l'Administration et de la Fonction Publique

Ce document, diffusé chaque année, est composé d'un rapport faisant le point sur les différentes actions conduites ou impulsées par le ministère chargé de la fonction publique, pour cette dernière version pendant la période de mars 1997 à mars 1998, et d'une annexe statistique présentant les informations les plus récentes sur les agents de l'État.

La mise en œuvre du protocole d'accord du 9 février 1990 (protocole « Durafour ») est pratiquement achevée.

Un accord salarial, portant sur les années 1998 et 1999, a été signé le 10 février 1998 ; outre les dispositions salariales notamment pour les plus basses rémunérations, il prévoit entre autres la reconduction du dispositif de congé de fin d'activité en 1999, et une expertise sur la durée du travail.

Les données statistiques sur les agents de l'État sont présentées par thème : budget de l'État, effectifs, temps de travail, formation, concours, rémunérations, retraites, relations professionnelles, politique sociale... Elles sont complétées éventuellement par des références bibliographiques.

Comme chaque année, ce document a été transmis au Gouvernement et au Parlement après avis du Conseil supérieur de la fonction publique de l'État (session du 5 mai 1998).

ISBN : 2-11-004060-2
DF : 5 4516-3
Imprimé en France
Prix :140 F

9 782110 040602

**La Documentation française**
29-31, quai Voltaire - 75344 Paris Cedex 07
Tél. : 01.40.15.70.00
Télécopie : 01.40.15.72.30